

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12379 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 13 NOVEMBRE 1984

L'OUA, lassé du problème saharien...

Le Nigeria a été le trentième des cinquante Etats membres de l'OUA à reconnaître, le dimanche 11 novembre, la République arabe sahraïenne démocratique, la veille de l'ouverture du vingtième sommet de l'Organisation panafricaine. Une fois de plus la réunion sera dominée par l'interminable conflit saharien qui éclata à l'automne 1975. La décision de ce pays le plus peuplé et l'un des plus importants du continent a provoqué une certaine surprise. Elle ne manquera pas d'influencer ceux qui hésitent encore sur l'attitude à adopter au cas où, comme c'est fort probable, le président de la RASD, M. Mohamed Abdelaziz, ferait valoir son droit à participer au sommet.

Admise au sein de l'Organisation panafricaine dans des circonstances controversées, le 22 février 1962, la RASD avait, dans un souci de compromis, accepté « volontairement et provisoirement » de ne pas siéger au dix-neuvième sommet, en échange d'une résolution qui « exhortait » les deux belligérants — Maroc et Front Polisario — à entamer des « négociations directes » : ce que Rabat a refusé après avoir en même temps des contacts secrets avec les dirigeants sahraïens.

La décision de Lagos reflète l'exaspération et la lassitude de la plupart des « capitales noires » devant cette « querelle d'Arabes », qui, ainsi que l'a expliqué M. Ibrahim Gambari, ministre nigérien des affaires étrangères, a détourné l'attention de ses tâches primordiales : la mobilisation de tous pour faire sortir le continent de la misère et du sous-développement, la lutte contre la sécheresse et la famine, la bataille pour l'indépendance de la Namibie et l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud.

Nombre d'Etats modérés jusqu'ici favorables à Rabat ont été également irrités par l'attitude du Maroc : celui-ci prétend imposer ses propres choix à l'OUA — seul forum de dialogue africain — en acceptant certes les résolutions de Nairobi recommandant un référendum d'autodétermination mais, en refusant le texte du dix-neuvième sommet préconisant des négociations directes. En justifiant sa position par la « nécessité d'assurer le succès du vingtième sommet et, au-delà, la survie de l'OUA », M. Gambari s'accrocherait apparemment au départ du Maroc, décidé sans précédent et qui ferait d'autant plus de bruit que Rabat est membre fondateur de l'Organisation.

En réalité, en menaçant de se retirer de l'OUA si la RASD y siégeait, mais en continuant à ses amis et alliés de ne pas l'inviter et en se déclarant lié par les résolutions de Nairobi, le roi Hassan II a écrit de couper tous les ponts avec l'Organisation.

Comme à l'accoutumée, les grandes manœuvres diplomatiques ont continué jusqu'à la dernière minute, des pays très engagés comme Madagascar et le Burkina menaçant de quitter l'OUA si la RASD n'y siégeait pas et le Zaïre menaçant d'en faire autant si, au contraire, elle y était admise. Des pays modérés comme l'Egypte et le Sénégal auraient imaginé un nouveau compromis prévoyant le référendum d'autodétermination dans un délai de trois mois, à condition que le Maroc négocie directement les modalités du cessez-le-feu avec le Polisario.

A moins d'un coup de théâtre, qui ne serait pas le premier dans un sommet de l'OUA, il semble bien que les chefs d'Etat aient déjà jeté les dés en faveur des Sahraïens, quitte à demander ensuite à la Ligue arabe ou aux Maghrébins de trouver « en famille » une solution définitive au conflit saharien, que l'entrée de la RASD ne suffira évidemment pas à régler.

(Lire nos informations page 4.)

Les chances de paix progressent en Afrique australe

Washington s'efforce de faire aboutir la négociation sur le conflit namibien

La réaction de M. Reagan à la Maison Blanche pourrait précipiter la conclusion d'un règlement global en Afrique australe, permettant enfin à la Namibie d'accéder à l'indépendance. Elle intervient, en effet, au moment où Pretoria étudie des propositions angolaises de paix, transmises par les Américains, comprenant un calendrier du retrait des troupes cubaines encore stationnées en Angola en échange d'un rapatriement progressif de l'armée sud-africaine installée en Namibie. Si l'on en croit différentes sources, les Etats-Unis pressent l'Afrique du Sud d'accepter ces propositions, fruit de plusieurs mois d'intenses démarches. Mais rien n'est encore tranché et il faut attendre avec prudence les informations qui circulent depuis le vendredi 9 novembre sur l'« insistance » d'un accord, des chances de succès sont cependant assez faibles.

Qu'une parole majeure dans les négociations ait eu lieu, à la veille du scrutin présidentiel américain, est certaine. Toutefois, la phase actuelle des discussions demeure « très délicate », notamment aux yeux des Américains, car le projet, établi par une poignée de négociateurs, doit encore être « vendu » d'une part à l'ensemble du gouvernement sud-africain et, de l'autre, aux instances politiques de l'Angola. Dans le camp sud-africain, la négociation a été menée, avec l'appui du président Pieter Botha, par quelques hommes : M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, et le général Magnus Malan, ministre de la défense, assistés de M. Brand Fourie, numéro deux du ministère des affaires étrangères, et de M. Van Niekirk, administrateur général de la Namibie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

Riposte de la CGT après le meurtre d'un ouvrier

Grève nationale d'un quart d'heure mardi contre la « violence patronale »

La CGT, qui a réuni le dimanche 11 novembre son bureau confédéral, a décidé d'organiser « une riposte nationale » après le meurtre d'un de ses militants, en l'homme Terc, M. Kemal Ozgul, tué d'un coup de feu, la veille, dans une usine d'Epône (Yvelines).

En signe de protestation, tous les salariés sont appelés à interrompre le travail pendant un quart d'heure, le 13 novembre, et à observer une minute de silence. En fin d'après-midi des manifestations silencieuses auront lieu devant les sièges locaux des unions patronales et un rassemblement est prévu à 17 heures devant le siège du CNPF à Paris. La délégation CGT a refusé de participer, le 13 novembre, à la négociation sur la flexibilité.

Les dramatiques incidents d'Epône sont très révélateurs du climat social qui règne actuellement en France. Le nombre de jours de grève reste faible ; les syndicats ne réussissent pas à mobiliser leurs troupes, pourtant désenchantées et mécontentes, mais défilent ici ou là quelques conflits très durs et incontrôlés. Actions désespérées, où des militants, utilisant des moyens inhabituels pour le mouvement syndical — comme le sacage de locaux administratifs ou le blocage de voies ferrées ou routières — manifestent une

colère d'autant plus forte que ceux qui l'expriment n'ont plus rien à perdre.

Il en a été ainsi à Epône. Vouloir occuper son lieu de travail pour y exposer une grève de la faim est évidemment une réaction de désespoir qui donne lieu à des interprétations contradictoires.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 40 ainsi que l'ensemble de nos informations.)

Bordas perd son nom

Les Editions Bordas devaient changer de nom. C'est ce que vient de décider la cour d'appel de Paris, sur la demande d'un des fondateurs, M. Pierre Bordas, scindé de cette société depuis 1977.

La liberté de critique des décisions de justice étant ce qu'elle est, constamment confirmée par les magistrats, sur ce point très délicat, qu'il soit permis de plaindre ceux qui viennent de décider que les Editions Bordas devraient changer d'identité, c'est-à-dire le perdre.

Car cette décision fait peser sur eux le soupçon de manquer du sens de l'absurde, la certitude aussi de n'être pas exhortés du néolithique, comme le réclame, il y a déjà longtemps, un premier président de la Cour de cassation, toujours bien vivant d'ailleurs. Aujourd'hui, c'est plutôt le retour en force du néolithique.

Evénement en novembre 1977 de son poste de dirigeant fondateur, pour des raisons qu'une autre chambre de la cour d'appel a, il y a quatre ans, jugées fondées et de manière très sévère pour lui, M. Pierre Bordas eut par la suite l'idée de réclamer que son ancienne maison changeât de nom ; en d'autres termes qu'elle ne pût porter le sien (1).

Le tribunal de Paris avait rejeté sa demande. La cour y fait droit — non sans jouer à saute-mouton avec des éléments de faits sur lesquels, théoriquement, il n'est plus possible de revenir, quels que soient, précisément, les faits.

Ce n'est pas le lieu ici de rechercher si, juridiquement, l'arrêt de la première chambre de la cour de Paris est incontestable. Encore qu'il paraisse d'avantage relever du revirement de jurisprudence que de son respect, ce qui ne serait en rien condamnable si la solution retenue avait abouti à résoudre un conflit. Or, loin de le résoudre, elle en fait naître un autre, ou plutôt énonce une série d'absurdités et d'affirmations totalement contradictoires.

Ordonner, par exemple, que, dans un délai de quatre mois, la totalité des exemplaires portant la mention Bordas en soient dépouillés et ce, sous peine d'une amende de cent francs par manquement constaté, relève de l'extravagance.

PHILIPPE BOUCHER.

(Lire la suite page 12.)

(1) En revanche, les héritiers du cofondateur, M. Henri Bordas, frère de Pierre, se sont abstenus de toute action en ce sens.

AU JOUR LE JOUR

Solidarité

Ce pays a, depuis longtemps, pour les Français, des symboles de liberté et de respect des droits de l'homme y enregistrent chaque jour des succès.

Le syndicalisme libre est, là-bas, une activité périlleuse qui conduit souvent en prison. La police politique porte une attention particulière aux quartiers ouvriers et traque, dans les faubourgs de la misère, les agents de la « subversion ». On assassine même les prêtres, parce que l'Evangile dérange le pouvoir dans ce régime que dirige un général de fer.

Mais c'est loin, le Chili. BRUNO FRAPPAT.

Le brouillard des idées

I. — Ruptures et continuité

A gauche, la recherche d'une identité mise à mal par l'exercice du pouvoir ; à droite, la valorisation du statut de libéralisme. Si la gauche paraît défaits d'avoir combattu en 1986, droite et gauche ne sont-elles pas, sur le plan des idées, dans le brouillard ? Sur ce thème, nous nous interrogeons, au long

de la semaine, sur l'absence de modèles étrangers, le dévoiement de la gauche, la compatibilité entre gauchisme et libéralisme, et l'apport de l'extrême droite dans les débats de l'opposition, avant de mettre en parallèle l'idéologie de MM. Barre et Chirac à travers leurs ouvrages récents.

par JEAN-MARIE COLOMBANI

que la gauche entend faire apparaître une droite dont le mot d'ordre serait, selon M. Jean Poperey : « En arrière toute ! ». La victoire de M. Ronald Reagan aidant, nul doute qu'une partie de l'opposition soit tentée — sous la pression d'éditorialistes, d'auteurs à succès et d'élites exaspérées — par un tel durcissement. Au point que M. Jean-Claude Casanova, proche de M. Barre, exprime dans la revue *Commentaires*, qu'il dirige, la crainte de voir « à un parti socialiste devenu raisonnable succéder une droite et un centre qui auraient cessé de l'être ».

Tel est bien le problème. S'il est vrai que le déplacement politique de la France paraît d'une exceptionnelle brutalité et d'une rare amplitude, il n'en va pas de même au plan des idées. Dans ce domaine, la France serait plutôt dans le brouillard. Mais ce flou n'empêche pas un réel consensus.

Le brouillard vient d'abord de la gauche et de la droite. Pour une gauche désormais dépourvue d'orthodoxie, le mot d'ordre de modernisation et l'hygiène à la technologie ne sauraient tenir lieu de projets.

Quant à l'opposition, elle n'a, selon un observateur attentif, « jamais été électoralement aussi

forte et intellectuellement aussi faible » (1). Au point qu'il lui arrive de faire comme si les solutions réaganistes ou thatcheriennes étaient transposables en France. La situation politique contribue également à entretenir ce brouillard. Traditionnellement l'opposition se charge de l'idéologie tandis que le parti de gouvernement se montre pragmatique.

(Lire la suite page 11.)

(1) Alain Duhamel dans le *Quotidien de Paris*.

De la guerre du dollar à la « guerre des étoiles »



Jacqueline Grapin Forteresse America

« Sacré bouquin !... l'Amérique, non pas telle qu'on se l'imagine, mais telle qu'elle est... Pour savoir comment se présente le futur, et ce qu'il nous réserve, lisez Forteresse America. »

André Fontaine / Le Monde

GRASSI

« Le Monde de l'économie »

Pages 21 à 24

— Les difficultés des finances locales

Lire les articles de MICHEL GIRAUD, président du conseil régional de l'île-de-France, et de FRANÇOIS GROSCHARD

— Deux points de vue sur le rôle de l'Etat

Par PAUL MENTRE et JACQUES MAZIER

STREHLER MONTE « L'ILLUSION »

Une fragilité tout humaine

L'illusion comique de Corneille — qui en 1680 a changé de titre et s'est appelée *l'illusion* — a été créée en 1836. Elle est présentée à l'Odéon-Théâtre de l'Europe par Giorgio Strehler jusqu'au 31 décembre.

En 1936, la Comédie-Française fait appel à Louis Jouvet pour monter la pièce. Plus tard, rencontrant Giorgio Strehler, il lui a fait comprendre l'importance de cette œuvre qui l'avait laissé insatisfait justement parce qu'il en connaissait la valeur... Une œuvre mystérieuse. Peut-être hantée... C'est le mystère même de la représentation qui hante les hommes de théâtre.

L'intrigue est conduite par un magicien, Alcandre, à qui un bourgeois de province, Pridamant, demande de retrouver son fils, Clindor, qu'il a lui-même chassé voilà dix ans. Aux abords de sa grotte enchantée, Alcandre lui fait voir, comme en flash back, le passé du jeune homme devenu valet de Metadore, ses aventures burlesques et dramatiques, ses amours entre Isabelle et Lyse, son mariage.

Il y a à tous les éléments des comédies picaresques : action, dangers auxquels on échappe au dernier moment, trahisons, fureurs... Mais, pénétrant à l'intérieur de la grotte enchantée, Pridamant assiste au

spectacle de son fils qui, sous le nom de Théogène, engagé dans une terrible affaire, est tué... Désespéré, le père s'en va, quand les morts se révoltent, rangent leurs affaires, comptent leur argent : Clindor appartient à une troupe de comédiens qui vient de donner une tragédie.

Fiction, représentation de la réalité, identités incertaines, temps qui se mélangent : théâtre. Giorgio Strehler accentue les ambiguïtés corneilliennes en faisant d'Alcandre — meneur de l'intrigue — et de Metadore — meneur de jeu — un même personnage, en prolongeant les abords de la grotte jusque dans la salle de l'Odéon où Pridamant et son ami Dorante entrent par le fond, avançant jusqu'à la scène, titonnant dans une pénombre de granier qui transforme les spectateurs en momies fantomatiques. Préface à tous les renversements de temps et d'espaces, comme dans le *Dispute* par Chéreau, quand les aristocrates traversaient la fosse d'orchestre vide d'où s'élevait la musique de Mozart, avant d'atteindre le jardin enchanté de l'Amour.

Ici, les contours bisornes de la grotte enchantée occupent la scène.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

commentaires

Pour un cabinet fantôme

L'opposition, quelle qu'elle soit, doit s'organiser pour rendre le débat politique moins stérile. En République fédérale d'Allemagne, le chef de l'opposition est connu. C'est le leader de la formation qui n'a pas le pouvoir. En Grande-Bretagne, le leader de l'opposition est même rémunéré, et il forme un cabinet fantôme où un membre de l'opposition est chargé de faire des contre-propositions aux propositions du gouvernement.

Ainsi l'opposition française doit s'organiser. Je propose donc qu'une grande réunion rassemble les partis d'opposition, à l'exception de M. Le Pen que la démocratie a intérêt à laisser en marge de ces institutions. A l'occasion de cette réunion, les militants, et pourquoi pas tous ceux qui le désirent selon des règles établies, pourraient élire le leader de l'opposition qui nommerait alors un premier ministre et un cabinet. Cette pratique a déjà été utilisée par le Parti socialiste après le congrès d'Epimé. Cette organisation rationnelle est sans doute l'une des explications de sa victoire de mai 1981. Cette évolution n'apparaît inévitable dans un pays où les élections présidentielles ont institutionnalisé le bipartisme. Alors, gagnons du temps sur l'histoire.

PIERRE ALEXANDRE,
Vingt ans,
étudiant en sciences politiques.

On me vole ma jeunesse

Le visage de la France, défiguré, fripé, semble s'être définitivement tourné vers le néant. J'ai vingt ans, mais les problèmes que connaît la nation, encore aggravés par l'impéritie des partis, achèvent de me voler ma jeunesse.

Majorité, opposition, ce ne sont pas là les termes qui posent la question de l'avenir de la nation.

La clé de l'avenir doit passer dans les mains des Français de bonne volonté, celle de la démocratie dans ces cœurs qui ont battu au rythme de la patrie. C'est chaque individu, pris comme entité absolue et en tant qu'unique pièce de l'édifice démocratique, qui doit donner toute la mesure de ses capacités.

Les enfants de la patrie ont assez vécu pour donner des leçons de vertu à tous ceux qui bafouent le mot démocratie. Ils sont devenus des hommes !

DENIS MOGAVERO,
étudiant (Nice).

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1781

250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beaune"
"92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"

Côte de Beaune Villages
"Clos Rovers"
Savigny-lès-Beaune
"Les Lavées"
Beaune Clos de la Moussie
"Clos de l'Église"
Beaune Grèves
"Vigne de l'Enfant Jésus"
"Clos de l'Église"
Volnay Châlain
Volnay Taillepieds
Volnay Frémont
"Clos de la Rongère"
Volnay Caillerets
"Antenne Cuvée Carnot"
Pommard 1^{er} cru
Le Corton
Chambolle-Musigny
Chambertin
Beaune Clos Saint-Landry
Meursault Genevrières
Corton Charlemagne
Chevalier Montrachet
Montrachet

Département 21, sur demande à M. Bouchard Père & Fils, Négociants en Châteaux
21000 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 22.14.27

Le bâillement des minorités

Tout d'abord, un grand merci pour avoir ouvert vos colonnes aux jeunes, qui, contrairement à ce que nos aînés croient ou s'efforcent de croire, à leur convenance, sont loin d'être une génération « bot ».

Il y a trois ans, j'avais accueilli l'élection de Mitterrand, à l'approche du bac, dans l'euphorie. Pensais-je donc, l'abolition de la peine de mort, l'augmentation du SMIC et des allocations, le service à six mois, le mirage des trente-cinq heures, la décentralisation, etc. Trois ans après, il n'est dur de ne pas rejeter le clan des « débus du socialisme » : mais, ne serait-ce que pour Giscard, je ne peux m'y résoudre. Cependant, à quoi assiste-t-on à l'heure actuelle ? Le passage aux trente-neuf heures, quel coup d'épée dans l'eau ; la décentralisation sans moyens, peu d'effet, et ne parlons pas des relations, détestables parfois, entre conseil général et préfecture, les conséquences perverses de la retraite à soixante ans, etc.

Le malheur de la France, c'est le combat gauche-droite et, sorti de là, c'est le grand désert où plébiscite le bâillement des minorités que la gauche et la droite méritent à satiété. Que n'ai-je pas entendu sur le schéma classique « voter école, c'est voter contre la gauche et faire le jeu de la droite ». Mais lorsque je vois ce qu'est la seule alternative malheureusement possible au pouvoir de gauche, c'est-à-dire la droite, je ne peux qu'explorer. Que propose-t-elle, à part son combat éculé sur les libertés (que la gauche n'a pas à défendre) ? Et puis, lorsque l'opposition réclame à cor et à cri un référendum sur les libertés pour ensuite le repousser, que penser devant la venalité des « chics et consorts » et du combat des chefs ? Quant à son projet économique, quel fion ! De plus, quand on prétend défendre les libertés, il faut savoir mettre sur un pied d'égalité la Pologne et le Salvador, le Chili et l'URSS, l'Iran et l'Afrique du Sud.

T.P. ARADIE
(Lyon).

Les moyens et les fins

Les instituteurs de « science politique » fournissent les moyens de défendre une fin. Ce n'est pas prouver que toutes les fins sont interchangeables que d'enseigner des moyens d'expansion idéologique.

Soutenir la thèse avec la même application que l'enseignant n'est pas parler sur son sujet et n'importe quel. Bien au contraire, cette méthode apprend le respect de la pensée d'autrui et un sens critique toujours présent : en se plaçant du côté adverse, on met au jour ses propres défauts ou les qualités de son opposant. Le but — et le résultat — de ce travail est la clarté et la sagesse au-delà de tout filtre idéologique.

Au moment où F. Léotard et L. Fabius, issus de la même promotion de l'ENA, inaugurent la « déception », et s'inspirent de ce travail, il est intéressant de constater l'enseignement d'une authentique « science politique », enseignement qui porte aujourd'hui ses fruits.

FRANÇOIS GRAU,
élève en première année
de l'IEP de Paris.

Quelle vie devant moi ?

J'ai dix-neuf ans, toute la vie devant moi. A cet âge, on devrait être heureux de découvrir un monde qui se rapproche de nous de jour en jour : plus tout à fait enfant, pas encore adulte, nous voudrions savoir qui nous sommes, qui nous deviendrons.

Mais c'est en vain que nous cherchons. On m'a refusé des emplois administratifs sous le simple prétexte que je n'étais pas suffisamment qualifiée par rapport à mon âge pour exercer les métiers proposés. M'a-t-on laissé ma chance ? M'a-t-on donné confiance ? Rien de tout cela, je suis trop jeune, l'expérience me manque, m'a-t-on dit.

Ne sommes-nous pas trop jeunes pour crever de faim dans un coin ? Pour être condamnés à une tâche ingrate, de nous faire nous sommes dans l'impossibilité de subvenir aux besoins d'un foyer ?

Ne sommes-nous pas trop jeunes pour être ballotés d'un bureau administratif à un bureau d'aide sociale des journées entières ?

Ne sommes-nous pas trop jeunes pour nous apercevoir que le monde dans lequel nous vivons n'est fait que d'incertitudes, pour nous lamenter sur la vie que nous, adultes, nous avez construite ?

L'aide sociale, me direz-vous, ça existe. Mais la fierté, ça existe aussi ! Nous voudrions pouvoir clamer : « Nous sommes libres de vivre selon notre indépendance ». L'indépen-

Des jeunes nous écrivent...

Désenchantement

À intervalles réguliers, nous publions des lettres de jeunes. Si nous les lisons d'autres correspondances, ce n'est pas pour répondre au goût de classer les Français suivant l'âge, le sexe, la profession, etc., comme le feraient des statisticiens, la Sécurité sociale ou d'autres organismes truffés d'ordinateurs. Il nous apparaît seulement que prendre le pouls d'étudiants, de lycéens, d'apprentis, de chômeurs de vingt ans, apporte une connaissance directe d'aspirations et de réactions spécialement intéressantes parce qu'elles coloreront la vie d'adulte qui suivra. Essayer d'entrevoir l'avenir à travers des prises de position, connaître les désirs et les revendications des cadets de la nation, invite à prolonger la réflexion.

Nous n'avons pas, bien sûr, retenu toutes les lettres qui nous sont parvenues. Certaines balbutient trop, d'autres ne nous apprennent rien. Qu'y a-t-il de frappant dans les extraits de celles que nous publions aujourd'hui ?

Tout d'abord le désenchantement. A quel saint se vouer ? La gauche a trahi, la droite même un « combat éculé », nous en avons assez de vaines paroles, disent les uns. A travers les textes d'autres correspondants filent la peur de la guerre, la tristesse de voir les droits de l'homme bafoués ici et là, le constat du manque d'amour dans un monde dur, avec ce rappel aux adultes : « Nous sommes le futur, ne l'oubliez pas. »

L'espoir ? Il persiste parfois — rarement — sous la forme d'une reconnaissance des mérites des technologies nouvelles permettant de construire l'ère « hédonique ». Les sociologues-soudards sont sur la bonne longueur d'onde : la réurgence de l'individualisme transparaît à travers ces messages, dont quelques-uns semblent envoyés à notre journal comme une bouteille à la mer...

Quelles leçons tirer de ce panorama si conforme à l'air du temps ? A l'individuisme a de beaux jours devant lui. Et donc le libéralisme. La méfiance envers les partis, les organisations, est toujours aussi grande. Le balancier, après trop longtemps vers l'état-providence et le centralisme bureaucratique, est retourné avec force de l'autre côté. Phénomène classique. Bien malin serait celui qui pourrait calculer la période du pendule. Il y a trop d'interférences politiques, sociologiques et... médiatiques.

PIERRE DROUIN.

L'ère « hédonique »

Il est surprenant qu'à un niveau aussi avancé de la recherche technique, l'homme en soit au stade de s'émouvoir des conséquences du rôle joué par la machine dans l'univers humain. Les politiciens, les journalistes, doués dans leurs différentes interventions l'illusion qu'il est possible de remédier à la diminution du travail manuel, comme si l'option d'une vie en faveur d'une civilisation de la machine n'avait pas déjà été adoptée. On assiste présentement à l'entassement du travail ingrat. Pourquoi recherche-t-on dans des débats interminables à la réhabilitation un lien de l'application à profiter de cette machine ? A croire que cette disparition porte peine à l'homme. Paradoxe situation.

L'heure est venue où l'on doit couper le cordon ombilical qui nous lie aux civilisations antérieures (époque où la robotique était une donnée absente du concept du travail). Alors que l'homme s'est doté du pouvoir d'enseigner la terre, il est temps qu'il use de son pouvoir de vision pour apprécier l'avenante évidence qu'est la naissance de temps libre.

Il faut cesser de se lamenter sur le sort d'une civilisation et construire l'ère « hédonique ».

FRANÇOISE CHABOUD
et YAMINA KROUKI,
lycée technique Jean-Mermoz
(Montpellier).

Pour une philosophie de la gestion

Ce que doit faire la gauche aujourd'hui, c'est, me semble-t-il, inscrire sa gestion dans une logique de l'histoire, définir une philosophie de la gestion alliant l'idée de socialisme à la réalité sociale d'aujourd'hui. Il est cependant clair qu'avant de pouvoir s'inscrire dans une perspective, il est nécessaire de définir cette logique de l'histoire. On peut l'assimiler à « une grille insensée de la liberté » (1), mais elle est avant tout mouvement. Au mouvement qui semble devoir éroder tous les ordres, et finalement avoir raison de chacun d'eux, les hommes résistent, au-delà des classes que chaque érosion brutale réorganise, les hommes demeurent et avec eux les liens qui les unissent, liens de corps et liens d'esprit, liens de sensibilité, liens de conscience, liens de foi.

Quelle est la place du socialisme dans ce mouvement de l'histoire ? Il apparaît alors comme une forme de gestion se voulant juste, tout en considérant des impératifs qu'il ne peut nier.

FRANCK FISCHBACH,
élève de terminale A1
au lycée Condorcet.

Le profit de la peur

J'ai reçu la lettre d'une société qui se propose de me fournir gratuitement une documentation concernant des « abris anti-nucléaires équipés de matériels les plus perfectionnés » dont cette société affirme qu'ils constituent la « meilleure dissuasion » contre le risque nucléaire.

J'ai vingt-deux ans, une bonne dose d'idéalisme effrité, et, depuis déjà un certain nombre d'années, j'essaie de faire ce qui est en mon pouvoir pour affirmer mon désir de paix et de travailler, dans la mesure de mes modestes capacités d'action, à une meilleure entente entre les nations.

A vrai dire, je suis très inquiet en découvrant que l'on peut ainsi songer à tirer profit de la peur et de l'ignorance des populations qui, selon les mots mêmes utilisés dans cette lettre publicitaire, « ne sont pas ou mal informées » des risques encourus en cas de conflit nucléaire, en leur promettant de les « protéger » contre toutes agressions nucléaires, chimiques ou bactériologiques. Il y a des chances pour que ceux qui choisissent ainsi d'être égarés, tandis que le reste du monde se désagrége autour d'eux, finissent par s'en rendre compte, ou ce qu'il en restera. Faisme mieux croire bien humblement qu'il y a d'autres solutions.

ARMELLE LE DEUNFF
(Gourin).

Nous sommes le futur, ne l'oubliez pas

Comment devient-on délinquant ? Ce n'est ni par la volonté ni par plaisir. On le devient tout simplement par un manque d'affection et même par un manque d'amour. Un adolescent ne trouvant pas suffisamment d'amour et de bonne entente chez lui va se révolter dans les rues, espérant trouver ce qu'il lui manque chez lui. Mais vite il va se rendre compte qu'il n'en est rien. Il trahira, trouvant des types aussi paillardés que lui, ils erreront ensemble s'adonnant à l'alcool, à la prostitution et, pis, à la drogue.

Vous qui lisez ces quelques lignes, si vous êtes parents ou allez le devenir, ne négligez pas vos enfants, consacrez leur un peu de temps, ne soyez pas absorbé par la vie qui va à 100 kilomètres à l'heure. Accordez-leur ne serait-ce que cinq minutes par jour. Ne les oubliez pas, car nous les jeunes, nous sommes le futur, nous sommes la vie de demain, ne l'oubliez pas.

MARIE-CARMEN BRAZ,
dix-sept ans.

L'autoflagellation

Il est un art dans lequel les Français excellent : l'autoflagellation. Et comme certains de nos penseurs ont une écriture ardente, nous avons droit à de fort beaux discours sur ce thème. Le Monde en a publié un le jeudi 1^{er} novembre (« Sur les lieux, du crime ou quand les assassins s'indignent »).

M. Mattel crache sur les Robert Lacaute, les Guy Mollet, les Peygrettes... Nous apprenons ainsi — après un long suspense : ah ! l'art consommé du pamphlétaire — que nous avons « institutionnalisé la torture », que « nous sommes le pays rayonnant d'une culture en charbonnages — la chanson la plus intelligente du monde ! ». Nous sommes non plus que « nous comptons 11% de résistants et de républicains ». Pour que la nation prenne encore mieux (je conçois) la mesure de la « liberté » (1), on y ajoute les deux millions et demi de chômeurs, des prisons surpeuplées, l'exploitation des travailleurs immigrés, l'extradition des militants (pas des assassins : on aura saisi la nuance !) basques. Soudoyez de nouveaux peuples et le tableau sera complet. En un mot, pire que le gouffre. Pire que tout d'ailleurs. Comme on est loin de la guerre d'Algérie !

Que l'armée française ait pratiqué la torture en Algérie, que le contexte et qui n'en est mort ? Je ne pense pas non plus que nous revendiquions vraiment le titre de « champion des rapports Nord-Sud ». Tout au plus ne sommes-nous pas forcément une des démocraties les plus infimes, non ?

Comme M. Mattel, je suppose, je vis en France. Avec les erreurs, les crimes parfois commis en son nom. Mais je n'arrive pas à « cracher dans la soupe ». Pourtant, je n'arrive pas à me sentir solidaire des bourreaux de la Question, pas plus d'ailleurs que des tortionnaires du FLN.

Je me suis français. Bêtement sans doute. En essayant d'assumer le passé de mon pays. Même si, parfois, ce n'est pas brillant.

Mais quelle nation et même quel individu n'est rien à se reprocher ?

PASCAL BONNEVILLE,
vingt-quatre ans
(Paris).

Racisme et féminité

Alors que vient de paraître un dossier du Monde sur « Les immigrés en France » et que l'on parle beaucoup des mesures prises dernièrement par le gouvernement, j'aimerais apporter un témoignage et attirer l'attention sur un problème que l'on évoque peu : la difficulté en tant que femme de ne pas adopter d'attitudes « racistes », de rejeter face aux immigrés.

A Saint-Lazare, vendredi, j'écoute un musicien arabe, un jeune Égyptien m'aborde, nous parlons de la musique égyptienne ; habitant à deux pas, il m'invite très gentiment à venir quelques instants chez lui écouter une chanteuse égyptienne très célèbre qu'il aimerait me faire connaître. Après m'avoir offert le thé, Sami me parle de sa vie ici ; arrivé il y a quelques mois, il est très seul et se plaint de la froideur, voire de l'hostilité des Français (il n'a pas d'amis français). Après m'avoir demandé si je suis fiancée, il me parle de l'amour. Il a vingt-six ans, n'a jamais été marié et n'a donc jamais connu ce que, pudiquement, il appelle « le bonheur ».

Il me parle de sa solitude, de son refus de se rendre rue Saint-Denis, de cet isolement qu'il ne peut plus supporter. Il y a des larmes dans ses yeux lorsqu'il me demande de « lui donner un peu de bonheur ». Il lui explique que j'ai un ami, mais il insiste, essaie de prendre ma main, me supplie de lui donner « juste un baiser ». Je me lève et me dirige vers la porte. Il me suit, s'installe entre la porte et moi tout en continuant à me demander un baiser ; finalement, après un long moment d'explication, il m'ouvre la porte et m'accompagne jusqu'à mon appartement. Il s'excuse, craint de m'avoir fléchée, mais lorsque nous nous quittons, il n'est plus question de ce repas à la maison où je devais lui présenter mon ami et lui faire goûter la cuisine française.

Cet épisode n'est pas une simple anecdote, des amies se sont trouvées confrontées au même problème : la suite d'une rencontre dans un café ou simplement de quelques mots échangés dans la rue. En tant que femme, on rencontre une difficulté alternative : refuser et rejeter tout contact (hormis par amis intimes, au travail, etc.) ou risquer de se trouver dans des situations ambiguës pouvant se conclure par des insultes (« pourquoi m'as-tu répondu si tu ne voulais pas ? », une malice, en pire une agression).

S'indigner contre la misère affective et sexuelle des immigrés nord-africains est une chose, mais réussir en étant femme à établir un contact amical avec les hommes vivant dans cette situation est une autre. Je voudrais dire à Sami et à beaucoup d'autres qu'il est bien difficile de ne pas rejeter tout contact lorsque l'on s'est trouvée plusieurs fois dans ce genre de situation. Répondre à une main tendue n'est pas si simple lorsqu'on est une femme...

B.H. ELIN,
dix-huit ans
(Levallois).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 06
C.C.P. 4287-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23
Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laroux
directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Éditeurs du Monde », MM. André Laroux, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Directeur de la rédaction : Thomas Fournier.

Abonnements : 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE : 341 F 682 F 992 F 1090 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 661 F 1242 F 1819 F 2360 F
ÉTRANGER (par messagerie) : L - BELGIQUE-LUXEMBOURG : 661 F 1242 F 1819 F 2360 F
PAYS-BAS : 381 F 762 F 1143 F 1449 F
IL - SUISSE, TUNISIE : 464 F 928 F 1392 F 1790 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.
Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande sur une feuille séparée, à joindre leur ancienne adresse et à la renvoyer à leur demande. Joindre la dernière bande d'envoi à nos correspondances.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les souscriptions en espèces d'empressement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 120 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 120 kr. ; Espagne, 140 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 65 p. ; Grèce, 95 dr. ; Inde, 85 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 P. ; Lituanie, 600 lit. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 600 kr. ; Pays-Bas, 1,70 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 ad.

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA ET LE PROBLÈME NAMIBIEN

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE L'UNITA A JAMBA

M. Savimbi menace de lancer une offensive contre Luanda qui « demeure un objectif prioritaire »

Jamba. — La « capitale provisoire » de l'Angola est dissimulée dans la brousse quelque part au sud-est du pays, dans une région que les Portugais appelaient « le bout du monde ». C'est là que, depuis 1979, M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), a installé son quartier général. C'est de là qu'il dirige la lutte contre le régime marxiste-léniniste du président Eduardo Dos Santos, qui l'a chassé de Luanda en juillet 1975, cinq mois avant l'indépendance.

Depuis neuf ans, il a entrepris la « reconquête » de ce pays deux fois grand comme la France. Ce général de division, nationaliste fervent, affirme contrôler maintenant le tiers sud-est du territoire et être en mesure de lancer des actions de guérilla pratiquement partout ailleurs. Il revendique l'attitude qui, au mois d'octobre, a privé d'électricité pendant six jours la capitale. Il se dit à l'origine du sabotage à l'extrême nord, dans l'enclave de Cabinda, d'un pipeline de la Gulf Oil, et assure avoir repoussé, cette année, entre janvier et juillet, puis en août et septembre, deux offensives du MPLA, à Kaxombo et Moimango, à l'est et au centre de l'Angola. Son état-major publie régulièrement des bulletins annonçant l'évolution des combats.

Trois Bulgares libérés

D'après le général Démétrios Chilinguita, 3 816 soldats des FAPLA (Forces armées populaires de l'Angola), 497 Cubains et 19 conseillers soviétiques auraient été tués depuis le début de l'année, alors que 231 manigars seulement seraient parvenus à s'échapper. Incontestablement, l'UNITA a, en quelques années, acquis une stature militaire et la dimension d'un mouvement organisé et structuré. Elle compterait, selon M. Savimbi, près de 20 000 soldats et autant de miliciens. A l'occasion de la fin du congrès extraordinaire qui a réuni près de 400 délégués pour « analyser les résultats des offensives ennemies et établir une stratégie adéquate pour 1985 », la presse internationale avait été courtoise à Jamba le 9 novembre.

Selon un rite maintenant bien établi traduisant un sens très vif des relations publiques, les journalistes ont assisté au déroulement classique d'un défilé militaire destiné à démontrer que les troupes du général Savimbi n'ont rien à voir avec des mouvements de libération aux têtes déchaînées et dispersées. 1 500 soldats, tous armés de kalachnikov, aux uniformes irréprochables, ont défilé dans un ordre qui n'avait rien à voir avec celui du 14 juillet sur les Champs-Élysées. Pour parfaire le

De notre envoyé spécial

tout, chants, danses, fresques géantes à la gloire du « libérateur ». Un processus parfaitement rodé, qui s'est achevé par un cortège des différentes catégories, y compris de l'équipe de football, afin de démontrer que l'UNITA représente une force réelle et que Jamba est, à elle seule, « un État dans l'État ». Le spectacle s'est conclu, comme il se doit, par la présentation du matériel militaire pour la plupart pris aux troupes gouvernementales et notamment, clou de la démonstration, de deux chars soviétiques PT-74 salués par de vibrants applaudissements.

Cette exhibition a été l'occasion de montrer à la presse quelques otages étrangers, moyen utilisé par l'UNITA pour affirmer aux yeux de l'opinion publique et des États concernés l'existence de la lutte de libération. Trois Bulgares, dont deux femmes, capturés en mars dernier ont été libérés et doivent être rapatriés dans les jours prochains par la Croix-Rouge internationale. Trois religieuses, une Allemande, une Portugaise et une Espagnole ainsi qu'un prêtre portugais, faits prisonniers en août, ont, pour leur part, décidé de rester à Jamba dans l'« Église de la brousse ». Enfin, un déserteur cubain et deux sous-officiers des FAPLA ont expliqué qu'ils avaient été « convaincus » par la « juste cause » de M. Savimbi, dénoncé la présence des troupes cubaines et évoqué l'« impopularité » du régime de Luanda.

Sur les 800 prisonniers gouvernementaux, selon M. Savimbi, 200 ont été intégrés dans son armée, les FALA (Forces armées de libération de l'Angola), et les autres sont actuellement « en cours de réduction ». Si ce n'était déjà fait, l'UNITA a donc réussi à prouver qu'elle est plus que jamais un élément à ne pas négliger dans l'avenir de l'Angola et une pièce importante sur l'échiquier de l'Afrique australe, appuyée par l'Afrique du Sud, ignorée par l'OEA et la plupart des États occidentaux, notamment par le Maroc et le Soudan et, plus discrètement, par certains de ses voisins.

Le mouvement de résistance est en quête de légitimité internationale, et s'aiguise à l'approche d'été, tenu à l'écart des négociations qui ont eu lieu au début du mois au Cap-Vert entre Américains et Sud-Africains sur un retrait des troupes cubaines d'Angola et un désengagement des forces de Pretoria du sud de ce pays. Il ne veut pas « servir de monnaie d'échange » et réclame d'être reconnu comme « facteur central » et partie prenante au conflit. S'il a accueilli la réélection de M. Ronald Reagan avec « jubilation », M. Savimbi déplore le « manque de clarté » du départ.

ment d'État à son égard, mais envisage sans crainte une éventuelle reconnaissance diplomatique du régime de Luanda par les États-Unis. D'ailleurs le général Savimbi ne croit pas du tout qu'une partie des quelque 25 000 Cubains vont se retirer, comme l'a laissé entendre le président Dos Santos. « Il est en train de mentir, dit-il. Il ne peut pas renvoyer les Cubains. Il n'a pas cette liberté. » (Sous-entendu : ce sont les Soviétiques et leurs alliés de La Havane qui décident.)

« Nous ne sommes pas pressés »

Malgré tout, si, comme le laissent supposer certaines remarques, une partie des hommes de Fidel Castro regagnera leur pays, M. Savimbi n'hésitera pas à tirer avantage de la situation. Il a d'ailleurs annoncé que, le 20 décembre, 7 000 soldats seraient envoyés dans le secteur de Luanda « pour être engagés contre cet objectif, qui reste prioritaire, ou ailleurs ».

L'UNITA est-elle en mesure de l'emporter militairement ? Loin de là. Mais, d'après M. Savimbi, le mouvement n'a jamais été dans une situation militaire aussi confortable. Il estime que ses troupes constituent « une véritable menace », ajoutant : « Nous ne devons pas tenter l'aventure. Nous ne sommes pas pressés. Les jeux ne sont pas encore faits. Nous voulons le départ des Cubains et la constitution d'un gouvernement d'union nationale. L'UNITA ne peut être déviée. La guerre peut durer encore dix ans. Mais le peuple pense que la paix est nécessaire. C'est dans l'intérêt de tous de négocier. »

M. Savimbi paraît seré et déterminé. Il estime que la situation se modifie en sa faveur au sein de la population. Mais si demain les voix traditionnelles d'approvisionnement qui passent par la Namibie sont fermées, que se passera-t-il ? L'hypothèse a été envisagée par le congrès extraordinaire. Pour M. Savimbi, « il y a beaucoup d'autres possibilités. Nous travaillons aux solutions de rechange ». Il se refuse à en dire plus. Quant au soutien de l'Afrique du Sud, dont il ne fait pas mystère, il ne semble pas en être gâté entre mesure, d'autant que le pays de l'apartheid est une « puissance régionale », dont il faut tenir compte. « Botha est mon ami, dit-il, que cela choque ou non. Soyons réalistes et faisons de la politique. Ne faisons pas de cette question une question électorale. Des petits pas ont été faits en Afrique du Sud. Ce sont des pas qui comptent. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les chances de paix progressent

(Suite de la première page.)

Mais cette équipe se heurte aux réserves, sinon à la sourde hostilité, de groupes de pression, notamment militaires, à l'égard de tout « pacte avec le diable », c'est-à-dire, en l'occurrence, avec des régimes africains se réclamant du marxisme-léninisme et entretenant des relations étroites avec Moscou. En Afrique du Sud, les partisans de la manière forte demeurent puissants, et il n'est pas facile de surmonter leurs réticences.

Du côté angolais, la négociation a été confiée par le président Dos Santos à M. Kito Rodriguez, ministre de l'Intérieur, assisté de M. Roberto de Almeida, également membre du gouvernement, et de Moura, vice-ministre des relations extérieures. M. Paulo Jorge en a été tenu à l'écart, et sa récente « démission » de ses fonctions de ministre des relations extérieures (Le Monde du 24 octobre) a traduit à la fois un nouveau recul de la « vieille garde » du MPLA-PT et la volonté du président angolais de convaincre les Américains de son désir d'aboutir. Reste, toutefois, à réaliser le « pacte » au marché proposé par Luanda, ce qui n'est pas une mince affaire, sachant qu'un bon nombre de jeunes commandants de l'armée, qui se battent actuellement contre l'UNITA de M. Savimbi — et viennent de lui infliger quelques sanglants revers, — se méfient de l'équipe du président Dos Santos. La direction du MPLA-PT est divisée, non tant sur l'opportunité et les termes de la négociation que selon des clivages, plus ou moins anciens, mais déterminants.

Un pacte de non-agression ?

Le projet de paix angolais constitue, en fait, une série de contre-propositions à des propositions avancées antérieurement par les Sud-Africains. Des diplomates américains ont servi de relais. M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, intervient auprès des Sud-Africains, et M. Frank Wisner, l'un de ses assistants et apparemment l'homme-clé de la négociation, auprès des Angolais.

Le contenu du projet n'a pas encore été révélé, notamment parce que c'est été une maladresse insigne, notamment à l'égard de Pretoria et de Luanda, mais également vis-à-vis d'autres parties prenantes à la négociation — mais qui ont été tenues à l'écart — comme M. Savimbi et, surtout, le SWAPO, le mouvement nationaliste namibien de M. Sam Nujoma. Mais, selon de bonnes sources, il prévoit un calendrier échelonné à la fois du retrait d'Angola des quelque vingt mille ou vingt-cinq mille Cubains qui y sont encore stationnés, et de celui des troupes sud-africaines installées en Namibie. Dans un premier temps, l'armée sud-africaine abandonnerait les positions qu'elle tient toujours dans l'extrême sud-angolais. Les Cubains se retireraient, de leur côté, à 300 kilomètres au nord de la frontière namibienne.

Une telle opération de retrait militaire n'est concevable qu'à deux conditions. Premièrement, Luanda doit avoir l'assurance que l'UNITA, qui bénéficie d'un appui logistique sud-africain, n'en profitera pas pour poursuivre la guerre en Angola. Deuxièmement, les Sud-Africains réclament la garantie que le SWAPO n'exploitera pas la situation à son profit. Le projet prévoit donc le rétablissement de la paix civile en Angola et la proclamation d'un cessez-le-feu en Namibie, deux éléments particulièrement délicats et complexes.

En ce qui concerne la fin de la guerre civile en Angola, Luanda s'est montré très ferme sur son refus de toute coalition avec M. Savimbi. Pour contourner cette difficulté, il serait envisagé, une fois un cessez-le-feu « sur place » acquis, d'intégrer, à différents échelons locaux, cadres et unités de l'UNITA, M. Savimbi demeurant à l'écart de ce mouvement, même s'il reste à la tête de son organisation. Il appartiendrait aux Américains et aux Sud-Africains de le convaincre de l'opportunité d'un tel compromis. A

La RFA et le problème namibien. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est prononcé pour l'indépendance immédiate de la Namibie lors d'un entretien avec son homologue sud-africain, M. Roelof « Pik » Botha, samedi 10 novembre à Francfort. Selon un porte-parole du ministère, M. Genscher a souligné que la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui prévoit l'organisation d'élections libres en Namibie, devait être appliquée « complètement et immédiatement ». — (AFP.)

Luanda, on est persuadé que Pretoria et Washington ont les moyens de lui faire entendre raison.

De leur côté, en cas d'approbation du projet par le politburo du MPLA-PT, les Angolais s'engageraient à ne plus autoriser le SWAPO à utiliser leur territoire comme base arrière pour ses opérations dans le nord namibien et, surtout, à inviter M. Sam Nujoma à accepter un cessez-le-feu permettant la tenue, à plus long terme, d'élections générales, sous contrôle international, conduisant à l'indépendance de la Namibie. A ce sujet, la collaboration de l'armée angolaise serait d'autant plus indispensable que seuls les militaires ont les moyens de « faire la police » sur le terrain, en l'occurrence, sur la frontière entre la Namibie et l'Angola.

Ce schéma, s'il est conforme à la réalité, l'inscrirait dans le cadre d'un pacte de non-agression, du type de celui que Maputo et Pretoria ont signé au printemps dernier. Les deux négociations sont, en effet, étroitement liées. Luanda observe, avec la plus grande attention, les difficultés d'application de l'accord de Nkomati, qui n'a pas encore permis de rétablir la paix civile au Mozambique, puisque la RNM (Résistance nationale du Mozambique), mouvement rebelle, redouble actuellement ses attaques contre le FRELIMO, au pouvoir à Maputo. Ne s'agirait-il que d'un baroud d'honneur de la rébellion, auquel cas l'offensive de la RNM — qui jouerait son va-tout dans l'affaire — s'effondrerait au bout de quelques semaines ? Ou le « clan dur » de Pretoria encouragerait-il, en ce moment, ces attaques contre le FRELIMO ? Il est difficile de se prononcer mais les négociations angolaises accueilleraient comme preuve de la bonne foi sud-africaine la conclusion d'un cessez-le-feu au Mozambique. La demeure, d'ailleurs, en étroite contact avec M. Jacinto Veloso, ministre mozambicain de l'économie et artisan de l'accord de Nkomati.

Pour Pretoria, les avantages d'un règlement namibien, selon un tel schéma, sont évidents : mettre un terme à une guerre qui coûte très cher à une économie en pleine récession ; garantir de considérables investissements en Namibie ; renforcer l'influence sud-africaine en Afrique australe ; relancer le rapprochement amorcé avec certaines puissances occidentales et quelques États d'Afrique noire.

Les Sud-Africains, qui se sentent sur le fil du rasoir, n'ignorent pas, en outre, la contrepartie de l'« engagement constructif » à leurs côtés choisi par M. Reagan dès le début de son premier mandat. L'administration républicaine, reconduite aujourd'hui pour quatre ans, attend d'eux qu'ils contribuent positivement à la détente en Afrique australe et à la conclusion d'accords qui marqueraient un succès pour la diplomatie américaine et un recul de l'influence régionale de l'Union soviétique.

Une « phase très délicate »

Les Américains tiennent, en effet, particulièrement au succès de leur entreprise. En janvier 1984, c'est à leur demande que Pretoria a annoncé un cessez-le-feu unilatéral dans le sud-angolais, sans attendre la conclusion de l'accord de Lusaka avec Luanda, intervenu deux semaines plus tard. Au début de l'été, le président Pieter Botha a été reçu officiellement dans plusieurs capitales d'Europe occidentale — Lisbonne, Londres, Bonn et Rome — seulement après avoir signé les accords de Nkomati et de Lusaka. Si l'on en croit de bonnes sources, le sort de la tournée que le président sud-africain compte faire, en 1985, dans certains pays d'Afrique noire, sera en partie déterminé par l'aboutissement officiel de relations diplomatiques entre Washington et Luanda. Question de jours ou de mois ? Personne n'en sait rien au juste. Mais les Républicains confortés au pouvoir par la solide victoire électorale de M. Reagan, n'ignorent pas que laisser traîner les choses peut tout remettre en cause.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ASIE

Chine

EN SANCTIONNANT LES HAUSSES DE PRIX

Le gouvernement veut éviter un dérapage de la réforme économique urbaine

Pékin. — Le Quotidien du peuple a publié, le samedi 10 novembre, une courte information en première page faisant état de sanctions prises contre trois entreprises de la ville de Xian, capitale de la province du Shanxi qui n'avaient pas respecté les instructions de modération des prix. Pour avoir vendu trois mille six cents couvertures de laine au-dessus du prix fixé par l'État, ces trois entreprises ont dû payer des amendes de 1 800 yuans et restituer 19 551 yuans de profits illicites.

Cette information, anodine en soi, était suivie d'un commentaire intitulé : « Il est interdit d'augmenter les prix à tort et à travers. On pouvait y lire : « Certains s'inquiètent de savoir si la réforme économique (annoncée par le récent plénum du comité central du PCC) va entraîner une hausse générale des prix. Nous répondons que non. Nous allons faire en sorte que le système des prix soit plus rationnel. Cette réforme concerne l'ensemble de l'économie nationale, toutes les familles. Le gouvernement doit donc adopter une attitude extrêmement prudente... Il existe actuellement certaines entreprises industrielles et commerciales qui ferment les yeux sur la loi et la politique d'État, et ne cherchent qu'à gagner de l'argent. Leurs actes portent non seulement atteinte aux intérêts des consommateurs, mais ont créé des troubles dans le marché et dérangé

De notre correspondant le déroulement normal de la réforme. C'est tout à fait inadmissible et les responsables doivent être punis sévèrement. »

Cet article avait été précédé deux jours auparavant par la lecture à la télévision d'une interview d'un responsable du bureau d'État pour les prix dont le premier objectif était de rassurer les consommateurs inquiétés des bruits qui circulent avec insistance sur la hausse prochaine des produits de consommation durables (téléviseurs, magnétoscopes, réfrigérateurs...).

Rumeurs

Reconnaissant que les prix étaient « encore relativement élevés », ce responsable affirmait que non seulement ils ne devraient pas augmenter, mais que, au contraire, avec le développement de la production, ils ne pourraient que baisser. Et d'ajouter : « Il est absolument interdit à qui que ce soit de profiter de la réforme pour augmenter les prix. »

Cette campagne a pour but d'étouffer dans l'œuf les rumeurs qui ont suivi les décisions du plénum sur la réforme de l'économie urbaine et la vérité des prix. Déjà, auparavant, les prix de quelques produits avaient notablement augmenté (fouritures scolaires, certains ser-

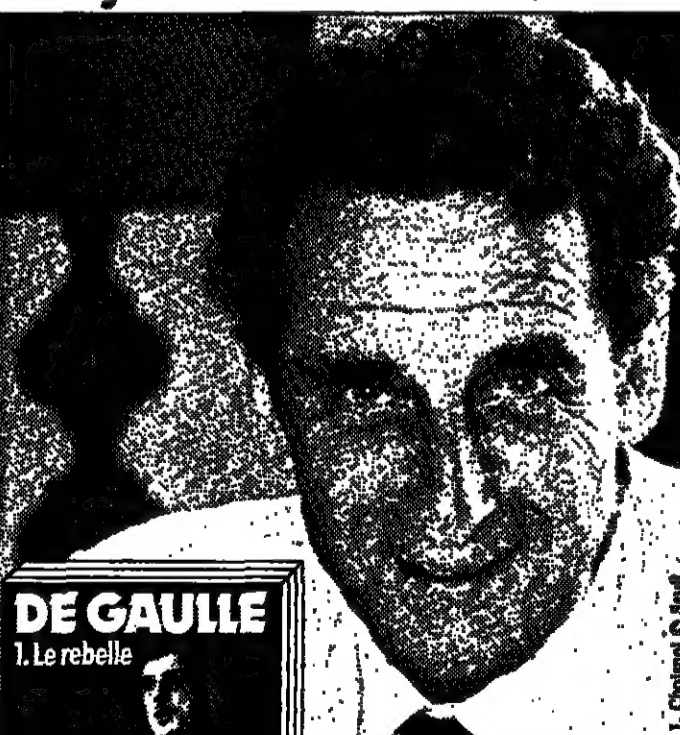
vices...). Depuis l'annonce du plénum, nombre de Pékinois se sont battus de faire des provisions dans la crainte de hausses. Ainsi la capitale a-t-elle connu, durant quelques jours une pénurie d'œufs. Des gens ont acheté des bouteilles d'alcool, mais ont aussi retiré leurs économies de la Caisse d'épargne pour s'offrir une télévision, une machine à laver ou un vélo, objets de luxe ici, qui représentent des mois de salaire.

Les dirigeants ne peuvent se permettre de tels dérapages dès le début de la mise en application de réformes qui devraient bouleverser considérablement les conditions de vie et de travail de deux cents millions de citoyens. Ils connaissent les effets pervers que peuvent avoir des hausses inconsidérées et la spéculation, dans les domaines politique et social. Les exemples de la Pologne, et de certains pays du tiers-monde, des Philippines à l'Amérique latine, ont été suivis de près, cette crainte transparaissant dans le commentaire du Quotidien du peuple.

Or, la véritable réforme des prix ne fait que commencer. Une période plus délicate encore risque de s'ouvrir quand la politique de subvention des produits de première nécessité — en premier lieu alimentaires — qui représente, selon les estimations, de 30 % à 40 % des budgets familiaux, sera remise en cause.

PATRICE DE BEER.

Sur de Gaulle? Voyez Lacouture...



DE GAULLE
Le rebelle

Si le terme de définitif à quelques sens pour une étude, il s'applique assurément au livre de Jean Lacouture publié sur de Gaulle. La production ne s'arrêtera pas pour autant sur l'homme du 18 juin, mais le « Lacouture » restera l'ouvrage de référence. (...) C'est un livre superbe. Jamais, en France, le talent du biographe n'a été porté si haut. René Rémond / L'Express

Avec le passage des années, de nouveaux documents surgiront, concernant de Gaulle ; il en est bien sorti concernant Napoléon plus de cent ans après sa mort. Reste, l'en jurerai, que pour quelque vingt ans ou trente ans, l'étudiant qui s'informera auprès de son professeur : « Et sur de Gaulle, quoi de fondamental ? » s'entendra forcément répondre : « Sur de Gaulle ? Voyez Lacouture ». Henri Guillemin / Le Monde (99 F)

S E U I L

AFRIQUE

L'OUVERTURE DU VINGTIÈME SOMMET DE L'OUA A ADDIS-ABEBA

Le Nigéria a reconnu la République sahraouie

Addis-Abeba. — La République sahraouie démocratique (RASD) n'a jamais été aussi près de toucher au but : occuper, au sein de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le siège qui lui revient de fait. En effet, aucun des trente Etats qui l'ont maintenant reconnue (1), dont le Nigéria qui a annoncé sa décision dimanche, ne paraissent moins décidés qu'auparavant à lui demander de renoncer, une troisième fois pour des raisons d'opportunité politique, à faire valoir ses droits alors que s'ouvre, ce lundi 12 novembre à Addis-Abeba, la vingtième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA (le Monde daté 11-12 novembre).

En tant que président en exercice, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, avait jugé préférable, sans prendre l'avis de l'ensemble des membres, de ne pas convoquer le

conseil des ministres qui, aux termes de la charte, est chargé de la préparation de la conférence. Il voulait ainsi réserver la question du Sahara occidental aux chefs d'Etat plutôt qu'à leurs collaborateurs dont on pouvait craindre, instruits par l'expérience, qu'ils embrouillaient davantage l'issue.

La séance d'ouverture de la conférence, prévue le lundi après-midi, devait être précédée d'une réunion informelle des chefs de délégation, appelée à décider de la représentation de la RASD « derrière le rideau » plutôt qu'en public. Pour sa part, le Comité de mise en œuvre des résolutions du sommet du juin 1983 sur le Sahara occidental, à de nouveau fait le point sur ses activités. Celles-ci se sont soldées par un échec, le Maroc refusant que le cessez-le-feu et le référendum soient

De notre envoyé spécial

précédés, comme le réclame la RASD, de négociations directes. Si la conférence réussit à régler, d'une manière ou d'une autre, le problème de la représentation de la RASD, elle ne sera pas, pour autant, au bout de ses peines. Le Tchad figure à son ordre du jour, mais il est douteux qu'elle vaille, sur un sujet aussi délicat, s'avancer trop loin. Elle pourrait prendre prétexte du fait que le départ des troupes étrangères de ce pays, officiellement annoncé samedi, réduit la dimension du problème à une affaire de politique intérieure, autour d'une nécessaire réconciliation nationale. Le sommet devrait s'intéresser, en outre, à la situation en Afrique australe à la lumière des accords que l'Angola et surtout le Mozambique ont passé, en début d'année, avec l'Afrique du Sud. En mars dernier, le conseil des ministres avait exprimé, à leur endroit, une prudente « compréhension ».

A ces sujets politiques s'ajoutent l'inévitable discussion budgétaire — les arriérés de paiements des pays membres seraient de l'ordre de 30 millions de dollars — et, d'une manière générale, la crise alimentaire en Afrique, principalement due à la sécheresse.

Les « modérés » peu représentés

Il restera aussi à régler des questions d'hommes et, d'abord, trouver un successeur à la tête de l'OUA, un lieutenant-colonel Mengistu, le plus souvent cité est Julius Nyerere, le chef de l'Etat tanzanien, qui n'est pas candidat à ce poste mais se laisserait, dit-on, volontiers forcer la main. Si ce chantre du panafricanisme a contre lui d'appartenir un peu à l'ancienne génération, M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, dont le nom est aussi avancé, a pour lui de représenter une nouvelle classe de dirigeants et jout, par ailleurs, d'une bonne « cote » parmi ses pairs.

Plus délicate devrait être l'élection d'un nouveau secrétaire général, poste vacant depuis juin 1983.

Si l'on ne peut départager les personnalités les plus souvent citées (le Monde daté 11-12 novembre), MM. Okumbo (Gabon) et Boudia Beye (Mali), il faudra recourir à des candidatures de compromis, notamment celles de M. Mustapha Niasse, ancien chef de la diplomatie sénégalaise, récemment limogé ou, en désespoir de cause, celle de M. Peter Oni, secrétaire général par intérim confirmé, quoique anglophone, pour un seul mandat de quatre ans.

A quelque camp qu'ils se rattachent, la plupart des pays membres souhaitent que le futur secrétaire général tienne son rôle et ne se fasse pas « doubler » par le président en exercice. Beaucoup reprochent, en effet, au chef de l'Etat éthiopien de s'être mis de trop près à la marche de l'OUA, d'avoir pris trop d'initiatives personnelles, d'avoir « politisé » les débats par des déclarations souvent intempestives et qui, en définitive, a mis à la recherche d'un consensus.

Témoin de ce malaise, la faible représentation, à ce vingtième sommet, de beaucoup des chefs d'Etat de l'Afrique moderne comme ceux, entre autres, des Comores, de la Côte-d'Ivoire, du Cameroun, de la Guinée, du Kenya, du Tchad et du Zaïre. En revanche, les grands « témoins » de l'Afrique progressiste sont au rendez-vous, qu'il s'agisse de M. Chadi pour l'Algérie, du capitaine Sankara pour le Burkina, de M. Nguesso pour le Congo et de M. Dos Santos pour l'Angola. Tous sont prêts pour accueillir peut-être comme cinquante et unième membre de l'OUA la République sahraouie. Celle-ci cessera-t-elle pour autant, d'être un signe de division ?

JACQUES DE BARRIN.

(1) Les Etats ayant déjà reconnu la RASD sont : Madagascar, Burundi, Algérie, Bénin, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Togo, Rwanda, Seychelles, Congo, Sao-Tomé et Principe, Tanzanie, Éthiopie, Cap-Vert, Ghana, Ouganda, Lesotho, Zambie, Sierra Leone, Libye, Botswana, Zimbabwe, Tchad, Mali, Ile Maurice, Mauritanie, Burkina, Swaziland, Nigéria.

Tchad

Un communiqué commun franco-libyen a annoncé la fin de l'opération de retrait

Le ministre des relations extérieures, après intervention des équipes mixtes d'observateurs qui avaient été prévues par l'accord signé entre les deux pays.

Ce texte a été publié par l'agence libyenne JANA.

« Les opérations d'évacuation des forces françaises du Tchad et des éléments libyens d'appui au GUNT (Gouvernement d'union nationale de Tripoli), telles que convenues à Tripoli le 17 septembre 1984, et commencent le 25 septembre der-

nier, sont aujourd'hui [samedi] terminées, après intervention des équipes mixtes d'observateurs qui avaient été prévues par l'accord signé entre les deux pays. »

« Ce texte a été publié par l'agence libyenne JANA. »

M. Cheysson :

« Parler au colonel Kadafi... »

Pour sa part, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a déclaré samedi à TF 1 posséder « la certitude qu'il y a eu retrait des forces libyennes », et a laissé entendre qu'une rencontre au sommet entre le président François Mitterrand et le colonel Kadafi sera lieu « quand une occasion se présentera ».

« Le colonel Kadafi a une politique particulière, différente de la nôtre, a dit M. Cheysson. Il est bon de pouvoir lui parler, à tous les échelons. Il faudra qu'il y ait des rencontres, y compris à l'échelon le plus élevé, quand l'occasion se présentera. » La France, a-t-il poursuivi, ne pourra reprendre des relations économiques et culturelles avec la Libye. Des relations politiques aussi. La Libye est importante par rapport à de grands amis de la France — la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie.

Selon M. Cheysson, « par rapport aux pays voisins du Tchad, dont certains avaient quelques réserves face à la « présence » militaire française, notamment le Nigéria, les choses sont bien rétablies. (...) L'opération militaire [française au Tchad] n'est pas l'opération américaine à Grenade ou soviétique en Afghanistan. Elle avait pour objectif de faire partir l'ennemi. Il est parti. »



AL-YOM ASSABEH
Hébdomadaire politique et culturel en langue arabe publié à Paris
Rédacteur en chef : BELAL AL-HASSAN
Dans le numéro d'aujourd'hui : Une grande enquête Sur Jérusalem occupée
Siège : 11, rue de Valenciennes 75013 Paris
Tél. 70.14.23

PROCHE-ORIENT

L'INTERRUPTION DES POURPARLERS SUR L'ÉVACUATION DU LIBAN-SUD

Les exigences de Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Alors que Beyrouth, après trois journées de tira sur la ligne de démarcation, a retrouvé, ce lundi 12 novembre, un calme précaire — que le vice-premier ministre syrien, M. Khaddam, est censé consolider dans les prochaines quarante-huit heures — les négociations libano-syriennes, aussitôt commencées, ont été suspendues par la partie libanaise. Elles ne reprendront, selon Beyrouth, que lorsque Israël aura remis en liberté quatre militants de la milice chiite Amal, dont son chef pour le sud, arrêtés la semaine dernière.

M. Nabih Berri a posé cette condition au président de la République, M. Aoun Gemayel, et au chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, qui y ont tout de suite souscrit. Il y a à cela deux raisons : d'une part, donner des atouts à M. Berri contre les courants extrémistes au sein de sa communauté, qui tentent de le déborder en lui reprochant son acceptation du principe des pourparlers libano-syriens de Nakoura, tout militaires qu'ils soient ; d'autre part, lui faire assumer sa part entière de responsabilité dans l'évolution de

la situation dans le sud à majorité chiite.

Amal s'emploie à montrer que, pour avoir donné son aval à la négociation, il n'en est pas moins le fer de lance de la résistance libanaise à l'occupation israélienne. Véritablement, sollicité par l'intermédiaire des Nations unies, ayant exigé, pour libérer les quatre détenus, qu'Amal dépose les armes au sud, la réponse du mouvement chiite a été catégorique : « Notre résistance est légitime par la présence même d'Israël au Liban-Sud, qui est condamnée par les Nations unies. »

L'intervention des Syriens auprès de leurs alliés libanais, M. Jomblatt et M. Berri, visant à rétablir le calme à Beyrouth qu'a dénoué le problème de la route côtière Beyrouth-Awail, sur lequel les deux hommes ne sont pas d'accord et, par voie de conséquence, celui de l'« Ikhlim-el-Kharroub, petite région sunnite-chrétienne qui jouxte l'Awail et où persistent des séquelles de la « bataille de la montagne » de 1983. Damas a, en principe, imposé sa volonté.

LUCIEN GEORGE.

Israël s'efforce de dédramatiser la situation

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël s'efforce de dédramatiser la suspension, par Beyrouth, des négociations militaires promises avec le Liban le 8 novembre à Nakoura (le Monde du 10 novembre). Le gouvernement d'Amal s'est efforcé de libérer les quatre dirigeants de la milice chiite Amal, dont l'arrestation à Saida, le jour même de l'ouverture des pourparlers, a officiellement motivé la décision libanaise. Tout en espérant que les conversations devant conduire au retrait de son armée du Liban reprendront dès cette semaine, Israël s'efforce d'obtenir des garanties afin d'éviter de futurs ajournements du même genre.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shamir, a déclaré dimanche 11 novembre — contredisant certaines indiscrétions antérieures — n'avoir reçu aucune notification du gouvernement libanais annonçant la suspension unilatérale des discussions.

En vue de favoriser la reprise du dialogue avec Beyrouth, le directeur du ministère des Affaires étrangères, M. David Kimchi, s'est entretenu dimanche avec M. Jean-Claude Aïné, secrétaire général adjoint des Nations unies pour le Proche-Orient. Ce diplomate haïtien, emissaire de M. de Cuelar, avait réussi, à force d'obstination, à lier l'ouverture des pourparlers. La question, affirme-t-on ici, n'est pas de savoir si les conversations reprendront mais seulement quand elles reprendront.

Selon le porte-parole du gouvernement israélien, les responsables libanais ont été arrêtés parce que l'armée israélienne les soupçonnait d'avoir été mêlés à des « actes de terreur ». « Aussi longtemps qu'Amal continuera d'attaquer nos soldats, ajoute le communiqué du ministère de la Défense, Israël agira contre elle. Si Amal cesse ses attaques et s'engage par une déclaration, Israël fera de même. »

Autrement dit, Jérusalem attend du mouvement Amal qu'il observe une trêve pendant la durée des négociations.

Grève des Palestiniens en Cisjordanie. — Les commerçants et enseignants palestiniens de Jérusalem-Est et d'autres villes de Cisjordanie occupée ont suivi massivement, samedi 10 novembre, le mot d'ordre de grève lancé par le Conseil suprême islamique de Jérusalem. Le conseil exige le départ des soldats israéliens de l'esplanade des mosquées d'El-Aksa et du Dôme du rocher, troisième lieu saint de l'Islam. Plusieurs incidents, qui n'ont fait ni victimes ni dégâts, ont opposé des manifestants à des soldats israéliens. Le grève n'a pas affecté la bande de Gaza. — (AFP).

gociations de Nakoura, faite de quoi Beyrouth ne peut espérer qu'Israël cesse les troupes créées à la poursuite des attaques contre son armée. L'Etat hébreu pourrait, en revanche, libérer les dirigeants d'Amal si cette organisation s'engageait, d'une manière ou d'une autre, à respecter un cessez-le-feu dans les pourparlers.

M. Shamir a exprimé ce point de vue dimanche dans une déclaration qui est tout à la fois une mise en garde et un appel au pied. « Les différents milieux libanais, a-t-il dit, qui se déclarent intéressés par un retrait israélien doivent participer avec nous à la conduite des négociations en mettant fin aux attaques contre nos soldats. Toute radicalisation ou non-retard ne peut que prolonger la présence israélienne au Liban. »

Il reste qu'en s'adressant autant aux combattants d'Amal qu'au gouvernement libanais — preuve indéniable du nouveau réalisme israélien — Jérusalem reconnaît implicitement cet ennemi comme un interlocuteur.

Pour inciter Beyrouth à plus de souplesse, Jérusalem rappelle qu'en cas d'échec des négociations de Nakoura l'armée israélienne n'aurait pas d'autre choix que d'opérer un retrait unilatéral. Cette initiative, ajoute-t-on ici, pourrait fort de déstabiliser l'Ikhlim-el-Kharroub, région sinistre juste au nord de la rivière Awail et d'y provoquer un regain de violence entre druzes et chrétiens, semblables à celles qui suivirent le retrait israélien du Chouf en septembre 1983. « Le gouvernement libanais, remarque-t-on dimanche au haut fonctionnaire, a bien plus à perdre qu'Israël dans une rupture des discussions. »

J.-P. LANGELLIER.

UNE LETTRE DE L'AMBASSADE D'ARABIE SAOUDITE

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Ali Mansour, premier conseiller de l'ambassade royale d'Arabie saoudite :

Nous avons pris connaissance, avec intérêt, de l'article intitulé « L'Arabie saoudite et la guerre du Golfe », publié le 18 août par votre journal.

Or cet article traite de certains aspects de la vie quotidienne au royaume d'Arabie saoudite, en s'appuyant malheureusement sur un bon nombre de renseignements inexacts.

L'un des traits distinctifs qui caractérisent mon pays, c'est qu'il a pu faire preuve, pendant la période ayant précédé celle de la seconde guerre mondiale, d'une politique marquée, au plan extérieur, par la sagesse et la lucidité, et, au plan intérieur, par la stabilité, ce qui lui a permis d'atteindre, dans le domaine du développement, un niveau très élevé, au moment où les événements ont entraîné de nombreux pays du Moyen-Orient dans le tourbillon.

Faut-il rappeler que les réalisations accomplies et les acquis obtenus au royaume d'Arabie saoudite dans le domaine de l'enseignement, de la santé, de l'agriculture et dans d'autres secteurs du développement sont reconnus et admirés comme tels par tous ceux qui sont à l'affût de la vérité même s'ils sont en désaccord avec nous sur d'autres questions.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
Vente de fonds de commerce
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé (depuis 40 ans)
En Vente Partout 3,50 F et 36 F. N° 111 PARIS. TEL. (1) 805.30.30

« Les Annonces »



NOVEMBRE 1984

La foue aux libertés (III)
LE CARCAN LIBÉRAL
(Claude Julien)

DOUBLE DURCISSEMENT
A L'EGARD DES DROITS DE L'HOMME
Extraditions et immigration
(Maurice Lemoine)

COPIER LE JAPON ?
Performances économiques
et choix de société
(Théo Bouwman)

COMMENT RECONSTRUIRE LE TCHAD
Culture arabe et culture africaine
(Gérard Galtier)

L'EXIGENCE DÉMOCRATIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

- Le retour en force des régimes civils (Françoise Barthélémy).
- Nicaragua : des élections au service du développement (Gustave Maselet et Christian Turiel).
- Argentine : le gouvernement radical et le temps perdu (Carlos Gelsa).
- Bolivie : la présidence prise entre deux feux (Christian Rudel).
- Pérou : la libéralisation contre le spectre de Sentier lumineux (Yvon Le Bot).

Un roman de Miguel Bonasso :
« SOUVENIR DE LA MORT »

- La querelle sur la légitimité des communistes italiens (Jean Romy).
- La filière nucléaire française (II) : Des Superphénix pour le tiers-monde ? (Ignacy Sachs). — Quand les experts tiennent les chapeaux à l'écart (Martine Barrière). — Technostratégie et démocratie (Alain Jové).
- MM. Reagan et Mondale aux prises avec les déficits et le protectionnisme (Thomas Ferguson et Joel Rogers).
- Immigrants du tiers-monde aux Etats-Unis : la tentation du verrouillage (Schofield Coryell).
- La Thaïlande conteste les frontières héritées de la colonisation (Phaiphah Nganyathai).
- CAMERAS POLITIQUES : Traces et émotions du journal télévisé (Ignacy Ramonet, Jean Goussé et Jean-Pierre Deschamps).
- LES LIVRES DU MOIS : « L'Afrique en Amérique latine » (Yves Florenne). — « La Périté », d'Isaac Bashevis Singer (Micheline Paumot). — « Les Phalènes », de Tchicaya U'Tamsi (Jane Hervé).

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »
6, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08



AL-YOM ASSABEH
Hébdomadaire politique et culturel en langue arabe publié à Paris
Rédacteur en chef : BELAL AL-HASSAN
Dans le numéro d'aujourd'hui : Une grande enquête Sur Jérusalem occupée
Siège : 11, rue de Valenciennes 75013 Paris
Tél. 70.14.23

Isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX :

GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS

• ENA - ENM

• Banque de France :

Adjoint de Direction

Janvier à Mai 1985

NUMÉRO 6 av. Libération 75016 Paris
Tél. 22.43.72

AMÉRIQUES

Brésil

Les généraux s'inquiètent de la possible victoire du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le succès prévisible de l'opposition à l'élection présidentielle du 15 janvier prochain commence à ébranler sérieusement le gouvernement du général Figueiredo et les milieux d'affaires. De nombreux journalistes et hommes politiques se disent préoccupés par certaines réactions officielles de ces derniers temps et par la possibilité de « bouleversements » dans la lutte pour la succession. Certes, l'opposition a écarté l'idée d'un coup de force des généraux pour retarder ou annuler le scrutin. Mais elle redoute que les règles du jeu ne soient modifiées pour empêcher la victoire de son candidat, M. Tancredino Neves, chef d'une coalition qui rassemble, sous le nom d'Alliance démocratique, des forces allant de l'extrême gauche aux dissidents du régime.

Comme d'habitude, c'est du côté des casernes que les regards se tournent en période de tension. Or, à la mi-octobre, quatre cents officiers se sont réunis au quartier général de l'armée, à Brasília, pour entendre le chef des services secrets militaires et deux de ses adjoints expliquer que la « subversion communiste s'était infiltrée partout, particulièrement dans les rangs de l'Alliance démocratique ».

Les trois officiers ne se contentèrent pas, ce jour-là, de citer des faits connus : à savoir que le Parti communiste brésilien (PCB) et sa variante maoïste, le Parti communiste du Brésil (PC do B), quelque illégaux, avaient des représentants au sein de l'opposition parlementaire. Ils affirmèrent aussi que l'extrême gauche avait noyauté l'Eglise, les syndicats, la presse, de nombreuses organisations populaires et qu'elle était présente dans les meetings de M. Tancredino Neves, comme le prouvaient les drapeaux rouges agités à cette occasion.

Au cours de la même réunion, des diapositives furent projetées montrant les candidats de l'opposition à la présidence et à la vice-présidence

de la République serrant la main du secrétaire général du PCB, M. Giocundo Dias. Ce qui ne fut pas précisé, semble-t-il, c'est que M. Dias, en visite au Parlement, avait serré, ce jour-là, bien d'autres mains, y compris des personnalités du parti gouvernemental.

La hiérarchie militaire a présenté comme un « exposé de routine » la réunion de Brasília. Mais l'opposition s'en est alarmée. Elle y a vu un épisode de plus dans la campagne lancée par les secteurs durs du régime pour accabliser l'idée que M. Tancredino Neves faisait le lit de la subversion. La veille, le 15 octobre, le même M. Giocundo Dias avait été conduit dans les bureaux de la police fédérale à Rio-de-Janeiro pour y être interrogé sur sa position à l'égard de M. Tancredino Neves. D'autres cadres du parti furent soumis au même genre d'interrogatoire, et des locaux furent perquisitionnés à São-Paulo comme à Rio. Or le PCB a des positions bien connues : il appuie le programme de transition démocratique du candidat unique de l'opposition. Ses huit représentants (sur un total de six cents quatre-vingt-six) dans le collège chargé d'élire le prochain président, sont tous à fait connus. De même que les quatre députés dont dispose son rival, le PC do B.

Selon l'opposition, l'opération contre le PCB a été commandée par M. Abi-Ata, ministre de la justice (et aussi de la police). L'un des « durs » du gouvernement et l'un des rares, avec M. Delfino Neto, ministre de la planification, à appuyer ostensiblement « bien que en désespoir de cause — le candidat officiel à la présidence, M. Paulo Maluf. D'autres manœuvres plus troubles ont été mises en relief récemment par la presse : elles montrent que des hommes travaillant apparemment pour les services secrets se déguiseraient parfois en

collecteurs d'affiches pour placarder sur les murs des slogans faisant croire que l'extrême gauche entendait servir de M. Tancredino Neves afin d'arriver au pouvoir. Aucun démenti officiel n'a été apporté aux faits cités par les journaux.

Autre phénomène qui inquiète l'opposition : la débandade au sein du parti officiel, le PDS (Parti démocratique social), risque de provoquer un raidissement, voire un revirement gouvernemental. Jusqu'à présent, le président Figueiredo gardait une certaine réserve dans la campagne pour sa succession. Il ne concrétisait guère l'appui qu'il en avait apporté au candidat du PDS, M. Maluf, pour lequel son antipathie est notoire. Mais les dissensions sont si nombreuses dans les rangs de la formation gouvernementale que le chef de l'Etat a fini par réagir.

Un fait nouveau ?

C'est dans le Nord-Est, fief du PDS, que la dissidence est la plus manifeste : huit des neuf gouverneurs qu'y possède le parti (il en a treize dans tout le pays, et l'opposition dix) ont rejoint, ou s'apprêtent à rejoindre, l'autre camp. Le général Figueiredo a ressenti amèrement ce lâchage en masse. Il a qualifié de « trahisons » et d'« opportunistes » les dissidents. Les partisans de M. Maluf voudraient tirer parti de cette réaction et inciter le président à user de son autorité pour ramener dans le giron officiel les dissidents du PDS. « Mais le président est en fin de mandat ; il n'a guère d'autorité », estiment les commentateurs politiques.

Certaines personnalités gouvernementales, qui n'ont jamais cru au succès de M. Maluf, souhaiteraient que celui-ci se retire, et ils font campagne dans ce sens. C'est le dessein qui est prêt au conseiller politique du président, M. Leito de Abreu, chef de la maison civile, et au leader

du PDS à la Chambre des députés, M. Nelson Marchezan. Mais M. Maluf est obstiné. Il a déjà annoncé qu'il n'abandonnerait pas. « Il pense qu'il peut tout acheter », disent de lui ses adversaires qui affirment que, pour devenir gouverneur de São-Paulo, puis candidat de son parti à la présidence, M. Maluf a momayé des voix dans les collèges restreints dont dépendait sa nomination.

Lors du scrutin du 15 janvier, une opération du même genre sera plus difficile. Le vote sera public. Ceux qui se laisseraient « convaincre » de voter pour M. Maluf — après avoir été considérés comme « tancrédistes » — seront immédiatement désignés à la vindicte publique. « C'est ainsi que Maluf est aujourd'hui synonyme de corruption », affirment les journalistes brésiliens.

Pour éviter une « déroute », on cherche désespérément dans certains secteurs du régime une solution de rechange, et plusieurs personnalités ont annoncé qu'un « fait nouveau » allait se produire dans la campagne pour la succession. M. Magalhães Pinto, dirigeant civil du coup d'Etat de 1964, qui s'était refait ces dernières années une réputation de libéral, multiplie les démarches auprès des chefs militaires pour leur faire partager son « inquiétude » devant un succès de l'opposition. « L'armée ne sortira des casernes que pour assurer l'entrée en fonctions de celui qui aura été élu », assure-t-il récemment le ministre de l'Armée de l'Air, le général Delio Jardim de Mattos, à l'un des principaux conseillers du candidat de l'Alliance démocratique, M. José Aparicio de Oliveira. M. de Oliveira, lui-même, pense que le courant en faveur de M. Tancredino Neves est désormais tel, dans toutes les classes sociales du pays, qu'il est devenu pratiquement impossible de le renverser.

CHARLES VANHECKE.

Canada

Le gouvernement annonce des mesures d'austérité

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement conservateur a annoncé, jeudi 8 novembre, à Ottawa, un plan de réduction des dépenses budgétaires qui donne aux Canadiens un avant-goût de la potion amère que le ministre des finances, M. Michael Wilson, a l'intention de leur servir au cours des prochains mois pour redresser l'économie.

Dans un discours prononcé devant la Chambre des communes, M. Wilson a indiqué que plusieurs milliers d'emplois seraient supprimés dans la fonction publique, que le budget de certaines sociétés nationales (chemins de fer, radio-télévision, Pétro-Canada, etc.) serait amputé et que le salaire du premier ministre et ceux des membres du cabinet seraient réduits respectivement de 15 % et 10 % à compter du 1^{er} janvier. L'aide au tiers-monde sera également diminuée, mais le gouvernement s'engage à respecter son objectif d'un montant égal à 0,5 % du produit national brut en 1985. Plusieurs programmes fédéraux pour la création d'emplois seront supprimés ainsi que certains avantages fiscaux en faveur des entreprises, en particulier une partie des abattements accordés pour la recherche pétrolière dans le Grand Nord.

Toutes ces mesures permettront au gouvernement de faire des économies de 4,2 milliards de dollars canadiens sur un an (environ 28 milliards de francs) et de rame-

ner le déficit budgétaire à 34,5 milliards de dollars. M. Wilson estime que c'est encore trop et il a déclaré qu'il proposerait des « mesures plus sévères encore » lorsqu'il déposera son budget en avril 1985.

Les dispositions annoncées jeudi confirment les craintes de ceux — syndicats, opposition social-démocrate et députés de l'ancien gouvernement libéral — qui croyaient déceler chez les conservateurs une volonté de remettre en question le principe de l'universalité des prestations sociales. En déclarant qu'il s'abstenait de toucher « pour le moment » à ce principe, M. Wilson a implicitement reconnu que son gouvernement envisageait de modifier sa position d'ici à la présentation du budget.

Le ministre a expliqué que « le gouvernement ne pouvait pas, à lui seul, régler tous les problèmes », mais qu'il pouvait lever les obstacles à la croissance économique en « déréglant » certains secteurs, c'est-à-dire en supprimant les interventions excessives de l'Etat. Il a reconnu cependant qu'il ne fallait pas s'attendre à des miracles. Le produit national brut devrait augmenter de 4,2 % en 1984 et de 2,4 % l'année suivante. Le chômage se maintiendra autour de 11 % de la population active et l'inflation à 4 %.

B. de L. G.

Directrice d'un institut capillaire depuis plusieurs années

ite

Chute de cheveux - pellicules - séborrhée

DOMINIQUE LAVIGNE

et à votre disposition son expérience et les nouvelles techniques de soins Laser esthétique associée aux cellules vivantes

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Henri - Sur rendez-vous 260-69-02. Du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30



Entre Plus Interim et les entreprises, le courant passe.

Secrétariat, secrétariat bilingue, traitement de textes, comptabilité, informatique.

Plus Interim, spécialiste de l'interim administratif, a depuis toujours une politique de dialogue et de qualité.

Des contacts réguliers, justifiés et précis, une très grande rigueur au niveau de la sélection, de la formation, de la détermination des intermédiaires, et du suivi des missions, font de Plus Interim le partenaire efficace de l'entreprise.

Chaque des agences Plus Interim gère un effectif très important d'intermédiaires fidèles, ce qui permet une grande rapidité d'intervention.

Le courant passe vraiment. Vite. Et bien.

Agence St-Laurent, 522.01.79.
Agence Muelte, 524.04.99.
Agence Denfert, 322.47.22.
Agence Nation, 373.05.06.
Agence La Défense, 774.70.70.

Agence Rue d'Albany, 732.02.86.
Agence Wilby, 946.27.00.
Agence Belle-Epine, 686.30.48.
Agence Crétel-Solés, 898.11.22.
Agence Eury, 2.079.04.99.

Agence Romy, 2.854.77.71.
Plus Informatique, 522.01.79.
Plus International (secrétariat toutes langues, traduction), 522.01.79.

Plus Interim.
L'Interim Administratif

EUROPE

UN ENTRETIEN AVEC M. ADAM MICHNIK

«L'action de Solidarité contient en germe la Pologne future, indépendante et démocratique»

Des manifestations réunissant plusieurs milliers de personnes ont eu lieu, dimanche 11 novembre, à Varsovie et à Cracovie, pour marquer l'anniversaire de la reconstitution d'une Pologne indépendante en 1918. Dans la capitale, la foule, qui scandait «Solidarité, Popieluszko, Przemyk» (le prêtre et le lycéen victimes de policiers), a été bloquée par des détachements de la ZOMO en tenue de combat, mais ces derniers n'ont pas atteint les manifestants.

«Que pensez-vous de l'assassinat du Père Popieluszko ?»
- Je suis bouleversé, comme toute la Pologne. C'est contraire à la tradition polonaise, ignoble, bestial. Je pense néanmoins que nous portons tous une part de responsabilité dans ce meurtre : il a été précédé par une campagne de représailles à l'égard du Père Popieluszko, par une série d'attentats «mineurs» contre lui, et nous nous sommes tus.

«L'article haineux de Jan Rem - pseudonyme de Jerzy Urban (le porte-parole du gouvernement - NDLR) - ne nous a inspiré que de l'ironie et du dégoût. Aucun d'entre nous n'a eu assez d'imagination pour flatter un signe annonciateur de meurtre. Je pense aujourd'hui que si j'avais eu assez d'imagination pour accuser Urban d'incitation au meurtre, j'aurais peut-être été condamné pour offense au ministre, mais

D'autre part, un Comité pour la défense des droits de l'homme contre la violence s'est formé à Cracovie. Parmi les vingt-deux fondateurs figurent d'anciens responsables de Solidarité, des militants de la KPN (Confédération pour une Pologne indépendante), ainsi que des intellectuels, des étudiants et quelques ouvriers. De son côté, M. Lech Wałęsa a adressé, conjointement avec M. Władysław Frasyniowski, un appel à la défense des droits de l'homme.

«L'abbé Jerzy aurait peut-être encore parmi nous. Voici le leçon que je tire de cet assassinat : il ne faut pas se taire face à des campagnes de haine. Je ne me tairai plus.

«Peut-on prévoir les conséquences sociales de cet assassinat ?»

«Non. L'assassinat de l'abbé Popieluszko constitue sans doute le bouleversement le plus profond depuis le 13 décembre 1981. Mais précisément parce que le choc est si profond, la réaction peut se traduire de différentes manières. Qui aurait pu prévoir les conséquences des événements de Radom en 1976 ? Ce n'est qu'aujourd'hui que nous savons qu'ils ont engendré un mouvement de défense des droits de l'homme, le KOR et d'autres mouvements et, en conséquence, la grève d'août 1980. Une chose me paraît certaine, c'est que même les plus sceptiques ont compris qu'il n'y a pas de chose plus

importante en Pologne actuelle que de mettre fin au banditisme institutionnalisé de la sécurité. Je pense que la société dirigera son action dans cette direction.

L'autorité de l'Eglise

«L'épiscopat et surtout le primat Mgr Glemp ne cessent d'appeler au calme. Pensez-vous que ce soit une réaction utile ?»

«Je ne me sens pas appelé à juger l'attitude du chef de l'Eglise polonaise. Je peux néanmoins dire que je comprends l'intention qui préside à ses paroles. La Pologne a besoin de calme, et l'Eglise a besoin de calme. Toutefois, il ne saurait être question de calme tant que le banditisme politique jouira de l'impunité, pour ne pas dire d'encouragements, et tant que ses instigateurs se sentent à l'abri. Et

si, dirigeant du syndicat à Wrocław, qui vient d'être élu de prison, une lettre au Parlement pour demander une révision de la loi du 14 juillet 1983. Selon les signataires, cette loi, votée au moment de la levée de l'état de guerre, donne à la milice des «possibilités illimitées d'ingérence dans les affaires des citoyens et de recours à la violence, et crée pour les policiers un sentiment d'impunité» dont «l'ensemble des citoyens» souffrent.

«Il n'y a pas que l'opinion publique qui puisse mettre un terme à leur impunité, mais également les événements polonais, compte tenu de l'aura dont jouit l'Eglise.

«Vous êtes resté en prison plus de deux ans et demi. Cela fait à peine trois mois que vous êtes en liberté. Que reste-t-il de l'esprit et de l'organisation de Solidarité ?»

«L'essentiel est toujours là. Solidarité est toujours un mouvement fort, conscient de ses objectifs, et de la longue lutte qui l'a menée. Ce sont des gens intelligents et déterminés. Si l'on croit aujourd'hui, trois ans après la promulgation de l'état de siège, que Solidarité pourra être assaini, c'est que l'on croit aux miracles. Les communistes sont pourtant censés ne pas y croire.

«N'y a-t-il pas pourtant une certaine incertitude, un sentiment d'impotence devant la tâche à accomplir ? Comme si les gens ne savaient pas quoi faire.

«C'est toujours le cas au moment des tournants historiques. La situation est mouvante, rien n'est fixé. Les gens attendent des propositions claires, de l'espoir. Quelques choses en naitra probablement. Quel ? On recherchera, je pense, de nouvelles formes d'activités ouvertes. Jusqu'à présent, Solidarité s'est attaché à bâtir des structures clandestines. On va assister, je crois, à l'apparition de centres qui agissent au grand jour. Je dis bien «au grand jour» et non pas «légalement»...

«Une autre chose importante, c'est la victoire du bon sens au sein de Solidarité. On ne cherche pas la confrontation. Solidarité semble se rendre compte que son action actuelle contient en germe la Pologne future, indépendante et démocratique. Nous ne lutons pas pour le pouvoir mais pour un visage démocratique de la Pologne, et le terrorisme ne peut que nous servir.

«Un compromis avec le pouvoir n'est-il pas inévitable ?»

«Il n'y a pas lieu de croire que le pouvoir hésiterait devant une effusion de sang ou la guerre civile : il n'a jamais hésité. Mais on peut agir de sorte que de telles mesures ne soient pas payantes pour lui. L'année 1980 prouve que dans certaines situations historiques, un compromis de ce genre est possible. Tant que des compromis sont possibles, il faut les rechercher par tous les moyens. Aujourd'hui, tout le monde sait que compromis n'est pas synonyme de servilité.

Autodéfense

«L'Eglise et la clandestinité continuent d'appeler au dialogue. Quel dialogue ?»

«Si je suis bien informé, ce dialogue prend pour l'instant la forme de contacts physiques : les représentants de l'Eglise et du gouvernement se rencontrent. Ce n'est pas à moi de dire si ces rencontres peuvent être qualifiées de «dialogue». On sait fort bien, l'histoire l'a démontré, que de telles rencontres peuvent être un simulacre de dialogue et ne viser qu'à asservir l'Eglise. Quel qu'il en soit, c'est pour l'instant la seule forme de dialogue dont on puisse parler. Pour dialoguer, il faut être deux. Je suis convaincu que les leaders de Solidarité, aussi bien Wałęsa que Bujak, y sont prêts. Mais ils déclament un dialogue entre citoyens, et non pas un dialogue entre prisonniers et gardes-chiourmes.

«Je crains que l'on ne puisse pas compter sur un quelconque pas du pouvoir vers une entente nationale. Ainsi, il faut tout d'abord penser à l'autodéfense. L'assassinat de l'abbé Popieluszko démontre avec toute la clarté voulue la nécessité d'un mouvement d'autodéfense qui seul pourra imposer une forme d'estime. Toutes les autres voies sont illusoires.

«Certains des pacifistes occidentaux voudraient entamer un dialogue avec les opposants de l'Est. Avez-vous quelque chose à leur dire ?»

«Je ne peux leur dire que des banalités. Et répéter ce qu'on a déjà dit deux fois : les hommes les plus intelligents de la partie du monde dans laquelle je vis, Sakharov et moi-même, nous sommes tous d'accord pour dire qu'un mouvement pacifique peut reculer un refus de la guerre, mais également, plus prosaïquement, un refus de sa propre souffrance.

«Je suis, bien entendu, opposé à la guerre, mais il faut savoir que ce n'est pas parce que les gens possèdent des pistolets que les guerres

viennent et l'assassinat du Père Popieluszko sont un exemple flagrant.

M. Adam Michnik, un des principaux animateurs de l'ancien KOR (comité de défense des ouvriers), a rompu le silence qu'il observait depuis sa libération de prison, en août dernier, dans une interview recueillie au début de ce mois à Varsovie par le journaliste anglais Timothy Garton-Ash (1). Voici l'essentiel de ses déclarations :

«Elles éclatent parce que certains pays, ou certains systèmes veulent s'étendre. L'Allemagne a envahi la Pologne et le monde entier, non pas parce qu'elle avait des chars mais parce qu'elle avait Hitler, et un mouvement pacifiste qui aurait appelé à ne pas s'opposer à lui par des armes aurait indépendamment de ses intentions, servi pour la victoire du fascisme.

«Nous n'avons pas été trahis

«La seule possibilité de résoudre les conflits est de négocier. Pour négocier, il faut une base commune. Je n'en connais pas de meilleure que le respect des droits de l'homme. Un mouvement pacifiste qui ne réclame pas, avant tout, le respect des droits de l'homme n'est que pseudo-pacifiste.

«Que pensez-vous de la politique des gouvernements occidentaux vis-à-vis de la Pologne pendant l'état de siège et aujourd'hui ?»

«Je ne voudrais pas donner de conseils aux gouvernements occidentaux. Ce serait ridicule. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il me paraît évident que depuis un siècle et demi l'Occident et son opinion publique n'ont été aussi loyales et aussi intelligentes dans leur attitude vis-à-vis de la Pologne. La Pologne souffre du complexe de la trahison. Les Polonais croyaient qu'ils seraient toujours traités par l'Occident. Cette conviction était historiquement fondée. En décembre 1981, elle n'a pas été trahie.

«Avant le 13 décembre 1981, aucun Polonais sensé n'aurait cru qu'en cas de catastrophe l'Occident nous aiderait. Moi, en tout cas, je n'y croyais pas. Ce qui s'est produit après le 13 décembre m'a surpris. Quel vais, quel superbe mouvement de solidarité avec la Pologne, avec Solidarité, quel flot d'aide ! Tout le monde semblait avoir compris que ce n'était pas seulement l'avenir de la Pologne qui se jouait. Ce n'était peut-être l'avenir de

l'Europe.

(1) T. Garton-Ash est l'auteur de *The Polish Revolution. Solidarity 1980-1982*, Londres, Jonathan Cape.

Une partie des Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague ont regagné leur pays

Bonn (AFP) - Les deux tiers des quelque cent soixante Allemands de l'Est qui s'étaient réfugiés fin septembre à l'ambassade de RFA à Prague, pour obtenir le droit d'émigrer à l'Ouest, ont décidé de retourner en RDA, selon des informations données de bonne source à Bonn, le dimanche 11 novembre.

Selon ces informations, qui n'ont pas été confirmées officiellement, les réfugiés ont été divisés en deux groupes. Les premiers, qui ont été envoyés à l'ambassade de RFA à Varsovie, ont été envoyés à l'ambassade de RFA à Varsovie, ainsi que deux Polonais de souche allemande (1). M. Hans-Jochen Vogel, chef du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, qui s'est entretenu samedi à Varsovie avec le général Jaruzelski au sujet d'une visite de quatre jours en Pologne, a déclaré que le problème des réfugiés avait été parmi les questions abordées lors de ces conversations.

«N'ayant aucun mandat du gouvernement ouest-allemand, a-t-il ajouté, je me suis borné à souligner que ce type de problème devrait être résolu par la voie de la négociation.» Interrogé à propos du syndicat Solidarité, M. Vogel a répondu : «La ligne de notre parti veut que nous soyons ouverts à toutes les tentatives. Mais, a-t-il poursuivi, nous devons être fermes et nous devons être appropriés».

(1) D'autres Allemands de l'Est sont réfugiés dans les ambassades ouest-allemandes de Budapest et de Bucarest.

continent européen, et peut-être plus encore.

«Quant aux sanctions, je dirais ceci : la propagande du parti et les chefs du gouvernement polonais, le général Jaruzelski y compris, les ont maintes fois condamnées et leur ont attribué tous les échecs de leur politique économique. Je ne peux pas vérifier dans quelle mesure c'est vrai. Si toutes les sanctions ont été imposées à la Pologne, comme l'affirment ses organes de presse, la responsabilité en retombe sur le gouvernement polonais. Du point de vue de l'opinion publique polonaise, les choses sont simples : les sanctions ont été interprétées comme une expression de solidarité avec le peuple polonais.

«Les sanctions devraient-elles être maintenues ?»

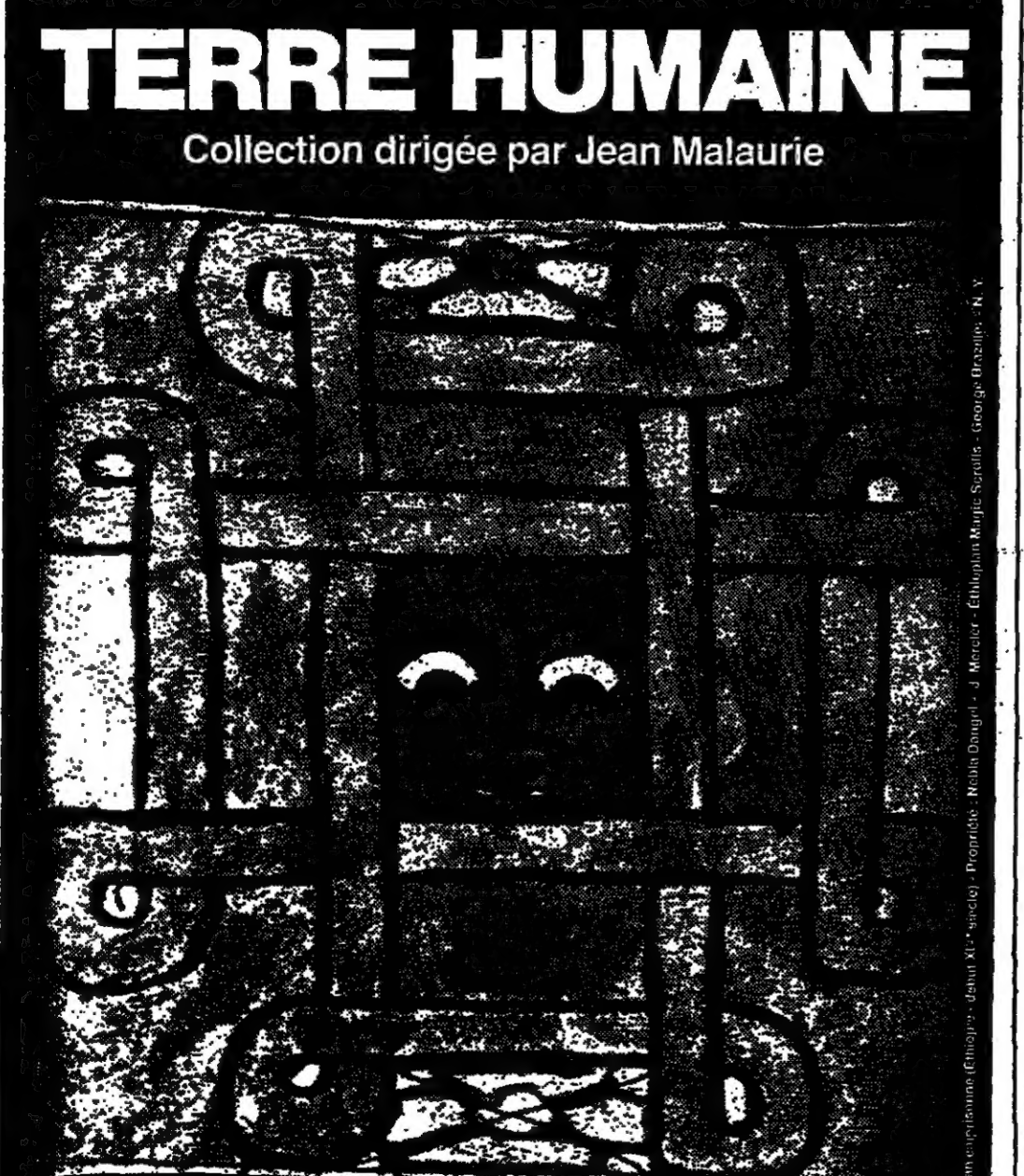
«Il me semble que le fait que nous paissions nous rencontrer et que je me trouve chez moi et non pas en prison est entre autres un effet de la politique des sanctions.

«Quels sont vos projets ?»

«La prison ne m'a pas convaincu qu'il faille se taire face aux assauts. J'ai au contraire compris qu'il y avait que la parole qui pouvait sauver la vie des uns, ouvrir les cœurs des autres. C'est ce qui s'est passé pour moi. C'est ce que je tenterai de faire pour mes amis toujours emprisonnés, les deux militants prestigieux de Gdansk Bogdan Lis et Piotr Mierzejewski, mes collègues de Nowa Huta détenus sous l'accusation mensongère et ignoble de vol, et pour tant d'autres.

«Il faut faire payer au pouvoir le prix fort pour leur emprisonnement, il faut qu'il leur en coûte tant qu'il juge plus judicieux de s'en débarrasser. C'est ce que j'ai passé pour les onze dirigeants de Solidarité et du KOR. Nous n'avons pas été libérés parce que le pouvoir s'est soudain converti aux principes humanitaires mais bien parce que toutes les tentatives pour résoudre autrement ce problème se sont soldées par un échec.»

(1) T. Garton-Ash est l'auteur de *The Polish Revolution. Solidarity 1980-1982*, Londres, Jonathan Cape.



Observer, comprendre, témoigner

«Terre Humaine représente pour moi ce qu'il y a de plus précieux dans les livres : un voyage, un enseignement.»

J.M.G. LE CLEZIO

Vient de paraître

Alexander Alland Jr.

La danse de l'araignée

Chez les Abrons d'Afrique noire, un intellectuel américain face à lui-même

Plon

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogue sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 5

Tél : 328-51-09

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES

sur papier Ilford Cibachrome ou sur film

ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12e 347.21.32

"L'ARGENT MEURT"

L'ARGENT MEURT DE NEGLIGENCE D'IGNORANCE D'IMMOBILISME.

Voici l'engagement clair du Crédit du Nord pour que votre argent ne subisse pas le même sort.



Quand le pouvoir d'achat augmentait de 5 % l'an, que les retraites étaient bien assurées, qu'un logement financé à crédit laissait automatiquement un double profit, sur

sa valeur et sur l'emprunt, grâce à une inflation croissante, on pouvait peut-être alors s'offrir le luxe de laisser mourir son argent faute de soins.

Mais pouvez-vous aujourd'hui négliger les revenus que, bien géré, votre argent peut vous rapporter? Continuer à "choisir" automatiquement une banque juste au-dessous de chez vous plutôt que de chercher celle qui vous aidera le mieux à faire fructifier votre épargne et à bâtir le patrimoine dont, dès maintenant, vous avez le plus grand besoin pour faire face aux aléas de la vie (maladie, chômage...) et préparer votre retraite?

Pouvez-vous encore négliger les avantages fiscaux susceptibles de multiplier votre effort d'épargne ou, à l'inverse, attendre le dernier moment pour trouver un financement coûteux, pour les études de vos enfants par exemple?

La rigueur conduit les Français à épargner moins: 14 % de leur revenu disponible l'an dernier, au lieu de plus de 18 % en 1979; raison de plus pour que votre épargne fructifie; elle doit vous rapporter, si possible, plus que l'inflation pour, à la fois, améliorer votre niveau de vie et bâtir un patrimoine solide.

Le Crédit du Nord prend l'engagement clair de vous aider à gagner de l'argent avec votre argent.

Nous avons, depuis longtemps, une tradition de bâtisseurs de patrimoines. Le fait que nous soyons la seule grande banque de dépôts née d'une fusion avec une banque d'affaires nous a permis d'exercer notre compétence financière à la fois auprès des Particuliers et des Entreprises dans nos 600 agences.

Certains d'entre vous n'éprouvent plus le besoin d'aller aussi souvent à leur banque que par le passé. Les guichets automatiques de banque, par exemple, ou les services de banque à domicile du Minitel, comme Nordirect du Crédit du Nord, simplifient déjà, et simplifieront de plus en plus, la gestion quotidienne de votre compte. Mais vous viendrez nous voir désormais pour un examen approfondi auquel nous nous préparons chaque jour davantage: spécialisation croissante de nos collaborateurs, mise à leur disposition d'une informatique de pointe (un ordinateur pour trois employés d'ici 1986), pour les aider à faire du "sur mesure".

Chacun de nos clients a, dès l'ouverture de son compte, un interlocuteur unique qui apprendra à bien le connaître. Celui-ci pourra ainsi choisir, dans toute la gamme de nos produits et services, la combinaison qui correspond le mieux à vos besoins, ou même vous conseiller une gestion individualisée d'un portefeuille boursier. Il pourra aussi vous alerter lors d'une prochaine visite, ou par téléphone, pour que vous saisissiez une opportunité intéressante pour vous.

Nous avons pris l'engagement d'être clair,

notamment dans la définition de nos produits, sur leur coût et leurs performances. Les résultats de toutes nos SICAV, fonds communs de placement, de nos "Valeur Pierre" (pour l'immobilier commercial), de nos bons de capitalisation et produits d'assurance-vie, sont en permanence disponibles dans nos agences. Ils sont également affichés dans le guide des placements de Nordirect et font l'objet de publications dans la presse. Ils sont d'ailleurs notre meilleure publicité: notre rentabilité annuelle moyenne, depuis cinq ans, varie pour nos produits de 13 à 28 %.

Et, pour vous aider à suivre de près la gestion de votre portefeuille, nous avons créé un service spécialisé sur Minitel: Norvalor, qui vous donne, pour 60 francs d'abonnement par mois, chaque jour au cours de la veille, la décomposition de votre portefeuille avec tous les renseignements utiles pour sa gestion.

Car nous ne demanderons jamais une confiance aveugle. C'est avec vous que nous voulons faire vivre votre argent et bâtir votre patrimoine.



Crédit du Nord

EUROPE

Espagne

La persistance de la torture dans les locaux de la police est un fait attesté

De notre correspondant

Cinq gardes civils accusés d'avoir torturé une quinzantaine d'hommes ont été inculpés à Saint-Sébastien, capitale de la province basque de Guipuzcoa, le 4 novembre 1984, un dossier sérieux pour le gouvernement. Les témoignages publiés, accompagnés de photographies révélatrices, ainsi que le contenu des plaintes formulées par les victimes devant la justice, donnent à penser que les mauvais traitements dans les commissariats sont loin d'avoir diminué depuis l'arrivée au pouvoir du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) en décembre 1982. Détenus violemment frappés aux testicules, plongés jusqu'au bord de l'asphyxie dans une eau pleine d'urine et de débris (c'est le supplice de la *banera*), soumis à des décharges électriques sur la langue et les zones génitales, services sexuels pour les femmes : les méthodes décrites rappellent aux Espagnols une sombre période dont ils pouvaient pourtant croire qu'elle avait pris fin avec le retour de la démocratie.

Il y a quelques jours, c'était le quotidien *El País*, le plus important du pays, qui publiait le long récit des deux jeunes Basques nommément cités dans le rapport d'Amnesty International, José María Olarra et José María Olarra (le second est conseiller municipal de la ville de Villabona, dans la province de Guipuzcoa). Ceux-ci conservent encore les marques des tortures qu'ils affirment avoir subies durant une trentaine d'heures. *El*

País publiait parallèlement le témoignage du chef du poste de la Garde civile de Intxaurrodo à Saint-Sébastien (il s'agit du commissariat le plus souvent mis en cause), démentant l'existence de mauvais traitements dans ce centre. Selon lui, les blessures observées sur le corps de José María Olarra étaient dues à une chute effectuée par ce dernier alors qu'il prenait une douche dans les locaux du commissariat.

Si les sévices infligés aux détenus « politiques » sont souvent démentis par les intéressés, il n'en va pas de même pour ceux dont sont victimes des délinquants de droit commun, qui n'ont pas, eux, accès à la presse. Seuls certains cas sont connus, par exemple lorsque la victime est un membre de la police nationale, comme José Manuel Cerdas. Celui-ci fut arrêté dans une discothèque, au début de cette année, après une altercation avec deux de ses collègues, qui l'emmènerent au commissariat. Un autre policier témoigne par la suite devant la justice qu'il avait vu ces derniers frapper longuement le détenu, qui fut remis au médecin le corps couvert de sang, et mourut peu après avoir été remis en liberté. L'affaire fit grand bruit et causa un vif malaise dans la police.

Le gouvernement socialiste fait constamment valoir que les victimes de mauvais traitements, contrairement à ce qui se passait autrefois, peuvent maintenant recourir à la justice. Il est vrai qu'une ving-

taine d'enquêtes judiciaires contre des tortionnaires présumés ont été ouvertes à Saint-Sébastien, et une trentaine à Bilbao. Mais les plaintes aboutissent rarement, les preuves judiciairement convaincantes étant souvent difficiles à apporter. Et les rares membres des forces de l'ordre jugés pour sévices ne se voient infliger que des peines légères, comme le garde civil Miguel Pollán, qui, convaincu de tortures contre un détenu, fut condamné en mai dernier à six mois de prison, sans même être expulsé définitivement des rangs des forces de l'ordre.

La justice a certes paru se montrer plus active ces derniers mois. Ainsi, trois fonctionnaires du corps supérieur de police accusés de tortures ont été inculpés par un tribunal de Bilbao en juillet dernier, après que quatre gardes civils eussent connu le même sort à Saint-Sébastien en mars. En décembre, à deux de ces derniers une dégradation, le 11 octobre dernier, provoquant ainsi l'indignation générale au Pays basque, le ministre de l'Intérieur, M. José Barriomereu, a toutefois déclaré qu'il se préoccupait davantage de défendre publiquement ses subordonnés incriminés que de condamner sans équivoque les sévices qui leur sont reprochés.

THÉOPHYLÈS MALINAK

(1) Celle-ci permet de maintenir les détenus au secret pendant dix jours. C'est pendant ce laps de temps que se produisent la quasi-totalité des sévices.

Grande-Bretagne

Deux soldats soviétiques exilés à Londres ont regagné l'URSS

Londres (AFP). — Deux soldats soviétiques, capturés par la résistance afghane et amenés en Grande-Bretagne en juin dernier par lord Bethell, député conservateur, ont regagné l'Union soviétique le dimanche 11 novembre.

Igor Rykhov (vingt-deux ans) et Oleg Khilov (vingt et un ans) avaient demandé vendredi à l'ambassade soviétique à Londres de pouvoir rejoindre leur pays. Ils ont ensuite été interrogés par des responsables du ministère britannique de l'Intérieur, en présence de M. Derek Thomas, secrétaire adjoint au Foreign Office et ont confirmé qu'ils quittaient volontairement la Grande-Bretagne pour rejoindre leur famille.

Lord Bethell, qui avait obtenu des autorités britanniques que les deux hommes soient accueillis provisoirement en Grande-Bretagne, a accusé les autorités soviétiques de s'être livrées sur eux à un « chantage moral ». « Je suis certain, a-t-il déclaré, que les deux gardes ont été trompés sur ce qui les attendait en Union soviétique. (...) Ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas facilement retourner en URSS. » Interrogé sur ce point, un porte-parole de l'ambassade soviétique à Londres a répondu : « Qui prétend qu'ils ont déserter ? Ils ont été capturés en Afghanistan et ne sont venus en Grande-Bretagne que dans le but de pouvoir regagner leur patrie. »

Les deux jeunes gens vivaient depuis onze mois dans un camp de la guérilla afghane proche de la frontière pakistanaise lorsque lord Bethell les a fait sortir. Ils s'y étaient accoutumés à la consommation d'opium et ont fait un séjour dans une clinique de désintoxication à leur arrivée à Londres. Ils avaient demandé l'asile politique aux autorités canadiennes, mais n'avaient pas encore obtenu de réponse.

Selon le député européen, M. Rykhov avait reçu jeudi une lettre de sa femme le suppliant de rentrer, accompagnée d'une photo de sa fille de trois ans qu'il ne connaît pas. Les deux hommes auraient rencontré le même jour, dans un restaurant de Londres, un membre de la délégation commerciale soviétique qui leur a conseillé de venir à l'ambassade où ils obtiendraient des nouvelles de leur famille. Le lendemain, les deux hommes ont quitté le domicile de la famille anglo-afghane où ils étaient hébergés et se sont rendus à l'ambassade.

URSS

La famille de Pasternak a été chassée de la maison-musée de l'écrivain

De notre correspondant

Moscou. — La maison de Pasternak a cessé d'être un musée son officiel consacré à la mémoire de l'écrivain qu'elle était devenue depuis sa mort en 1960. A la suite d'une bataille juridique qui a duré deux ans, son fils et sa belle-fille, qui y habitaient toujours, ont été chassés le 17 octobre dernier, et tous les meubles, tableaux, dessins et livres qui rappelaient le souvenir de l'écrivain ont été dispersés, a-t-on appris vendredi 9 novembre à Moscou. Cette grande maison de bois au milieu des arbres dans le village de Peredelkino, à une vingtaine de kilomètres de Moscou, était depuis longtemps un symbole. C'est là que Pasternak avait écrit *Docteur Jivago*, jamais publié en URSS, qui lui valut, à la fois le prix Nobel de littérature en 1958 et son expulsion de l'Union des écrivains. C'était aussi un lieu de pèlerinage, proche du cimetière où

Pasternak est enterré. Chaque année, le 30 mai, date anniversaire de sa mort, de jeunes poètes se rassemblent autour de sa tombe pour y lire des vers.

La maison elle-même était restée telle qu'elle était de son vivant. Aux murs étaient accrochés des tableaux de son père, un peintre et dessinateur célèbre dans la Russie d'avant la révolution. Sa table de travail, devant une grande fenêtre donnant sur la forêt, était couverte de livres et de papiers. Son fils Evgueni et sa belle-fille Natalya, femme de son second fils Gueorgi, se sont battus jusqu'au dernier moment pour garder cette demeure qui appartenait à l'Union des écrivains et qui avait été attribuée à Pasternak avant la guerre. En juillet, un tribunal de Moscou les avait enjoins de la restituer.

D. D.

A TRAVERS LE MONDE

Congo

LIBÉRATION DE L'ANCIEN PRÉSIDENT YHOMBI OPANGO. — Le chef de l'Etat congolais, le colonel Denis Sassou Nguesso, a annoncé, samedi 10 novembre, la mise en liberté de son prédécesseur, le général Yhombi Opango, qui était détenu depuis le 31 mars 1979. Le général Yhombi Opango était alors président du Congo depuis le 3 avril 1977. Le colonel Sassou Nguesso a annoncé cette libération à l'occasion de sa prestation de serment, à la suite de sa réélection à la présidence de la République le 30 juillet dernier.

Hongrie

BREVE VISITE DU GÉNÉRAL JARUZELSKI. — Le premier secrétaire du Parti ouvrier polonais a fait vendredi 9 novembre un bref séjour de travail à Budapest. Selon l'agence officielle polonaise PAP, il a échangé avec son collègue hongrois, M. János Kádár « la situation socio-économique polonaise et la poursuite du renouveau socialiste en dépit de circonstances compliquées ». Ces termes semblent désigner la situation créée en Pologne par l'assassinat du Père Polanski et l'implication dans cette affaire de la police polonaise. Sur le chemin du retour, le général Jaruzelski a brièvement rencontré le premier secrétaire du parti slovaque, M. Jozef Lenart. — (AFP.)

PRESSIONS CONTRE L'ÉDITION INDÉPENDANTE. — Six personnes ont été condamnées à des amendes équivalent à environ deux mois de salaire pour possession et distribution de publications « illégales » (non soumises à la censure), et une série de perquisitions ont été opérées par la police au cours de la dernière quinzaine, a-t-on appris vendredi 9 novembre à Budapest. Parmi les six personnes frappées d'amende figurent l'économiste György Krassó, et un ouvrier, Gábor Bouquet. Les autres n'ont pas été nommés, mais leur identité est connue. — (Reuters.)

Libéria

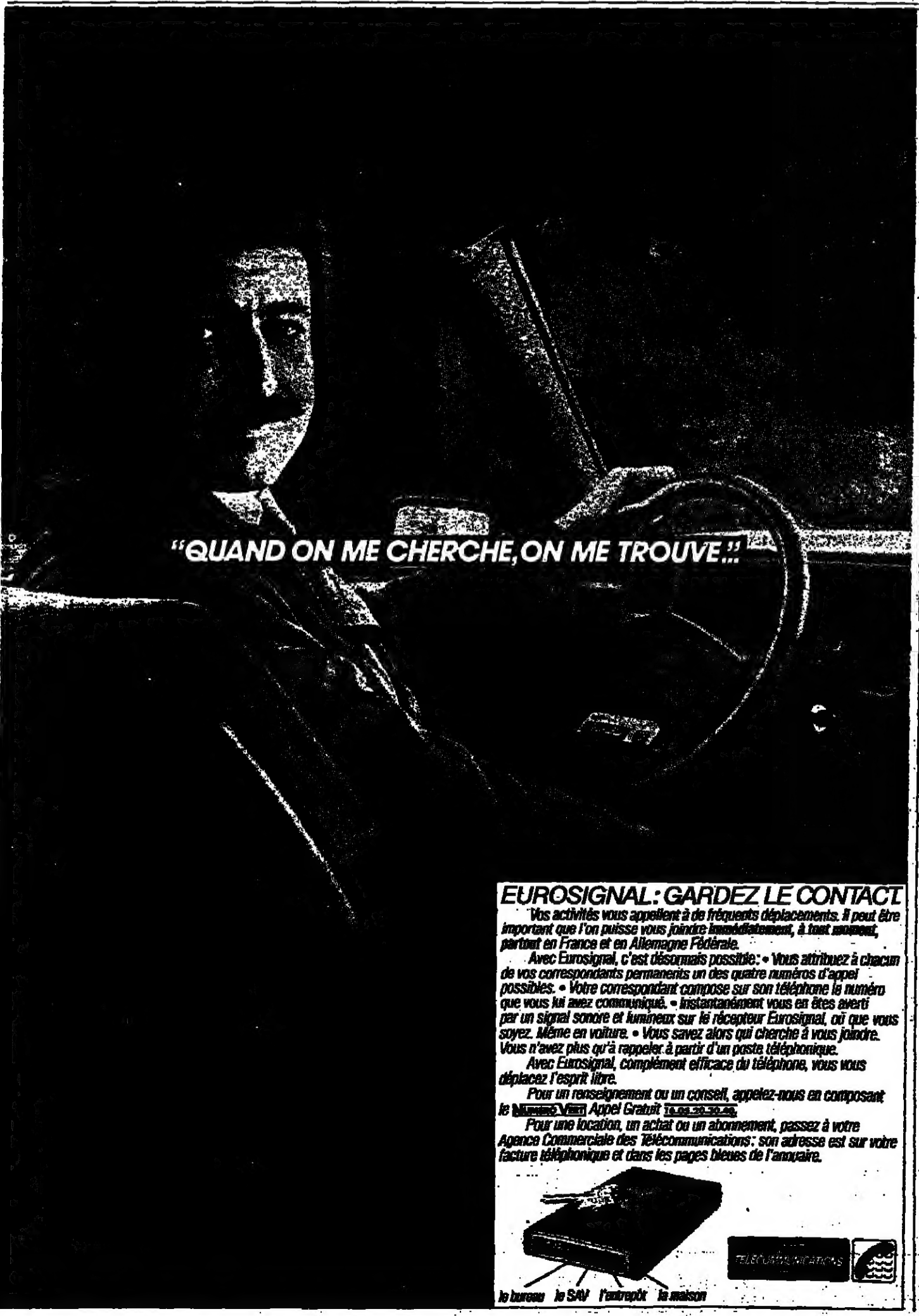
UN « COMLOT » DÉJOUÉ. — Le calme règne à Monrovia, dimanche 11 novembre, au lendemain de l'annonce de la déconvois d'une nouvelle tentative de renversement du gouvernement libérien de M. Samuel K. Doe. Selon les services de sécurité libériens, le « complot » visant à l'assassinat de plusieurs responsables du pays, dont le chef de l'Etat lui-même, afin d'établir « un système différent de gouvernement », a été déjoué. — (AFP.)

République sud-africaine

UN NOIR TUÉ PRÈS DU CAP. — Un Noir, sur lequel un policier avait ouvert le feu, samedi soir 10 novembre, alors qu'il lançait des pierres sur un débit de boissons à Fingo, près de Grahamstown (province du Cap), est décédé dimanche matin, a annoncé un porte-parole de la police sud-africaine, à Pretoria. Cette mort porte à cent cinq le nombre des tués depuis que les émeutes ont éclaté, début septembre, dans les cités noires sud-africaines. C'est le plus grand nombre d'incidents qui ont éclaté, samedi soir, dans les cités noires du Transvaal et de l'est de la province du Cap, et qui se sont poursuivis jusqu'aux premières heures de la matinée de dimanche. Selon le porte-parole de la police, celle-ci a fait à de nombreuses reprises usage de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. — (AFP.)

Soudan

DES OPPOSANTS SE RÉUNISSENT EN LIBYE. — Le Parti unioniste démocratique soudanais (mouvement d'opposition au régime du président Nimeiry) vient de tenir son premier congrès en Libye. Les membres de ce parti ont décidé, à la suite de ce congrès, un message au colonel Kadhafi dans lequel ils font état de leur « détermination à le quitter ». — le maréchal Nimeiry.



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE..."

EUROSIGNAL: GARDEZ LE CONTACT

Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible : Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles : « Votre correspondant composé sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. » Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complètement efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMÉRO VERT Appel Gratuit 1 60 30 30 30**.

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications; son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.

le bureau le SAV l'annuaire la maison

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Les socialistes veulent se refaire une identité sur le dos de l'opposition

L'événement, à gauche, reste à venir. Le comité directeur du PS, qui s'est réuni samedi 10 novembre, a donné, comme prévu, à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, l'occasion de lancer avec force un appel à la mobilisation des socialistes contre la droite, appel qu'avaient déjà repris à leur compte, au cours de la quasi-totalité des interventions.

La convention nationale sur le thème « modernisation et progrès social », prévue pour les 15 et 16 décembre, devrait constituer, pour les socialistes, une échéance plus déterminante. Outre le fait que s'y exprimeront, notamment, MM. Laurent Fabius, Michel Rocard, et évidemment Lionel Jospin, cette convention doit être l'occasion, pour le premier secrétaire du PS, d'amener ses amis à inter-

priser ce vocabulaire de la politique gouvernementale sans, pour autant, mettre en danger la cohésion du PS.

Le texte préparatoire qui, soumis plus tard aux sections du parti, sera officiellement « bonifié » dans le courant de la semaine, intègre pour le moment des réflexions émanant de tous les horizons du PS. Mais il n'est pas exclu que la volonté des courants de s'exprimer à l'occasion de cette convention prenne une forme plus déstabilisante pour le parti.

En outre, M. Lionel Jospin lui-même n'est pas dans une situation facile. Sa loyauté à l'égard du gouvernement et du président de la République ne peut pas être mise en doute, pas

plus que sa volonté de faire avancer la réflexion des socialistes sur leur identité, notamment vis-à-vis de ce type de questions.

Mais le premier secrétaire du PS est tout aussi attaché - il l'a rappelé à plusieurs reprises samedi - à l'expression des socialistes autour de leurs propres valeurs, de leur propre idéologie.

Or les conséquences de la modernisation et l'approche de cette modernisation telle que la conçoit le gouvernement de M. Laurent Fabius ne s'inscrivent pas vraiment - c'est tout le problème - dans la ligne des valeurs traditionnelles des socialistes. M. Jospin aura besoin de tous ses talents de dialecticien, vis-à-vis de ses amis, mais aussi vis-à-vis de lui-même.

La réunion du comité directeur du PS, samedi 10 novembre, à Paris, s'est, pour l'essentiel, déroulée conformément aux orientations définies par le bureau exécutif du parti, mercredi 7 novembre. (Le Monde des 9 et 10 novembre).

Comme l'avaient souhaité les membres du bureau exécutif, les socialistes, tous courants confondus, ont vigoureusement affirmé la nécessité du combat contre la droite, au point de donner l'impression de sacrifier au rite obligé d'une dénonciation quasi ininterrompue des idées et de la pratique de leurs adversaires.

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, avait déjà largement couvert le sujet dans son rapport introductif (Le Monde des 11-12 novembre). Dès lors, les orateurs suivants, qui se sont exprimés, pour la plupart, sur le même thème, pouvaient au mieux

donner une interprétation personnelle d'une partition unique. Des rocardiens Robert Chapuis et Gérard Fuchs à MM. Georges Sarre et Didier Motchane, membre du CERES, en passant par M. Bertrand Delanoë, proche de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, tous ont martelé la même idée : préparons-nous à combattre, en 1986, projet contre projet, face à la droite ; expliquons à l'opinion ce que signifient le retour au pouvoir des actuels dirigeants de l'opposition.

Quelques fausses notes isolées n'ont guère entamé l'harmonie en trouvant l'œil de ce concert un peu figé. Même M. Dominique Strauss-Kahn, « économiste en chef » du PS, de par ses fonctions de secrétaire national chargé des études, a voulu quitter ses habits quotidiens de technocrate pour rappeler que 1986 ne

se gagnerait pas seulement sur un bilan économique, mais aussi sur l'idéologie et les questions de société.

Il revenait au premier secrétaire de donner, lui aussi, sa version de l'intervention au programme du jour. Il n'y a pas eu de surprise : c'était la version de référence.

Dans un premier temps, M. Jospin avait voulu, notamment dans l'interview qu'il nous avait accordée (Le Monde des 23 et 24 octobre), inviter les militants socialistes à la lucidité et aussi leur rendre l'esprit plus libre en « dédramatisant » la perspective d'une éventuelle défaite en 1986. Cet appel a été mal perçu par nombre de socialistes, qui se sont demandés si leur premier secrétaire ne cédait pas plus que nécessaire aux sirènes du défaitisme.

M. Jospin devait donc, le plus vite possible, annoncer à ses troupes qu'il était temps de lancer la charge. C'est maintenant chose faite.

M. Motchane, qui parlait après M. Jospin, a saisi la balle au bond. Le dirigeant du CERES a abordé le second thème du comité directeur, la préparation de la convention nationale sur la modernisation, pour expliquer que la modernisation menée par les socialistes devait, elle aussi, être de gauche.

Enfin, M^{me} Denise Cacheux (mauroyiste) a mis un point d'orgue impérieux à cette journée placée sous le signe d'un unanimité un peu forcé en demandant à ses amis de mettre dans leurs explications plus de conviction, plus de force, et, pour tout dire, « plus de joie de vivre ».

J.L.A.

La commission exécutive de la fédération socialiste du Gard est dissoute

Le comité directeur du PS du 10 novembre 1984, saisi par le bureau exécutif du parti de la situation dans la fédération socialiste du Gard (le Monde du 2 novembre), a prononcé la dissolution de la commission exécutive de cette fédération et mis en place un collectif fédéral de cinq personnes représentant tous les courants du parti. Ce collectif, qui « assurera la responsabilité politique fédérale » et veillera sur tous les plans à l'application de la ligne et des décisions du parti, « pourra faire appel à tout moment à la direction nationale du Parti », pour « réussir sa mission ».

Compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain, le comité

directeur décidera ultérieurement soit l'organisation d'un congrès administratif, soit le maintien du collectif de direction jusqu'au prochain congrès, soit la dissolution de la fédération.

Le collectif de direction assurera, dans le département, la conduite de la campagne des élections cantonales de mars 1985. Seule la convention nationale des 15 et 16 décembre pourra établir la liste définitive des candidats pour les cantons renouvelables. Le comité directeur propose à la convention de « ratifier les désignations régulièrement acquises dans les sections par le vote des militants ».

...

[La fédération socialiste du Gard est en crise depuis deux ans. Le 24 août 1982, M. Gilbert Bannet, sénateur socialiste (rocardien) du Gard, maire de Pont-Saint-Esprit, a démissionné de la présidence du conseil régional au profit du docteur Georges Benadetti, député socialiste et maire de Bagnols-sur-Cèze, malgré un mouvement d'adhésion des élus socialistes. (Dans un premier temps, les socialistes, avaient élu M. Edmond Rahoul, qui avait démissionné immédiatement.) Au mois de mai, le tribunal administratif de Montpellier, sur requête de l'opposition, avait annulé cette élection. Le 11 juillet, la fédération du PS indiquait que le docteur Benadetti était de nouveau candidat à la présidence du conseil régional. « De ce fait le candidat de l'ensemble de la gauche », Le Monde, le groupe socialiste et radical de gauche du conseil général désignait comme

candidat M. Bannet, qui était élu avec une partie des voix socialistes, des voix communistes et des voix de droite.

La fédération annonçait alors l'adhésion du PS de M. Bannet, qui contestait cette décision, confirmée par le comité directeur du 12 septembre 1982. Depuis cette décision d'adhésion, parce qu'une section de la base et des élus socialistes de M. Rocard à l'investiture du PS pour l'élection présidentielle de mai 1981, la crise était latente.

Le dernier litige en date, qui a justifié l'intervention du comité directeur, vient du fait que la fédération du Gard a décidé de passer outre la décision de la base et des élus socialistes du PS à propos de la désignation du candidat socialiste pour les élections cantonales dans le canton de Sommières.]

M. Doubin est candidat à la présidence du MRG

Invité, samedi 10 novembre, des responsables radicaux de gauche de Bretagne et des Pays de Loire qui l'ont assuré de leur soutien, M. François Doubin a rendu publique, à Rennes, son intention d'être candidat à la présidence du MRG qu'assure, par intérim, jusqu'au congrès de Marseille des 11, 12 et 13 janvier, M. Jean Béranger, sénateur, maire de Marly-le-Roi (Yvelines) depuis la démission de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures. M. Doubin, qui a décidé d'organiser une « tournée » des fédérations du MRG pour « parler des problèmes du parti », a précisé que les radicaux de gauche « ne prendront pas d'initiatives au sommet avec les radicaux valaisiens », mais il n'a pas exclu des « accords sur le terrain ». Se définissant comme « complètement de gauche », il a évoqué l'« après 86 » : « une grande partie de l'électorat se reconstruit encore dans les anciennes formations, mais une partie des Français - que l'on pourrait évaluer à 40 % - choisira la nouvelle classe politique dont fait partie le MRG », a-t-il affirmé.

Né le 23 avril 1933 à Paris, ancien élève de l'ENA, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié 2^e lettres, M. Doubin

qui a été de 1957 à 1959 chargé de mission au cabinet de M. Félix Houphouët-Boigny, est entré à la SAVIEM en 1963. Depuis 1968, il a occupé divers postes de responsabilité à la Régie nationale des usines Renault, dont il est aujourd'hui le secrétaire général. Membre du secrétariat national du MRG depuis 1978, maire de Soligny-la-Trape (Orne) depuis 1983, M. Doubin avait conduit la liste ERE lors des élections européennes du 17 juin dernier avec MM. Olivier Stira et Brice Lalonde.

M. Doubin, qui a déjà reçu le soutien de M. Michel Crépeau, ancien président du MRG et actuel ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, est le second dirigeant du parti à annoncer sa candidature après M. Thierry Jeantet (Le Monde du 31 octobre). Ce dernier a lancé sa campagne par le biais d'une lettre intitulée « Nouvelle donne pour la gauche radicale et réaliste ». Ancien porte-parole du parti, M. Jeantet se déclare pour « un troisième pôle élargi à gauche », qui mobiliserait tous les « libéraux de la gauche » et qui refuserait « dès maintenant, toute alliance qui conduirait à soutenir ou à cohabiter avec un gouvernement dominé par la droite ».

A. Ch.

M. Jospin : la droite, c'est le désordre économique et l'ordre moral

M. Jospin a d'abord estimé que la lucidité était indispensable aux socialistes, pour livrer la bataille de 1986. Le premier secrétaire du PS a rappelé à ses amis que, malgré l'attitude du PCF, il s'agissait de se battre essentiellement contre la droite, et non contre les communistes, pour des raisons tactiques, stratégiques (les socialistes doivent se placer par rapport aux travailleurs eux-mêmes et faire en sorte que l'axe principal du débat, et l'alternative essentielle, soit entre le PS et la droite), et aussi des raisons de principe. A cet égard, M. Jospin a souligné que la raison d'être des socialistes est de rassembler le monde du travail, et d'unir, autant que possible, la gauche. Les socialistes ne doivent faire des objections au PC que sur l'essentiel, pour répondre aux interrogations et aux aspirations de l'électorat de gauche.

Le premier secrétaire du PS a abordé la question du combat contre la droite, pour rappeler son importance à un moment où la droite s'avance plus « arrogante », et a

commencé à dévoiler clairement ses intentions, mais aussi pour mettre en garde les socialistes contre la tentation de surestimer les divisions de l'opposition. Pour M. Jospin, ces divergences peuvent être, un jour, explosives, mais, aujourd'hui, M. Jospin considère « la minceur des divergences » entre les principaux dirigeants de la droite. M. Jospin a attaqué successivement MM. Jacques Chirac - « critique virulente et idéologie simpliste », - Raymond Barre - « le politicien de l'anti-politique » - et Valéry Giscard d'Estaing - « le restaurateur de la droite conservatrice », - avant de souligner que ces trois hommes, pour l'essentiel, se retrouvent. Il est donc inutile, pour M. Jospin, de spéculer sur leur comportement éventuel, avant ou après 1986.

De la même façon, le premier secrétaire du PS a mis les socialistes en garde contre la tentation de la révéler sur les alliances et leur a indiqué, au contraire, qu'ils devaient mener campagne contre les propo-

sitions de la droite, en montrant « ce qu'elle ferait maintenant » si elle était au pouvoir. M. Jospin a notamment invité ses amis à rappeler les propositions de M. Philippe Mahaud, président du CNIP, en soulignant son rôle de « pont » entre composantes de la droite et de l'extrême droite. Les socialistes doivent aussi montrer que la mise en œuvre des thèmes de la droite entraînerait désordre économique et ordre moral. Quant aux tentatives de séduction vis-à-vis des milieux populaires, en particulier à propos de l'insécurité, le PS doit les démasquer pour montrer que toutes les propositions de la droite vont, en fait, dans le sens des intérêts de la classe dirigeante.

Par ailleurs, dans la mesure où la droite se place aussi sur le terrain idéologique, sur celui des « réactions profondes », les socialistes, outre la bataille politique contre les propositions de leurs adversaires, doivent répondre eux aussi sur le terrain de « l'imaginaire ».

Le premier secrétaire du PS est encore revenu sur la bataille politique à mener, pour estimer que c'est la pratique gouvernementale, et non l'idéologie ou les valeurs de la gauche, qui est en cause. Pour M. Jospin, l'opinion « se moue dans les conditions de vie concrètes de millions de gens ». Le premier secrétaire s'est demandé si, comme le pensent certains socialistes, les problèmes des socialistes ne viennent pas d'un décalage entre « un discours dur » et « une pratique molle », pour estimer qu'il faut à la majorité « un discours et une pratique forts, qui frappent et qui entraînent autour de nous ».

M. Jospin estime que les socialistes ne doivent ni revenir à la politique de la « première période » ni se contenter de la politique et du discours de la « deuxième période ». Il a expliqué à ses amis qu'il est nécessaire, à l'intérieur des marges que laissent les contraintes économiques et financières, de rechercher des mesures qui puissent conforter ceux qui continuent à faire confiance à la gauche (40 % de la population selon lui), et « dégoûter » les abstentionnistes de gauche. Cela passe, pour M. Jospin, par un ton et des mesures clairement socialistes, et parfois symboliques. M. Jospin a cité le domaine de la fiscalité. Il a aussi souhaité, à propos de la pauvreté, que le PS dise au gouvernement : « Il faut rendre des droits aux chômeurs en fin de droit ».

Enfin, M. Jospin a appelé les socialistes à préparer leurs propositions pour 1986 en partant de ce qui aura été fait, et de ce que les socialistes, après 1986, ont l'intention de faire de plus et de mieux que la droite, après 1986. Il leur a demandé de ne pas se croire déjà sur la ligne d'arrivée. « Nous sommes sur la ligne de départ », a conclu M. Jospin. Certes, la droite est devant nous et nous sommes en retard. Allongeons la foulée pour gagner.

TOUT LE SAVOIR...

Tout le savoir du monde au bout des doigts ? C'est possible avec un micro-ordinateur. Quelle que soit la question, la réponse arrive, là, en quelques secondes. Cette fabuleuse richesse repose sur des banques d'un nouveau genre : les bases de données. SVM, Science & Vie Micro, leur consacre une grande enquête. C'est passionnant ! Découvrez aussi comment faire des gammes sur un clavier, testez votre maîtrise de l'IBM PC, jouez au Scrabble avec le premier logiciel homologué par la Fédération Française de Scrabble et amusez-vous à gruger l'ordinateur. Plus malin que lui, tu méritais ! Au banc d'essai : Alice 90 de Matra. En vente partout : 18 F.

SCIENCE VIE MICRO

Le Savoir Vivre Micro

SUR LE BOUT DU DOIGT !

5 CONFERENCES DEBATS

Relations Internationales

Organisateur : Ecole Nationale Supérieure des PTT.
Coordonnateur du cycle : Monsieur Charles ZORGBIBE.

1945, la paix manquée :
par Monsieur Charles ZORGBIBE, Doyen de la Faculté de Droit de Paris-Sud.
Mardi 20 novembre 1984, à 15 heures.

La question allemande depuis 1945 :
par Madame Renata FRITSCH-BOURNAZEL, Attachée de Recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
Mardi 4 décembre 1984, à 15 heures.

L'évolution du monde communiste depuis la fin de la seconde guerre mondiale :
par Madame Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.
Mardi 11 décembre 1984, à 14 h 30.

L'émergence de l'Asie-Pacifique :
par Monsieur Jean-Claude COURDY, Journaliste, Rédacteur en Chef à FR3.
Mardi 18 décembre 1984, à 15 heures.

Les défis de la fin du siècle :
par Monsieur Michel JOBERT, Ministre d'Etat, Conseiller-Maire à la Cour des Comptes.
Mardi 8 janvier 1985, à 15 heures.

ENS PTT - 46, rue Barreault - 75013 PARIS, métro Corvisart. (Entrée libre.) - Tél. : 581.06.57.

POLITIQUE

Propos et débats

M. Lang : un sens à la vie

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, interrogé au « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 11 novembre, sur les travaux du comité directeur du PS, a répondu :

« Au-delà du Parti socialiste, qui est mon parti, j'ai le sentiment d'appartenir à un plus vaste parti encore, celui des constructeurs, celui des créateurs. »

« Ce que beaucoup de gens — des jeunes en particulier — attendent des responsables, c'est qu'on leur parle non pas de l'entrechoc des mots ou des discours, mais des aventures nouvelles à construire, des frontières nouvelles à conquérir, et d'actions concrètes qui peuvent changer leur vie. »

« Voilà comment il faut agir dans cette période, où la droite abaisse en permanence et agresse le gouvernement sans jamais proposer une quelconque idée (...). Si le seul langage tenu est celui de la rigueur, il n'est pas aisé de reconquérir l'opinion. Cela veut pour l'ensemble des responsables des hommes politiques. On ne peut reconquérir l'opinion, c'est-à-dire la faire participer à une action de transformation, que si on lui propose un idéal de vie, que si on propose un sens à son existence. »

M. Toubon : un tournant historique

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a déclaré le 10 novembre à Arras :

« Le printemps 1986 marquera un tournant historique pour notre pays, avec la clôture de l'expérience socialiste. L'opposition n'a pas seulement remporté nombre d'élections, elle a également réussi à modifier la mentalité des Français : avant 1981, la mode était aux idées de gauche, mais l'échec du pouvoir, cette espèce de nébuleuse sérienne, est vite apparue. Il n'a pas fallu plus de six mois, pour que les Français vivent leur curé. »

« Il est clair qu'aujourd'hui les Français ont fait leur révolution culturelle, ce qui montre bien que les idées socialistes ne sont pas des idées françaises. »

M. Méhaignerie : l'alliance RPR-UDF

M. Pierre Méhaignerie, président du COS, a répondu à M. Christian Goux, député socialiste du Var, qui souhaitait que des électeurs amis de M. Barre se retrouvent avec les socialistes en 1986, en disant samedi 10 novembre devant la convention de Paris de son parti :

« Nous ne sommes plus aujourd'hui face à un projet politique, celui du socialisme, nous sommes face à un projet d'indépendance qui gère le pays au jour le jour et essaie surtout d'empêcher les autres d'avoir une majorité demain. Dans cette perspective, imaginer une alliance entre le centre et le socialisme ne s'inscrit aujourd'hui dans aucune échéance prévisible. (...) Pour les centristes, l'efficacité économique, la capacité de créer des richesses et des emplois, passe d'abord par la solidité de l'alliance entre le RPR et l'UDF. »

M. Bérégovoy : un mauvais climat

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a condamné dimanche 11 novembre à Europe 1 le « mauvais climat » de campagne électorale égratignée par les trois chefs de file de l'opposition, MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing. « Rien ne doit primer plus que l'intérêt du pays », a-t-il affirmé, en appelant les Français à « cesser de se chamailler et à croire tous ensemble dans les chances de la France. »

Dénouant ceux qui veulent faire une carrière sur la politique du pire, le ministre a souligné qu'il continuera à s'occuper de l'économie sans tenir compte du mauvais climat inspiré par ceux qui ont laissé la France dans un état qui n'était pas satisfaisant.

M. Fuchs (PS) : écouter les rocardiens

M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national du PS, a notamment déclaré, lundi 12 novembre, à RMC :

« La diversité du Parti socialiste a beaucoup contribué à la victoire de 1981. Les rocardiens n'ont pas été écartés de 1981 à 1983. Le moment nous paraît donc venu de parler avec plus de force, car l'échec de 1985 exige que le Parti socialiste apparaisse avec des propositions nouvelles. Il nous paraît notamment indispensable d'associer de plus près les citoyens aux décisions qui les concernent. En somme, de s'efforcer de les traiter davantage en adultes. »

(Publicité)

1 CONCOURS

3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRE

L'Armée de Terre

La Marine

L'Armée de l'Air

RECRUTENT EN 1985 PLUS DE 30 ÉLÈVES COMMISSAIRES PARMI LES ÉTUDIANTS ET LES ÉTUDIANTES TITULAIRES D'UNE LICENCE (DROIT-SC ECO)

Les commissaires de l'armée de terre, de la marine et de l'air, assurent l'administration générale de leur armée.

Officiers, les commissaires bénéficient d'un statut particulier. Administrateurs, ils sont chargés des fonctions financières, juridiques et logistiques à tous les niveaux du commandement.

Hommes et femmes responsables, ils exercent au sein de leur armée un métier d'action et de contact.

INFORMATION

Direction centrale du Commissariat de l'Armée de Terre
Sous-direction « Organisation-Personnel »
Caserne Louvaine
37, bd de Port-Royal
75008 PARIS ARMÉES
Tél. : (1) 336-83-27

Direction centrale du Commissariat de l'Armée de l'Air
Bureau Personnel
2, rue Royale - 75008 PARIS
Tél. : (1) 280-33-30
postes 21.221 et 21.398

Direction centrale du Commissariat de l'Armée de l'Air
Sous-direction « Personnel »
26, bd Victor
75006 PARIS ARMÉES
Tél. : (1) 562-24-54
562-24-81

LES ÉLECTIONS CANTONALES DE MARS 1985

Les électeurs communistes ont toujours fait leur devoir au second tour

déclare M. Lajoie

M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, sur Radio Monte-Carlo, le dimanche 11 novembre, que la publication du livre *Kremlin-PCF* (Le Monde du 10 et 11-12 novembre) est « une opération absolument croulante », visant à « fausser le débat » au sein du Parti communiste. Le livre présente des notes prises par M. Jean Kassep, l'un des responsables communistes d'Alsace, en 1968, au sujet des rapports entre le PCF et les dirigeants soviétiques. M. Lajoie a indiqué : « Nous ne savons pas si [ces notes] sont authentiques (...) et, ensuite, il n'y a pas de révélations sur des événements. »

M. Lajoie a mis en cause la « préface anonyme » du livre, qui, a-t-il dit, oppose « la direction du Parti de cette époque-là à la direction actuelle (...), pour essayer de déstabiliser » cette dernière. « Cette opération échouera, comme les autres ont échoué », a-t-il affirmé.

Selon M. Lajoie, « chercher uniquement dans [la] question des rapports avec les pays socialistes — d'ailleurs, obscurcis et déformés, caricaturés par les médias — la cause du déclin du Parti communiste (...), ce serait une erreur. »

M. Lajoie a précisé que, pour la direction du PCF, « une des causes (...) essentielles » de ce déclin, « c'est la forme d'union que le Parti communiste a promise, a utilisée et pour laquelle il s'est battu dans les dernières années. »

Une offensive contre M. Marchais

M. Lajoie a souligné, aussi, à propos de M. Georges Marchais, « le rôle qu'il [a] joué dans l'évolution (...) heureuse du Parti communiste et de sa stratégie ». Il s'est élevé contre « une offensive » dirigée contre le secrétaire général du PCF et qui a « des échos (...) chez les communistes (...), évidemment. »

A propos du débat interne au PCF, M. Lajoie a indiqué : « Je ne

dis pas qu'il n'y aura pas de changements dans la direction à un moment donné. (...) Ce que Georges Marchais a dit, c'est qu'il n'y aura pas de réaction, de procès contre quelqu'un, contre un militant qui exprime une opinion différente. » M. Lajoie a précisé, au sujet de la fédération de la Haute-Vienne de PCF (dont les représentants s'étaient abstenus, au comité central, le 30 octobre) : « En Haute-Vienne comme ailleurs, il faudra que les communistes appliquent les décisions majoritairement prises par le vingt-cinquième congrès. C'est la règle du parti. »

M. Lajoie a insisté, d'autre part, sur le fait qu'« il se crée, sur certains problèmes économiques, un certain consensus entre la droite et le Parti socialiste ». Il a indiqué, néanmoins, au sujet des élections cantonales de mars 1985 : « Au premier tour, nous appellerons à voter pour les candidats communistes, et puis il y aura de votes communistes, même ça vaudra. Et au deuxième tour, vous savez ce qui s'est passé : de tout temps, les électeurs communistes ont fait leur devoir, ils ont barré la route à la droite, et je dois dire que, dans la dernière période, il y a eu des élections partielles où ça ne s'est pas fait de la part de nos partenaires. Alors, qu'on ne vienne pas nous donner de leçons sur cette question-là. »

Remous dans la fédération RPR du Nord où des sanctions seront prises

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a annoncé que des sanctions disciplinaires internes pourraient être prises dans les fédérations où se sont produites des « bavures », à l'occasion du renouvellement des instances locales du mouvement, qui précède le terme des amies nationales.

Selon M. Pons, des conflits se sont produits dans certaines sections de circonscription. M. Pons a stigmatisé les responsables du RPR de la deuxième circonscription du Nord « qui se traitent devant les tribunaux. »

Le tribunal de Lille, statuant jeudi 8 novembre en référé, avait débouté cinq militants RPR qui demandaient le report de la réunion du comité départemental qui devait, le 9 novembre, élire le président de la fédération du Nord. Le juge a estimé que la contestation de l'élection des députés d'une seule circonscription sur les vingt-trois que compte le département ne pouvait justifier une telle mesure. M. Arthur Moulin, sénateur du Nord, maire d'Armentières-sur-Helpe, a donc été facilement réélu président de la fédération, poste qu'il occupe depuis le décès de Maurice Cornette en 1983.

Ce contentieux est un épisode de la rivalité qui oppose M. Bruno Chauvière, ancien candidat de l'opposition contre M. Mauroy aux élections municipales de 1983, à M. Marie-Françoise Gormay, maire

26 % DES FRANÇAIS SATISFAITS

M. Mitterrand bat un record d'impopularité

M. François Mitterrand ne satisfait, en tant que président de la République, que 26 % des Français (au lieu de 31 % en octobre). C'est ce qu'indique le baromètre mensuel de l'IFOP, réalisé du 28 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 2 017 personnes et publié par le *Journal du Dimanche*. Aïen, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, l'indice de satisfaction IFOP du chef de l'Etat descend au-dessous de la barre des 30 %. Dans la même temps les mécontents passent de 62 % à 57 %.

Le premier ministre n'échappe pas à cette désaffection de l'opinion pour le pouvoir exécutif. SFJ arrondit un recul moins grand que la président de la République (2 points). Il compte désormais et pour la première fois depuis son arrivée à l'hôtel Matignon autant de satisfaits que de mécontents : 29 %. Lors de la précédente enquête de l'IFOP, 31 % des Français se déclaraient satisfaits de M. Laurent Fabius, et 22 % mécontents.

Parallèlement les chefs de file de l'opposition voient leur cote de popularité remonter. Avec 47 % d'opinions positives, M. Raymond Barre gagne 4 points par rapport au mois dernier et retrouve la première place. Mme Simone Veil, qui arrive en seconde position (46 %), en gagne 2.

Pour leur part, MM. Giscard d'Estaing et Chirac en gagnent respectivement 1 et 4. Toutefois, les cotes de popularité de l'ancien président de la République et du président du RPR demeurent négatives : 39 % des personnes interrogées ont une bonne opinion de M. Giscard d'Estaing, contre 41 % qui en ont une mauvaise ; 36 % d'entre elles contre 43 % affirment avoir une bonne opinion de M. Chirac.

L'hebdomadaire *Le Point* publie dans son dernier numéro un dossier intitulé « Mitterrand : les raisons de l'impopularité », et qui rend notamment compte de deux études effectuées au mois d'octobre par l'Institut Information. De ces études, il ressort que 36,8 % des Français « aiment » le président de la République (12,8 % « sans critiques » et 24 % « avec critiques ») et que 37,9 % ne « l'aime » pas. Au total, l'ensemble de la population critique atteint 75,3 %.

Les principaux reproches adressés à M. Mitterrand par cette population sont les suivants : « Il n'a pas tenu ses promesses » (pour 33,9 %) ; « on voit moins bien » (pour 29,9 %) ; « on n'aime pas sa politique » (pour 24,7 %) ; « son personnage déplaît » (pour 19,1 %) ; « il mène une politique incertaine » (pour 11,6 %) ; « il est comme les autres hommes politiques » (pour 9,3 %).

DÉCÈS

DE ROGER FOURNEYRON MAIRE DU PUY

M. Roger Fourneryon (UDF-CDS), maire du Puy (Haute-Loire), est mort samedi 10 novembre à l'hôpital de cette commune d'un cancer généralisé.

[Né le 19 janvier 1921 au Puy, Roger Fourneryon était éducateur en retraite. Il a été conseiller municipal de sa ville natale de 1953 à 1959 puis de 1963 à 1971. Réélu en 1976 à l'occasion d'une élection partielle consécutive au décès de maire Cécile Quinquin, il devint maire au lendemain des élections municipales de mars 1977, et le demeura après celles de mars 1983.]

Suppléant de M. Jacques Barrot, député de la première circonscription de la Haute-Loire, depuis 1967, Roger Fourneryon a siégé à l'Assemblée nationale de 1974 à 1978 et de 1978 à 1981, périodes pendant lesquelles M. Barrot était membre du gouvernement. En tant que député Roger Fourneryon a été membre de droit du Conseil régional d'Auvergne.]

de la représentation de ce syndicat. Mme Georgina Dufort, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a vivement réagi en expliquant que faire une exception en faveur de l'USM aux critères appliqués par le Conseil d'Etat pour la reconnaissance de la représentativité syndicale, serait la porte ouverte à d'autres... comme la CSL. Elle a ajouté que la façon dont les dirigeants de l'USM s'étaient conduits à leur dernier congrès prouvait leur « non-responsabilité ».

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



SAN FRANCISCO

M. B. A.

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

Spécialisé en Management International

Programme intensif en 14 mois

Reprises universitaires : Janvier et Septembre

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

Marketing, Information Systems, Finance, International Business

Sessions de deux mois ouvertes aux diplômés de l'enseignement supérieur pour l'obtention du

Diploma of Graduate Studies in Management

E.U.A. Lone Mountain Campus, 2130 Fulton Street - San Francisco, CA, 94117

Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe

31, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.45.11

POLITIQUE

Le brouillard des idées

(Suite de la première page.)
La gauche et la droite ont d'abord respecté ce chassé-croisé classique : la première a été contrainte au pragmatisme baptisé rigueur, avant de revendiquer avec M. Fabius un certain empirisme par réaction contre le lyrisme de la première époque, celle de M. Mauroy, devenu « illusion lyrique ».

L'opposition promptement convertie à opposé son « libéralisme » au socialisme avant de faire récemment, et tout aussi rapidement, marche arrière. Au point que l'on se perd entre le « libéralisme social » des uns et le libéralisme « qui ne peut être absolu » des autres.

C'est que l'opposition s'est rendu compte, comme l'a montré l'enquête de la SOFRES pour le Monde, que Reagan est plus populaire que le réaganisme. C'est aussi que le pronostic politique est tellement fort en sa faveur qu'elle est conduite, plus rapidement sans doute qu'elle ne le souhaitait, à se placer dans une position pré-gouvernementale, c'est-à-dire plus responsable.

Ce peut être une évolution positive de passer ainsi du brouillard des idées au concret des programmes. Mais la droite a intérêt à rester dans un « flux artistique » qu'elle reprochait naguère aux socialistes, ne serait-ce que, comme le dit ouvertement M. Raymond Barre, pour avoir, le jour venu, les mains libres. En outre, ce flux lui permet de convoquer un champ plus large, qui s'étend désormais du centre à l'extrême droite. Enfin, dès que le programme devient précis, les difficultés commencent, même à l'intérieur des partis, comme en témoignent, au RPR, les remous suscités par les positions prises par M. Chirac sur la défense (2).

Dans tous les cas de figure, le débat d'idées perd en clarté et l'éco-

nomisme reprend le dessus. Au reste, il est symptomatique qu'aucun livre politique important n'ait été publié sous ce septennat - on vit toujours sur l'héritage du rapport Nora-Minc - et que l'ouvrage le plus en vogue s'intitule *L'Ère du vide* (3).

Une telle situation ne saurait surprendre dans un pays où le travail industriel, mais aussi le système scolaire, la culture sont en crise ; un pays d'ailleurs où tous les modèles culturels organisés sont touchés, qu'ils soient véhiculés par des partis ou des syndicats. Cette crise avait commencé pour la gauche dès 1977 : cette année-là, elle s'est brisée faute d'avoir pu transformer son programme idéologique, le programme commun, en un véritable programme de gouvernement. Elle est aujourd'hui atteinte, non seulement par l'exercice même du pouvoir, mais aussi par le rejet dont elle est l'objet.

Troisième voie

Au-delà de ce constat et de l'explication partiellement des différences, au-delà des débats sur l'idéologie dominante, hier de gauche, aujourd'hui « libérale » (mais le libéralisme n'est-il pas, comme le dit M. Jacques Chirac, « une culture espagnole » ?), l'originalité de la situation française réside en fait dans la domination constante de la culture de la V^e République. Baptisée hier et aujourd'hui, « troisième voie » par les gaullistes, « société d'économie mixte » par M. Mitterrand, elle est l'idéologie de la super-téchnocratie française qui irrigue à travers l'ENA tous les partis. Elle s'est imposée via M. Barre et Delors. Elle se perpétue aujourd'hui avec M. Fabius, demain peut-être avec M. Létour.

Le ralliement de la gauche à cette solution de continuité est apparu dès la constitution du premier gouvernement Mauroy, plus précisément avec la nomination de M. Rocard à un ministère du Plan dépourvu de pouvoirs et de moyens d'action. Une logique de rupture est née, en revanche, d'ajuster aux nationalisations une planification contraignante et non plus seulement indicative.

Cette continuité est en fait, en France, consensuelle. Ainsi, les promesses de « rupture avec le socialisme » de M. Chirac n'auront peut-être guère plus d'effets que la promesse de « rupture avec le capitalisme » des socialistes. Car personne ne souhaite rompre avec l'héritage d'un « welfare » à la française, avec l'héritage de la V^e République. Hormis peut-être deux écoles, l'une, bruyante, à droite, celle des économistes néo-libéraux et des hommes tels que MM. Alain Madelin, François d'Aubert ou Alain Juppé ; l'autre, communiste.

Il serait en tout cas heureux qu'il en soit ainsi. Car certains « bons esprits », comme dit M. Barre, ont

ce pouvoir tirer de la crise l'idée que l'Etat-providence devait céder la place à un Etat néo-libéral, alors qu'il s'agit plus simplement de stabiliser le dit Etat-providence. Ou alors, comme l'écrit Jacques Julliard (4), si, d'aventure, « on laisse appliquer quelques années les théories néo-libérales, on verrait alors leurs auteurs appeler au secours contre les horreurs de la guerre sociale ».

En fait, à cause de la crise et de l'expérience de la gauche au pouvoir, la marge de manœuvre des politiques est plus restreinte qu'elle ne le paraît aux mêmes, ou que certains continuent de l'affirmer aujourd'hui. Le champ des consensus (rigueur économique, niveau de la protection sociale, appel constant à l'Etat, politique extérieure, politique de défense, acceptation d'institutions non pas libérales mais consensuelles) n'est pas si étroit, tous comptes faits, bien que personne ne soit politiquement en état d'en assumer l'idée.

JEAN-PIERRE COLOMBANI

Prochain article :

Controverses idéologiques dans un tunnel économique, par PHILIPPE LABARDE.

(2) M. Yves Lenclos, député RPR de Paris, vient d'abandonner sa délégation aux problèmes de la défense au sein du RPR, considérant comme utopique le programme de M. Jacques Chirac en ce domaine (le Monde du 9 novembre).

(3) *L'Ère du vide*, de Gilles Lipovetsky, Gallimard, 1984 (lire les articles de Frédéric Ganneau dans le Monde du 7 octobre 1983 et du 23 février 1984).

(4) Editorial de la revue *Intervention*, numéro 9, juillet 1984.



CAPEL prêt-à-porter hommes, grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



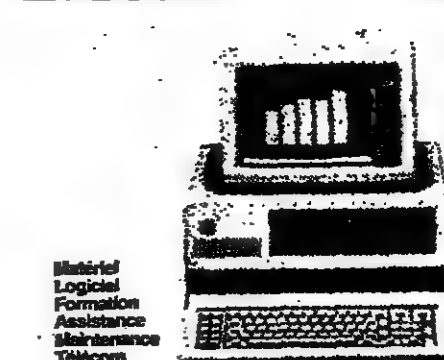
Et les articles de : Odier Motchane, Louis Rallon, Yves Lenclos, Jean Halévy, Arlé Jaffé, Jean-Pierre Gaudier, Jean-Paul Magnaud.
UN GRAND MENUEL POUR TOUTE LA GAUCHE
N° 17, NOVEMBRE 84
Abonnements : 1 an : 250 F
CSP n° 17 887 07 Paris
Editeur de 10 000
32 rue de Bourgogne, 75008 Paris
EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

Lisez
Le Monde
classés et documents

(Publicité)
le **M.B.A.** c'est évident se prépare **USA**
aux
Importation organisée US depuis une grande université de Culture ou Flair, une formule incluant cours (100 soit niveau d'anglais), hébergement, repas.
DEPART JANVIER. Documentation contre cinq timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.94.94.

La Rencontre

d'un grand professionnel de la Micro avec le 1^{er} Constructeur d'ordinateurs **IBM**



Un Service de Choix pour un Micro de Choix
LICIS Informatique Conseil Systèmes

Centre de démonstration et ventes	Centre de formation
143 - 145, Av. de Wagram 75017 PARIS Tél. 743.12.55	23, Bd. des Capucines 75002 PARIS Tél. 742.43.34

LES FOURRURES MALAT
FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE
PELLES. Grand choix de manteaux et ventes à des prix très réduits pour leur qualité et la finition du travail. Spécialité sur mesure. Grande taille. Réparations, transformations. Possibilité crédit. Service après-vente. Tél. : 878-50-67.
Ouvert du lundi au samedi sans interruption.
47, rue La Fayette, 75008 Paris - M^o Le Peletier



CAPEL prêt-à-porter hommes, grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

RAYMOND BARRE

Reflexions pour demain
Raymond Barre

Pour rendre confiance à la France
480 pages
41 francs

Pluriel
HACHETTE

Pour 47.700 F ELLE EST A VOUS.

RENAULT 9
LA CERTITUDE.

1108 cm³, 43 ch DIN (34,5 kW ISO). Suspension à 4 roues indépendantes. Train avant à déport négatif. 5 vraies places avec sièges avant monofraces : la RENAULT 9 C offre un exceptionnel rapport prix/prestations.
RENAULT 9 : 9 versions essence ou diesel, boîtes mécaniques 4 et 5 vitesses ou automatique, 4 motorisations de 1108 à 1721 cm³. RENAULT 9 C : 47.700 F, prix clés en main au 1.07.84. Milleux 85.

CONSOMMATIONS RENAULT 9 C : 5,4 L A 90 KM/H, 7,4 L A 120 KM/H, 7,1 L EN CYCLE URBAIN.

RENAULT préconise **elf**

LA QUERELLE JURIDIQUE AUTOUR DES ÉDITIONS BORDAS

Dix ans de procédure

C'est en 1941 que Pierre et Henri Bordes - ce dernier mourra en 1967 - fondent une maison d'édition, à laquelle ils donnent leur nom en 1946. En 1967, les Éditions Bordes deviennent une société anonyme et acquièrent une dimension nouvelle en étendant et diversifiant une activité jusqu'alors limitée aux ouvrages scolaires. Mais cette expansion entraîne des difficultés de gestion.

Pierre Bordes, qui détiendait à l'époque la maîtrise totale des initiatives, décide du rachat du groupe Dunod ; il s'adjoint en 1974 M. Jean-Manuel Bourgois, à qui il propose la direction générale de la société - ce que refuse le conseil d'administration. Ce choix et des mesures de re-

structuration financière pleinement approuvées par les associés bancaires permettent un redressement spectaculaire : alors qu'au terme des trois exercices 1972, 1973 et 1974 l'entreprise avait perdu 71 millions de francs, elle était redevenue bénéficiaire trois ans plus tard.

En 1977 éclate un conflit entre M. Bourgois et M. Bordes, ce dernier contestant la gestion du directeur général et l'accusant d'abus de prérogatives. Soumis au conseil d'administration, le différend aboutit à la nette confirmation de M. Bourgois dans ses fonctions - il se voit même nommé vice-président de la société - et à la non moins nette mise en minorité de M. Bordes, qui prend le parti de démissionner.

Pourtant, en 1978, M. Bordes décide de poursuivre M. Bourgois et les administrateurs pour « abus de majorité » et « déniement caractérisé ». Dans son jugement du 21 mai 1979, le tribunal de commerce de Paris rejette toutes les conclusions du plaignant, déclarant notamment : « Il apparaît suffisamment qu'il ne pouvait admettre une position minoritaire alors qu'il avait été le maître incontesté de l'entreprise ».

Le 7 juillet 1980, la troisième chambre de la cour d'appel de Paris, que préside M. Jacques Patin, confirme ce jugement en ses termes sans équivoque, considérant qu'aucune des affirmations de M. Bordes n'est « fondée en fait », et rappelle ses responsabilités dans les difficultés de l'entreprise, « qui ont nécessité l'appel à M. Bourgois ». La cour précise que l'action de M. Bordes et de son fils, devant le conseil d'administration, en novembre 1977, « visait à préserver non l'intérêt social mais leurs intérêts personnels », et conclut : « La caractéristique frauduleuse que revêtent des faits tels que ceux-ci, fonde la décision de la cour de les déclarer nulles et de leur faire perdre tout effet ». M. Bordes forme alors un pourvoi en cassation dont il se désiste avant qu'il ne soit instruit.

En 1982, M. Bordes décide soudain de porter le combat sur un autre terrain. Il estime que son nom, « attribué inéluctablement à sa personnalité », doit être attaché qu'aux seules sociétés qu'il dirige (« Les cours universitaires de France Bordes » et « Pierre Bordes et fils, éditeurs », mentionnés au capital de 20 000 francs - qu'il a fondée en 1978), d'autant que les éditions Bordes auraient « des conceptions opposées à celles qu'il a mises en œuvre sa vie durant ».

Justice d'un motif légitime

Il les somme donc, le 16 mars 1982, de cesser de faire figurer son patronyme dans leur dénomination commerciale. Le tribunal de grande instance de Paris rejette sans ambages sa demande le 14 juin 1983.

« En réalité l'éditeur Bordes personne physique et la société Éditions Bordes (...) se sont confondues aux yeux du public », affirme le tribunal. « Se trouvant à l'origine de cette situation, Pierre Bordes ne peut se prévaloir de la personnalité et de la séparabilité de son consentement à ce que la société se nomme Éditions Bordes, ce qui impliquerait que depuis 1946 il a seulement toléré cet usage ».

Pierre Bordes ne peut donc sans abus (...) interdire à la société qu'il a créée et dont il a quitté la direction de continuer à porter le nom qu'il s'est vu attribuer par la cour, sans justifier d'un motif légitime d'interdiction. Or aucune des raisons invoquées par M. Bordes ne peut être retenue - face aux répercus-

La perte du nom

(Suite de la première page.)

La cour réaffirme néanmoins en effet qu'il y a eu de sept millions de volumes en circulation qui en stock portant cette mention. Faut-il décrire le travail demandé, notamment aux livres, alors que ceux-ci s'abaissent, mettraient la future ex-maison Bordes en situation d'infraction, alors qu'elle n'y pourrait rien ?

C'est-on d'autre part que les auteurs vont continuer de passer contrat avec un établissement dont ils auront lieu de craindre que la survie soit incertaine ?

Les acquéreurs, les professeurs même, qui ne sont obligés ni les uns ni les autres de connaître le fin mot des déclarations juridiques de Bordes avec son fondateur récusé, continueront-ils d'acheter des livres dont l'actuelle enseigne éditoriale était le label, et le demeure ?

On voit combien, dès lors, l'arrêt de la cour de Paris met en péril la prospérité d'une maison qui emploie plus d'un millier de personnes, sans compter les revenus qu'elle verse à ses auteurs. Même si la cour, experte en gestion sans doute, garantit ou peu s'en faut, qu'il n'en sera rien.

Les magistrats s'inscrivent ainsi arbitrairement derrière la neutralité du juge, par nature et par obligation indifférent aux litiges qu'ils doivent trancher. Mais une restriction de cette sorte ne fit que des victimes, y compris parmi ceux qui s'en prévalent.

PHILIPPE BOUCHER.

SCIENCES

La Chine et la France vont intensifier leur coopération

Après la visite à Paris d'une délégation chinoise conduite par M. Lu Jixi, président de l'Académie des sciences de Chine, le CNRS et la Chine, « dont les échanges scientifiques avec l'étranger ne feront, selon le président de l'Académie des sciences chinoises, que s'accroître », se sont proposés d'engager trois types d'action :

Procéder à des échanges d'informations scientifiques tant pour les programmes de recherche que pour la prospective à long terme, par le biais de colloques. De telles manifestations se sont déjà tenues, notamment dans le domaine de la physique des lasers et de la biologie cellulaire ;

Engager des coopérations thématiques sur des projets spécifiques entre des laboratoires des deux pays avec échange de chercheurs pendant des périodes allant de trois à six

mois. Trop peu de chercheurs français vont, en effet, en Chine ;

Former, enfin, des scientifiques chinois dans les laboratoires du CNRS tant il est vrai que la Chine « a des besoins de formation colossaux » et souffre, du fait des conséquences de la révolution culturelle, d'un manque de chercheurs important dans la génération des trente-cinq quarante-cinq ans. L'an dernier, le CNRS a accueilli cent vingt « étudiants » chinois.

Au-delà de ces grands principes, l'Académie des sciences de Chine et le CNRS ont affirmé leur volonté d'élargir leur coopération dans cinq domaines privilégiés qui vont des sciences des matériaux aux biotechnologies appliquées à l'agriculture et à la médecine en passant par le génie des logiciels, la robotique et l'analyse des systèmes et les banques de données. Déjà des actions ont eu

lieu dans ces domaines et, « pour amorcer la pompe », des colloques doivent avoir lieu sur certains de ces thèmes. Ils seront peut-être suivis, c'est le vœu du CNRS, d'échanges de chercheurs pour de longues périodes.

Un premier pas dans ce sens pourrait être fait prochainement en ce qui concerne la culture des substances naturelles pour laquelle les Chinois sont en pointe, la robotique et les nouveaux matériaux. Parallèlement devraient se développer des liens dans des secteurs de la recherche comme la physique des lasers, celle des hautes énergies et des ions lourds (des Chinois pourraient être repartis au Gansu), l'utilisation du myonement synchrotron, et, mais cela paraît plus délicat, dans le domaine des sciences humaines et sociales.

J.-F. A.

L'AFFAIRE DE L'HOPITAL DE POITIERS

Les deux médecins inculpés continuent de nier

Inculpés depuis cinq jours d'assassinat, les deux médecins anesthésistes du centre hospitalier de Poitiers continuent de nier. La famille du docteur Diallo, convaincu de l'innocence de ce dernier, parés avoir gardé le silence afin de respecter le secret de l'instruction, a désormais l'intention de réagir très vivement à tous propos calomnieux, parfois teintés de racisme, concernant cette affaire. Elle a confié le dossier à M^{rs} Bernard Drouineau, du barreau de Poitiers, et à M^{rs} Pierre Chaigne, du barreau de Paris.

De son côté, le Syndicat de la médecine hospitalière (SMH) a publié, dimanche 11 novembre, un communiqué, dont nous donnons les principaux extraits :

« Dénoncer les moyens thérapeutiques et assurer de la confiance des patients à des fins mortifères constitue une monstruosité que rien ne saurait excuser. S'il y a eu assassinat d'une patiente, le 30 octobre 1984 à Poitiers, le ou les coupables doivent être châtiés avec la plus extrême sévérité (...)

« L'ampleur de la campagne orchestrée autour de ce lamentable événement, pour le SMH, ne peut que nuire au bon renom de l'hôpital public et risque de dégrader dangereusement les rapports entre médecins et malades (...). Il souhaite que les médias rappellent au public que l'hôpital public est un lieu de soins et de sécurité. »

Les visages du mandarin

L'atmosphère du service d'anesthésiologie de Poitiers était si trouble qu'elle poussait ses membres à la folie. J'avais prévu depuis longtemps qu'une catastrophe se préparait, dit un respectable collègue du professeur Miel. « Souvenez-vous de Sept Mortes sur ordonnance (1). Il s'agit d'un épisode d'une petite ville de province. On ne dénonce jamais assez la tyrannie qui exerce parfois les petites villes où se croisent gens. »

« Si dans tous les services hospitaliers où il régit entre médecins une atmosphère empoisonnée, on trait les malades, il y aurait une hécatombe dans les hôpitaux », répond le professeur Jean Lemer, président de la société européenne d'anesthésiologie, ancien chef du service d'anesthésiologie de l'hôpital Cochin, et qui fut, à ce titre, l'anesthésiste du général de Gaulle.

Le système de nominations et la hiérarchie des postes hospitalo-universitaires dans l'organisation médicale française, rendent le pouvoir des « patrons » exorbitant et, cela, depuis plus de deux siècles, époque à laquelle fut conçu l'internat des hôpitaux, chef d'œuvre de toutes les arborescences et de toutes les hiérarchies.

Une fois passé ce concours entre tous sélectif, le jeune médecin qui veut faire carrière doit se choisir un maître qui le protège, le pousse et le « plectro » pour franchir les nombreux obstacles qui le séparent encore du poste suprême : celui d'agrégé, de professeur ou de chef de service. Le piston joue un rôle essentiel pour l'obtention des titres convoités.

Les maîtres qui composent les jurys de médecins sont tous « patrons », se connaissent tous et jouent leur vie durant un véritable jeu d'échecs et de dominos, donnant, nommant l'un pour plaisir l'autre, essayant même de se rapprocher dans les facultés de province ou même les villes étrangères, accordant une nomination de neuropathologie contre une autre de pédiatrie ou d'ophtalmologie.

Ces liens et cette puissance, créent dans les services universitaires dont le chef est le maître absolu une atmosphère très particulière, assez semblable à celle qui devait envelopper les totes des mandarins chinois.

L'encouragement y tient peu bien souvent de dialogue, et chacun sait que les maîtres signent bien souvent aussi les travaux d'élèves auxquels ils n'ont nullement participé.

Le paternalisme étroit qui enveloppe le système français et les liens d'attachement dépeints qu'il crée de maître à élève, peuvent conduire à l'é-

laboration d'écoles illustres, comme celles qui laissent, par exemple, Robert Delaunay ou Louis Pasteur Valley-Radot.

Le vrai grand patron dévoué à ses malades, à la science et à ses élèves, est vénéré par ses collègues. Tel est le cas, par exemple, de celui dont le centre hospitalier de Poitiers porte le nom : Jean Bernard.

Mais, quand le paternalisme fait place à la tyrannie, l'exigence au tracé, la juste fierté à une vaine morgue, les hautes fleurs, nourries de déceptions ou de renouveau, d'ambitions perdues ou d'obscures rivalités.

Ces sentiments sont sans doute plus forts dans les petites villes où les petites facultés de province où les postes sont rares, où les liens familiaux ont longtemps transformé les services hospitaliers en fiefs héréditaires, où la corruption des cours se fait parfois tentante, lorsque le jeu de la concurrence se fait épine, lorsque le fin vider semble devoir légitimer les moyens mis en œuvre.

Les risques, hélas, le chirurgie et l'anesthésiologie se prêtent plus que d'autres spécialités au développement des arborescences de mépris ou de haines.

De là à penser que, dans un hôpital français, un crime commis par deux médecins aurait pu être coupé pour en punir un troisième, ou encore qu'un accident aurait pu être camouflé en crime commis par un autre par celui qui en serait responsable, il est un abîme que, jusqu'à présent, nul médecin au monde n'avait franchi.

Un abîme tel, qu'aucun des patrons des hôpitaux qui nous avons interrogés ne peut le concevoir, le comprendre, et encore moins l'admettre.

Sans doute l'enquête en cours livrera-t-elle les voies de mystère qui, de l'avis unanime, courent encore le drame de Poitiers.

Si la hargne farouche qui apparaît au chef de service à connaître la France entière que ses élèves forment, des associations n'a pu lever ces voiles, elle jette à tout le moins sur un certain monde hospitalier et sur le race des patrons un étrange éclairage.

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) Il y a une quinzaine d'années, deux chirurgiens d'élite suicidés à Reims, après avoir tué leurs propres patients, semblèrent se désoler par le président Joliot de conseil de l'ordre, grand patron s'il en fut. Ce drame a inspiré le film *Sept Morts sur ordonnance*.

Bataille juridique autour des « Schtroumpfs »

Le groupe Bruxelles-Lambert obtient la mise sous séquestre des actions Dupuis

De notre correspondant

Bruxelles. - Ce qu'on appelle désormais l'affaire Dupuis, l'éditeur de *Spirou*, *Lucky Luke* et des *Schtroumpfs*, est devenu par ses rebondissements un excellent sujet de bande dessinée. Samedi 10 novembre à l'Anso, les représentants syndicaux de la maison d'édition de Marcelle avaient, sans enthousiasme, accepté un accord avec M. de Clermont-Tonnerre, le PDG des Éditions mondiales (*le Monde* daté 11-12 novembre). Cette société française paraissait donc terminer de façon définitive l'affaire Dupuis et le groupe Bruxelles-Lambert, qui était le premier acquéreur présent par la famille Dupuis.

Dans l'après-midi du même jour, se produisit cependant un coup de théâtre. M. Albert Frère, qui dirige le holding Bruxelles-Lambert, obtint du tribunal de commerce de la capitale la mise sous séquestre des actions Dupuis. L'ordonnance du tribunal - interdiction de poursuivre la vente de la société - intervint à la suite d'une convention de cession ou d'achat celle-ci si elle a été conclue. Les intéressés disposent d'un délai de soixante jours pour déposer leurs conclusions.

La première convention d'achat comporte-t-elle un caractère irrévocable ? Les démarches ultérieures de la famille Dupuis auprès des Éditions mondiales étaient-elles donc illégales ? C'est ce que le tribunal de commerce, statuant en référé, paraît croire. L'affaire, toutefois, devra être jugée au fond. Avant cela même, les dirigeants des Éditions mondiales pourraient d'ailleurs faire appel de la décision prononçant la saisie conservatoire des actions de la famille Dupuis.

Le travail a repris à Marcelle

Il n'en reste pas moins que l'ensemble des procédures judiciaires pourrait prendre des semaines, sinon des mois. Les Dupuis, apparemment pressés de vendre, se voient donc exposés ainsi à une forte tentation qui devrait les inciter à reprendre les pourparlers avec Hachette et Bruxelles-Lambert.

En attendant, les travailleurs de l'entreprise Dupuis, organisés en

front syndical, ont résolu de prendre eux-mêmes leurs affaires en main. « Que les requins se mangent entre eux », ont expliqué leurs responsables. Nous voulons assurer notre propre avenir et démentir que le travail peut se poursuivre sans les patrons actuels.

Le premier geste des dirigeants syndicaux a donc été de former la porte de l'entreprise aux membres de la famille Dupuis. D'autre part, ils ont, dès samedi soir, repris le travail, qui avait été suspendu deux jours auparavant. Les divers hebdomadaires imprimés à Marcelle devraient donc paraître normalement cette semaine.

Cette « mutinerie » des travailleurs paraît recevoir l'appui des cadres. Pour l'instant, les représentants du personnel demandent à rencontrer M. Vandermieren, le président de la firme, auquel le tribunal a confié la mise sous séquestre des actions Dupuis. Il s'agit de préciser avec lui les organes qui, dans l'avenir immédiat, auront pour tâche d'assurer la gestion - ou l'autogestion ? - de l'entreprise.

JEAN WETZ.

Délicate mission de récupération de deux satellites pour Discovery

Après la mise en orbite, samedi 10 novembre, du deuxième satellite qu'elle emportait - Syncom 4-1 - la navette spatiale américaine *Discovery*, allégée des 13 700 kilos de sa charge utile, est maintenant prête pour la délicate mission de récupération de deux satellites, Palapa B-2 et Westar-6, placés en février dernier sur une mauvaise orbite.

C'est en effet lundi 12 novembre, à 14 h 45 (heure française), que la navette devra accomplir son premier rendez-vous historique avec Palapa B-2. A cette fin, le commandant de bord Frédéric Huet et le pilote David Walker ont effectué, dans la nuit de dimanche à lundi, une série de corrections d'orbite de manière à faire coïncider le plan de l'orbite de *Discovery* avec celui de Palapa B-2, puis à amener la navette à une dizaine de mètres de sa « proie ».

C'est alors au tour de Joseph Allen de jouer. Installé dans un fauteuil propulsif, il fixera une sorte de harpon sur Palapa B-2 et restera accroché à lui pendant près de six heures avant de stopper sa rotation. Tout sera ainsi prêt pour la récupération proprement dite.

« RECTIFICATIF. - Dans *le Monde* daté 11-12 novembre, une coquille a déformé le sens d'une partie des propos de M. Claude Estier, dans le chapitre consacré au développement de Paris. M. Claude Estier parlait des conséquences négatives pour le dix-huitième, et non pour le douzième, de la suppression de l'Ilot Chaligny.

AUX ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

L'acquittement d'un parricide

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. - Les affaires de vengeance ne font pas toujours grand bruit. Celle qui a connu, samedi 10 novembre, son épilogue aux assises des Bouches-du-Rhône, est passée inaperçue. C'est bien pourtant par vengeance, si l'on doit en croire des aveux sans fard, rétractés, il est vrai, au profit d'une version accidentelle du drame, que M. Jean-Marie Dumas a tué son père, le 29 mars 1982, à Miramas (Bouches-du-Rhône). C'est vrai qu'en voyant dans le box ce petit homme de trente-cinq ans, au collier de barbe soigné, au maintien si timide, au visage si inquiet et au regard d'enfant, on a peine à l'imaginer dans le rôle qu'il a admis pourtant, un moment, être le sien.

La vie de Jean-Marie fut surtout dominée par la personnalité du père, le ferrailleur de Miramas. C'était quelqu'un, ce Léon Dumas. Dur à la tâche, il l'était aussi avec les siens. La misère, dans tout cela, n'avait rien à voir. Au contraire, Léon, avec sa ferraille, s'était acquis des biens au soleil. Précisément, de cette richesse, Jean-Marie et son frère Paul pouvaient penser qu'ils avaient leur part.

N'avaient-ils pas, dès leur plus jeune âge, travaillé avec leur père pour des salaires dérisoires ? Ne pouvaient-ils pas espérer reprendre un jour l'affaire ? Mais pour cela Léon exigeait d'eux des mises de fonds dont ni l'un ni l'autre ne disposaient. Alors, Jean-Marie s'en était allé travailler ailleurs. Il avait réussi un bon mariage avec une jeune enseignante de lycée.

Le père, en dépit de sa dureté, avait conseillé au couple la jouissance d'une maison, une ruine à vrai dire. Jean-Marie en avait fait, en huit ans, à force de travail, une demeure coquette. Il emménageait tout de

même d'avoir à acquiescer, chaque mois, 1 000 francs de rente viagère à son père. Il emménageait plus encore lorsque, Léon ayant pris sa retraite, s'était mis à dilapider pour les beaux yeux d'une maîtresse, le capital amassé.

Alors, le sage et faible Jean-Marie a perdu pied. Il a acheté une carabine, il a ensuite attiré son père dans le dépôt de ferraille et il l'a tué. Après quinze heures d'audition, il livra sa confession aux gendarmes. Oui, il avait tiré à cause des humiliations subies dans sa jeunesse, à cause de cette rente viagère, en position aussi de cette vie dissolue de son père. Et il ajoutait : « J'ai

tué mon père, mais et tous les autres... » Ces aveux, il les a revêtus très vite pour une autre version. La carabine, il l'avait achetée pour chasser. S'il fit venir son père au dépôt de ferraille, c'était seulement pour obtenir quelques pièces métalliques dont il avait besoin pour un hangar. Et s'il y eut le drame, c'est parce que son père aurait dit alors brusquement : « Il faut que tu me rendes la maison. » Jean-Marie en aurait été tellement atterré qu'il aurait fait feu avec l'arme et que le coup parti sans qu'il s'en rende compte.

Entre ces deux versions, l'avocat général, M. Verdier, retenait celle de la vengeance et proposait une peine qui ne soit pas inférieure à huit ans de réclusion criminelle. M^{re} Paul Lombard et Yves Kieniec soutenaient, eux, celle de l'accident. Ni le premier, ni le second ne s'attendaient à l'acquiescement que devait finalement prononcer un jury majoritairement dans la situation de Jean-Marie Dumas.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

MEURTRE RACISTE A CHATEAUBRIANT (LOIRE-ATLANTIQUE)

Des Turcs pour cible

Une quinzaine de consommateurs bavardent, dimanche 11 novembre vers 18 h 30, dans un salon de thé de Châteaubriant (Loire-Atlantique), une ville de quinze mille habitants. L'établissement est presque exclusivement fréquenté par des membres de la petite communauté turque de la ville, qui compte environ trois cents personnes. Soudain, la vitrine vole en éclats sous des coups de feu



« ON VA ENCORE VIRE QUE C'EST DE MUR GROTE !!! »

« On va encore vire que c'est de mur grote !!! »

« On va encore vire que c'est de mur grote !!! »

LA MORT D'UN ARBITRE PRÈS DE MONTPELLIER

« Si le petit a fait le mal, il faut qu'il paie »

De notre correspondant

Montpellier. - En se livrant à la justice après l'arrestation de ses complices (Joseph Patrac, vingt ans, et Juan Santiago, vingt-cinq ans), le jeune gitan âgé de dix-sept ans, meurtrier de l'arbitre bénévole de football M. José da Silva Castro, (le Monde daté 11-12 novembre) abattu de deux décharges de chevrotines sur le stade de la Mosson, à Collierville (Hérault), le 28 octobre (le Monde du 30 octobre), a particulièrement apaisé la tension qui régnait dans ce quartier ouest de la banlieue montpelliéraine depuis déjà plusieurs mois.

Au café, siège du club sportif auquel appartenait M. Castro, les joueurs et les dirigeants s'efforcent de ne pas faire porter la responsabilité de l'assassinat sur l'ensemble de la communauté gitane, mais les consommateurs et les voisins sont catégoriques : « Pas de pitié, disséminés. Ici nous sommes tous pour la peine de mort. »

Dans ce quartier, qui fut longtemps un bastion de l'urbanisation des dernières années a été la ville par le cordon ombilical de l'avenue de Lodève, l'exaspération s'est nourrie d'elle-même, portant les deux communautés au bord de l'affrontement violent, d'autant plus facilement que la cité Chantal, où logent les gitans, jouxte les dernières maisons de l'agglomération.

Samedi matin, 10 novembre, une opération de police a failli mal tourner. Aux premières heures de l'aube,

policiers et CRS ont tenté d'enlever les caravanes. Hommes, femmes, enfants, se sont agglutinés sur le terrain, empêchant les véhicules de la fourrière de circuler. L'évêque de Montpellier, Mgr Boffet, venu sur les lieux, déplora « qu'on en soit arrivé là. Alors que depuis des années le problème persiste, aucune vraie solution n'a été trouvée ».

Plusieurs associations, notamment l'Association de solidarité avec les travailleurs gitans, l'Association des travailleurs immigrés marocains, le Centre de documentation tenniste, le Service ecuménique d'entraide, le Mouvement contre le racisme et pour la paix, ont protesté et souhaité une solution conforme « à la dignité et aux droits des habitants ». M. Georges Frêche, député PS et maire de Montpellier, a arrêté l'opération. « Il s'est posé question, a-t-il dit, de faire porter aux gitans une responsabilité collective, mais il ne peut, non plus, y avoir d'immunité collective. »

Le guitariste Hippolyte Baillardo, connu à Montpellier comme son oncle, Manitas de Plata, joue les conciliateurs. « Quand on accuse, dit-il, le meurtrier du petit Gregory, on n'accuse pas tous les gens du village. Les habitants de Chantal et les parents du garçon sont venus me demander conseil à la maison. J'ai répondu : si le petit a fait le mal, il faut qu'il paie. Il faut le remettre à la justice. »

ROGER BÉCHAUX.

FORMATION INFORMATIQUE

INITIATION PERFECTIONNEMENT

Le programme d'Informatique Générale prépare les informaticiens ou non informaticiens à l'emploi des techniques d'aujourd'hui. Le programme d'Informatique Générale propose différents modules de formation selon votre degré de connaissance : par exemple découverte et programmation de micro-ordinateurs, conduite de projet bureautique, constructions de réseaux locaux... Pour tout renseignement contactez : Bull Direction Formation France, Julien Hernandez - Bât. le Central, La Courtille Mont d'Est - ZAC du Centre Urbain Régional - 93160 Noisy le Grand - Tél. (1) 304.98.55.



TÉLÉcopieur PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 347.21.32

EN BREF

Des dominicains en désaccord avec l'épiscopat français sur la discussion nucléaire

Plus de cent dix dominicains et dominicaines de France (un peu moins du tiers des Frères prêcheurs français), de Suisse et de Belgique (régiment plus de femmes que d'hommes) se sont réunis à l'Arbresle (Rhône) du 1^{er} au 4 novembre pour discuter de « Paix, désarmement et Évangile ». Au terme du colloque, une motion a été adoptée dont voici l'essentiel :

« La stratégie française de dissuasion nucléaire, non dans sa visée (assurer une légitime défense, doctrine purement dissuasive, etc.), mais dans ses moyens (menace d'entassement de dizaines de millions d'êtres humains) constitue pour nous une redoutable question de conscience qui va, pour certains, jusqu'au refus formel. »

« Il nous paraît moralement inadmissible de chercher à dissuader une agression en accumulant et en perfectionnant des armes dont l'usage ne saurait se justifier en aucun cas. »

Il y a un an exactement, les évêques français publiaient une déclaration, « Gagner la paix », qui justifie, sous certaines conditions, la stratégie française de la dissuasion nucléaire.

Un prêt de 18 millions de francs pour Tourisme et Travail

La Caisse des dépôts et consignations va prêter 18 millions de francs à l'association de tourisme social, Tourisme et Travail, proche du Parti communiste, a annoncé, jeudi 8 novembre, le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Ce prêt, qui devrait être débouqué dans les prochains jours, est destiné à consolider le compte d'exploitation de Tourisme et Travail. Un audit financier de l'association est actuellement en cours, précise-t-on encore au ministère.

Les embarras financiers de Tourisme et Travail sont dus principalement aux importants investissements (3 milliards de francs) réalisés au cours de ces dernières années par l'association. Une convention sera, en outre, signée entre le ministère et Tourisme et Travail, qui s'engagerait à accroître le nombre de ses clients vers les pays d'Europe de l'Est, principalement la Bulgarie et la Hongrie. Ces deux pays estimeraient, en effet, que le nombre de touristes français sur leur territoire - en baisse ces dernières années - ne compense pas leurs efforts pour acheter des équipements touristiques français.

A propos du tourisme social, signalons que le Parti communiste et

Tourisme et Travail ont récemment critiqué avec vigueur le budget présenté par M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Le maire de La Rochelle avait alors répliqué dans nos colonnes : « On ne fait progresser ni la justice, ni l'égalité des chances, ni la gauche, si on est contraincé d'utiliser l'argent public pour boucher des trous sans fond. » (le Monde du 3 novembre).

J. P.

Un magistrat pris à partie par des autonomistes bretons

Un juge d'instruction a été pris à partie, samedi 10 novembre dans la rue, à Vannes (Morbihan), par un groupe de militants bretons qui manifestaient en faveur des trois séparatistes incarcérés après l'attentat commis le 5 août à Arzon (Morbihan) contre des installations d'EDF (le Monde du 7 août). Le magistrat chargé de ce dossier, M. Didier Sefer, faisait des courses dans la rue

lorsqu'il a été aperçu par les manifestants, au nombre d'une soixantaine.

Selon le parquet de Vannes, M. Sefer, a été bousculé et pris au collet par l'un des manifestants, M. Michel Salomon, qui l'a menacé à ces termes : « La prochaine fois, nous serons bien moins gentils. » M. Salomon, employé de commerce, âgé de trente ans, a été incarcéré, après avoir été inculpé de « menaces » et « voies de fait » sur magistrat par M. Bernard Déret, juge d'instruction.

Meurtre d'un garde-chasse

Un garde-chasse, M. Jean-François Gobeille, trente-quatre ans, a été tué, samedi 10 novembre à La Bérère (Ardennes) alors que, accompagné d'un autre garde, il s'apprêtait à appréhender deux braconniers dans une réserve privée. Ces derniers se seraient enfuis en voiture après que l'un d'eux eut tiré, blessant mortellement Jean-François

Gobeille. L'un des deux braconniers, M. Guy Villers, déjà condamné pour des faits comparables, a été arrêté, dimanche soir par les gendarmes ; le second, M. Bernard Louis, devait se présenter lui-même aux enquêteurs quelques heures plus tard.

Plus de sable sur la France.

Une surprenante possession rouge a recouvert, vendredi 9 novembre, Paris et de larges secteurs du territoire français. Il ne s'agissait en fait que de sable soulevé par une tempête au Sahara, qui, sous l'effet de vents violents en altitude, orientés du centre de l'Afrique vers le nord-est, comme l'explique la Météorologie nationale, est retombé sur le nord de la France et les îles anglo-normandes.

Ce phénomène, purement lié à des conditions atmosphériques, et qui se produit tous les deux ou trois ans, est « sans danger », indique-t-on au Service central de protection contre les radiations ionisantes (SCRPI).

Le micro-majeur est né.

5000 logiciels à la naissance plus une large gamme de périphériques. Le Spectrum+, c'est la puissance. Plus de 250 000 passionnés en France qui font déjà confiance à Sinclair. Le Spectrum+, c'est l'expérience. L'acquis du passé plus la force de ses nouvelles qualités. Le Spectrum+, c'est le top micro. Sinclair s'impose définitivement. Ce micro-ordinateur est déjà majeur.

ZX Spectrum+ sinclair

Chez votre revendeur Sinclair, le Spectrum+ vous attend avec son cadeau surprise.

SOCIÉTÉ

TOUMI DJAIDJA DEVANT LA COUR D'APPEL DE LYON

« Au banquet de la France il y a toujours de la place »

De notre correspondant régional

Lyon. — Il n'est pas question que le 1^{er} décembre se passe sans Toumi. Cette jeune participante de Convergence 84, qui avait rejoint Lyon en anticipant de trois jours le passage de la caravane motocycliste, résumait les espoirs des spectateurs sympathisants qui assistaient, vendredi 9 novembre, aux débats de la quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon. Celle-ci avait à juger, en deuxième instance, Toumi Djaidja, le jeune « Beur » qui anima à l'automne 1983 la marche antiraciste. La jeune militante devra

attendre le 29 novembre pour connaître l'arrêt de la cour qui s'est prononcée, en fin d'audience, contre la mise en liberté provisoire de celui qu'une partie de l'opinion tient — à tort — comme le chef de file des jeunes issus de l'immigration.

Mais si Toumi n'est pas un chef, il reste à l'évidence un symbole au yeux de beaucoup. Et surtout, le sévère jugement du tribunal de grande instance de Saint-Etienne —

qui l'avait condamné, le 15 octobre dernier, à quinze mois de prison ferme pour « vol avec violence », et, accessoirement, pour recel — jugement accompagné d'une arrestation à l'audience, a provoqué un trouble évident.

Au cours de l'audience du 9 novembre il n'y a pas eu de débordements comparables à ceux relevés, par exemple, dans le réquisitoire du procureur stéphanois qui avait fustigé le comportement de l'instigateur de Toumi : « Pseudo-occidentaux, pseudo-intellectuels, faux intellectuels » (le Monde du 23 octobre). Pour preuve des nuances apportées par l'accusation, cette conclusion du réquisitoire de M. Guy Trépolet, à Lyon : « La main reste toujours tendue à celui qui a entrepris l'effort (de la réinsertion). Au banquet de la France il y a toujours de la place pour un de ses enfants ». Une allusion discrète au passé familial de l'accusé, fils de harid. Le substitut, en réclamant une peine de deux ans d'emprisonnement, devait indiquer qu'il était favorable à la libération immédiate de l'accusé.

En cinq heures d'audience, la cour a tenté de reconstituer des faits remontant au 26 février 1982. Toumi était-il ou non dans l'équipe de trois hommes qui ont attaqué ce jour-là une caissière d'un supermarché stéphanois, s'emparant de la recette de 5 444 francs après avoir sérieusement molesté un témoin ? Question simple. Les réponses ont été pour le moins

appel de sa condamnation. Et rien dans l'accusation n'a pu démontrer de façon irréfutable sa présence dans la voiture.

Trois personnes ont affirmé l'avoir reconnu — d'abord sur des photos puis au cours de confrontations. Un des défenseurs de Toumi, M. Philippe Lejard, a eu beau jeu de souligner que « les témoignages » des témoins sont ceux qui sont les plus éloignés dans le temps. L'avocat de la défense a notamment relevé que l'un des témoins avait affirmé, le lendemain des faits, qu'il « n'avait pas vu les visages » des agresseurs avant de déclarer, en mars, que « c'était peut-être lui », en manquant expressément « mais je ne suis pas formel » et enfin, en juin 1983, quinze mois plus tard : « Je ne l'ai vu que de dos, mais c'est bien lui ». Les deux autres témoignages seront tout aussi fluctuants. L'instruction a pourtant été insistante. Des témoins sont venus, neuf fois dans le bureau du magistrat instructeur !

Ainsi le bédouin Paul Bouchelet se présente une défense remarquable, bousculant bien des certitudes fondées sur la « réputation » de Toumi. Il a dénoncé, notamment, la sempiternelle appréciation : « très défavorablement connu des services de police », alors que son client, aujourd'hui âgé de vingt-deux ans, « a vécu vingt ans sans aucun problème ». Et ses problèmes avec certains policiers relèvent de délits comme « outrages à agent » ou « falsification de documents administratifs » (Toumi avait emprunté à un ami un permis de visite pour un délit).

Ce ne serait donc pas « le côté des Minguettes », d'autant plus que le bédouin a cité à la barre les témoignages de personnalités peu suspectes de mollesse ou de laxisme envers les délinquants. Ainsi, M. Paul Flecher, premier adjoint au maire de Vénissieux : « Je puis affirmer, a écrit l'En. communiste, que depuis la fin 1982, M. Djaidja a eu un rôle apaisant ». Le directeur de l'Office de logement est plus explicite encore : « Son retour permettrait de ramener le calme ». La cour s'est accordée trois semaines de réflexion avant de rendre son arrêt.

CLAUDE RÉGENT.

L'anglais au sprint



L'anglais, vite, très vite ? Bloquez une semaine sur votre agenda. Pendant cette semaine, ILC va vous débloquer en anglais : 6 heures par jour pour vous faire progresser à pas de géant. Tous les lundis. Si vous avez le vertige, choisissez les stages collectifs, de 4 h par jour, tous les 15 jours, ou les cours

trimestriels de 3 à 4 h par semaine (7 jurs).

L'English Connection



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Dauphine, 75006 Paris
Tél. 325.41.37

Des témoignages fluctuants

Toumi Djaidja, qui n'a jamais varié dans ses déclarations pendant l'instruction, puis pendant les audiences, a été peu loquace : « Si je l'avais fait, je le dirais parce que j'en ai ras-le-bol ». Il a également soutenu que ce jour-là il assistait aux fiançailles de l'un de ses amis. L'emprunte de son poce à l'intérieur d'un des véhicules de l'expédition ? « Possible » a-t-il admis. Mais cela ne prouve pas une présence simultanée avec l'un des condamnés — dont les empreintes ont été également relevées — qui, lui, n'a pas fait

LES « ROULEURS » DE L'ANTIRACISME

Panne à Valence

De notre envoyé spécial

Valence. — Sale ambiance pour les immigrés de Valence (Drôme), cinquième étape des rouleurs de l'épate, par le 3 novembre de Marseille. Quelques tracts tombés avec les premières feuilles de l'automne en donnent une idée. Début octobre, le Front national local dénonce « ces étrangers qui ruinent notre économie et se comportent avec arrogance, comme en pays conquis ». Quelques jours plus tard, un mystérieux rassemblement pour l'indépendance et l'identité du peuple français évoque « la résistance des Français qui risquent d'avoir à user de violence pour provoquer le départ des immigrés installés sur notre sol comme en pays conquis ». Ce brûlot exige un « plan de rapatriement ».

L'offensive est presque générale. M. Régis Perant, conseiller général RPR de la Drôme, demande, par voie de tract également, de « faire compris de deux millions et plus de Français qui ont voté pour le Front national ». « Trop », c'est trop. Le slogan rouge est affiché, lancé comme en écho le Parti communiste, trop de salacité, trop de dégradation.

Valence fut pourtant, en 1972, la première ville où une grève de la main était organisée contre la circulation. Marseille, deux mille personnes descendent dans la rue. Une certaine ascension est accusée, mercredi 7 novembre, devant la mairie, les rouleurs de l'épate et à peine plus le soir, dans le cadre d'un festival antiraciste. La réunion fut un triste psychodrame entre gens de bonne volonté qui démontrent l'impossibilité de formuler quelques objectifs clairs et communs. Ce furent des rangées usées sur ces « moyens » qui manquent et sur ces différences culturelles qui devraient faire bon ménage — avec des

jugements définitifs comme « l'immigration, c'est comme le couple, chacun doit être tolérant ».

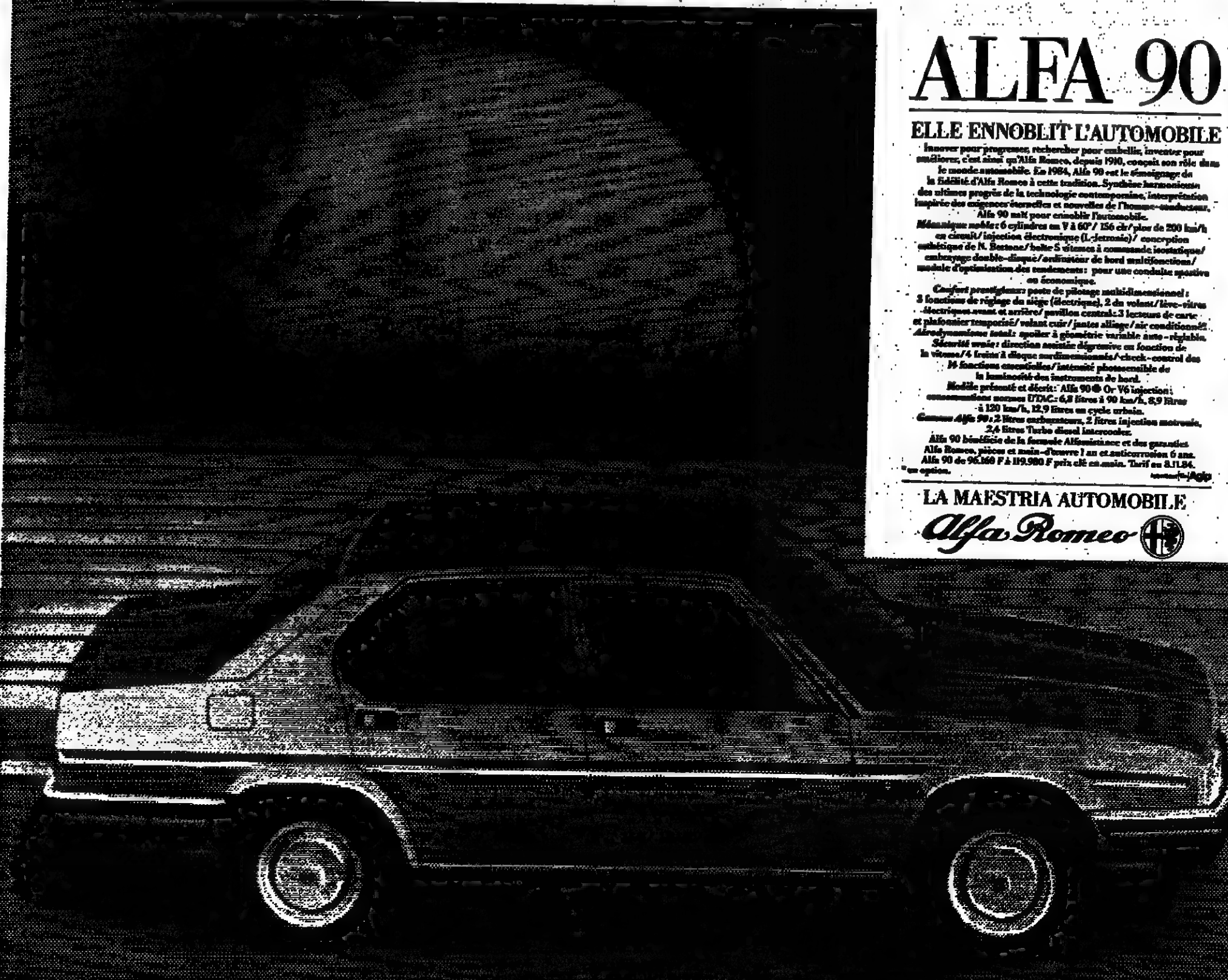
L'idée d'un collectif de soutien de telles organisations ne saurait faire illusion : les énergies militantes, à Valence comme ailleurs, se sont essouffées. Les divisions s'infiltrant partout, entre des quartiers qui s'ignorent, des organisations antiracistes qui se comprennent mal ou des communautés d'immigrés dont les enfants s'investissent dans les cours d'école. Comme si, face à la montée des dangers, les plus valeureux avaient retourné leur énergie contre eux-mêmes.

Quelques dizaines de jeunes des cités du Pont et Forbarettes ont pourtant, sur la place de Valence, réservé aux cyclomoteurs antiracistes un accueil chaleureux. Ils ont dit à plusieurs voix les interdictions, dans les boîtes de nuit, la justice sélective et affirmé l'égalité de tous les citoyens. « Mon Dieu, a lancé un ouvrier français, donnez-moi du travail, sinon je suis sûr ».

La marche des Beurs, en 1982, avait été un grand espoir déçu. Deux ans avaient été prévus pour participer à l'événement à Paris, mais ce fut très vite la déflation et une ZUP revenue à son plein quotidien. L'obsession du travail, les stages qui tardent et le ping-pong ou le baby-foot de l'ennemi qui meublent mal ces ados trop longs. Comment accepter, dans ces conditions, les activités de tolérance proposées par les éducateurs ? « Ils veulent du concert, des spectacles », constate une animatrice de la ZUP.

« Aujourd'hui, la coupe est pleine », affirme le Front national de la Drôme. Apparemment, de tous côtés.

NICOLAS BEAU.



ALFA 90

ELLE ENNOBLIT L'AUTOMOBILE

Inventer pour progresser, rechercher pour améliorer, inventer pour améliorer, c'est ainsi qu'Alfa Romeo, depuis 1910, conçoit son rôle dans le monde automobile. En 1984, Alfa 90 est le fruit de la tradition, de la synthèse harmonieuse des valeurs propres de la technologie contemporaine, l'interprétation la plus moderne des exigences techniques et nouvelles de l'homme-automobiliste.

Alfa 90 nait pour enrichir l'automobile.

Mécanisme motorisé 6 cylindres en V à 60° / 156 ch / plus de 200 km/h en circuit / injection électronique (L. Jetrone) / conception technique de R. Battone / boîte 5 vitesses à commande mécanique / embrayage double-disque / ordinateur de bord multifonctionnel / système d'exploitation des transmissions pour une conduite souple et économe.

Confort personnalisé : poste de pilotage multidimensionnel / 3 fonctions de réglage du siège (électrique), 2 de volant / 4 vitesses électriques avant et arrière / portières centrales / 3 lectures de carte et phonos / température / volant cuir / jantes alliage / air conditionné. Adaptations total : agilité à grande vitesse / auto-régulation.

Sécurité totale : direction assistée électrique en fonction de la vitesse / 4 freins à disque multidimensionnels / check-control des 16 fonctions essentielles / intensité phonométrique de la luminosité des instruments de bord.

Modèle présenté et décrit : Alfa 90 Q. V6 injection / puissance max 170 CV / 6,8 litres à 90 km/h, 8,9 litres à 120 km/h, 12,9 litres en cycle urbain.

Gamma Alfa 90 : 2 litres carburateur, 2 litres injection motorisé, 2,4 litres Turbo diesel intercoolé.

Alfa 90 bénéficie de la formule Alfa Garantie et des garanties Alfa Romeo, pièces et main-d'œuvre / un an et 100.000 km / 6 ans.

Alfa 90 de 90.000 F à 119.900 F prix cdt en main. Tarif en 12.12.84.

LA MAESTRIA AUTOMOBILE

Alfa Romeo

PHOTO

Faucon l'inspiré

Qu'est-ce qui fait qu'on adore tellement les photos de Bernard Faucon, de plus en plus (pour peu qu'on se soit mis à la recherche) ? La splendeur de leurs couleurs ne suffit pas à la réponse. Il y a leurs scènes, passées des chambres aux paysages. Elles sont le déploiement d'une sensation cruciale, reconnaissable par tous mais fragmentaire (chaque n'a pas les dispositions ni les dispositifs pour l'amener à ce degré de conscience et de visualisation) : ressemblance de l'enfance ou promise à soi mais encore intouchable, passée ou à venir, regret ou espoir.

Le bel indicible, s'engouffrant dans une image, une rêverie débordante sur la possibilité d'un tel bleu, le mélange résonnant dans le cadre de l'horizontalité. Le travail n'évance que de flottations, de parades, de fuites et d'emballages. Bernard Faucon passe trois cents jours de son année dans un état de vacance tendu vers sa résolution. Il s'efforce de ses images, organisées des goûts, et à compte-gouttes ce qui se trouve à cet état de destination, fabrique d'artistiques soupes, écoute des chansons nettes, se lève à l'eau froide, rousse trop vite, se tourne la tête dans des machines de foire, se ruine en artifice, ne regarde à aucune dépense que ne soit celle des plaisirs, offre d'élégances et vertiges à ses camarades, fait exploser des boules de feu et décoller des étoiles.

Puis le temps du travail se met en place : c'est un mince, une cuisine qui marie les lumières, des corps lointains et des débris fatigués, moutons, un peu de science, quelques herbes de papier, du café, des feuilles volantes, des bricolages, des manœuvres de cre et de culbuto ont disparu, mais les chambres vides et les campagnes avoisinantes s'envoient.

* Galerie Agathe Gallard, 3, rue de Font-Louis-Philippe, Paris 4, jusqu'au 29 décembre. Dans le cadre de mois de la photo.

DANSE

Les « sujets » de l'Opéra primés aux Champs-Élysées

Le premier Concours international de danse de Paris s'est terminé à la fin de la semaine dernière au Théâtre des Champs-Élysées. 43 danseurs et 7 couples représentant 15 pays étaient en lice depuis le 6 novembre.

Voici la liste des lauréats des grands prix décernés par un jury qui présidait Yvette Chauvire :

- Premier grand prix couple : Mlle Marie-Cécile Pietraglia, vingt et un ans, et M. Wilfrid Roussel, vingt et un ans, tous deux « sujets » du Ballet de l'Opéra ;
- Premier grand prix soliste femmes : M^{lle} Mariel Maffre, France, dix-huit ans ;
- Premier grand prix soliste hommes : M. Igor Terentiev, URSS, vingt-quatre ans ;
- Prix spécial du Festival international de danse de Paris (organisateur de la compétition) : M^{lle} Marion Jager, Autriche, vingt-trois ans.

Rarement un aéroport de juges de la danse aura distribué des prix avec autant de discernement et d'équité. Les champions du pas de

deux (sa parfaite harmonie et avec un bon choix moderne : Bakali, de Béjat) comptent parmi les solistes d'avenir de l'Opéra : M^{lle} Pietraglia, avec sa technique sans défaut et sa beauté latine, mérite déjà de grands rôles de caractère ; M. Roussel, une tête d'ange sur un corps d'athlète, s'annonce pas seulement les difficultés avec brio, il est expressif. M^{lle} Maffre (le Lac des cygnes), inconnue totale, est la révélation et la prima ballerina de demain si on sait bien diriger sa jeune carrière ; M. Terentiev, dans des variations acrobatiques répétées comme des figures de manège, est un disciple de Vasilev, Enfia, M^{lle} Jager (Juliette, de Cranko), danseuse inédite de Stuttgart, est sans nul doute la plus lyrique de tous les concurrents.

Pour couronner le triomphe du palais Garnier, une soirée de gala samedi 10 novembre présente au Théâtre des Champs-Élysées des étoiles hors rang M^{lle} Ponomova et M. Depoude. Celui-ci, dans le solo de Don Quichotte, se fit un jeu de mimer toutes les petites camarades du « championnat ».

O.M.

THÉÂTRE

Strehler monte « l'Illusion »

(Suite de la première page.) Alexandre surgit. Son visage transluide au crâne lisse flotte dans la nuit, comme s'il n'avait pas de corps, longue marionnette burlesque aux gestes fluides, capable de faire apparaître des rochers, des trônes érudits, de faire jaillir la lumière, d'y faire revivre des « spectres » fantômes « dans des paysages féériques ».

Angoisse d'angoisse

Décor de Frigero, costumes de Luisa Spinelli, musique de Carpi, éclairages de Strehler. Noirs planchers luisants. Projections de fines architectures baroques, de forêts brumeuses. Machines invisibles. Un pan de lumière creuse la profondeur, isole la cellule de Clodion prisonnier. Monde de reflets, d'éphémère et de métamorphoses, de transparences, de soleils faux, de crépuscules enveloppants. C'est l'envoûtement de la beauté pure au point qu'on se demande si c'est vrai, si soi-même on existe.

Il y a encore autre chose, qui joue à cache-cache avec la splendeur

visuelle, quelque chose de trouble, d'hésitant, une fragilité autre que celle du théâtre. Il y a une angosse, l'angoisse d'angoisse, la lutte des sentiments et des désirs, la violence des passions et l'insécurité à en saisir, à en fixer l'objet.

Il y a cette fragilité tout humaine qui jette une voile de déraison sur les dires d'orgueil et de géniosité, mais qui, en même temps, donne chair aux plus féroces fantômes et vérité aux situations les plus grotesques. Strehler a dirigé ses acteurs pour qu'ils transmettent, derrière tous les masques du théâtre, la palpitation du noyau indicible où s'embroutent plaisir et souffrance. On est avec Pridamant regardant les amants d'Alexandre : on y croit.

Gérard Desbarre — prodigieux — est un Alexandre attentif aux peines, chargé des mythes du savoir, et un Matamore comique avec subtilité, dont les tentatives de séduction à peine l'ombre solitude du réel — un moment étrange, où, venu, il se dépouille de son faux nez glorieux, de

MUSIQUE

« LA WALKYRIE », par Nicolas Joël, à Wiesbaden

Les jeux sauvages

L'Anneau du Nibelung, de Wagner, serait-il devenu une spécialité française depuis la venue de Patrice Chéreau à Bayreuth ? Au lieu de recourir à un régisseur allemand, c'est en tout cas à Nicolas Joël que l'Opéra de Wiesbaden a fait appel, lui offrant l'anneau d'un second Ring pour d'années après celui de Strasbourg et de Lyon (1979-1981). L'occasion inespérée de revoir sa copie et de corriger ce déjà très brillant coup d'essai du jeune assistant de Ponnelle et Chéreau, à qui Alain Lombard avait donné l'occasion de se faire.

La conception de base de cette Walkyrie (1) reste la même, comme le montre, au premier acte, le registre de l'acte deux : une chambre romantique, une salle de bain devant la haute fenêtre, dont le plancher rustique repose sur les racines de l'arbre qui s'élève à travers la pièce et s'achève en colonne grecque ; image d'une respectabilité trompeusement acquise qui dissimule sous la barbarie toute proche, comme le maître d'hôtel d'Herminie de Handing sur le poitrail volé de cet ancien travailleur de force. Dans cet univers clos et froid, Siegmund, d'ailleurs, attend-il pas l'interprète de l'amour, de l'instinct incarné par Siegmund le hors-la-loi, et de la nature libre, cette belle forêt de sapins dans le brouillard, que le coup de vent du printemps fait entrer par la fenêtre ?

Mais les décors de Pet Hahnen ont complètement changé pour les tableaux suivants. Le drame bourgeois se poursuit au deuxième acte dans une sorte de vestibule à la paroi transparente, plus ou moins ardue, dominé sur des formidables pics escarpés, où Fricka en robe perlée, comme un personnage de Klimt, secoue son mari qui pro-

tege le couple incestueux de ses enfants, sa sauterie renversé marquant la défaite de Wotan, prisonnier de ses machinations antérieures.

A cette scène, pas très convaincante au point de vue visuel, succèdent de très belles images mythiques : dans un espace clos comme une nécropole égyptienne, au milieu de longues bandes sculptées, c'est l'annonce de la mort par Brunhilde sortant d'un monument funéraire entre deux cyprès de pierre, comme des marins de Rodin, puis le combat de Handing et de Siegmund, avec de superbes mouvements et lumières, et l'admirable scène de Wotan tendant désespérément la main vers le corps de son fils mort.

Un Wotan exceptionnel

Le troisième acte garde les mêmes monts, avec, au centre, son gigantesque statue de Wotan cornu, qui, vers le dos, s'est qu'une déformation d'épave d'un vaisseau, avec une structure de bois, préface symbolique du troisième acte de Siegfried. Autour de la statue tourbillonnent les Walkyries, visages barbouillés de rouge, petits casques à cornes en forme de cor de chasse, bandes fixées verticalement dans le dos, ailes de Diane à la main, s'amusant, se chahutant, se battant pour rire, en une des plus réjouissantes et exactes chevauchées que j'ai vues, avant le schabotte Wotan et sa fille, d'une merveilleuse expression dans tous ces gestes et ces attitudes où tout le théâtre s'embrasse en cercles concentriques avec de prodigieuses éclatements au milieu des tourbillons de fumée que Chéreau n'aurait pas dédaigné.

Cette description ultra-éclatante ne saurait être toute la vie intime

des personnages, leurs liens fous ou retenus, la tension branchée sur la musique, le travail très approfondi réalisé par Nicolas Joël avec une troupe de chanteurs inconnus qui, tous, endossent leur rôle pour la première fois. Et les responsables de Wiesbaden ont la main heureuse : Brunhilde dont le beau médium se brise dans de terribles sursauts, les ont trouvés un véritable Siegmund (Wolfgang Müller-Lorenz), dont la voix riche, colorée, homogène et puissante fait un oiseau rare, malgré un jeu un peu fruste et trop expressif, une Sieglinde pleine d'émotion et d'élan, au timbre brillant et dur (Nadine Secunde), une Fricka vélocité et subtile, avec une voix assez flamboyante malgré quelques défauts techniques (Waltraud-Inolde Elchlepp).

Mais on a découvert surtout un Wotan exceptionnel, l'Américain Robert Hale, silhouette de Rasputine et de Don Quichotte tour à tour, voix pleine et profonde, avec un phrasé juste et fort, une grandeur impressionnante, une infinie douceur paternelle, alliant l'intimité de Thomas Stewart et la noblesse de Hans Hotter, et dont l'expression scénique, informée par Nicolas Joël, s'élève à la plus haute émotion au dernier acte.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) L'Or du Rhin a été monté en juin dernier ; Siegfried le sera en juin prochain, le Crépuscule des dieux, fin septembre, et la Tétralogie intégrale, au festival de mai 1986.

M. JACK LANG AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

La création, l'Etat et les régions

Invité au « Grand Jury RTL-LE MONDE », M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a traité de plusieurs thèmes, et d'abord du rôle de l'Etat, dans la perspective de la décentralisation administrative.

M. Lang a notamment déclaré : « L'Etat doit de plus en plus centrer son intervention au bénéfice d'actions de portée nationale. Evidemment, il n'est pas facile de le définir : ce sont principalement celles de formation au plus haut niveau. Actions aussi de création. Là encore il faut imaginer une frontière. Je souhaite que, de plus en plus, l'Etat n'ait plus à intervenir que dans le domaine de la diffusion et que le relais soit pris, comme cela est normal, par les régions, les villes et les départements. Discipline par discipline, il faut établir une ligne de partage, et ce n'est pas toujours simple. »

Dans le domaine de la création, j'ai la faiblesse de préférer les hommes aux structures, de croire plus aux idées et aux projets concrets qu'aux institutions permanentes. Si je pouvais même plus loin, je le ferais. Je souhaite que chaque année, en tout cas régulièrement, les cartes soient redistribuées. Il faut absolument que nous ayons des règles du jeu qui nous prémissent contre la sclérose et l'endormissement. »

Répondant aux questions sur les « grands projets » du gouver-

nement — la cité musicale de La Villette, l'opéra de la Bastille, l'Institut du monde arabe... — sur leur coût et celui du fonctionnement futur, M. Lang a rappelé que « le musée d'Orsay représente 3,5 kilomètres d'autoroute urbaine, et l'ensemble des travaux 0,4 % des investissements d'Etat ». Quant au reproche de parisianisme, le ministre a rappelé : « L'Ecole nationale de danse à Marseille, l'Ecole nationale de photographie à Arles, l'ensemble consacré à l'image et à la bande dessinée à Angoulême, etc. Mieux vaut avoir le syndrome du bûcheron que celui du destructeur... »

A propos de l'audiovisuel, le ministre a poursuivi : « Une question se pose, celle de savoir si le gouvernement s'est préoccupé des programmes de l'audiovisuel. En grande partie oui. Peut-être pas encore assez. Nous avons créé un fonds de soutien à l'industrie des programmes, aujourd'hui alimenté par une ressource budgétaire, qui sera demain par un faible prélèvement sur les abonnements aux réseaux câblés, et qui, en 1985, contribuera à faire passer pour près de 300 millions de francs de programmes nouveaux... D'autre part, le débat entre secteurs public et privé n'est pas posé en de bons termes. Je suis partisan d'une mise en concurrence entre les secteurs de production, privé et public. Je parle des producteurs et pas seulement des diffuseurs. La télévision commerciale a besoin d'un minimum de règles de service public, par exemple pour la protection du cinéma... L'une des forces de notre pays est d'avoir su préserver une industrie du cinéma... Protection qui pourrait s'étendre au domaine de la chanson. Je n'ai pas de solution miracle à proposer... Enfin, s'il y a un acte que je ne regrette pas, c'est la loi sur le prix unique du livre. Je n'ai accompli aucune réforme originale, j'ai simplement mis la France à l'heure de l'Europe. Mais nous n'avons jamais considéré que les textes étaient inscrits dans le marbre pour l'éternité. Je suis tout à fait décidé à les mettre à jour, dès que les aménagements suggérés (liberté des prix au-delà de neuf mois) auront été résolus à Luxembourg. »

LES NUITS DU DESSIN ANIMÉ. — L'Association française de cinéma d'animation (AFC) organise les soirées 30 novembre et 7 décembre, à 20 h 45, au Théâtre de la Ville, les Nuits du Dessin Animé. Des programmes différents couvriront l'ensemble de la production depuis l'origine du film d'animation. Chacun Escorial, 11, boulevard de Font-Royal. Réservations : AFC, 4, avenue du Nord, 75116 Montparnasse. Tél. : 01-47-32-74.

EXPOSITION

LES TOILES DE LESTEUR

Bonheur de peindre

Il est trop rare, les artistes vivants qui consacrent encore à nous donner l'image du bonheur, pour que celles de Pierre Lesteur ne méritent pas une halte dans le parcours d'un siècle trépidant. On pourra traiter d'anachronisme cette évocation vers des rivages fortunés, vers une nouvelle Cythère (Watteau est à l'ordre du jour), mais les toiles de Lesteur se posent et s'imposent à leur tour. Elles sont le bonheur.

Il y a longtemps sans doute que Lesteur s'adonne à cette entreprise de dédramatisation de l'univers, de son propre univers réservé, préservé. Mais il persiste, et, persistant, il affirme et affirme sans cesse son métier. C'est qu'il compte, le métier, autant que l'état de grâce. Il fait corps avec la sacro-sainte inspiration.

Partout, dans cette exposition qui écarde le meilleur d'une longue année de labeur, la couleur et sa magie nous enchantent, les uns plus vite, lorsque notamment les ténébreux s'engouffrent par une fenêtre ouverte sur la nuit. Art d'une délicatesse aujourd'hui insolite : voyez le raffinement d'un chapeau chinois jeté sur une chaise, celui des tableaux peints sur du carton ondulé, ou encore du Reflet d'une vision rambo de l'Inde, aux vibrations infinies.

JEAN-MAIRE DUNOYER.

* Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot. Jusqu'au 24 décembre.

cerf/ CinémaAction

Dernier film par Arnaud Versavel. Préféré de Philippe Langlet. André Fontaine.



les cinémas indiens

Le cinéma européen à Paris

Trente cinéastes européens se retrouveront mardi 13 novembre à Paris, invités par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, pour discuter de l'avenir du cinéma en Europe. Le débat réunira notamment Michelangelo Antonioni, Bernardo Bertolucci, Luigi Comencini pour l'Italie, Hugh Hudson, Ken Loach, Michael Radford pour la Grande-Bretagne, Joris Ivens pour les Pays-Bas, Volker Schlöndorff, Alexander Kluge et Peter Fleischman pour l'Allemagne fédérale, Théo Angelopoulos pour la Grèce. La délégation française comprend onze cinéastes, dont Bertrand Tavernier, Gérard Oury, Claude Genta, Robert Eurlin. Les participants se rendront à un gala le soir même au Théâtre de l'Europe, où le premier ministre, M. Laurent Fabius, assistera lui aussi à l'événement, mis en scène par Giorgio Strehler.

Hommage à l'ancien directeur du CNC

Les salons du ministère de la culture, rue de Valois, étaient comblés vendredi 9 novembre, pour saluer le départ de M. Pierre Viot, directeur pendant dix ans du Centre national de la cinématographie (CNC). Avant de lui remettre, M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a mis en avant les quatre idées directrices qui ont marqué l'activité de M. Viot : la loi de 1960 et qui reconstruit les préoccupations du ministère ; la reconnaissance du public ; la place privilégiée du cinéma dans la politique des médias ; l'encouragement permanent apporté aux forces de création ; enfin la politique européenne du cinéma. M. Jack Lang a indiqué que M. Pierre Viot — qui est romain, on le sait, par M. Jérôme Clément — serait bientôt appelé à une mission importante dans le cinéma.

Les Caraïbes à Amiens

Du 16 au 24 novembre se tiendra pour la quatrième fois, à la maison de la culture, le Festival cinématographique d'Amiens, organisé par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAAP) et appelé désormais Festival des différences. Le thème retenu cette année : « Gros plan sur les Caraïbes ». Seront notamment traités : les Caraïbes vus par le cinéma international (films de pirates, sur l'esclavage, les traits des Blancs, les noirs), les problèmes d'identité exprimés par des cinéastes antillais, haïtiens, jamaïcains, etc. Des œuvres de cinéastes caribéens vivants hors des îles compléteront le panorama. Diverses manifestations sur la culture antillaise (littérature, musique, expositions) accompagneront la manifestation. — (Corresp.)

L'art aux écoles de commerce

L'Ecole supérieure de commerce de Tours se monte à Paris pour s'occuper de l'art en mouvement. Tel est le thème des trois soirées de conférences-débats que l'Ecole organise à l'Hotel Méridien (avec la concours de son homologues parisiens, des Ecoles des beaux-arts et des arts décoratifs). Cette manifestation est liée au programme d'entraide aux grandes écoles de commerce en 1985 et 1986, qui comporte en effet une importante épreuve de culture et de sciences humaines sur l'art. La première de ces soirées « Art et société » a déjà eu lieu, la seconde, « La création artistique », se tiendra le 13 novembre, et la troisième, « L'art en mouvement », le 3 décembre. (Hotel Méridien, 61, bd Concorde-Saint-Guy, porte Maillot, à 19 h 30.)

A noter que l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) n'est pas de reste dans ce rapprochement des mondes économique et artistique puisque l'Ecole de Jouy-en-Josas propose une journée (le 29 novembre) consacrée à « L'investissement culturel, une nouvelle stratégie de l'entreprise ». Autrement dit, une rencontre sur le mécénat.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 12 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

EMPRUNT PTT NOVEMBRE 1984

SOUSCRIPTION
Bureaux de poste - Chèques postaux
Comptables du Trésor

20 h 35 Cinéma : Un éléphant, ça trompe énormément.
Film français d'Y. Robert (1976), avec J. Rochefort, C. Brasseur, G. Bedos, V. Lanoix, A. Desperay, D. Delorme (Rediffusion).
L'ami et les mésaventures de quatre hommes ayant atteint la quarantaine et dont l'un, haut fonctionnaire, bien qu'heureux en ménage, cherche à séduire une « créature de rêve ». Une comédie de mœurs et de sentiments écrite, réalisée, jouée avec humour, tendresse et mélancolie.

22 h 20 Émissions et toiles.
Émission de Frédéric Mitterrand et Martin Jousaud.
Une évocation de la carrière de Sarah Bernhardt, actrice et chanteuse, disparue en 1931 ; un extrait de *Heimat*, de Reitz Edgar ; *Memoirs of Berlin*, avec C. Isherwood, L. Brooks et E. Berger.
23 h 15 Journal.
23 h 35 C'est à lire.
23 h 40 Cigotant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Émission-moi au théâtre : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

20 h 35 Cinéma : Diable d'homme.
De R. Lamoureux, mise en scène D. Cecchi, réal. G. Folgas, avec R. Lamoureux, M. Mercadier...
Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévotion en mal de prix Goncourt qui transcrit

un scénario écrit par Sotain. Le diable lui promet le succès s'il lui vend l'âme de ses personnages.
22 h 30 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, avec Jean-Claude Drouot.
Le sommaire : l'ouverture du Musée de la Madeleine qui propose des tarifs réduits pour les places de théâtre ; les comiques au théâtre ; portraits de Francis Bergé ; le dessinateur Copi, acteur à la Bastille, etc.
23 h 25 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Série Noire.
Film français d'A. Corneau (1979), avec P. Dewaere, M. Boyer, M. Triniquet, B. Blier, J. Hervieu.
Pour l'amour d'une adolescente, prostituée par sa tante, un minable vendeur au porte-à-porte, rêvant d'échapper à son sort, se laisse entraîner dans une affaire criminelle. Adorable transposition en huis-clos parisien d'un roman noir, pavillonnaire d'un roman de J. H. Thompson. Notable intégrité d'un réalisme tournant au cauchemar, d'une patétique de Patrick Dewaere.
22 h 30 Journal.
23 h 35 Thalassa.
23 h 40 Vidéo à la chaîne.
23 h 45 Prélude à la suite.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Utopiques du dix-septième siècle ; 17 h 45, Chansons parades ; 17 h 55, Histoire d'eau ; 18 h 5, Dessin animé : l'inspecteur Gadget (et à 18 h 55) ; 18 h 30, Sports ; 19 h, Football : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Actualité ; 20 h, Jean-Paul Aron.

CANAL PLUS

22 h 25, Écoute, film de D. Schmid (vie et mort d'un dandy pervers) ; 22 h 30, Golf ; 23 h 20, Football américain ; 1 h 15, Rêve, film de D. Kroubegr (une femme transmet une maladie qui ressemble à la rage).

FRANCE-CULTURE

20 h 35 - Adrien ou les caprices de l'homme - de W. Schiller. Avec N. Nerval, P. Michel, C. Laborde...
21 h 30 Musique : L'été indien.
23 h 30 Nuits magiques : « Ça suit son cours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand auditorium de Radio-France) : Sonate pour violon et piano en sol majeur, de Liszt ; Sonate pour violon et piano en si bémol majeur, de Mozart ; Sonate pour violon et piano n° 1 en la, de P. Tchaïkovski, par A. Grumiaux, violon, et P. Crociani, piano.
22 h 30 Les solistes de France-Musique : Darius Milhaud.
23 h 5, Quatre livres pour une communauté : les chrétiens d'Orient.

Mardi 13 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 TF 1 Vision plus.
11 h 50 La Une chez vous.
12 h 30 La Une chez vous.
13 h 30 La bouteille à la mer.
13 h 45 Journal.
13 h 45 A pleine vie.
13 h 55 Mini-journal pour les jeunes.
14 h 10 Le Village dans les rues.
14 h 30 Série : Danse avec moi.

TIFY CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour comprendre l'information et enrichir les émissions Tify, un numéro spécial regroupe les 3 premières émissions en vente. 84 pages tout en couleurs - 29F.

19 h 10 Tify, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
L'outil ordinaire avec Richard Berry.
19 h 40 Cigotant.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.
Si certains plongeurs peuvent atteindre 6 mètres d'ouverture, il en existe d'autres plus petites. Mode de vie et comportement de cet animal créatif et particulièrement intelligent.
21 h 25 Histoire à la Une.
Émission de Gilbert Lascoux. Histoire, P.-M. de la Gorce, Réal, P. Desfons.
Cinquantième anniversaire de la Nuit des longs couteaux. Un téléfilm commenté par l'historien Paul-Marie de la Gorce qui s'efforce de combler une certaine absence de documents sur une des grandes dates de la montée du nazisme, celle du 30 juin 1934.
23 h 10 Concert.
Concerto pour piano, de Schumann, par l'Orchestre de Paris, dir. Z. Mehta, sol. K. Zimmern.
23 h 45 Journal.
0 h 5 C'est à lire.
0 h 10 Cigotant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.
Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuillet : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Ténie et ses complexes.
14 h 40 Reprise : La chasse aux trésors.
14 h 40 Le journal d'un élève.
17 h 45 Révisé A2.
18 h 30 C'est à lire.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : Benjamin ou les Mémoires d'un puceau.

Film français de M. Deville (1967), avec M. Morgan, M. Picon, P. Clement, C. Desnoes, F. Bergé, A. Gad, Vera 1730, un garçon de dix-sept ans, élevé loin du monde, fait son éducation sexuelle dans le château de sa tante, où les aristocrates et domestiques se livrent aux jeux du libertinage. Ce conte galant dans les images rappelle les peintures de Watteau et de Fragonard, recrée, avec une certaine cruauté, les nuances ambiguës de l'amour et du plaisir, préservées par une société décadente.
22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Brigitte Fosley, Yveline Kopynsky, Bernard Giraudeau et Daniel Auteuil.
23 h 35 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 5 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 La Dernière Séance.
Émission d'Éddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Présentation : Guy Marchand.
Les actualités (1958) ; Dessin animé : Bugs Bunny ; à 22 h 30 Tux Avery, les réclames de l'époque, l'attraction.
20 h 30 Premier film : la Blonde et le Stéril.
Film américain de R. Walsh (1958), avec K. Moore, J. Mansfield, H. Hull, W. Campbell, B. Cabot.
Au début du siècle, un armurier anglais se rend dans l'Ouest américain pour vendre des fusils. Il rencontre une chanteuse de saloon à la poterie opulente et devient soudainement un riche homme d'affaires. Le destin d'un homme se joue dans ce western.
22 h 10 Deuxième film : la Rivière d'argent.
Film américain de R. Walsh (1948), avec E. Flynn, A. Sheridan, T. Mitchell, B. Bennett, T. D'Andrea (v.o. sous-titrée, N.).
Après la guerre de Sécession, un aventurier italien une maison de jeux dans une bourgade minière en expansion du Nevada. Il s'enrichit et devient le maître du pays. Le dernier des sept films qui Errol Flynn fut l'interprète de Walsh. Celui-ci a réalisé une fresque de l'Amérique en train de s'industrialiser. L'action tourne le destin d'un personnage typique de cette époque.
1 h Vidéo à la chaîne.

CANAL PLUS

7 h, M. Deniot ; 9 h, Naissance d'un bateau ; 9 h 50, Ces petits films qui vendent les grands ; 10 h 45, Hécate, film de D. Schmid (vie et mort d'un dandy pervers) ; 12 h 35, Paul et Dyanne ; 13 h 5, Les 130, les 130, les 130 ; 14 h 5, Sports ; 15 h 15, Charles Trenet ; 16 h 10, l'As des as, film de G. Oury (comédie) ; 18 h, Surcouf l'après-midi ; 19 h 15, Tout en scène (et à 19 h 40) ; 20 h 30, Danton, film d'André Walda ; 22 h 50, Championnat de France de football ; 1 h 20, la dernière parole, film de W. Lang (comédie musicale).

FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour : le 20 SIGMA de Bordeaux ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : deux fois un, les jumeaux (et à 10 h 50 : les enfants des cieux) ; 9 h 5, La méthode des autres : les Dons de la nuit ; 10 h 30, Météo ; 10 h 45, Miroirs (et à 11 h) ; 11 h 10, l'École des parents et des éducateurs : il doit une fois l'enfant ; 12 h, Pauvre, 13 h 40, l'Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : Le Conte d'un jour, de Patrick Reumaux ; 14 h 30, Festival où le grand Chabrol, de M. Schiller ; 15 h 30, Les nouvelles du théâtre ; 17 h 10, Le pays d'ici : la Drôme ; 18 h, Subjektiv ; 19 h 15, Rêve ; 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : M. Tomblin explore l'atome ; les nouvelles rencontres ; 20 h, Musique, mode d'emploi.
20 h 30 Pour aller plus loin : les livres de poésie.
21 h, Jean Tardieu, l'artisan de la langue ; les jeux de l'humour et du langage.
21 h 30 Diagonale, on l'actualité de la chanson : l'hypermarché variétés.
22 h 30 Nuits magiques : séance terminée.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, Actualité du disque ; 9 h 5, Le matin des musiques : Une mémoire à la proue du siècle, Marcella, Le Maréchal - des créations mémorables ; œuvres de Milhaud, Ravel, Bartók ; 12 h 5, Concert : œuvres de Schubert, Liszt, Chopin par Jeffrey Swann, piano ; 13 h 45, Répertoire contemporain ; 14 h 30, Les enfants d'Opéra : Attention école ! ; 15 h, L'après-midi des musiques : Les écrivains et la musique au dix-huitième siècle ; œuvres de Schreuter, Tartini, Porpora, Guilelmini, Francon, Campra ; 18 h, L'inspiration ; 19 h 15, Le temps du jazz : portrait d'un jazzman : l'inspiration ; Feuillet : « Gil Evans » ; 20 h, Premières loges : Giuseppe Lago, violon ; 20 h 30 Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en si mineur, de Dvorak ; Symphonie n° 1 en ré majeur, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, sol. Hervé Duvivier, violoncelle.
23 h, Les solistes de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Saint).

LE CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Jean-Philippe Desportes, M. et M^{me} Yannick Desportes, M. et M^{me} Bernard Baugé, M. et M^{me} Jacques Halot, M. et M^{me} André Caillat, M. et M^{me} Jean-Luc Pailillon, M. et M^{me} Patrice Mervoy, M. et M^{me} Vianney Desportes, ses enfants, ses petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et M^{me} Jean-Jacques Le Moan et leur fils Emile, M. et M^{me} Jean Le Moan, M^{me} Jean Mello et ses enfants, M. et M^{me} Léo Taffey et leurs enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M. et M^{me} Bernard Théry, son épouse, Marie-Eve Théry-Bellouet et Jeffrey Bellouet, sa fille et son gendre, M^{me} René Théry, sa mère, M^{me} Georges Vignand, sa belle-mère, Françoise et Jean-Louis Berli et leurs enfants, Martine et Roland Rycklyack et leurs enfants, Isabelle et Patrice Carroy et leurs enfants, ses beaux-enfants, M. et M^{me} Jean Reinhold, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Gérard Théry et leurs enfants, M. et M^{me} Olivier Théry, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Edmond Théry, M^{me} Edith Vignand, ses sœurs, frères, beaux-frères et belles-sœurs, Toute sa famille et ses amis, ont l'impression de faire part de la disparition de

M. Jean-Jacques DESPORTES, ingénieur en chef au corps des mines, ancien président-directeur général des Établissements Kuhlmann, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 7 novembre 1984, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 novembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75016 Paris. Ni fleurs ni couronnes. 18, rue Ribéra, 75016 Paris.

survenu le 10 novembre à son domicile, La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris, le 14 novembre à 13 h 45. Le présent avis tient lieu de faire-part. Jean-Jacques Le Moan, 16, avenue Calmeil, 92270 Bois-Colombes.

M. Bernard THÉRY, ancien élève de HEC, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, président-directeur général de la société Viscom, le 7 novembre 1984, à soixante-deux ans, après une longue et douloureuse maladie. L'inhumation a eu lieu le samedi 10 novembre 1984, à Ramatuelle. Des dons peuvent être adressés à l'ARATC, clinique d'Allory, 2, rue Brancion, 75015 Paris (Association pour la recherche et l'amélioration du traitement du cancer, présidée par le professeur Léon Schwabert). Cet avis tient lieu de faire-part.

La cérémonie religieuse a été célébrée en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce dans l'intimité familiale.

De la part de M^{me} Lucienne Desmard, ses enfants, petits-enfants et famille aliée, Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons peuvent être adressés à l'ARATC, clinique d'Allory, 2, rue Brancion, 75015 Paris (Association pour la recherche et l'amélioration du traitement du cancer, présidée par le professeur Léon Schwabert). Cet avis tient lieu de faire-part.

De la part de M^{me} Lucienne Desmard, ses enfants, petits-enfants et famille aliée, Cet avis tient lieu de faire-part.

Charles-Hubert PERRIN, son fils, décédé le 24 juillet 1974.

La Malferrière, Val-de-Rien, 83350 Ramatuelle. 35, quai de Béthune, 75004 Paris. 42, avenue Bugeaud, 75116 Paris.

3, villa Vicothèque, 75116 Paris.

son épouse, M^{me} Jeanne PERRIN, de l'Ordre national du Mérite, ancienne présidente des veuves de guerre des Yvelines, dans sa quatre-vingt-septième année le 8 novembre 1984.

La Malferrière, Val-de-Rien, 83350 Ramatuelle. 35, quai de Béthune, 75004 Paris. 42, avenue Bugeaud, 75116 Paris.

M. Jean Fogel, M. et M^{me} Paule et leurs enfants, M^{me} Marie-Françoise Fogel-Leyss et ses enfants, M. Jean-François Fogel, M. et M^{me} Paule et leurs enfants, M. M. et M^{me} Paule et leurs enfants, font part du décès de

l'office religieux sera célébré le mardi 13 novembre, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles. L'inhumation aura lieu le mercredi 14 novembre, à 16 heures, au cimetière du Sud à Nanterre.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

Thérèse FOGEL, née Souda, Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 10 novembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles. L'inhumation aura lieu le mercredi 14 novembre, à 16 heures, au cimetière du Sud à Nanterre.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

Avant d'être, 82140 Saint-Amand-Noble-Val.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Franck HEURTIER, née Jeanne Fayon, leur mère et grand-mère, survenue le 8 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année, et rappellent à votre mémoire le souvenir de son époux, le

l'office religieux sera célébré le mardi 13 novembre, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles. L'inhumation aura lieu le mercredi 14 novembre, à 16 heures, au cimetière du Sud à Nanterre.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

colonel Franck HEURTIER, décédé le 18 février 1971, et de son fils,

l'office religieux sera célébré le mardi 13 novembre, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles. L'inhumation aura lieu le mercredi 14 novembre, à 16 heures, au cimetière du Sud à Nanterre.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

François HEURTIER, décédé le 22 mai 1982.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

Ses enfants, ses collègues du lycée La Bruyère, ont le deuil de faire part du décès de

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

Jeanne LESURE, professeur agrégée d'espagnol, Une messe sera célébrée le mardi 13 novembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Malmaison-Laffitte.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

Jacques et Madeleine Méné, ses enfants, Laurence, Claire et Sylvie, ses petits-enfants, sa famille et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Robert MENIER, née Eva-Marguerite Prost, survenue à Montpellier, le 2 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Robert MENIER, née Eva-Marguerite Prost, survenue à Montpellier, le 2 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Robert MENIER, née Eva-Marguerite Prost, survenue à Montpellier, le 2 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Robert MENIER, née Eva-Marguerite Prost, survenue à Montpellier, le 2 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Robert MENIER, née Eva-Marguerite Prost, survenue à Montpellier, le 2 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux aura lieu le mercredi 14 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, où l'on se réunira.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est à Boulogne-sur-Seine, l'inhumation aura lieu le même jour à Regneville (Voges), absoute à l'église à 16 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

COMMUNICATION

Le budget de 1985

AFP : une hausse de tarif très limitée

Le conseil d'administration de l'Agence France Presse a en la désagréable surprise d'apprendre le 6 novembre, alors qu'il était réuni pour mettre au point son budget, par le représentant du ministère des finances que le tarif des abonnements pour 1985 ne pourra pas augmenter de plus de 4,9 %. La direction de l'Agence, qui espérait une hausse de l'ordre de 6 %, a manifesté son désappointement et, en fin de séance, a voté la réalisation des objectifs inscrits, l'an prochain, dans le cadre du plan de développement de l'AFP, négocié avec le gouvernement (le Monde daté 27-28 novembre 1983).

Après un déficit d'exploitation en 1981 et 1982 (au total 44 millions de francs), une meilleure adéquation des tarifs de l'Agence par rapport à l'accroissement du coût de ses services s'est soldée, comme le souligne M. Pierre Forges dans son rapport à l'Assemblée nationale, « en 1983 par un résultat bénéficiaire de 11,3 millions de francs qui a permis à l'AFP de rétablir son fonds de roulement et de réserver en grande partie les profits des exercices précédents ».

PRESSE : des aides en légère diminution

Les aides à la presse pour 1985 - que certains directeurs de journaux qualifient plus volontiers d'aides aux lecteurs - subiront une légère diminution par rapport à l'exercice précédent : 5780 millions de francs contre 5785 en 1984. La baisse portera essentiellement sur les aides directes (moins 2,7 %).

Les effets de la politique de rigueur, choisie par le gouvernement pour le prochain budget, porteront sur l'aide relative à l'allégement des tarifs des communications téléphoniques des correspondants de presse et des transmissions par fac-similé, dont les crédits baisseront de 20 %. Cette baisse importante, précise-t-on au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, entraînera une modification des conditions d'octroi de cette aide, en concertation avec la profession. D'autre part, les crédits relatifs au remboursement des transports de la presse par la SNCF baisseront de 3,96 %.

En revanche, le fonds d'aide à l'expansion de la presse à l'étranger voit ses crédits augmenter de 3,2 %, après la forte hausse (56 %) de 1984. Le Fonds d'aide aux quotidiens nationaux d'information gé-

rale et politique à faibles ressources publicitaires progresse de 26,4 %. Parmi les aides indirectes figurent la reconduction du taux de TVA à 4 % pour les publications périodiques et la reconduction de l'article 39 bis du code général des impôts, qui permet le rattachement des bénéfices en franchise d'impôt. A ce propos, M. Laurent Fabius a confirmé, le 10 septembre, devant l'Assemblée nationale, qu'il assouplirait l'engagement pris par son prédécesseur à Matignon de faire démarquer la concertation avec la profession en vue d'une réforme des aides publiques à la presse dès l'adoption de la nouvelle loi sur la presse. Ce qui est acquis.

Reste à savoir si ce nouveau décalage - en moins - imposé à l'AFP entre l'augmentation de ses tarifs et celle - probablement supérieure - du coût de la vie en 1985, donc de ses services, n'aura pas des répercussions fâcheuses sur le calendrier du plan de développement de l'Agence. Plan de modernisation dont l'urgence ne saurait souffrir aucun retard, compte tenu de la concurrence internationale (Associated Press, Reuters), de plus en plus sévère. Le conseil d'administration de l'AFP, présidé M. Henri Fages, a décidé de se réunir de nouveau le 21 novembre.

Pas vu

Out, on a décapé au porno, paraît-il ! Je ne sais pas si vous regardez la télé série Vidéo à la chaîne sur FR 3. Pendant cinq minutes, chaque soir, on y voit - un y découvre - différents usages de la vidéo : la vidéo baby-sitting (utilisée pour surveiller bébé), la vidéo pour le cambriolage, la vidéo au service de l'architecture, la vidéo-abuse de famille...

Vendredi soir, on nous a montré comment on pouvait utiliser la vidéo pour un grand jour, vidéo-mariage, pas très génial d'ailleurs. On aurait pu voir, du moins si la chose a été acceptée, quelques minutes de vidéo-porno, mais la direction (qui a visionné la maté-ria) a non) a décidé de ne pas diffuser cette séquence.

Certains ont crié au scandale, à la censure. Un peu exagéré peut-être... non ? Car la question à poser est peut-être aussi celle-ci : est-ce bien la place de la télé, service public, regardable par tout le monde, y compris les bébés et les enfants, de diffuser du « hard » ? Car la question est de savoir si la vidéo est une séquence était bel et bien du vrai porno, une pénétration, un « va et vient », filmé en gros plan. La direction de FR 3 a bien fait. Ceux qui se sentent frustrés ont d'autres moyens de se faire leur cinéma.

CATHERINE HUMBLLOT.

ANCIENS COMBATTANTS

L'ANNIVERSAIRE DU 11 NOVEMBRE 1918

Quelques incidents en province

Si les cérémonies marquant, dimanche, l'anniversaire du 11 novembre 1918, à Paris, en présence du président de la République et dans la clairière de Rezonville, près de Compiègne, où s'était rendue M^{me} Edwige Avice, secrétaire d'Etat à la Défense, se sont déroulées sans incident, il n'en a pas toujours été de même en province.

Au Havre, six personnes qui avaient déposé, lors de la cérémonie commémorative, une banderole portant l'inscription « A bas toutes les armées » ont été condamnées au commissariat.

A Thionville, l'association de soutien aux objectifs de conscience a déposé une gerbe devant la mairie pendant que se déroulait la cérémonie militaire à la nécropole de la ville. La mairie avait interdit à l'association de déposer une gerbe devant la nécropole pour éviter de troubler l'ordre public.

A Toulon, dans la nuit de samedi à dimanche, le monument aux morts du quartier Saint-Jean, dans la banlieue de la ville, a été recouvert de sigles anarchistes.

A Montpellier, un drapacri a été installé à la hâte, dimanche matin, pour dissimuler les slogans antimilitaristes inscrits dans la nuit sur le socle de la statue de Louis XIV

devant laquelle avait lieu une remise de décorations.

A Poitiers, la commémoration a été perturbée par des éleveurs d'ovins de la Vienne qui ont aligné des cadavres de brebis et d'agneaux devant l'hôtel de ville et le monument aux morts.

A Sarcelles, le nouveau maire de la ville, M. Raymond Lamotte, a choisi la commémoration du 11 novembre pour redonner à la rue Jacques-Duclos son ancien nom, avenue de la Division-Leclerc. La nouvelle plaque a été dévoilée sans incidents bien que cette décision ait provoqué la protestation du PC.

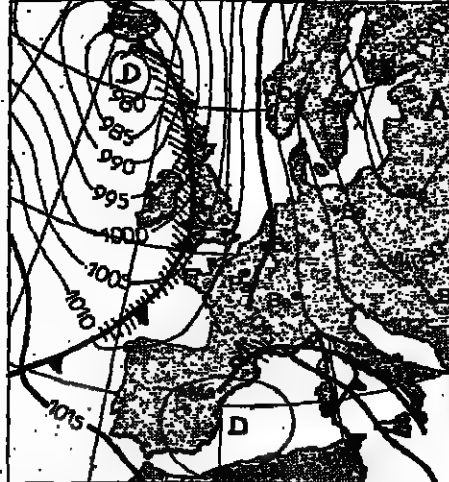
Des fidèles du maréchal Pétain ont accompli dimanche à l'île d'Yeu (Vendée), à l'appel de l'association Pétain-Verdun et du Comité pour la défense du maréchal Pétain, leur pèlerinage annuel.

Plusieurs gerbes ont été déposées autour de la tombe de Philippe Pétain, dont l'une avait été envoyée par M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national. L'écritain Michel de Saint-Pierre a rappelé, dans un message, que le colonel Rémy, décédé récemment, avait demandé la révision du procès du maréchal.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.11.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 12 novembre à 0 heure et le mercredi 13 novembre à 24 heures.

L'anticyclone continental ne progressera qu'un quart nord-est du pays. Mardi, le matin, de la Basse-Normandie à l'Île-de-France et à l'Ouest de l'Aquitaine, le ciel sera couvert avec des pluies modérées. L'après-midi, il sera nuageux à très nuageux du Nord au Bassin parisien, au Massif Central, à l'Aquitaine et au Midi-Pyrénées, avec quelques averses dans le Centre, des pluies plus persistantes en Aquitaine. En Bretagne, des éclaircies se développeront avant l'arrivée de nouvelles pluies frontales en soirée ou nuit.

Sur les régions méditerranéennes et le sud-est du Massif Central, le ciel sera changeant, assez chargé, avec des pluies localement orageuses, surtout en Corse, quelques-unes sur la Provence, la Côte d'Azur et les Alpes de Haute-Provence. Le vent d'est sera assez fort à fort.

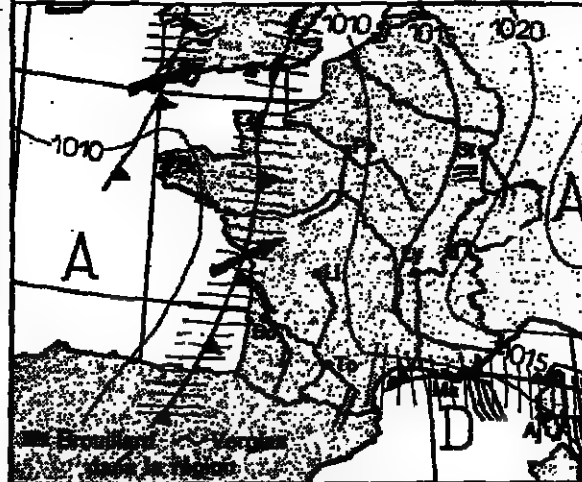
Ailleurs, le début de journée sera brumeux avec des brouillards du Nord-Est au Lyonnais. Puis de belles éclaircies se développeront.

Les températures minimales seront de 1 à 5 degrés dans le Nord-Est, 4 à 8 degrés dans le Centre-Est, 12 à 15 degrés en région méditerranéenne, 8 à 10 degrés sur les régions proches de l'Atlantique, 5 à 8 degrés ailleurs. Les maxima seront de l'ordre de 12 degrés dans le Nord-Est, 18 à 19 degrés en régions méditerranéennes, 14 à 16 degrés en Bretagne, 16 à 17 degrés ailleurs.

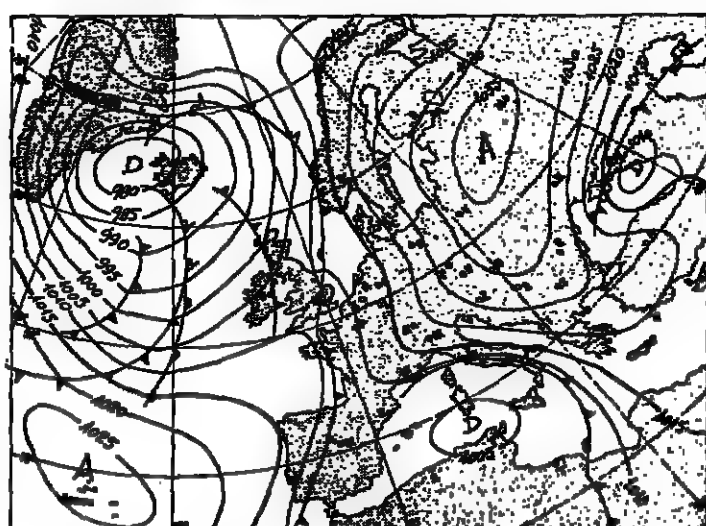
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 11 novembre, à 7 heures, de 1 011,7 millibars, soit 758,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 novembre; le

PRÉVISIONS POUR LE 13.11.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)



second, le minimum de la nuit du 11 novembre au 12 novembre) : Ajaccio, 27 et 14 degrés; Biarritz, 17 et 9; Bordeaux, 19 et 8; Bourges, 18 et 6; Brest, 13 et 10; Caen, 18 et 10; Clermont, 14 et 12; Clermont-Ferrand, 20 et 5; Dijon, 15 et 2; Grenoble-St-M., 18 et 5; Grenoble-St-O., 18 et 5; Lille, 15 et 7; Lyon, 19 et 4; Marseille, 24 et 4; Nancy, 10 et 1; Nantes, 18 et 12; Nice-Côte d'Azur, 23 et 13; Paris-Montparnasse, 19 et 8; Paris-Orly, 18 et 6; Pau, 18 et 6; Perpignan, 20 et 15; Rennes, 16 et 12; Strasbourg, 10 et 4; Tours, 20 et 9; Toulouse, 20 et 14; Poitiers-P. 30 et 19.

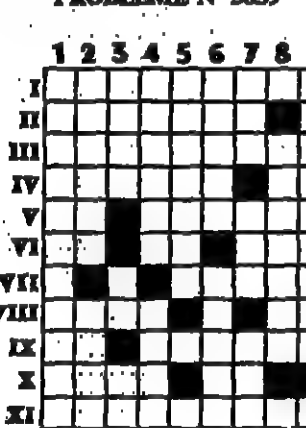
Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 19; Amsterdam, 13 et 7;

Athènes, 22 et 12; Berlin, 7 et 0; Bonn, 15 et 6; Bruxelles, 16 et 7; Le Caire, 25 et 14; Les Canaries, 23 et 15; Copenhague, 7 et 5; Dakar, 27 et 23; Djéba, 22 et 19; Genève, 13 et 3; Istanbul, 12 et 7; Jérusalem, 17 et 10; Lisbonne, 17 et 12; Londres, 15 et 13; Luxembourg, 12 et 4; Madrid, 18 et 8; Montréal, 11 et 4; Moscou, -7 et -13; Nairobi, 21 et 14; New-York, 18 et 14; Palma-de-Majorque, 17 et 11; Rio-de-Janeiro, 23 et 20; Rome, 21 et 13; Stockholm, 4 et 3; Téhéran, 21 et 15; Tunis, 23 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3839



HORIZONTALEMENT

I. Moment de relâche au mar et de travail sur terre. - II. Argent que l'on met en sûreté. - III. Spécialiste de la rage sur le dos. - IV. S'écroule suivant des plans bien précis. Paroche de vie. - V. Partie de plaisir. Fait voir rouge et soulage en même temps. - VI. Démonstratif. Préposition. Peine de mort. - VII. Investissement souvent à long terme. - VIII. Invite ses cavaliers à se montrer entreprenants. Se croise en chemin. - IX. Préposition. Lit de douleur. - X. Donner du brillant ou retirer de l'éclat. Symbole chimique. - XI. Intervient dans une opération de ramassage.

VERTICALEMENT

1. Avec lui, il y a toujours deux poids deux mesures. - 2. Se met souvent en boule. Eminence. - 3. Ile des Nouvelles-Hébrides. Personnel. Conjonction. - 4. Vient en courant. Calme les « démons ». - 5. Langues de chats. - 6. Ne peuvent donc être mises en rapport. Vue de l'esprit. - 7. Lampe électrique. Poisson rouge. Passe sous le pont. - 8. Béotisme et pourtant pleine de finesse. - 9. Marque son époque.

Solution de problème n° 3838

Horizontalement
I. Torche. Sagace. - II. Opérations. Peau. - III. Le. Allé. Riche. - IV. Irte. Ebauché. - V. Ecco. Ara. Réel. - VI. Rue. Rio. Bass. - VII. Emu. Noël. Go. - VIII. L'écue. Ruelles. - IX. Asiles. Versions. - X. Espair. Sude. - XI. It. Enlaster. XII. Sol. Basile. Bl. - XIII. Tria. Salera. Jos. - XIV. Eventail. Encre. - XV. Se. An. Tê. Eau. El.

Verticalement
1. Teller. Laxiste. - 2. Opacules. Torve. - 3. Ra. Ice. Cl. Elle. - 4. Craterelle. Am. - 5. Ha. Mue. Ob. Tu. - 6. Ota. Ruse. Ass. - 7. Nil. Al. Pessit. - 8. Clérou. Vanille. - 9. Soob. Orelles. - 10. As. Beurrier. - 11. Rurales. Sec. - 12. Epices. Lisse. Nu. - 13. Sèches. Loustic. - 14. Sahel. Génée. Ora. - 15. Enes. Rosser. Sel.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 10 novembre :

DES ARRÊTÉS

● Portant création d'une série et d'une tranche d'obligations renouvelables du Trésor.

● Complétant et modifiant le décret du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives.

● Pris pour l'application de l'article 6 de la loi du 31 mai 1983 portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse.

UNE LISTE

● Des candidats titulaires du brevet de préparation militaire supérieure (cycle d'instruction 1982-1983).

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 novembre :

UN DÉCRET

● Relatif à l'amélioration et l'exploitation de la chute de Villers-sur-Loire dans le département de la Loire.

UN ARRÊTÉ

● Portant fixation du prix du quintal de blé-fermage pour la campagne 1984-1985.

UNE LISTE

● Des candidats titulaires du brevet de préparation militaire supérieure (cycle d'instruction 1983-1984).

PARIS EN VISITES

MERcredi 14 NOVEMBRE

● Musée Carnavalet. 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Bonquet des Chaux.
● Hôtel de Sully. 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Garnier-Ahlberg.
● Ville-jardin d'Ivry. 15 heures, métro Mairie d'Ivry, M. Guiller (Caisse nationale des monuments historiques).
● L'Opéra. 13 h 30, entrée (P. Y. Jalet).
● Auto de Pignole. 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).
● L'habitat populaire autrefois. 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

VENTES

CHÈRES ENCHÈRES

De notre correspondant

Nice. - Un cabinet d'époque Louis XVI, en placage d'acajou et d'ébène, décoré de médaillons de cire sous verre représentant des oiseaux, papillons et insectes divers, réalisés à partir de plumes rares et d'ailes de coléoptères, a été vendu aux enchères publiques, dimanche 11 novembre à Monte-Carlo, 15 millions de francs à un amateur français qui a gardé l'anonymat. Le meuble qui s'ouvre, a dix tiroirs secrets et repose sur cinq pieds cannelés, porte trois estampilles G. Beneman.

La mise à prix avait été fixée à 4 millions de francs et le meuble a été adjugé après une « empoignade » entre l'industriel Bernard Topie (qui avait enchéri jusqu'à 14,9 millions de francs) et l'acheteur qui, finalement, devait l'emporter.

Il s'agit vraisemblablement d'un nouveau record du monde en la matière, le précédent ayant été établi à Londres l'année dernière, lors de la vente d'un bureau du XVIII^e siècle, pour la somme de 11,5 millions de francs.

Au cours de ces enchères, où étaient dispersés des œuvres et objets d'art provenant des collections du prince et de la princesse de Wolkonsky et de la succession d'un grand amateur, le comte de Montigny, un tableau de Fragonard, a été adjugé 8,5 millions de francs. - M. V.

EXPOSITION

Aux Invalides

DES SOLDATS ET DES HOMMES

Le ministère de la Défense organise, jusqu'au mardi 15 janvier 1985, une exposition intitulée « Des soldats et des hommes », qui réunit une centaine de documents photographiques sur l'Hôtel national des Invalides à Paris (1), sur le thème de l'action menée par des soldats français au cours des conflits de ce siècle : les deux grandes guerres mondiales, 1914-1918 et 1939-1945, les combats en Indochine et en Algérie. Ces photographies ont été sélectionnées parmi deux millions de clichés, pour la plupart inédits, par MM. Yvan Le Pichon, historien d'art, et Francis Chaillet, commissaire de l'exposition, en hommage aux reporters-photographes militaires de l'Etablissement cinématographique et photographique des armées (ECPA).

A cette occasion, les éditions Arthaud publient un livre-album préfacé par M. Pierre Miguel, professeur à la Sorbonne, qui, sous le même titre : *Des soldats et des hommes*, reprend environ quatre-vingts des photographies noir et blanc exposées et classées en cinq chapitres se rapportant à l'époque 1902-1962 sur tous les fronts de guerre, de l'Asie à l'Algérie (2).

(1) Exposition ouverte couloir de Lille (entrée du côté de l'esplanade des Invalides), du mardi au dimanche inclus, entre 10 et 19 heures.

(2) *Des soldats et des hommes*, 126 pages, Arthaud, 230 F.

COLLOQUE

LITTORAL. - Un colloque « Le littoral : milieux et sociétés, rencontres et concurrence » aura lieu, les 18, 19 et 20 novembre à Boulogne-sur-Mer. Organisé par la Société d'ethnologie française avec l'aide du CNRS, de la mission interministérielle de la mer et de différents organismes spécialisés, il réunira des sociologues, ethnologues, géographes, biologistes, économistes, historiens, etc.

★ Société d'ethnologie française, 6, route de Mahatma-Gandhi, 75116 Paris.

LOTO

5	12	13	22	31	40	44
5	12	13	22	31	40	44
6	10	11	14	15	16	17
18	19	20	21	23	24	25
26	27	28	29	30	32	33
34	35	36	37	38	39	41
42	43	45	46	47	48	49
50	51	52	53	54	55	56
57	58	59	60	61	62	63
64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77
78	79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90	91
92	93	94	95	96	97	98
99	100	101	102	103	104	105
106	107	108	109	110	111	112
113	114	115	116	117	118	119
120	121	122	123	124	125	126
127	128	129	130	131	132	133
134	135	136	137	138	139	140
141	142	143	144	145	146	147
148	149	150	151	152	153	154
155	156	157	158	159	160	161
162	163	164	165	166	167	168
169	170	171	172	173	174	175
176	177	178	179	180	181	182
183	184	185	186	187	188	189
190	191	192	193	194	195	196
197	198	199	200	201	202	203
204	205	206	207	208	209	210
211	212	213	214	215	216	217
218	219	220	221	222	223	224
225	226	227	228	229	230	231
232	233	234	235	236	237	238
239	240	241	242	243	244	245
246	247	248	249	250	251	252
253	254	255	256	257	258	259
260	261	262	263	264	265	266
267	268	269	270	271	272	273
274	275	276	277	278	279	280
281	282	283	284	285	286	287
288	289	290	291	292	293	294
295	296	297	298	299	300	301
302	303	304	305	306	307	308
309	310	311	312	313	314	315
316	317	318	319	320	321	322
323	324	325	326	327	328	329
330	331	332	333	334	335	336
337	338	339	340	341	342	343
344	345	346	347	348	349	350
351	352	353	354	355	356	357
358	359	360	361	362	363	364
365	366	367	368	369	370	371
372	373	374	375	376	377	378
379	380	381	382	383	384	385
386	387	388	389	390	391	392
393	394	395	396	397	398	399
400	401	402	403	404	405	406
407	408	409	410	411	412	413
414	415	416	417	418	419	420

Le Monde

sports

CHAMPIONNATS DU MONDE DE JUDO

Six médailles pour sept Françaises

Vienne. — Six médailles dont une en or avec Brigitte Deydier : l'équipe de France féminine de judo est celle qui a placé le plus de combattantes sur le podium des championnats du monde, qui ont eu lieu les 10 et 11 novembre dans la capitale autrichienne. Cette domination, qui avait été plus forte lors de deux précédents championnats (huit médailles et un titre en 1980 ; huit médailles et quatre titres en 1982), a notamment été contestée par les Néerlandaises : elles sont montées cinq fois sur

le podium et ont témoigné de gros progrès qui devraient aboutir prochainement lors des prochains championnats, qui seront organisés dans leur pays, à Maastricht, en 1986.

Au total, sept délégations se sont partagées les huit titres : le Japon avec Yamaguchi, (moins de 52 kilos), les Etats-Unis avec Burns (moins de 56 kilos), le Venezuela avec Hernandez (moins de 61 kilos), ont obtenu leur premier titre tandis que les pays de l'Est rece-

vaient leur première médaille avec la Polonaise Majdan (moins de 52 kilos). La Belgique est la seule nation à avoir deux médailles d'or grâce au double de Berghmans (moins de 72 kilos, et toutes catégories). Les autres championnes sont la Britannique Briggs (moins de 48 kilos) et l'Italienne Motta (moins de 72 kilos). Ces résultats traduisent une assez grande stabilité au niveau de l'élite : la moitié des trente-six médailles étaient déjà montées sur les podiums de précédents championnats.

De notre envoyé spécial

Quelle drôle d'idée ont eu les membres de la commission des programmes des Jeux olympiques ? Pendant leur dernière session tenue à Los Angeles, ils ont décidé que le judo féminin ne méritait pas de figurer parmi les épreuves olympiques.

Le dossier de la Fédération internationale de judo était pourtant solide. Deux championnats du monde avaient eu lieu avec succès. Un très grand nombre de pays s'intéressaient désormais à cette discipline qui est le seul sport de combat que les femmes puissent pratiquer sans dommage grave pour leur santé et

sans préjudice pour leur féminité. Le président du Comité international olympique, M. Samaranch, en était lui-même convaincu lors des championnats du monde de Paris auxquels il avait assisté. Mais cela n'a pas suffi. Il y aura aux prochains Jeux une épreuve de voile spéciale pour les femmes mais pas de démonstrations en judo.

Le judo, qui est le seul sport olympique à n'être pas d'origine européenne, n'a jamais eu beaucoup de

succès auprès des instances du CIO. Il n'a été définitivement admis au programme qu'en 1972, et il est le seul à avoir fait les frais des velléités de lutte contre l'inflation des programmes : les combattants qui ont opéré dans une catégorie de poids ne peuvent plus s'aligner en toutes catégories, au mépris de l'esprit même de ce sport. A cet égard, il est d'autant plus regrettable qu'aucun des censeurs du judo féminin n'ait fait le voyage de Vienne pour les troisièmes championnats du monde. La démonstration de leur erreur leur aurait été administrée de manière exemplaire par la Belge Ingrid Berghmans.

Le talent de cette jeune femme de vingt-trois ans avait déjà éclaté en 1982 lorsqu'elle était devenue championne du monde toutes catégories. Mais la campagne de championne olympique des mil-lourds Robert Van de Walle a reposé les limites du judo féminin, réalisant cette fois un extraordinaire double : moins de 72 kilos et toutes catégories. Elle a allié les ressources de la technique la plus complète, la condition physique la plus solide et la pugnacité la plus grande. C'est ainsi qu'elle a pu terrasser en finale ses deux rivales.

La panache de Brigitte Deydier

Samedi, l'Allemande de l'Ouest Claessens, qui avait vaincu en 1982 en moins de 72 kilos, avait pris un petit avantage au début du combat, mais elle se retrouvait, deux minutes plus tard, cloquée au sol par une immobilisation. Dimanche, la Néerlandaise Van Uunen basculait en arrière avant de refaire une partie de ce handicap, pour abandonner quelques secondes après sur une douloureuse clé de bras. Il y avait dans cette double victoire toute la palette du judo. Pour arriver en finale, Berghmans avait vaincu deux filles dépassant très nettement le quintal, la Chinoise Gao, qui avait disputé la finale des plus de 72 kilos la veille, et la Japonaise Matsumoto.

Si Berghmans est un prodige, il faut ajouter que la Française Brigitte Deydier en est un autre, qui a réussi à conserver le titre acquis à Paris deux ans auparavant. Elle l'a fait avec panache puisqu'elle a battu deux adversaires qui l'avaient précédemment dominée dans des tour-

JEAN-YVES NAU.

LA VICTOIRE DE LA FRANCE A BUCAREST (18 à 3)

Les Roumains jouent-ils au rugby ?

Faut-il faire le déplacement de Bucarest ? Tous les deux ans, les vendanges passées, la même question agite les milieux du rugby français. Elle se pose donc la semaine dernière. Elle se pose encore aujourd'hui. Le score sans appel obtenu par l'équipe de France (18-3) samedi 10 novembre, ne change rien au problème.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de plaisanter, d'adopter la version rugby d'un anticonformisme primaire, d'utiliser le ballon ovale pour défendre les valeurs sportives en vogue de ce côté-ci du rideau de fer, d'une « ouïe » diplomatique, en quelque sorte. Le propos est plus large. Car le fait est bien là : le monde en puissance du rugby roumain ne s'accompagne pas de réels progrès. Pas plus dans la mise en dans la circulation de la balle que dans l'expression d'une identité originale. On l'a vérifié une nouvelle fois, lors du vingt-neuvième affrontement entre les deux équipes : une partie fort mal filmée par la télévision roumaine et au cours de laquelle les téléspéctateurs français furent, pendant un bon moment, privés de commentaires.

Ouvrir, au risque de ne pas gagner ? Triste question du rugby d'aujourd'hui. Comme si offrir la balle à ses trois-quarts - prendre et donner du plaisir, en somme - c'était à tous coups s'exposer à la déculottée. Tout cela, on le savait, était profondément inscrit dans les cerveaux roumains. On finit donc devant l'écran d'embûches, prêtant au jeu, un affrontement musclé des deux packs, au mieux un peu de suspense. Ce ne fut ni l'un ni l'autre.

Tout avait commencé par un beau coup de poignard français entre les poteaux roumains : une de ces bizarreries meurtrières qui, d'entrée de jeu, fixent le destin. Le vent d'est soufflait pour la France. Moins d'une minute après le coup de sifflet de M. John West, sorte de grand rouquin d'Occident en expédition dans les Carpates, devant quelques bolides défilants, Philippe Sella, golide d'Agen, s'aplatissait.

Un joli bouquet

Allait-on brûler les cartouches ? Hélas, non. Lentement, petitement, les Roumains entreprirent de combler la brèche. Deux fois, dix fois, Alexandru chercha les poteaux français. A peine plus heureux, Jean-Patrick Lescarboura l'imitait. De 9-0 pour la France, on passa à 9-3 puis à 12-3. C'était une série d'échecs tristes, de courses stériles. Une sorte de petit gagnant national, sans plaisir ni pensée, une succession de bouts de chandelle sans profit.

Car c'est le revers de la médaille de ce jeu merveilleux : plus qu'ailleurs, l'absence de génie, au rugby, quelque chose de contagieux.

La lumière, pourtant, allait venir. Elle couvrait, fragile, au plus profond de la mêlée fermée. Les reins français étaient plus lourds que leurs homologues roumains. Soit. Ils étaient surtout plus forts. On avait, d'entrée, vu les ours des Carpates rechigner au combat. On les vit ensuite tous les huit souffrir, plier, puis reculer en catastrophe. L'humiliation était totale : elle était nécessaire pour que la France ait conscience.

Le gros œuvre achevé, on put allumer un joli bouquet de trois-quarts. Déjà, quelques étincelles avaient brillé, prometteuses, avec Gallion-Don Juan, Blanco, toujours superbe. A leur manière, ils avaient tenté d'emballer une machine trop lente à leur goût. Sans succès. L'heure, alors, était à un jeu étrange, à un hybride de football et de rugby. Impression d'autant plus forte que les hommes couraient sur un terrain où on n'avait pas cru bon d'effacer correctement les marques

du récent match Bucarest-Bordeaux.

Il fallait d'urgence remettre les pendules à l'heure. On n'allait le faire que dix minutes avant le gonf. Lescarboura tenta à ce moment-là un drop magistral qu'il ratif de peu. C'était le signal, le glas des illusions roumaines. Estève-Blanco, Blanco-Estève-Gallion, et un merveilleux petit Didier Codorniou (1,68 m), du meilleur cru roumain. Codorniou, digne ambassadeur de ce qu'on a bêtement baptisé le rugby-champagne, alors qu'il n'y a là que la pure sève du Sud-Ouest. C'est Codorniou, encore lui, qui mit en mouvement les jambes d'échassier de Lescarboura, lui offrant en fin de match un essai et sa transformation. Une mêlée humiliante, une de plus, pour que la mesure soit bien pleine, et l'on entra aux vestiaires, surpris sans doute d'avoir aussi aisément renversé ce qui, une heure et demie plus tôt, faisait figure d'épave.

Jouer contre les Roumains ? Sans doute le fantôme puisque le mouvement simple irrévocable : le fil de la Fédération roumaine de rugby avec le monde anglo-saxon est maintenant tellement avancé qu'on verra, le 5 janvier prochain, Bucarest envoyer une délégation fouler l'herbe de Twickenham. L'air du grand large domine parfois des ailes. Peut-être donnera-t-il l'occasion d'aller, demain, jouer au rugby à Bucarest.

JEAN-YVES NAU.

Le Monde

L'EDUCATION



conseil de classe crever l'abcès

Porc de français au baccalauréat le mirage du modèle japonais

LE MONDE DE L'EDUCATION - BULLETIN D'ABONNEMENT

TARIF 1 AN : FRANCE, 110 F - ÉTRANGER, 165 F

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

531164

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde

Service abonnements, 5, rue des Italiens 75227 PARIS CEDEX 09

JEUX OLYMPIQUES

Le prix de l'indépendance

Les Russes continuent de s'accumuler au-dessus de Séoul, qui devrait accueillir les Jeux olympiques d'été en 1988. Les plus sombres viennent d'Union soviétique, où la presse développe une campagne pour que le Comité international olympique (CIO) renvoie sur son choix et désigne une ville européenne (le Monde du 3 novembre).

« Seule une catastrophe mondiale pourrait empêcher le déroulement des prochains Jeux à Séoul », a répété M. Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, à Mexico, où était réunie, du 6 au 10 novembre, l'assemblée des Comités nationaux olympiques (CNO). « Nous devons respecter notre parole et le contrat signé avec la ville de Séoul. Notre crédibilité est en jeu, tant sur le plan sportif que sur le plan international. »

Pour tenter de mieux protéger le mouvement olympique des pressions politiques, M. Samaranch a demandé aux délégués des cent cinquante-neuf CNO représentés d'essayer d'obtenir l'appui de leurs gouvernements respectifs pour que l'ONU intervienne en faveur des Jeux olympiques. Le CIO se réunira de son côté en session extraordinaire les 1^{er} et 2^e décembre à Lausanne pour débattre de « l'avenir des Jeux olympiques ».

Dans leur déclaration finale, les Comités nationaux olympiques, à l'exception de celui de la RDA, s'engagent à « contribuer tous, par leur présence, au succès des Jeux de Séoul ». Officiellement, les Soviétiques n'ont pas encore envoyé un nouveau boycottage, comme ce fut le cas pour Los Angeles, mais la menace n'est pas écartée. Entretenant le doute, M. Marié Gromov, président du CNO soviétique, s'est, en effet, déclaré hostile au principe qui consisterait à sanctionner les pays qui, à l'avenir, ne participeraient pas aux Jeux. Mais il a surtout profité de cette tribune pour dénoncer les trois menaces qui pèsent sur le mouvement olympique : « La commercialisation, la professionnalisme et l'apartheid. »

Sous le coup de la déception après son élimination du tournoi des poids, elle avait envisagé de redevenir dans sa catégorie naturelle de poids, les moins de 72 kilos. Mais après cette place sur le podium, elle avait son plaisir à combattre les beaucoup plus lourds qu'elle. Elle persévérera donc dans cette voie, en essayant de trouver un microbot de dynamisme dans l'aérobie : « C'est aussi Berghmans qui m'a donné l'idée. Elle a fait de très gros progrès, elle est très sérieuse, moi aussi. » A en juger par les résultats de la Belge, Lapiere n'a rien à perdre en essayant et le judo féminin a tout à gagner.

ALAIN GIRAUD.

chaîne américaine ABC, qui s'était déjà assurée pour 225 millions de dollars (1 912 millions de francs) l'exclusivité de ces droits pour les Etats-Unis à l'occasion des Jeux de Los Angeles, serait prise à offrir, cette fois, 750 millions de dollars (7 milliards de francs) si les finales des principaux sports, comme l'athlétisme, la natation ou la gymnastique étaient programmées... le matin à Séoul, pour pouvoir être suivies en direct, en soirée, par les télé-spectateurs américains. Dans le cas contraire, ABC n'offrirait que 250 millions de dollars.

Se référant à l'article de la charte olympique qui impose aux organisations d'assurer aux Jeux « la plus large audience possible », les Sud-Coréens ont déjà pris contact avec les principales fédérations sportives internationales pour tenter de les rallier au projet de finales matinales. Appellent même la météo en renfort : les comités d'organisation font valoir que les concurrents bénéficieraient, le matin, d'un air « plus frais et moins humide » qu'en fin d'après-midi et en soirée.

C'est oublier un peu vite que ces finales seraient dévaluées et peut-être faussées. Les sportifs du haut niveau atteignent, en effet, rarement le summum de leurs possibilités le matin, car le réveil physiologique intervient plus tardivement que le réveil réel. Ainsi s'est-on souvenu vu des perchistes réguliers à 5,80 mètres et plus ne pas parvenir à franchir leur première barre à 5,20 mètres ou 5,30 mètres lors de qualifications matinales. L'accord se fera-t-il une fois de plus sur le dos des athlètes ?

Lors d'un entretien sur l'importance croissante des droits de télévision sur le financement des Jeux de Séoul, le 8 février, M. Samaranch nous avait affirmé : « Nous sommes convaincus que cela pourrait devenir un danger pour notre indépendance, mais le CIO veillera toujours à rester maître du contenu sportif des programmes. » L'indépendance, comme le libéré, n'a, dit-on, pas de prix. Ce n'est pas le cas pour les Jeux de Séoul où elle vaut 500 millions de dollars (4,5 milliards de francs). Le CIO peut-il encore se l'offrir ?

GÉRARD ALBOUY.

LES RESULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Septième journée)

Stade Français b. Vichy 108-107

Toulon b. Mulhouse 85-83

Avignon b. Saint-Etienne 95-77

Orthez b. Caen 90-89

Le Havre b. Sochaux 90-78

Châlons b. Le Mans 95-83

Villeneuve b. Monaco 87-66

Classé 1^{er} : Limoges, Stade Français, Villeneuve, 19 pts ; 4. Angers, 17 pts ; 5. Caen, 15 pts ; 6. Vichy, 13 pts ; 7. Toulon, 12 pts ; 8. Avignon, 11 pts ; 9. Sochaux, 10 pts ; 10. Caen, 9 pts ; 11. Saint-Etienne, 8 pts ; 12. Mulhouse, 7 pts ; 13. Caen, 6 pts ; 14. Saint-Etienne, 5 pts ; 15. Caen, 4 pts ; 16. Caen, 3 pts ; 17. Caen, 2 pts ; 18. Caen, 1 pt ; 19. Caen, 0 pt ; 20. Caen, 0 pt ; 21. Caen, 0 pt ; 22. Caen, 0 pt ; 23. Caen, 0 pt ; 24. Caen, 0 pt ; 25. Caen, 0 pt ; 26. Caen, 0 pt ; 27. Caen, 0 pt ; 28. Caen, 0 pt ; 29. Caen, 0 pt ; 30. Caen, 0 pt ; 31. Caen, 0 pt ; 32. Caen, 0 pt ; 33. Caen, 0 pt ; 34. Caen, 0 pt ; 35. Caen, 0 pt ; 36. Caen, 0 pt ; 37. Caen, 0 pt ; 38. Caen, 0 pt ; 39. Caen, 0 pt ; 40. Caen, 0 pt ; 41. Caen, 0 pt ; 42. Caen, 0 pt ; 43. Caen, 0 pt ; 44. Caen, 0 pt ; 45. Caen, 0 pt ; 46. Caen, 0 pt ; 47. Caen, 0 pt ; 48. Caen, 0 pt ; 49. Caen, 0 pt ; 50. Caen, 0 pt ; 51. Caen, 0 pt ; 52. Caen, 0 pt ; 53. Caen, 0 pt ; 54. Caen, 0 pt ; 55. Caen, 0 pt ; 56. Caen, 0 pt ; 57. Caen, 0 pt ; 58. Caen, 0 pt ; 59. Caen, 0 pt ; 60. Caen, 0 pt ; 61. Caen, 0 pt ; 62. Caen, 0 pt ; 63. Caen, 0 pt ; 64. Caen, 0 pt ; 65. Caen, 0 pt ; 66. Caen, 0 pt ; 67. Caen, 0 pt ; 68. Caen, 0 pt ; 69. Caen, 0 pt ; 70. Caen, 0 pt ; 71. Caen, 0 pt ; 72. Caen, 0 pt ; 73. Caen, 0 pt ; 74. Caen, 0 pt ; 75. Caen, 0 pt ; 76. Caen, 0 pt ; 77. Caen, 0 pt ; 78. Caen, 0 pt ; 79. Caen, 0 pt ; 80. Caen, 0 pt ; 81. Caen, 0 pt ; 82. Caen, 0 pt ; 83. Caen, 0 pt ; 84. Caen, 0 pt ; 85. Caen, 0 pt ; 86. Caen, 0 pt ; 87. Caen, 0 pt ; 88. Caen, 0 pt ; 89. Caen, 0 pt ; 90. Caen, 0 pt ; 91. Caen, 0 pt ; 92. Caen, 0 pt ; 93. Caen, 0 pt ; 94. Caen, 0 pt ; 95. Caen, 0 pt ; 96. Caen, 0 pt ; 97. Caen, 0 pt ; 98. Caen, 0 pt ; 99. Caen, 0 pt ; 100. Caen, 0 pt ; 101. Caen, 0 pt ; 102. Caen, 0 pt ; 103. Caen, 0 pt ; 104. Caen, 0 pt ; 105. Caen, 0 pt ; 106. Caen, 0 pt ; 107. Caen, 0 pt ; 108. Caen, 0 pt ; 109. Caen, 0 pt ; 110. Caen, 0 pt ; 111. Caen, 0 pt ; 112. Caen, 0 pt ; 113. Caen, 0 pt ; 114. Caen, 0 pt ; 115. Caen, 0 pt ; 116. Caen, 0 pt ; 117. Caen, 0 pt ; 118. Caen, 0 pt ; 119. Caen, 0 pt ; 120. Caen, 0 pt ; 121. Caen, 0 pt ; 122. Caen, 0 pt ; 123. Caen, 0 pt ; 124. Caen, 0 pt ; 125. Caen, 0 pt ; 126. Caen, 0 pt ; 127. Caen, 0 pt ; 128. Caen, 0 pt ; 129. Caen, 0 pt ; 130. Caen, 0 pt ; 131. Caen, 0 pt ; 132. Caen, 0 pt ; 133. Caen, 0 pt ; 134. Caen, 0 pt ; 135. Caen, 0 pt ; 136. Caen, 0 pt ; 137. Caen, 0 pt ; 138. Caen, 0 pt ; 139. Caen, 0 pt ; 140. Caen, 0 pt ; 141. Caen, 0 pt ; 142. Caen, 0 pt ; 143. Caen, 0 pt ; 144. Caen, 0 pt ; 145. Caen, 0 pt ; 146. Caen, 0 pt ; 147. Caen, 0 pt ; 148. Caen, 0 pt ; 149. Caen, 0 pt ; 150. Caen, 0 pt ; 151. Caen, 0 pt ; 152. Caen, 0 pt ; 153. Caen, 0 pt ; 154. Caen, 0 pt ; 155. Caen, 0 pt ; 156. Caen, 0 pt ; 157. Caen, 0 pt ; 158. Caen, 0 pt ; 159. Caen, 0 pt ; 160. Caen, 0 pt ; 161. Caen, 0 pt ; 162. Caen, 0 pt ; 163. Caen, 0 pt ; 164. Caen, 0 pt ; 165. Caen, 0 pt ; 166. Caen, 0 pt ; 167. Caen, 0 pt ; 168. Caen, 0 pt ; 169. Caen, 0 pt ; 170. Caen, 0 pt ; 171. Caen, 0 pt ; 172. Caen, 0 pt ; 173. Caen, 0 pt ; 174. Caen, 0 pt ; 175. Caen, 0 pt ; 176. Caen, 0 pt ; 177. Caen, 0 pt ; 178. Caen, 0 pt ; 179. Caen, 0 pt ; 180. Caen, 0 pt ; 181. Caen, 0 pt ; 182. Caen, 0 pt ; 183. Caen, 0 pt ; 184. Caen, 0 pt ; 185. Caen, 0 pt ; 186. Caen, 0 pt ; 187. Caen, 0 pt ; 188. Caen, 0 pt ; 189. Caen, 0 pt ; 190. Caen, 0 pt ; 191. Caen, 0 pt ; 192. Caen, 0 pt ; 193. Caen, 0 pt ; 194. Caen, 0 pt ; 195. Caen, 0 pt ; 196. Caen, 0 pt ; 197. Caen, 0 pt ; 198. Caen, 0 pt ; 199. Caen, 0 pt ; 200. Caen, 0 pt ; 201. Caen, 0 pt ; 202. Caen, 0 pt ; 203. Caen, 0 pt ; 204. Caen, 0 pt ; 205. Caen, 0 pt ; 206. Caen, 0 pt ; 207. Caen, 0 pt ; 208. Caen, 0 pt ; 209. Caen, 0 pt ; 210. Caen, 0 pt ; 211. Caen, 0 pt ; 212. Caen, 0 pt ; 213. Caen, 0 pt ; 214. Caen, 0 pt ; 215. Caen, 0 pt ; 216. Caen, 0 pt ; 217. Caen, 0 pt ; 218. Caen, 0 pt ; 219. Caen, 0 pt ; 220. Caen, 0 pt ; 221. Caen, 0 pt ; 222. Caen, 0 pt ; 223. Caen, 0 pt ; 224. Caen, 0 pt ; 225. Caen, 0 pt ; 226. Caen, 0 pt ; 227. Caen, 0 pt ; 228. Caen, 0 pt ; 229. Caen, 0 pt ; 230. Caen, 0 pt ; 231. Caen, 0 pt ; 232. Caen, 0 pt ; 233. Caen, 0 pt ; 234. Caen, 0 pt ; 235. Caen, 0 pt ; 236. Caen, 0 pt ; 237. Caen, 0 pt ; 238. Caen, 0 pt ; 239. Caen, 0 pt ; 240. Caen, 0 pt ; 241. Caen, 0 pt ; 242. Caen, 0 pt ; 243. Caen, 0 pt ; 244. Caen, 0 pt ; 245. Caen, 0 pt ; 246. Caen, 0 pt ; 247. Caen, 0 pt ; 248. Caen, 0 pt ; 249. Caen, 0 pt ; 250. Caen, 0 pt ; 251. Caen, 0 pt ; 252. Caen, 0 pt ; 253. Caen, 0 pt ; 254. Caen, 0 pt ; 255. Caen, 0 pt ; 256. Caen, 0 pt ; 257. Caen, 0 pt ; 258. Caen, 0 pt ; 259. Caen, 0 pt ; 260. Caen, 0 pt ; 261. Caen, 0 pt ; 262. Caen, 0 pt ; 263. Caen, 0 pt ; 264. Caen, 0 pt ; 265. Caen, 0 pt ; 266. Caen, 0 pt ; 267. Caen, 0 pt ; 268. Caen, 0 pt ; 269. Caen, 0 pt ; 270. Caen, 0 pt ; 271. Caen, 0 pt ; 272. Caen, 0 pt ; 273. Caen, 0 pt ; 274. Caen, 0 pt ; 275. Caen, 0 pt ; 276. Caen, 0 pt ; 277. Caen, 0 pt ; 278. Caen, 0 pt ; 279. Caen, 0 pt ; 280. Caen, 0 pt ; 281. Caen, 0 pt ; 282. Caen, 0 pt ; 283. Caen, 0 pt ; 284. Caen, 0 pt ; 285. Caen, 0 pt ; 286. Caen, 0 pt ; 287. Caen, 0 pt ; 288. Caen, 0 pt ; 289. Caen, 0 pt ; 290. Caen, 0 pt ; 291. Caen, 0 pt ; 292. Caen, 0 pt ; 293. Caen, 0 pt ; 294. Caen, 0 pt ; 295. Caen, 0 pt ; 296. Caen, 0 pt ; 297. Caen, 0 pt ; 298. Caen, 0 pt ; 299. Caen, 0 pt ; 300. Caen, 0 pt ; 301. Caen, 0 pt ; 302. Caen, 0 pt ; 303. Caen, 0 pt ; 304. Caen, 0 pt ; 305. Caen, 0 pt ; 306. Caen, 0 pt ; 307. Caen, 0 pt ; 308. Caen, 0 pt ; 309. Caen, 0 pt ; 310. Caen, 0 pt ; 311. Caen, 0 pt ; 312. Caen, 0 pt ; 313. Caen, 0 pt ; 314. Caen, 0 pt ; 315. Caen, 0 pt ; 316. Caen, 0 pt ; 317. Caen, 0 pt ; 318. Caen, 0 pt ; 319. Caen, 0 pt ; 320. Caen, 0 pt ; 321. Caen, 0 pt ; 322. Caen, 0 pt ; 323. Caen, 0 pt ; 324. Caen, 0 pt ; 325. Caen, 0 pt ; 326. Caen, 0 pt ; 327. Caen, 0 pt ; 328. Caen, 0 pt ; 329. Caen, 0 pt ; 330. Caen, 0 pt ; 331. Caen, 0 pt ; 332. Caen, 0 pt ; 333. Caen, 0 pt ; 334. Caen, 0 pt ; 335. Caen, 0 pt ; 336. Caen, 0 pt ; 337. Caen, 0 pt ; 338. Caen, 0 pt ; 339. Caen, 0 pt ; 340. Caen, 0 pt ; 341. Caen, 0 pt ; 342. Caen, 0 pt ; 343. Caen, 0 pt ; 344. Caen, 0 pt ; 345. Caen, 0 pt ; 346. Caen, 0 pt ; 347. Caen, 0 pt ; 348. Caen, 0 pt ; 349. Caen, 0 pt ; 350. Caen, 0 pt ; 351. Caen, 0 pt ; 352. Caen, 0 pt ; 353. Caen, 0 pt ; 354. Caen, 0 pt ; 355. Caen, 0 pt ; 356. Caen, 0 pt ; 357. Caen, 0 pt ; 358. Caen, 0 pt ; 359. Caen, 0 pt ; 360. Caen, 0 pt ; 361. Caen, 0 pt ; 362. Caen, 0 pt ; 363. Caen, 0 pt ; 364. Caen, 0 pt ; 365. Caen, 0 pt ; 366. Caen, 0 pt ; 367. Caen, 0 pt ; 368. Caen, 0 pt ; 369. Caen, 0 pt ; 370. Caen, 0 pt ; 371. Caen, 0 pt ; 372. Caen, 0 pt ; 373. Caen, 0 pt ; 374. Caen, 0 pt ; 375. Caen, 0 pt ; 376. Caen, 0 pt ; 377. Caen, 0 pt ; 378. Caen, 0 pt ; 379. Caen, 0 pt ; 380. Caen, 0 pt ; 381. Caen, 0 pt ; 382. Caen, 0 pt ; 383. Caen, 0 pt ; 384. Caen, 0 pt ; 385. Caen, 0 pt ; 386. Caen, 0 pt ; 387. Caen, 0 pt ; 388. Caen, 0 pt ; 389. Caen, 0 pt ; 390. Caen, 0 pt ; 391. Caen, 0 pt ; 392. Caen, 0 pt ; 393. Caen, 0 pt ; 394. Caen, 0 pt ; 395. Caen, 0 pt ; 396. Caen, 0 pt ; 397. Caen, 0 pt ; 398. Caen, 0 pt ; 399. Caen, 0 pt ; 400. Caen, 0 pt ; 401. Caen, 0 pt ; 402. Caen, 0 pt ; 403. Caen, 0 pt ; 404. Caen, 0 pt ; 405. Caen, 0 pt ; 406. Caen, 0 pt ; 407. Caen, 0 pt ; 408. Caen, 0 pt ; 409. Caen, 0 pt ; 410. Caen, 0 pt ; 411. Caen, 0 pt ; 412. Caen, 0 pt ; 413. Caen, 0 pt ; 414. Caen, 0 pt ; 415. Caen, 0 pt ; 416. Caen, 0 pt ; 417. Caen, 0 pt ; 418. Caen, 0 pt ; 419. Caen, 0 pt ; 420. Caen, 0 pt ; 421. Caen, 0 pt ; 422. Caen, 0 pt ; 423. Caen, 0 pt ; 424. Caen, 0 pt ; 425. Caen, 0 pt ; 426. Caen, 0 pt ; 427. Caen, 0 pt ; 428. Caen, 0 pt ; 429. Caen, 0 pt ; 430. Caen, 0 pt ; 431. Caen, 0 pt ; 432. Caen, 0 pt ; 433. Caen, 0 pt ; 434. Caen, 0 pt ; 435. Caen, 0 pt ; 436. Caen, 0 pt ; 437. Caen, 0 pt ; 438. Caen, 0 pt ; 439. Caen, 0 pt ; 440. Caen, 0 pt ; 441. Caen, 0 pt ; 442. Caen, 0 pt ; 443. Caen, 0 pt ; 444. Caen, 0 pt ; 445. Caen, 0 pt ; 446. Caen, 0 pt ; 447. Caen, 0 pt ; 448. Caen, 0 pt ; 449. Caen, 0 pt ; 450. Caen, 0 pt ; 451. Caen, 0 pt ; 452. Caen, 0 pt ; 453. Caen, 0 pt ; 454. Caen, 0 pt ; 455. Caen, 0 pt ; 456. Caen, 0 pt ; 457. Caen, 0 pt ; 458. Caen, 0 pt ; 459. Caen, 0 pt ; 460. Caen, 0 pt ; 461. Caen, 0 pt ; 462. Caen, 0 pt ; 463. Caen, 0 pt ; 464. Caen, 0 pt ; 465. Caen, 0 pt ; 466. Caen, 0 pt ; 467. Caen, 0 pt ; 468. Caen, 0 pt ; 469. Caen, 0 pt ; 470. Caen, 0 pt ; 471. Caen, 0 pt ; 472. Caen, 0 pt ; 473. Caen, 0 pt ; 474. Caen, 0 pt ; 475. Caen, 0 pt ; 476. Caen, 0 pt ; 477. Caen, 0 pt ; 478. Caen, 0 pt ; 479. Caen, 0 pt ; 480. Caen, 0 pt ; 481. Caen, 0 pt ; 482. Caen, 0 pt ; 483. Caen, 0 pt ; 484. Caen, 0 pt ; 485. Caen, 0 pt ; 486. Caen, 0 pt ; 487. Caen, 0 pt ; 488. Caen, 0 pt ; 489. Caen, 0 pt ; 490. Caen, 0 pt ; 491. Caen, 0 pt ; 492. Caen, 0 pt ; 493. Caen, 0 pt ; 494. Caen, 0 pt ; 495. Caen, 0 pt ; 496. Caen, 0 pt ; 497. Caen, 0 pt ; 498. Caen, 0 pt ; 499. Caen, 0 pt ; 500. Caen, 0 pt ; 501. Caen, 0 pt ; 502. Caen, 0 pt ; 503. Caen, 0 pt ; 504. Caen, 0 pt ; 505. Caen, 0 pt ; 506. Caen, 0 pt ; 507. Caen, 0 pt ; 508. Caen, 0 pt ; 509. Caen, 0 pt ; 510. Caen, 0 pt ; 511. Caen, 0 pt ; 512. Caen, 0 pt ; 513. Caen, 0 pt ; 514. Caen, 0 pt ; 515. Caen, 0 pt ; 516. Caen, 0 pt ; 517. Caen, 0 pt ; 518. Caen, 0 pt ; 519. Caen, 0 pt ; 520. Caen, 0 pt ; 521. Caen, 0 pt ; 522. Caen, 0 pt ; 523. Caen, 0 pt ; 524. Caen, 0 pt ; 525. Caen, 0 pt ; 526. Caen, 0 pt ; 527. Caen, 0 pt ; 528. Caen, 0 pt ; 529. Caen, 0 pt ; 530. Caen, 0 pt ; 531. Caen, 0 pt ; 532. Caen, 0 pt ; 533. Caen, 0 pt ; 534. Caen, 0 pt ; 535. Caen, 0 pt ; 536. Caen, 0 pt ; 537. Caen, 0 pt ; 538. Caen, 0 pt ; 539. Caen, 0 pt ; 540. Caen, 0 pt ; 541. Caen, 0 pt ; 542.

Le Monde

ECONOMIE

LES DIFFICULTÉS DES FINANCES LOCALES

A la dérive

par MICHEL GIRAUD (*)

Marché de dupes ?

La décentralisation qui s'opère progressivement, depuis 1982, sur fond de crise économique et d'aggravation des poches de pauvreté, va-t-elle se traduire, pour les communes, les départements et les régions par un marché de dupes ?

Il est de fait que, au nom de l'idéologie ambiante - « moins d'Etat, moins de bureaucratie », au nom du nécessaire rapprochement des centres de décision et des citoyens, au nom enfin des effets supposés bénéfiques des contre-pouvoirs, on a tendance à demander de plus en plus aux communes, aux conseils généraux et, aux assemblées régionales parce qu'elles sont « au contact des réalités », l'administration, la plus lointaine et la plus soustraite, mettront bien plus de temps pour réagir aux besoins des citoyens, les collectivités locales jouissent d'une réputation de meilleure efficacité.

Depuis deux ans, l'Etat transfère progressivement aux collectivités des pouvoirs qui étaient auparavant de son ressort : formation professionnelle et apprentissage, transports scolaires, ports, aide sociale, et, demain, en 1986, enseignement et culture. Mais transfère-t-il en temps utile et en quantité suffisante les moyens financiers correspondants ? Permet-il aux collectivités d'exercer correctement leurs nouvelles missions ?

Oui, répond le ministre de l'Intérieur. Une commission d'élus présidée par un magistrat veille au respect de ce contrat législatif et moral. Des mécanismes de garantie sont prévus pour que les collectivités n'aient pas à payer les pots cassés d'une conjoncture budgétaire difficile.

Non, répliquent les élus, l'Etat se décharge, et si nous ne voulons pas nous soustraire à nos responsabilités nouvelles, nous devons soit augmenter les impôts, soit nous endetter, voire faire les deux.

Classique, la controverse a pris un ton solide lorsque, le mois dernier, le gouvernement a tenté de prélever 3 milliards sur les recettes des collectivités locales. Le tollé provoqué par cette maladresse a rapidement conduit le pouvoir à faire marche arrière. Mais la situation des finances locales reste tout de même délicate.

Les transferts habituels de l'Etat aux collectivités (non compris les implications de la décentralisation) n'augmenteront en 1985 que de 5,04 %,

c'est-à-dire moins que l'inflation escomptée (+ 5,2 %). La dotation globale de fonctionnement (66 milliards) versée par l'Etat ne progressera que de 5,18 %. Quant à la fiscalité locale, alors que dans les années 1974-1982 elle évoluait à peu près au même rythme que la fiscalité d'Etat, les deux courbes maintenant divergent. Tout se passe comme si les obligations du président de la République de réduire les impôts étaient entendues Rue de Rivoli, mais peu ou pas par les élus locaux. Dernier phénomène aggravant : pour boucler leur budget (400 milliards de francs de dépenses au total), les responsables locaux sont de plus en plus tentés, voire contraints, d'emprunter (63 milliards en 1984), et la charge des intérêts qu'ils ont à rembourser s'accroît désormais à un rythme plus rapide que l'inflation.

De là à craindre que les collectivités risquent d'être étranglées à brève échéance, il y a tout de même une marge. Il n'est d'ailleurs pas malin que le rigueur des temps impose à chacun des efforts de meilleure gestion. Les chambres régionales des comptes, créées aussi par les lois de décentralisation, sont là pour veiller à l'utilisation la plus judicieuse de ressources devenues rares. En tout état de cause, maires et conseillers régionaux ou généraux doivent se persuader d'une chose : les salles polyvalentes un peu partout, les piscines ou les plans d'eau dans chaque village, le moindre kilomètre de chemin goudronné, l'embauche facile de personnel, les subventions qui arrosent des lycées d'associations plus ou moins sériuses, c'est fini, bien fini.

Financièrement autant que politiquement, la décentralisation chemine donc sur une voie étroite. Alléger l'Etat pour charger les communes, les départements ou les régions, réduire la pression fiscale nationale pour alourdir les impôts locaux, jouer d'un mécanisme très complexe de transferts de subventions, de crédits, voire d'impôts, sans créer la moindre ressource supplémentaire, aboutit, en dépit des manipulations habiles, au même résultat : solliciter toujours un peu plus les contribuables et les tromper.

D'autant que la décentralisation n'a pas encore administré la preuve qu'elle était, pour l'ensemble du pays, source d'efficacité, de productivité, donc d'économies.

FRANÇOIS GROSCHARD.

DEJA 17 lois et 133 décrets. Engagés depuis deux ans, la décentralisation, « grande affaire de septennat », semblait à ces seuls chiffres, bien partie. Pourtant, en premier bilan, elle redonne une crise sans précédent des finances locales. Le projet de budget de l'Etat pour 1985 va aggraver la situation. Certes, il est dans l'ordre des choses que l'Etat transfère aux collectivités locales une partie des compétences trop nombreuses qu'il exerce. Mais ce mouvement doit s'accompagner d'une évolution parallèle des ressources locales. Tel n'est pas le cas, loin s'en faut : les concours financiers de l'Etat se réduisent comme une peau de chagrin, les emprunts sont très coûteux, les impôts locaux progressent très lentement.

Les concours financiers se réduisent

La dotation globale de fonctionnement, une ressource essentielle pour les communes et les départements, puisqu'elle représentait en 1982 53 % de leurs recettes fiscales, ne voit plus l'inflation depuis 1983.

Pour 1985, le projet de budget limite à 5,18 % la progression de la DGF, alors qu'il est désormais acquis que les prix augmenteront sensiblement plus. Ainsi, le produit

de la DGF ne représentera plus que 44 % des ressources des collectivités locales en 1985. En outre, plusieurs milliers de communes ne bénéficieront que de la progression minimale garantie de cette ressource : + 5 % en 1983, + 4 % en 1984. On est loin du taux d'augmentation réel des salaires ou des prix des combustibles, charges principales des budgets locaux.

La dotation globale d'équipement se substitue progressivement, depuis deux ans, aux subventions traditionnelles. Mais son taux stagne à un niveau remarquablement faible (pour les communes : 2 % du montant des travaux en 1983, 2,2 % en 1984, moins de 3 % en 1985), alors que certaines subventions qui ne sont pas encore « globalisées » se réduisent désormais à très peu de chose (maisons, spectacles, travaux hydrauliques, sauvegarde de l'espace forestier...).

Dans un tel contexte, les diminutions successives en francs courants des aides de l'Etat à l'équipement - auxquelles s'ajoutent, en cours d'année, les trais d'annulation de crédits qui vident de leur contenu les lois de finances initiales - sont dramatiques pour l'investissement public, dont 75 % étaient encore, ces dernières années, assurés par les collectivités locales.

Cette situation explique les graves difficultés que connaissent les secteurs du bâtiment et des travaux publics. En fait, ce sont les seuls efforts des collectivités locales - mais à quel prix ! - qui évitent aujourd'hui le sacrifice total des grands travaux publics et de l'équipement du pays.

Le coût de la dette des collectivités locales augmente de 17 % par an

La participation des communes et des départements à l'investissement ne peut aussi que souffrir de l'impossibilité d'obtenir des emprunts à des taux raisonnables.

S'il n'est pas question de remettre en cause la priorité accordée au financement des investissements industriels, il faut, en revanche, souligner que, depuis 1982, le coût de la dette des collectivités locales s'accroît de 17 % par an. Pour 1984, les pouvoirs publics espèrent maintenir - mais en francs courants - le niveau des prêts qu'ils leur consentent. De surcroît, le volume des prêts à taux privilégiés de la Caisse des

(*) Président RPR du conseil régional d'Île-de-France.

dépôts et consignations, qui représentaient 71,4 % du total des prêts en 1983, ne représentera plus que 67 % cette année. Ainsi les collectivités locales ne bénéficieront-elles pas autant que les autres agents économiques de la baisse des taux d'intérêt constatée sur le marché financier.

En même temps, l'Etat bloque les prix des services publics rendus au plan local. Ainsi en va-t-il du prix de l'eau bloqué à 4,25 % comme celui des cantines scolaires bloqué à 4,75 %. Dans ces conditions, ce qui n'est pas payé par l'usager est à la charge du contribuable. Comment peut-on, alors, demander aux collectivités locales de prolonger le prétendu effort de l'Etat pour réduire les prélèvements publics ? Elles sont dans la situation du noyé qui cherche de l'air.

Dans un tableau aussi sombre, comment s'inscrivent les transferts de compétences ? Ils sont déjà importants : formation professionnelle aux régions depuis la mi-1983 ; aide sociale et transports scolaires aux départements depuis le début de l'année ; urbanisme et permis de construire aux communes depuis avril. Les transferts scolaires devraient suivre en 1986.

(Lire la suite page 22.)

Le prix de la décentralisation

La polémique va bon train. Du côté des maires et des présidents de conseils généraux et régionaux de l'opposition, et aussi chez certains élus de la majorité, on réclame : « La décentralisation se traduit pour nous par une mauvaise opération. L'Etat se décharge sur les communes, les départements et les régions des tâches qu'il ne veut plus assumer, mais il ne transfère pas les ressources correspondantes. Sans la plus puissante machine à sous, les élus doivent augmenter considérablement les impôts locaux. La décentralisation, c'est le transfert de l'impopularité. »

Le gouvernement tient un langage loquace. « Pour éviter des à-coups et des perturbations trop profondes dans les budgets locaux, le transfert des compétences et donc des ressources est progressif. Chaque année, il y a des ajustements. Une commission composée d'élus et présidée par un magistrat de la Cour des comptes veille à toute indépendance au principe de la compensation intégrale des charges transférées aux collectivités locales. Quant aux ressources publiques versées traditionnellement par l'Etat aux collectivités, indépendamment des implications budgétaires des réformes de décentralisation intervenues depuis 1982, elles évoluent au rythme de l'inflation, au moins. »

Au-delà des batailles sur les chiffres, les dates de référence, les comparaisons, il est une réalité indiscu-

table. En 1985, selon le projet de loi de finances, l'Etat versera aux collectivités locales 116,4 milliards de francs de dotations diverses, soit une augmentation de 11,98 %. Mais cette somme tient compte des transferts de compétences jusqu'à maintenant exercés par l'Etat et qui interviendront en 1985. Elle tient compte aussi de l'extension en année pleine de la dotation versée aux départements pour les transports scolaires dont ils sont responsables depuis septembre dernier. Par conséquent, pour établir des comparaisons honnêtes, il faut neutraliser les dotations budgétaires qui correspondent à des transferts de compétences, aussi bien dans le budget de 1984 que dans le projet de 1985. De la sorte, on aboutit à une augmentation de 5,04 % et même de 5,6 % (si l'on tient compte de la réforme de la taxe foncière sur les propriétés bâties intervenue en 1984). C'est donc un pourcentage de 5,45 % (7 % en 1984) qu'il faut avoir en tête et rapprocher du taux d'inflation escompté pour 1985 (5,2 %). Un pourcentage à rapprocher aussi du rythme de progression des dépenses civiles de l'Etat retenu pour l'année prochaine : 4,5 %.

« Les collectivités sont globalement protégées, assurent le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'Etat au budget. L'écarter des mécanismes législatifs d'indexation qui protègent les finances locales, et

les élus le savent bien. Ces garanties que nous avons mises en place sont d'ailleurs la bête noire du directeur du budget qui n'a aucun moyen pour les rogner, puisqu'elles sont automatiques. »

Sans doute, les élus doivent-ils regarder la réalité en face : dans une conjoncture économique difficile, les collectivités, comme l'Etat, sont appelées à participer à l'effort général de resserrement des dépenses et d'allègement des prélèvements obligatoires. Le temps est fini où le rythme des concours divers de l'Etat aux collectivités progressait de 2 à 3 points de plus que l'inflation.

La masse des 116 milliards de francs de crédits budgétaires versés par l'Etat aux collectivités locales se décompose en trois grands chapitres.

A. - Les aides de fonctionnement : 78,6 milliards (+ 4,93 %).

1) La dotation globale de fonctionnement (DGF), instituée par une loi de 1979, est un prélèvement sur les recettes nettes de TVA. La DGF évolue d'année en année comme évoluent les recettes de cette taxe. En 1985, la DGF sera de 66 milliards y compris les sommes relatives aux frais de logement des instituteurs par les communes (+ 5,18 % par rapport à 1984).

2) Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle représente 4,2 milliards (+ 7,3 %). Sa progression, en vertu d'une loi du 28 juin 1982, est calculée sur celle du PIB. Ce fonds a un double objectif. Il permet d'aider, en partie, les communes qui, pour attirer des usines sur leur territoire, offrent aux entreprises des déductions de taxe professionnelle et, par les temps qui courent, on sait que les villes se livrent souvent à une féroce surenchère pour créer des emplois à tout

prix. Il faut donc éviter que cette « chasse aux industriels » ne déséquilibre trop les budgets locaux. D'autre part, ce fonds permet une certaine « péréquation » entre communes pauvres et villes riches (la somme servant à cette péréquation augmentant de 50 % par rapport à 1984 pour s'établir à 1,1 milliard).

3) Les autres prélèvements affectés aux collectivités concernent essentiellement les amendes de police (391 millions), et l'on notera que le rendement de ces amendes a été beaucoup plus abondant que prévu.

4) Les subventions spécifiques de fonctionnement (8 milliards) n'augmentent pour leur part que de 1,64 %. Pourquoi ? Les remboursements par l'Etat pour compenser les exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties auraient été surevalués en 1984 de 250 millions. En revanche, les subventions d'aide sociale et de santé progressent de 130 %, l'Etat commençant à rembourser ses dettes aux départements dans ce domaine. Certaines subventions sont maintenues à leur niveau antérieur (pour les communes éprouvant des difficultés financières) ou supprimées (pour les opérations de démolition).

B. - Les aides pour l'investissement : 20,45 milliards (+ 5,48 %)

Elles sont de trois natures :

1) Le fonds de compensation de la TVA atteint 10,8 milliards (+ 13,4 %), et sa progression reflète l'évolution des investissements des collectivités ainsi que l'admission, à partir de 1985, des régions au bénéfice de ce fonds.

F. Gr.

(Lire la suite page 22.)

POINTS DE VUE

Déréglementation et politique industrielle

par PAUL MENTRE (*)

Il est incontestable que l'économie américaine a retrouvé un puissant dynamisme, dont il est difficile de ne pas attribuer une partie à la politique de libération des forces du marché - que Carter avait inaugurée en déréglementant l'industrie du gaz. A cette politique, le président Reagan a donné une grande impulsion. La déréglementation ne serait-elle pas plus efficace que les politiques industrielles ambiguës conduites notamment en France ?

Depuis la seconde guerre mondiale, la France est caractérisée par l'existence de grandes entreprises publiques dans les secteurs de l'énergie et des transports, par des réglementations sectorielles détaillées et par des interventions financières et fiscales de l'Etat visant des objectifs particuliers.

Ce que l'on considérerait généralement comme les réussites de la politique industrielle française correspondait à des secteurs dominés par de grands acheteurs publics : énergie nucléaire, espace et aéronautique, télécommunications.

Nous vivons actuellement une mutation où, de plus en plus dans le

monde, à ces décisions de grands opérateurs industriels se substituent une masse de décisions décentralisées en provenance d'une clientèle de plus en plus diffuse : électronique et informatique individuelles ; économies d'énergie ; à terme, biotechnologies. Dans la plupart des pays, la réaction à cette mutation a été dans le sens d'une flexibilité accrue de l'économie, dans le sens de la « dérégulation », dans le sens du renforcement de la situation financière des entreprises.

Les options prises en France en 1981-1982 ont été en sens inverse de cette évolution avec la nationalisation d'un tiers de l'industrie et de la totalité du crédit, avec la multiplication des crédits à taux spéciaux, qui représentent aujourd'hui plus de la moitié des crédits distribués en France, avec l'illusion sur le rôle d'entraînement que pourrait jouer le secteur public.

(Lire la suite page 23.) (*) Inspecteur des finances, ancien député général à l'Assemblée (de 1975 à 1978), et ancien conseiller financier à l'ambassade de France à Washington et administrateur du Fonds monétaire international (1978-1981).

LE ROLE DE L'ETAT

Un déficit budgétaire pour préparer l'avenir

par JACQUES MAZIER (*)

Le projet de budget 1985 est marqué par la baisse de 1 % du taux de prélèvement obligatoire. Pour maintenir le déficit budgétaire dans la norme de 3 % du PIB, la progression des dépenses a été fortement freinée, si bien que l'effet global des nouvelles mesures arrêtées sera légèrement récessionniste pour 1985. Le débat sur le projet de budget s'est polarisé sur des vaines polémiques et a masqué des enjeux plus importants.

1. - La volonté de faire baisser le taux de pression fiscale enfreint, d'une manière inutile, le budget dans un cercueil. La notion de taux de prélèvement obligatoire est un concept qui, d'un point de vue économique, n'a guère de sens. Les deux grandeurs qui apparaissent au numérateur et au dénominateur de ce ratio ne sont pas directement comparables. On totalise l'ensemble des prélèvements sans tenir compte des aides diverses et des opérations de redistribution dont la part a été fortement croissante, notam-

ment du fait de la montée des allocations chômage et des prestations en matière de santé. Une étude récente de l'INSEE a d'ailleurs montré que, si le taux de prélèvement brut s'est accru depuis le début des années 70, le taux de prélèvement net, c'est-à-dire consolidé après prise en compte des opérations de redistribution, a été stable autour d'un moyenne de 14 % du PIB au cours des années 70 et a même baissé de 1980 à 1982 en passant de 15,5 % à 13,4 %.

La volonté d'abaisser le taux de pression fiscale apparaît assez largement comme une concession au discours anti-étatique de plus en plus dominant. Il nous semble, au contraire, qu'en période de crise l'Etat conserve toute sa raison d'être, même si ses modalités d'intervention doivent être transformées.

(Lire la suite page 23.)

(*) Professeur d'économie à l'université de Paris-XIII.

cpa

Dossiers de candidature

Afin de permettre un meilleur étallement dans le temps de l'examen des dossiers de candidature, les jurys du C.P.A. débiteront dès maintenant pour :

- le cycle annuel Paris de 1986,
- les cycles plein-temps de Jouy-en-Josas de Mars et Septembre 1985.

Les candidats sont invités à déposer leurs dossiers sans attendre les dates de clôture pour ne pas risquer d'être reportés à une session ultérieure.

cpa Centre de Perfectionnement aux Affaires
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
108, boulevard Malesherbes - 75017 Paris - 756.51.34.

L'IMBROGLIO STATISTIQUE DANS LE BATIMENT

SIROCO manque de souffle

Le bâtiment continue à aller mal, cela ne fait de doute pour personne. Les investisseurs privés, grands et petits, ont cessé de mettre en chantier les quelques milliers de logements qui, sans aucune aide de l'Etat, sortaient de terre chaque année. Les industriels, les commerçants et les agriculteurs, courbant le dos sous l'orage, ne cessent de réduire leurs programmes d'investissement en maisons individuelles destinées à leurs activités.

Quant aux bailleurs sociaux, ils font la petite bouche devant les sommes de mille milliards alloués (PLA) que le budget de l'Etat leur offre : trop d'opérations de l'Etat sont en difficulté financière grave ; dans bien des cas, la modification des hausses de loyer (autorisées ou négociées) depuis plusieurs années ne permet pas de rattraper les renoncements antérieurs à des progressions justifiées et nécessaires pour assurer trésorerie et entretien ; les organismes situés dans les « basins d'emploi » en crise grave ne se soucient guère de bâtir du neuf alors que de nombreux logements vacants pèsent déjà sur leur gestion.

En ce qui concerne l'accession à la propriété grâce aux PAP (prêts à l'accession à la propriété) et aux PC (prêts conventionnés), les avis divergent sur sa cadence de mise en œuvre.

A dire vrai, si tout le monde sait que le bâtiment va mal, il est de plus en plus difficile de quantifier le phénomène. La dernière note de conjoncture de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) fait état d'une baisse de 7,8 % de l'indice d'activité des huit premiers mois de 1983. Quant au niveau de l'emploi, il a, de son côté, chuté de 9,6 % pour la même période. Enfin, le nombre d'entreprises ayant cessé leurs activités (liquidations, faillites) a été, selon l'INSEE, dans ce secteur de 3 847 de janvier à septembre, contre 3 819 durant la même période de 1983.

Déboires

Les statistiques que publie la Direction des affaires économiques (DAE) du ministère de l'urbanisme et du logement et des transports font état de 179 026 mises en chantier de logements de janvier à août 1984, contre 211 363 pendant la même période de 1983, soit une baisse de 15,3 %, recouvrant une baisse de 11,7 % pour le logement individuel et de 22,3 % pour les logements en immeubles collectifs.

Au 31 octobre, l'INSEE prévoyait de son côté une baisse de 10 % des logements mis en chantier en 1984 par rapport à 1983. Il faut ajouter à cela que le système SIROCO (Système d'information répertoriant les opérations de construction) de la DAE a connu bien des déboires. Tout d'abord en 1982, au moment du changement du système de suivi statistique, et ensuite depuis le 2 avril dernier, date à laquelle la décentralisation a confié aux communes l'instruction des permis de construire. « A l'heure actuelle, il est difficile de fournir une estimation précise de la conséquence des retards de prise en compte sur les statistiques, qui devrait être de l'ordre de quelques milliers de logements commencés non encore pris en compte à fin juin », peut-on lire dans un « Avertissement aux utilisateurs » accompagnant les chiffres qu'on a pu lire ci-dessus.

La note de conjoncture donnant les ventilations par région, faisait état des « perturbations » qui ont affecté SIROCO précise : « Les évolutions, au niveau national, ainsi que les comparaisons inter-régionales sont peu significatives. Il est très compréhensible que la saisie de données statistiques exhaustives demeure délicate, voire impossible, dans une période de plus en plus difficile à une époque où la construction de grands ensembles a fait place à de petites opérations en collectif de vingt ou trente logements, à des « villages » d'une douzaine de mai-

sons, ou à la construction à l'unité en secteur diffus.

Mais les chiffres communiqués par la DAE sont d'autant plus surprenants si on les compare aux statistiques de financement établies par le Crédit foncier de France (CFF), qui distribue la presque totalité des PAP et à la connaissance de l'ensemble des PC distribués par les 81 établissements habilités à le faire. Le Crédit foncier dispose de deux séries de chiffres.

La première série rassemble les chiffres très administratifs des « décisions favorables » délivrées par les Directions départementales de l'équipement (DDE) au titre des opérations budgétaires : à fin septembre 1984, le montant des sommes ainsi décaissées pour les PAP est de 29,3 milliards de francs, contre 21,4 milliards pour les trois premiers trimestres de 1983, soit une progression de 37 %. Mais l'orientation administrative est dans le temps encore trop loin de la mise en chantier d'un logement pour que ce chiffre soit tout à fait révélateur.

La seconde série de chiffres concerne les « autorisations de crédit » qui précèdent d'un à deux mois les ouvertures de chantiers dans le secteur diffus et de deux à quatre mois la mise en chantier dans le secteur groupé. Sur les trois premiers trimestres de 1984 le CFF a autorisé 32 milliards de francs de crédits PAP (soit 105 000 logements), contre 25,8 milliards de francs (84 000 logements) au cours des trois premiers trimestres de 1983. La progression en valeur est de 24 % et en volume de 11 %. La part de l'acquisition-immédiation est restée stable d'une année sur l'autre (12 % environ).

Incompatibilités

Pour les prêts conventionnés, les 81 établissements qui en distribuent ont autorisé sur la même période 32,6 milliards de francs de prêts (113 800 logements). La progression en valeur est de 17 %, tandis qu'en nombre de logements, elle est de 10 %. La part de l'acquisition-immédiation a progressé, passant de 17 % à 27 % des sommes engagées, ce qui diminue en partie le nombre des logements neufs mis en chantier.

Ces chiffres, bien sûr, ne sont pas directement comparables avec ceux des mises en chantier recensées par la DAE, mais la divergence d'évolution entre les deux sources est peut-être moins troublante et a de fortes chances de révéler une incompatibilité. Certes, le CFF ne couvre pas l'ensemble de la construction puisque le locatif aidé tout comme le secteur entièrement privé lui échappent totalement. « Nos chiffres ne recouvrent pas la totalité du secteur, mais ils sont fiables. Totalement », dit dans un courrier M. Georges Bonin, gouverneur du Crédit foncier. Pour lui, les choses « vont mieux mal » et on ne le dit pas. Il fera de toute façon que le CFF prouve l'habitude de rendre publics les chiffres dont il dispose.

Les tendances révélées par les chiffres de la DAE (baisse importante des mises en chantier) et par ceux du Crédit foncier (augmentation notable des financements) sont trop contradictoires pour qu'on puisse s'en contenter. L'activité du bâtiment est trop importante pour qu'on puisse se passer de chiffres réels sur lesquels s'appuyer la réflexion.

En tout état de cause, il est urgent de refaire de SIROCO un outil statistique efficace, qui permette de juger avec réalisme l'évolution de la construction en France. On avait mis en chantier 343 400 logements en 1982, 332 300 en 1983. Personne ne peut dire avec certitude si en 1984 on dépassera ou non le barre des 300 000. Pourrait-on avoir des chiffres réels au début de 1985 ? On sait qu'adapter un appareil statistique aux réalités concrètes en perpétuelle évolution prend du temps. Y renoncer serait encourager les comportements excessifs, dans le dégrèvement comme dans la satisfaction, parce que basés sur des impressions et non sur des faits.

JOSÉE DOVÈRE.

LES DIFFICULTÉS DES FINANCES LOCALES

Une fiscalité en forte augmentation

OUTRE les dotations versées par l'Etat et l'affectation du produit de certains impôts nationaux, les ressources des collectivités locales sont constituées d'impôts locaux, d'emprunts et de recettes diverses pour services rendus (cautions, distribution d'eau, etc.).

Les impôts locaux directs sont au nombre de quatre : taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe d'habitation, taxe professionnelle.

Dans les départements, la taxe foncière sur les propriétés bâties doit augmenter de plus de 30 % en 1984 par rapport à 1983 à cause d'une disposition de la loi de finances 1984 qui a pour effet de réduire de vingt-cinq à quinze ans la durée de l'exonération de taxe foncière pour les logements construits avant 1973. De la sorte, de nombreux logements sont imposables pour la première fois en 1984.

La taxe foncière sur les propriétés non bâties augmente de 6,64 %, la taxe d'habitation de 12,5 %. Au total, la part départementale des quatre taxes progresse, en 1984, de 15,7 %. Pour les communes, et à partir d'un échantillon de 2 000 villes ou villages, la progression des quatre taxes est légèrement plus forte, en moyenne : + 18,78 %. Mais, si la taxe professionnelle (+ 13,9 %), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (+ 37,2 %) et la taxe d'habitation (+ 16,7 %) augmentent plus vite que dans les départements, en revanche, la taxe foncière sur les propriétés bâties progresse à une faible progression (+ 5,69 %).

Au total et selon les statistiques de 1983, les ressources fiscales de l'Etat (833,5 milliards) rapportées au PIB représentent 21,06 % alors que les ressources fiscales des collectivités (121,5 milliards) n'en représentent que 3,7 %. On peut donc dire que la pression fiscale des communes, départements et régions est sept fois plus faible que celle de l'Etat.

Les collectivités ont aussi recours à l'emprunt pour financer leurs équipements. En moyenne, sur 100 F d'investissement, 60 F sont procurés par des emprunts. Or, jusqu'à une date récente, les collectivités pouvaient emprunter à des taux privilégiés auprès de la Caisse des dépôts et consignations, mais elles craignent - leurs charges de remboursement augmentant d'année en année - de ne pouvoir continuer à le faire, ce qui mettrait en cause la poursuite des programmes d'équipement, soit l'équilibre de leurs budgets, soit l'essor de leur développement.

M. Pascal Clément, député UDF de la Loire, rapporteur du budget du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, met l'accent notamment sur les difficultés des petites communes rurales, qui, « à cause de la globalisation des subventions d'équipement de l'Etat, sont obligées de financer leurs opérations d'investissement sur leurs fonds propres à hauteur de 30 % au lieu de 50 % ».

Depuis 1982, il est un fait que la part des prêts à taux privilégiés dans le total des prêts octroyés par le groupe Caisse des dépôts (1) a diminué : 85 % en 1982, 79 % en 1983, 75 % en 1984. Pour compenser en partie le manque de ressources qui, quoiqu'il en soit, est celui des petites communes, il a été décidé qu'en 1984 l'enveloppe des prêts à taux privilégiés serait légèrement supérieure au niveau de 1983 : 36,4 milliards au lieu de 35,8.

D'autre part, le taux moyen des prêts reste au-dessous de 12,5 % pour quinze ans et celui des prêts à taux privilégiés pour les communes d'énergie ou les investissements productifs à 9,75 % (un à six ans). Au total, les collectivités ne devraient donc pas être confrontées à un renchérissement du coût de leurs ressources d'emprunt en 1985, d'autant que l'on envisage une détente sur le marché obligataire, où elles s'appu-

vaient aussi (16,5 % en décembre 1982, 14 % en 1984). Il n'en demeure pas moins une augmentation de la charge des intérêts d'emprunts (32,5 milliards, soit + 12 % par rapport à 1983). Si elle progresse moins vite qu'entre 1979 et 1983 (+ 16,4 % en moyenne), elle reste supérieure à l'ensemble des dépenses (+ 7,5 % en 1984) des collectivités locales, qui devraient s'établir à 402 milliards de francs. Ce dernier chiffre, par son volume, illustre le rôle que jouent les collectivités dans l'ensemble du dispositif économique national non seulement par leur volume d'investissement, mais aussi par la masse des salaires versés aux quelque 300 000 fonctionnaires locaux ou par les autres dépenses courantes qu'elles assument.

Dernier poste de recettes pour les collectivités : les tarifs des services publics. Là aussi, au vu des contentieux opposés à l'Etat aux élus. Le gouvernement estime que même à l'époque de la décentralisation la lutte contre l'inflation est un impératif qui s'impose à tout le monde, à l'Etat, à ses entreprises nationales et aussi aux services publics locaux. C'est le raisonnement pour lequel une norme sévère avait été fixée pour 1984 : + 4,25 % à 5 %, pas davantage. Devant les récriminations générales des élus qui, ici, voulaient augmenter davantage le prix de l'eau ou des cantines, là les tarifs des orphelins ou des pensionnés, le gouvernement a accepté que les commissions de la République dérogent des dérogations. Ces dérogations ont d'ailleurs été nombreuses puisque la progression aura été, en moyenne, de 7,5 % en 1984.

F.G.R.

(1) Caisse des dépôts. Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CACEL), Caisse d'épargne.

Le prix de la décentralisation

(Suite de la page 21.)

2) La dotation globale d'équipement (DGE), instituée par la loi du 7 janvier 1983, connaît un taux de croissance de 42 %, en crédits de paiement. Elle doit progressivement remplacer les subventions qui étaient accordées auparavant au coup par coup, ministère par ministère. Seules restent à globaliser les subventions du ministère de la culture. A l'avenir la DGE évoluera en même rythme que la formation brute de capital fixe (c'est-à-dire les investissements) des administrations publiques. Là aussi est inscrite par la loi un parallélisme, et d'une certaine manière un mécanisme (sauf si l'Etat « désinvestit »), de garantie.

3) En conséquence les subventions spécifiques d'équipement sont appelées à disparaître progressivement (- 16,7 %) en 1985.

4) Notons pour être complet les 622 millions du fonds d'adduction d'eau (+ 2,64 %).

C. - Les transferts budgétaires liés, sous l'appellation de la décentralisation, aux transferts de compétences : 13,8 milliards.

Ces transferts sont financés de deux façons : en partie par l'affectation de certains impôts et, pour le solde, par une somme prélevée sur le budget de l'Etat et appelée dotation globale de décentralisation (DGD).

1) Le financement des compétences transférées avant le 31 décembre 1984. Alimentées par la DGD, ces compétences (urbanisme pour les communes, transports scolaires et action sociale pour les départements) représentent une somme de 11,95 milliards en 1985 (+ 31,4 % par rapport à la loi de finances de 1984). A cela doit s'ajouter 1,87 milliard (+ 6,3 %) pour les régions qui sont responsables de la formation professionnelle.

2) En 1985 était prévue le transfert aux collectivités locales des compétences pour l'enseignement public. Les charges correspondantes ont été évaluées à 3,49 milliards dont 3 milliards par affectation du produit des droits de mutation à titre onéreux et de la part de publicité foncière sur les immeubles d'habitation. Le solde, soit 490 millions, sera intégré dans la DGD. Mais comme ce transfert est repoussé à 1986 comme le souhaitent la plupart des élus, la loi de finances sera rectifiée en conséquence.

Au total la politique de soutien budgétaire aux collectivités locales obéit à deux principes : - Des mécanismes d'indexation ont été prévus pour que, en masse globale, ces transferts évoluent d'une année sur l'autre au même rythme (voire légèrement plus) que l'inflation escomptée. Là où le bât blesse c'est que l'inflation dépasse souvent les prévisions et les élus ne peuvent pas pour le dire.

- Les charges transférées doivent être intégralement compensées. Ce que l'Etat ne dépense plus lui-même, il le donne aux collectivités qui, à sa place, assument désormais

Les transferts de compétences

LES lois du 7 janvier et du 22 juillet 1983 ont fixé la liste des sujets et le calendrier pour les transferts de compétences exercées auparavant par l'Etat. Formation professionnelle, 1^{er} juin 1983 ; urbanisme, 1^{er} octobre 1983 et 1^{er} avril 1984 ; action sociale et santé, 1^{er} janvier 1984 ; ports et canaux, 1^{er} janvier 1984 ; cultures marines, 1^{er} janvier 1984 ; transports scolaires, 1^{er} septembre 1984.

L'accroissement des charges correspondantes a été - et sera - compensé à la fois par un supplément de ressources fiscales et par la dotation globale de décentralisation (DGD). C'est du moins ce qu'assure le ministère de l'Intérieur.

C'est ainsi, par exemple, que, pour la formation professionnelle et l'apprentissage, les régions bénéficient désormais de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules, la fameuse carte grise, dont les élus peuvent librement fixer le taux. Le produit de cette taxe, en 1983, a été de 2,122 milliards, et on l'estime à 2,6 milliards en 1984. Les conseils régionaux pourront en utiliser le produit comme ils l'entendent, c'est-à-dire qu'ils pourront lancer des actions de formation, mais aussi construire des bâtiments.

En complément de cette ressource fiscale, l'Etat verse aux régions un concours budgétaire (1,6 milliard estimé en 1983, première année du transfert, mais, en fait, seulement 288 millions versés pour la période janvier-décembre, puisque le transfert n'a eu lieu que le 1^{er} juin). Ce concours évolue au même rythme que la TVA.

F.G.R.

Comme certaines régions sont riches en véhicules et d'autres moins bien pourvues, et que les besoins en formation ne sont pas identiques, des mécanismes de péréquation géographique sont prévus. Soixante-dix pour cent des crédits sont répartis en fonction des dépenses de formation constatées, 15 % en fonction de la capacité d'accueil de l'appareil de formation et 15 % selon le niveau de qualification de la population active.

Les deux autres impôts transférés par l'Etat - aux départements cette fois-ci - et ce, depuis le 1^{er} janvier 1984 - sont : les droits d'enregistrement sur les mutations immobilières et la taxe de publicité foncière, d'une part, la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, communément dénommée vignette (dont le taux d'augmentation varie considérablement d'un département à l'autre), d'autre part.

Les départements ont largement besoin de ces ressources fiscales pour assurer désormais les lourdes responsabilités de l'action sociale et de la santé (19,1 milliard en 1984). Les nouveaux impôts transférés (dont les élus locaux peuvent librement fixer le taux) n'ont représenté en 1984 que 12,3 milliards. Le solde a été fourni par des ressources budgétaires (8,8 milliards). Très vraisemblablement, le prochain collectif budgétaire devra prévoir une rallonge d'au moins 1 milliard pour compenser intégralement, sans que les départements soient grevés, ces nouvelles charges qu'ils assument désormais à la place de l'Etat.

F.G.R.

responsabilités. Mais les élus constatent que du principe à la réalité il y a une marge. Par exemple, au chapitre de l'éducation nationale, les bâtiments scolaires que reçoivent en dot les communes ou les départe-

ments ne sont plus de la première jeunesse et les nouveaux propriétaires se verront dans l'obligation de les rénover. A leurs frais, évidemment.

F.G.R.

Les budgets des régions ont augmenté de 157 % depuis 1980 (1)

	1982/1980	1984/1982	1984/1980
Ensemble des régions de province	+ 54,2 %	+ 101,1 %	+ 206,7 %
Ile-de-France	+ 17,1 %	+ 48,7 %	+ 74,1 %
France entière	+ 40 %	+ 83,6 %	+ 157 %

(1) Sont pris en compte les budgets primitifs des conseils régionaux. En 1984, l'ensemble des budgets régionaux a atteint 15,1 milliards de francs, dont 9,9 milliards pour les dépenses d'investissement et 5,2 milliards pour les dépenses de fonctionnement.

A la dérive

(Suite de la page 21.)

Le principe financier posé par la loi du 2 mars 1982 est clair : les dépenses doivent être compensées par des ressources équivalentes. Mais tout concourt à fausser le principe de l'équilibre.

Ainsi, nul ne saurait nier que les dépenses d'aide sociale transférées aux départements, ou de formation professionnelle à la charge des régions ont, par nature, une croissance rapide, difficile à contrôler, alors que les recettes fiscales transférées - produit de la vignette automobile pour les départements, de la carte grise pour les régions - évoluent en fonction des immatriculations, c'est-à-dire très mal. Comment s'étonner, dès lors, que la plupart des départements et des régions aient été contraints, en 1984, d'accroître de plus de 30 % en moyenne les tarifs de la vignette et de la carte grise ?

Quant à la dotation globale de décentralisation, évaluée à la date des transferts, son évolution globale suit celle des recettes de TVA. Par ailleurs, elle engendre de telles difficultés de répartition entre les différentes collectivités locales que, dès 1985, les critères devront être revus par l'Etat. Semblables distorsions ne peuvent que nuire à la bonne marche de la décentralisation.

Les impôts locaux

ne peuvent qu'augmenter

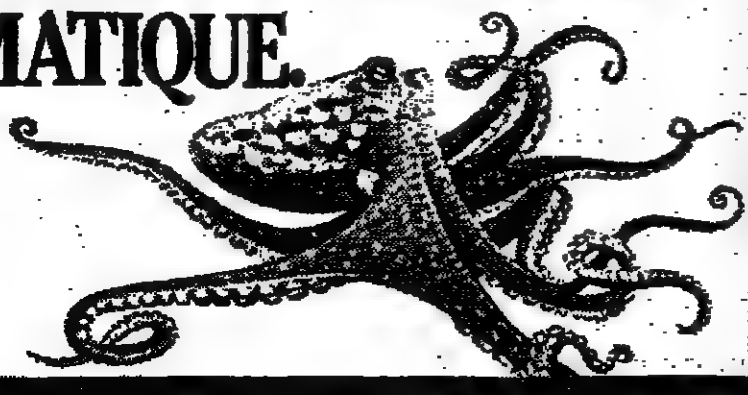
Les impôts locaux ont connu une progression rapide au cours des dix dernières années. Les collectivités locales ont porté le poids d'une part importante de l'aménagement de la France. Aujourd'hui, les élus locaux sont bien conscients que cette évolution doit être freinée. Beaucoup d'entre eux se sont engagés dans la voie de la rigueur ou, plus simplement, de la sagesse et cherchent à maîtriser les dépenses, tout en maintenant la qualité des indispensables services que rendent les communes, les départements et les régions.

L'exemple de la région d'Ile-de-France est éloquent. En francs

MICHEL GIRAUD.

Par suite d'une erreur technique, la page « La conjoncture en France », publiée dans « Le Monde de l'économie » du 6 novembre, est parue sans signature. Elle était, comme les précédentes (concordantes, selon le cas, à la conjoncture française ou internationale), rédigée par GSI-ECO, en association avec Le Monde.

3 JOURNÉES POUR CEUX QUI NE SAVENT PAS PAR QUEL BOUT PRENDRE LA MICRO-INFORMATIQUE.



مكتبة النظم

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Un déficit budgétaire pour préparer l'avenir

(Suite de la page 21.)

Bref, les moyens utilisés pour obtenir cette baisse du taux de prélèvement obligatoire posent problème : ce sont les ménages aux revenus moyens ou élevés qui sont les plus favorisés ; les transferts en faveur des entreprises ne privent pas l'industrie et sont presque intégralement compensés par l'accroissement des taxes ; ce n'est que parce que les crédits allant à la recherche, à la formation et à l'industrie ont été moins amputés que ceux des autres ministères que les priorités finies par le gouvernement sont en partie respectées.

2. - La contrainte du déficit budgétaire, sans être nulle, doit être appréciée à sa juste valeur. Il a beaucoup été fait état de la croissance très rapide du service de la dette depuis 1982. Ce constat ne doit pas faire oublier que, en pourcentage du PIB, le service de la dette publique est encore, en 1984 et 1985, le plus faible des grands pays industrialisés (2 % du PIB en 1984 contre 2,7 % au Japon, 2,8 % aux États-Unis, 3 % en Allemagne, 5 % au Royaume-Uni, d'après l'OCDE). De même, le poids de la dette de l'État est plus limité en France qu'ailleurs (18,6 % du PIB en 1983 contre 20,4 % en Allemagne, 42,8 % aux États-Unis, 48,8 % en Grande-Bretagne, 49,2 % au Japon).

Seconde remarque, le déficit de l'État n'est pas, en soi, condamnable. Des comptes nationaux pourraient dire, en simplifiant, qu'il s'agit d'un « problème de ruissellement » entre le besoin de financement des administrations et celui des entreprises. Le financement par création monétaire du déficit budgétaire n'est pas, a priori, inflationniste ; ce sont les entreprises qui ont le plus de difficultés à financer leur développement. Le déficit budgétaire pose cependant un problème qui ne peut être ignoré. En raison de la fragilité de nos échanges extérieurs et de l'insuffisance de l'épargne du secteur privé, le déséquilibre commercial risque de se creuser à nouveau en cas d'accroissement du déficit budgétaire.

3. - La vraie question est donc : un déficit budgétaire, pour quoi faire ? Un déficit durable lié à un endettement des dépenses courantes ne manquera pas, à terme, de poser de graves difficultés, car il pèsera sur les échanges extérieurs et ne créera pas les conditions permettant de faire face à un service de la dette accru. Cette situation est celle de nombreux pays de l'OCDE depuis le milieu des années 70. De même, en France, la forte hausse des dépenses courantes en 1982-1983, alors que les dépenses en capital progressaient peu, explique que depuis 1983 le déficit budgétaire soit supérieur aux dépenses en capital (-131,8 milliards de francs contre 125,1 milliards de francs dans la loi de règlement de 1983).

Mais ce constat doit être fortement nuancé, car la nomenclature budgétaire n'est guère adaptée à l'analyse économique. Dans les dé-

penses courantes figurent des dépenses ayant un caractère productif au sens où elles contribuent, à un horizon plus ou moins proche, à améliorer l'efficacité du système productif (investissement productif, dépenses de formation). Un des défauts majeurs des études de l'OCDE sur le déficit budgétaire est qu'elles ne s'arrêtent pas sur la nature des dépenses publiques et ne traitent le déficit du budget que d'une manière globale. Plusieurs lignes directrices peuvent, selon nous, être retenues :

Une politique de rigueur en matière de dépenses courantes est nécessaire. Ce n'est pas tant le « train de vie » de l'État qui doit être réduit ; il n'est guère élevé quand on le compare au « train de vie » de bien des entreprises privées ou publiques, et c'est la qualité des services fournis qui réjouit d'en souffrir. Accroître la productivité des services publics constitue en revanche un bon objectif, même s'il implique une baisse des emplois à caractère administratif. Mais un effort accru de la part des fonctionnaires ne pourra être obtenu sans apporter des améliorations dans l'organisation et les conditions de travail. Des économies importantes sont également réalisables en rationalisant le système des aides aux entreprises qui devrait passer d'un système d'aides par abaissement à un système plus contractuel. Enfin, la mise en œuvre d'une politique de baisse des taux d'intérêt (de 2 points environ) sur les placements rémunérés aux taux du marché donnerait une marge de manœuvre non négligeable au budget en allégeant la charge des emprunts à venir et en réduisant le coût de la bonification des taux d'intérêt. Cette baisse des taux passerait par une moindre rémunération de l'épargne financière.

Le système des prélèvements obligatoires doit devenir plus équitable et plus efficace, en allant dans le sens proposé par Pierre Uri, d'un élargissement de l'assiette et d'un abaissement des taux mais sans se fier par un objectif, sans signification réelle, de baisse du taux de prélèvement obligatoire.

Un effort supplémentaire est enfin à réaliser en matière de dépenses à caractère productif pour un montant d'environ 20 milliards de francs (politique de formation, aides à l'investissement et dotations aux groupes nationalisés, notamment dans le domaine des nouvelles technologies où les actions engagées n'ont pas encore atteint le seuil critique). Cet effort supplémentaire serait financé, pour partie, par les économies réalisées au niveau des dépenses courantes, pour partie par création monétaire. Le déficit budgétaire accru qui en résulterait serait acceptable dans la mesure où ces dépenses contribueraient à améliorer la compétitivité de l'appareil productif. Au-delà d'un déficit commercial temporaire et maîtrisable, elles permettraient d'assurer un équilibre durable des échanges extérieurs tout en soutenant la croissance et en faisant face à la charge de la dette.

JACQUES MAZIER.

Déréglementation et politique industrielle

(Suite de la page 21.)

Comme l'a montré la remarquable étude présentée au Conseil économique et social par J. Mérand « Productivité, Croissance, Emploi », (voir le Monde du 26 juin 1984), il y a corrélation étroite entre autofinancement, investissements des entreprises, gains de productivité et création d'emplois. La contribution essentielle que l'État peut apporter à l'industrie est ainsi la mise en œuvre d'une politique économique tournée vers la croissance, le respect des équilibres fondamentaux et la santé financière des entreprises.

Cela signifierait pour la France un vaste effort d'économie en matière de dépenses publiques pour revenir à un déficit modéré et alléger les impôts ; une politique monétaire renouée, fondée sur l'indépendance de la Banque centrale et s'appuyant sur des instruments de contrôle global de la liquidité ; et une contribution à la modification salariale par une politique contractuelle responsable dans le secteur public.

Mais la reconnaissance de la primauté de l'entreprise et du marché devrait simultanément se marquer par des actions en profondeur visant à la déréglementation et à la dénationalisation de l'économie.

Un combat à retardement

Le vaste mouvement international de déréglementation a pris naissance aux États-Unis avec la libération successive des secteurs du transport aérien, des transports terrestres, de l'énergie, des télécommunications, des services financiers.

La déréglementation du secteur de l'énergie a changé le panorama énergétique mondial avec, notamment, l'interruption du déclin de la production pétrolière américaine. La libération du secteur des télécommunications a entraîné une baisse prononcée des tarifs, offert aux consommateurs des choix nouveaux et dynamisé la création d'emplois dans le secteur électronique et informatique. La flexibilité donnée aux opérateurs sur les marchés de capitaux et le développement corrélatif de nouveaux produits financiers ont donné aux entreprises existantes des souplesses de financement qui les rendent moins sensibles au niveau des taux d'intérêt et ont permis aux entreprises nouvelles de trouver les moyens de leur expansion.

La baisse des prix du transport aérien et du transport routier aux États-Unis a alimenté l'expansion. Par exemple, dans les deux ans qui ont suivi la dérégulation du transport aérien, les gains de productivité ont compensé les quatre cinquièmes de la hausse des coûts contre moins de la moitié ailleurs.

Une expansion forte traduit une mutation structurelle, allant au-delà des phénomènes conjoncturels. La dérégulation aux États-Unis est une de ces mutations structurelles, comme avait pu l'être en son temps la création du Marché commun en Europe.

Dans des pays aussi divers que le Japon, la Grande-Bretagne ou l'Italie, s'engagent des actions comparables, notamment pour les services financiers et pour les

télécommunications, avec la mise en concurrence de British Telecom, en voie de dénationalisation, et d'une compagnie privée.

L'administration française mise pour sa part en combat à retardement de protection des monopoles, alors qu'un bénéfice de l'économie tout entier et au bénéfice du consommateur la France devrait s'engager dans ce grand mouvement de déréglementation.

Dans le secteur de l'énergie, par exemple, on avait pu calculer, lors des travaux de la commission Lanré, que la législation pétrolière imposait aux consommateurs français une surcharge de prix de l'ordre de 10 % par rapport aux consommateurs allemands bénéficiant d'un régime de liberté. Les raisons historiques qui avaient conduit, en 1928, à instaurer un monopole d'importation des produits pétroliers ont aujourd'hui disparu avec le plafonnement des débouchés et le développement du marché libre. Le moment est venu d'abroger la loi de 1928 et la réglementation qui en a découlé. Bien entendu, la libération du secteur de l'énergie ne doit pas s'arrêter au secteur pétrolier. Il y aurait, par la suppression du monopole d'importation du charbon, par la transparence et la vérité des prix, à dynamiser l'ensemble du secteur.

En matière de transports et de télécommunications, s'imposent également des options visant à la mise en place d'un marché pleinement concurrentiel.

Enfin, la France est absente du grand mouvement de « dérégulation » financière qui, à New-York, Londres, Tokyo, abolit les barrières entre intermédiaires spécialisés, permet à l'épargnant d'obtenir par la concurrence une juste rémunération, assure l'allocation des ressources en fonction de critères de rendement, c'est-à-dire de rentabilité, et dynamise l'investissement et l'emploi.

Un effet d'entraînement

L'exemple américain montre que les actions de « dérégulation » dans les secteurs tels que l'énergie, les télécommunications, les transports, les services financiers auxquels font appel l'ensemble des entreprises ont un effet d'entraînement qui va bien au-delà de ces secteurs. En particulier, c'est dans une telle perspective de déréglementation, l'exemple anglais le montre, que peut s'inscrire un programme cohérent et ambitieux de dénationalisation.

Dans cette stratégie où les entreprises retrouvent toutes leurs chances dans la compétition internationale par la mise en œuvre d'une politique globale adaptée, par la reconstitution de leurs capacités de financement et par la libération des forces dynamiques d'un marché libre, l'État ne s'interdit pas nécessairement des actions à long terme, dans une perspective plus large, celle du marché européen.

Les priorités en ce domaine sont connues. D'abord la constitution d'un véritable marché unique par l'unification des normes techniques, la déréglementation des secteurs de base où doivent se trouver en compétition de grands opérateurs privés, l'interpénétration des commandes publiques. Ensuite, la mise en place

d'une véritable politique européenne de la concurrence, un peu à l'image de la législation américaine, qui est un facteur essentiel de stimulation de l'économie. Enfin, l'aide à la recherche dans les secteurs où un effet de dimension est indispensable à la réussite de l'action.

Cette vision à long terme ne doit pas s'appuyer sur l'illusion coûteuse d'une politique industrielle, qu'elle soit française ou européenne, mais sur la prise en compte des forces dynamiques que libéreront, sur un marché unifié, des actions amples de dérégulation au bénéfice du consommateur et de l'économie tout entière.

PAUL MENTRE.

(Publicité)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS L'APPROCHE DU MARCHÉ MALAISIE PERSPECTIVES ET PLANS D'ACTION

Séminaire

Mardi 4 décembre 1984 - 9 heures - 18 heures

L'analyse économique et financière montre aujourd'hui que la Malaisie peut rester ou devenir un partenaire économique important pour nombre d'entreprises françaises et européennes. L'Ecole Européenne des Affaires (E.E.A.), la Direction des Relations Internationales de la C.C.I.P., l'Anglo-American Alliance organisent un séminaire en langue anglaise sur les perspectives du marché malaisien, les voies et méthodes concrètes d'accès à ce marché.

- Priorités et opportunités commerciales entre la Malaisie et la France (Ambassade de Malaisie).
- L'investissement industriel en Malaisie (MIDA).
- Analyse de l'investissement français en Malaisie (R.F.C.E.).
- Intervention de M. le Ministre LE PENNEC, ministre ANSEA (Ministère du Développement Industriel et du Commerce extérieur).
- Intervention d'experts et de chefs d'entreprises opérant en Malaisie.
- Discussion autour d'un panel réunissant la D.R.E., la C.F.C.E., la C.C.F. et les experts malaisiens et français intervenant au cours du séminaire.
- A 18 heures, réception organisée à l'Ambassade de Malaisie pour tous les participants.
- Contacts possibles le lendemain avec les conseillers économiques de l'Ambassade.

Ce séminaire est conçu pour un public de chefs d'entreprises, cadres dirigeants, responsables d'exportation, et permettra à chacun de faire le point sur les perspectives du marché et les méthodes d'action (marketing, finance, contrats, modes d'entrée).

Prix : 2000 F (déjeuner compris) - Non assujéti à la T.V.A.
FORMATION CONTINUE INTERNATIONALE E.A.P.
Téléphone : 766-51-34 - Postes 472-427-482.

Veuillez adresser votre carte de visite à Patrick RENARD pour recevoir le programme et le bulletin d'inscription.

EAP

ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES
PARIS - OXFORD - BERLIN

Adresse France : 108, bd Malesherbes, 75017 Paris. 766-51-34.

LES 3 JOURNÉES VICTOR. DÉCOUVREZ LE LOGICIEL QUI VOUS VA.



Aux 3 journées Victor, que vous soyez architecte, entrepreneur, cadre, médecin... ou tout simplement curieux, vous en apprendrez plus en 1 heure qu'en des heures de cohue ailleurs. 300 logiciels sélectionnés vous attendent. 60 revendeurs prêts à vous écouter, vous expliquer, vous montrer. Les journées de la micro-informatique Victor, c'est la micro-informatique à votre rythme.

VICTOR
TECHNOLOGIES

14, 15, 16 NOVEMBRE
PALAIS DES CONGRÈS, PARIS.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10"

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

A l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC

Pose et dépot, comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux

☎ 554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réussir. Essentiel.

Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important.

Mais un manager doit, aussi, être un vrai "professionnel". Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables. ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre avertissement.

Date limite
de dépôt des candidatures pour la première session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1985 : vendredi 30 novembre 1984.

Réunions d'information
avec le Directeur de l'ISA et des Anciens "ISA" :

PARIS - jeudi 15 novembre - 19 h 30
Cité France-Amérique - 8 av. Franklin-Roosevelt 75

COGNAC - mardi 13 nov. - 19 h 30 - Salle - 20 qu. Gallienne

STRASBOURG - mardi 27 nov. - 19 h 30 - Hôtel, rue - 20, pl. de l'Indépendance

TOULOUSE - mardi 27 nov. - 19 h 30 - Forum - place Wilson

NANCY - mardi 11 déc. - 19 h 30 - Forum - 11, rue R. Fournier

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 958.80.00 POSTE 476 OU
(3) 958.24.26 (LIGNE SPÉCIALE "RENSEIGNEMENTS")
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (NEC-ISA-CPC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

NOTES DE LECTURE

● **JACQUES RIBOUD.** — La Monnaie dans ses artifices.

Nos grands ancêtres, qui prenaient une tête de bétail pour étalon de mesure, avaient sans doute sur la monnaie des notions plus claires que nous ; transformation logique, puisque nous sommes assez puissants pour affecter la monnaie à bien des fonctions moins directes.

C'est par des images saisissantes (telles que celle des ciseaux usés, que le maître tailleur s'obstine à utiliser dans leur état) que l'auteur nous décrit l'échec des errements actuels. Poussé par la crainte de perdre de vue quelques points perdus dans la masse, il nous présente, dès le début, la liste, en bon ordre, des « artifices monétaires » qu'il entend proposer dans cet ouvrage. En tête, logiquement, l'« écu constant », au lieu et place de l'écu « sonnant et trebuchant ».

Comme il est vain d'espérer voir chaque pays d'Europe se priver du droit régalien de « battre monnaie », la monnaie unique, fille d'un pouvoir unique, est loin d'être en vue. Ainsi, la monnaie européenne ne peut être qu'extranationale. Il importe, cependant, qu'elle serve à des transactions effectives et, par suite, à la formation de réserves.

Attention cependant : si, dans un pays, l'indexation des salaires s'avère inévitable, l'indice choisi doit être non plus la monnaie nationale, mais l'écu constant. Du fait de l'amortissement qui en résultera, ce sera « l'inflation douce ».

Les conditions proprement monétaires sont, ensuite, suivies de considérations qu'il est affligeant, mais indispensable, de devoir énoncer, notamment celle-ci : pour réduire l'inflation, il convient de produire davantage et non moins de richesses. Le malthusianisme de moins de mesures politiques est, comme le monétarisme, pavé des meilleures intentions. Pour l'indexation légère, quel indice utiliser ? Nous sommes invités à quitter l'Europe et à abandonner aussi le napperon de papier sur lequel Laffa a tracé sa formule courbe, rayonnant sur elle.

tracé sa fameuse courbe, n'annonçait qu'il eût été plus utile, a-t-on dit, de laisser à sa destination originale. Nous aboutissons inévitablement dans l'aire du FMI. Des suggestions lui sont formulées, sur les rapports des DTS avec l'or, mais sans allusion au panier de matières premières mondiales suggéré par P. Mendès France. Nombreux seraient en ce cas, en France, les échos, plus faibles certainement à Chicago.

Bien d'autres propositions sont avancées dans cet ouvrage à la lecture si enrichissante. Est rappelée, en conclusion, la maxime heureuse et gênante de Galbraith : « En économie, les errements ont presque toujours pour origine l'incapacité de changer. »

* PUF. Revue politique et parlementaire.
 Paris 1984. 22 cm. 278 pages. 90 F.

● **ARNOLD HEERTJE** et **PHILIPPE BARTHELEMY.** — **L'Economie souterraine.**

Longtemps bien modeste, la bibliothèque sur le travail noir, sous ses diverses formes, se garnit peu à peu, sans vraiment s'ennuyer. L'effort du professeur à l'université d'Amsterdam, connu par ses travaux sur le progrès technique, et du professeur d'Aix-Marseille n'a, à remarquable qu'il soit, pas suffi à pénétrer quelque peu ce sujet délicat, où la rumeur et le pittoresque tiennent tant de place.

Il s'agit d'ailleurs ici de fraude fiscale plus que de travail clandestin dans son aspect matériel.

Friand sinon de scandales, du moins d'écarts hors de la morne régularité, le public se distrait, en tous pays, à voir Guignol rosser le commissaire. En matière de fraude fiscale simple il est cependant un peu gêné.

Les divers résultats annoncés ici et là, pour tel ou tel pays sont, selon une méthode assez courante, rassemblés sur une page, plus parcourue que discutée. Avec le temps, selon une loi connue, la répétition continue de chiffres bien fragiles leur donne une crédibilité très inégalement méritée.

Nous retrouvons aussi les résultats de la méthode Feige, basée sur la quantité anormale de billets nécessitée par les transactions clandestines. Sous une apparence scientifique, cette méthode différentielle présente des résultats plus divertissants que

Si surestimée qu'elle soit dans l'opinion générale, l'économie « immergée » en Italie mérité une attention plus vive, accompagnée de descriptions sur les formes adoptées, ses relations avec le commerce extérieur, etc. Le cas isolé du marchand d'antiquités sans papiers n'est qu'une pêche modeste dans une rivière poissonneuse à son tour.

★ *Economica*, Paris 1984, 145 pages, 89 F.

● **JEAN FOURASTIÉ et BÉATRICE BAZIL.** — Pourquoi les prix baissent.

Il y a maintenant près de quarante ans que l'opinion (accompagnée de Léon Blum, si peu habitué qu'il fût aux lectures économiques) a été frappée par la parution de l'ouvrage *Le Grand Espoir du vingtième siècle*. Parmi les espoirs énoncés figurait celui de voir les économistes classiques, universitaires, accompagner leurs modèles globaux, assis sur l'offre et la demande, par des vues sur le facteur de progrès, dialoguant et s'ajustant, constitué par la technique.

Toujours sous le charme des formules univalentes, la science moutonnaire a maintenant un globalisme financier recouvrant accidents et longues poussées.

« La baisse des prix » ; pour justifier ce titre quelque peu provocant, l'auteur entend prendre pour unité la rémunération de l'heure de travail.

Dès que nous sortons du trouble indigne général, nous allons de canicrènes en déca-
vertes. C'est, par exemple, la « victoire du
poulet sur le lapin ou celle de la fourche à
peufs dent sur celle de quatre... Qui sait et
qui enseigne que, dans le haut Moyen Age,
un cheval coûtait moins que son mors ?
Très large, du reste, est le champ des prix.
C'est ainsi que le prix de la terre obéit à des
lois spéciales, s'écartant souvent des pro-
duits obtenus sur cette même terre. C'est
ainsi qu'après une période de hausse conti-
nue, en termes réels, jusque vers 1980, la
baïsse a atteint 30 %.

Entre le service pur et le service rendu avec le concours d'un important capital accumulé, l'écart des mouvements peut être considérable, résultat qui devrait nous inciter à tempérer l'optimisme éperdu déclenché, dans l'opinion, à partir de la robotisation.

La seconde partie de l'ouvrage nous transporte sur un terrain nouveau, l'intérieur de l'entreprise. Comment le décideur fixe-t-il les prix ? Sur le court terme, aléas et facteurs accidentels entraînent des déviations provisoires hors de la ligne qu'impose la loi forte du progrès technique.

Et la vérité des prix ? Souvent habillée, parée, elle est, une fois remise à nu, d'une sévérité douloureuse, mais le plus souvent fructueuse.

★ Editions Pluriel Inédit. Hachette,
Paris 1984. 18 cm. 320 pages. 41 F.

● **EMMANUEL TODD.** - L'Enfance du monde. Structures du développement.

Dans peu de temps, nous allons célébrer, sans doute discrètement, le quarantenaire, non du mot développement, mais de son sens économique, né fortuitement pendant une séance aux Nations unies. Nombreux sont aujourd'hui ceux qui, en tant de pays, cherchent la recette, voire le talisman, permettant de franchir le parcours au bout duquel doit se trouver l'abondance dans une relative quiétude.

De cet homme si curieux, dans les deux sens du mot, coauteur avec H. Le Bras de l'invention de la France, nous n'attendions, certes, ni banalité ni dérobade, mais, dès l'abord, nous n'en sommes pas moins quelque peu désorientés. Dans l'attente de technologies, d'investissements, nous nous trouvons devant un hôte inattendu, l'autorité parentale. Encins à considérer la famille autoritaire comme un frein, nous la voyons.

au contraire, libérer, par la voie de l'alphabétisation, un potentiel culturel générique. Difficile, cependant, la vérification expérimentale, car le paramètre échappe à peu près à la mesure. Même une fois cette difficulté surmontée, il reste à établir les liens de causalité.

Sur le déclin que fut l'essor initial de l'Angleterre, au dix-huitième siècle habo-
rément dessinée ici, il faut rappeler l'analyse minutieuse de P. Bairoch, que nous sommes étourdis de ne pas rencontrer, ainsi que C. Lévi-Strauss.

De ce chercheur avide, fécond, fébrile, attendons une puissante maturation.

★ Senil 1984. Paris. 20.5 cm. 254 pages.

● **PASCAL ARNAUD.** - La Dette du tiers-monde.

Un sujet qui, il y a deux ou trois ans encore, n'inquiétait guère que des milieux spécialisés, sans toucher le public ni des pays riches ni des pays pauvres. L'aventure est décrite ici sans emphase, dans toute sa

crédité, par le professeur de l'université de Mexico qui enseigne aujourd'hui à

Si l'enseignement des particuliers est vieux comme le monde, celui des nations a déjà de dramatiques épisodes. Un court historique nous montre la marche du phénomène au cours du siècle précédent (les préteurs étant surtout la France et l'Angleterre), mais sans décrire le dénouement par la hausse des prix, qui est singulièrement éclairé le drame actuel.

Ce drame, nous le suivons depuis le début, discos de 1950 à 1970, sans inquit-
tude notable. Ne sommes-nous pas encore dans les « trente glorieuses » si n'entendons-nous pas M. Chénery, futur vice-président de la maternelle Banque mondiale, déclarer que « l'assistance (prêt) à l'étranger favorise le développe-
ment » ? La dette s'accroît, sans troubles notables, jusqu'au premier choc pétrolier, puis, disons même jusqu'au second, les pays pétroliers ont assez largement prêté après le premier choc.

Le déroulement se poursuit alors en sens inverse : les menaces de cessation de paiement, se répercutant de proche en proche, inquiètent les plus solides banques des Etats-Unis.

A cette description manque cependant un élément important, la variation des prix. Jusqu'en 1973 (dévaluation du dollar en 1971) et même en 1978, la hausse des prix a joué le rôle d'amortisseur, de sorte que de nouveaux emprunts pouvaient encore s'avérer raisonnables.

Il serait aujourd'hui bien difficile à quelque personnalité en vue de préconiser un recours à la hausse des prix, appelée péjorativement inflation. L'auteur, qui semble

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Usine Paris

(Maroquinerie/Bagagerie de Luxe)

Créée en 83, cette unité d'une centaine de personnes évolue très vite, elle compte près de 150 personnes dans six mois.
Nous recherchons l'homme qui en prendra la responsabilité sur les plans gestion et production, réduisant nos structures adoptées à l'inspiration de nos fabrications, les mettre en place.
Nous souhaitons un professionnel de la maroquinerie, sellerie, bagagerie ayant acquis une importante expérience de gestionnaire. Toutefois, la qualification et la technicité tout de notre personnel que de l'encadrement, tout qu'un gestionnaire, soucieux de rentabilité, capable de participer à la production artisanale, peut parfaitement, avec les qualités de contacts et d'ouverture qu'il a, poursuivre et mener à bien le développement de cette unité. Ce poste requiert donc avant tout des qualités de "CHEF D'ENTREPRISE". Si vous souhaitez en savoir plus, merci de nous adresser votre candidature sous référence 64729 M à Madame Claude ZAVENET qui assure cette recherche.



13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS
Tél : 285.15.53
AFCOREM 887



LAROCHE NAVARRON S.A.

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique en croissance soutenu - C.A. : 300 MF - membre du Groupe International SYNTEC. Pour mettre en œuvre et développer notre plan informatique intégrant de nouvelles applications de gestion sur IBM 38 mod. 7, un environnement de pointe (temps réel, bases de données, réseaux), des projets de décentralisation sur P.C., nous recherchons notre :

Directeur informatique

Chargé, certes, de diriger et coordonner les cellules études, systèmes, exploitation et formation, vous serez surtout :
- l'animateur d'un service opérationnel qui puisse répondre aux besoins accrus des utilisateurs,
- le maître d'œuvre du développement de votre service et de son environnement,
- le conseiller direct auprès de notre Direction en matière d'orientation et de stratégie informatique.
Ce poste, basé à Puteaux, s'adresse à un professionnel du management informatique d'environ 35-40 ans, possédant des qualités certaines de leader. Vous parlez l'anglais et souhaitez intégrer un environnement évolutif et international.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions), sous la réf. P.D.I.L.M. à Thierry de CARNE qui vous garantira toute discrétion.

AFCOREM 887



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

directeur des relations humaines

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Avec un CA de 220 Millions de Francs et un effectif de 900 personnes, nous sommes le deuxième laboratoire dans notre créneau de marché. Nous possédons une implantation nationale (18 succursales) et internationale (5 filiales). Notre Direction Générale souhaite créer le poste de Directeur des Relations Humaines. Basé au siège, ce collaborateur aura pour mission de concevoir et mettre en application au siège et dans les succursales la politique du personnel : formation, recrutement, politique salariale, relations avec les partenaires sociaux... Homme de relation, il devra également nous représenter auprès des instances officielles de notre profession : SNIP, centres de recherche... Homme de l'international, il conseillera et suivra nos filiales dans leur gestion humaine. Pour assurer cette fonction, nous recherchons un candidat d'une trentaine d'années, possédant une solide formation supérieure (ESC, IEP, Droit...), ayant quelques années d'expérience de la gestion humaine en milieu industriel. Un candidat de fort potentiel trouvera dans notre structure en développement de réelles perspectives d'évolution.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 410.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTEC



LYON
1^{re} Centrale d'Achats et de Services dans le décor de la maison
- la détermination et les moyens d'un développement important
- 3 groupements : INTERAPIS (180 magasins tapis, moquette, revêtements murs et sols, INTERDECOR (140 magasins), tissus d'ameublement, voilages, blanc, ESSOR (22 grossistes) moquette, revêtements de sols.

Directeur commercial

développement des réseaux INTERAPIS et ESSOR, développement de la société

- Sur le terrain 50 % : Agir pour augmenter le volume des achats transitant par la Centrale. Toujours mieux faire comprendre aux Adhérents actuels et potentiels ce qu'apporte la Centrale : produits judicieusement choisis, prix d'achat efficaces, des moyens publicitaires collectifs, services à la carte, etc.
- Au siège : Analyser les résultats, réunir et traiter les informations, étudier les évolutions possibles des réseaux, participer largement aux réalisations nouvelles. Vous êtes partenaire de la Direction Générale et vous collaborez étroitement avec le Directeur des Achats.
Vous avez 35 ans minimum, l'expérience et le goût des négociations, de la gestion, de la distribution au sens large. Vous parlez l'anglais.
Parallèlement à une action efficace dans le court terme, vous devez contribuer très directement à l'évolution d'une Société dont le but est de rester la meilleure de sa spécialité.
Merci d'envoyer votre CV + appointements actuels à Gérard SCHNEIDER, qui vous assure toute discrétion (références TBM).



55 montée de Choulers
69323 Lyon Cédex 05.

AFCOREM 887

A Fontainebleau...

Une P.M.L. leader sur un segment très porteur du marché sanitaire grand public, recherche son :

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Membre du Comité de Direction, il est pleinement responsable de la politique industrielle de la Société et de ses orientations techniques futures. Il gère l'ensemble de la production (aujourd'hui sous-traitée) et de la logistique. Il oriente les travaux du bureau d'études pour en décider la conception et l'évolution des produits.

C'est un ingénieur "Arts et Métiers" ou équivalent, qui a une solide expérience de la fabrication (mécanique - métaux - plâtres - demi-série). C'est un négociateur de talent. Homme de vision, il est rompu à la maîtrise et au contrôle des prix de revient.

Ce poste peut permettre à un manager confirmé, sensible à la dimension commerciale, d'évoluer au sein d'une entreprise performante vers des responsabilités plus générales.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 410.018 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Importante Société de Services
siège dans une grande ville de l'Ouest
recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il aura la responsabilité du réseau de vente, du service promotion et du service études-marketing. Membre du Comité de Direction, il devra en relation avec la Direction Générale, la politique et la stratégie commerciale de la Société pour développer son entreprise auprès de tous les publics ; et en particulier, le monde agricole.

Ce collaborateur de formation supérieure, justifiera d'une expérience antérieure, de préférence dans l'assurance ou la banque. Une connaissance des milieux agricoles sera un atout important.

Facilité de logement sur place.
Pour un premier contact, adressez lettre de candidature, Curriculum-Vitae détaillé, photo et prétentions, sous réf. AMO.01 (Discrétion assurée. Aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable des candidats.)



mare forcel et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris

Importante Société Française fabriquant des produits de haute technologie

300.000 F SUD-OUEST

Futur directeur des fabrications

Rattaché au directeur industriel il aura

l'entière responsabilité de la mise en place de la production d'un produit de technologie d'avant-garde dans le cadre d'un programme d'investissement de très grande ampleur (il devra tripler son effectif à très court terme).

Expérience de 5 ans minimum de la production et bonnes connaissances des fabrications mettant en œuvre des technologies de dépôt de couches minces (vidéo disque, bandes magnétiques, etc.) sont indispensables.

Formation supérieure physique/chimie ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais impératives. De 35 ans minimum, le candidat doit être un homme de fabrication rigoureux et gestionnaire.

Ecrire avec C.V., détails, photo, prétentions et téléphone privé, sous référence 24017



Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels 92522 Neuilly.



Important Groupe Britannique de Prêt-à-Porter de Luxe bien implanté en Europe, recherche, pour son Siège à PARIS :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Chargé de :
- la gestion du Personnel (300 personnes),
- la gestion administrative (assurances relations avec les administrations),
- des aspects juridiques de notre Société,
- l'implantation et la gestion de notre système informatique,
- la gestion des services généraux du Siège.

La pratique de l'anglais et de solides connaissances de droit commercial et social sont requises, ainsi qu'une grande expérience dans ces domaines, acquise dans un poste similaire. Rémunération et perspectives d'évolution très intéressantes. Adresser candidatures, C.V., photo à Monsieur WOOD - BURBERRYS 8/10 Boulevard Malesherbes 75008 PARIS

NOTRE SOCIÉTÉ RECHERCHE SON

DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING

notre domaine : notre image de marque excellente les solutions
notre C.A. : 127 millions de francs 83

C'EST UN PATRON QUE NOUS VOULONS

● Pour diriger notre force de vente de 20 représentants exclusifs.
● Pour participer activement à l'élaboration de la politique commerciale et de marketing.

La richesse de son expérience nous intéresse plus que son âge. L'expérience dans le domaine de la solution n'est pas indispensable. Si vous pensez être l'homme de la situation, écrivez-nous très rapidement à :

SCL-ÉTABLISSEMENTS MAZIERE
ATTENTION M. CHARLES MAZIERE
R.P. 7
19240 ALLASSAC (BRIVE).

VOUS ÊTES UN GAGNANT, RENCONTRONS-NOUS !

FABRICANT FRANÇAIS, notre marché dans les BIENS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS est en PLEINE EXPANSION en FRANCE et à l'ÉTRANGER

Notre structure EXPORT est existante, et ses membres, tant itinérants que statiques, fortement motivés, souhaitent UN PATRON, UN INTERLOCUTEUR RECEPTIF et AMBITIEUX pour AGIR ENCORE PLUS EFFICACEMENT (CA actuel : 15 M. - Dans 2 ans : 60 M.). Aussi devenez notre

DIRECTEUR DES VENTES EXPORT

Chargé de la dynamique de vente, de l'animation de l'équipe et des agents locaux, de la promotion, vous savez que C'EST SUR LE TERRAIN QUE SE JOUE LA RÉUSSITE.

Organisé, vous êtes un PROFESSIONNEL DE LA NÉGOCIATION À L'EXPORT. Vous travaillerez dans un cadre d'OBJECTIFS et de BUDGETS DISCUTÉS et nous saurons vous DONNER LES MOYENS POUR ATTEINDRE NOS BUTS.

Maîtrisant au moins parfaitement la langue anglaise, vous résiderez en BOURGOGNE.

À VOTRE SALAIRE S'AJOUTERA UN INTÉRESSANT AUX RÉSULTATS. TRÈS MOTIVANT ET SUBSTANTIEL.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Réf. 1672. La description de notre profession sera toute discrétion.

CONSEIL EN RECRUTEMENT



1 place Darcy BP 1388 - 21051 DIJON Cedex



emplois internationaux

et départements d'Outre-Mer

Organisme de Conseil auprès des PMI basé à Paris intervenant en France et à l'Étranger recherche

un Consultant pour l'Afrique de l'Ouest

Mission :
- assister les PME du secteur agro-alimentaire ou de service (étude de projets, montage dossiers financiers, suivi de gestion...)
- assurer la formation de cadres nationaux.

Profil :
conseil PME ayant déjà travaillé en Afrique Noire, si possible dans le domaine agro-alimentaire.

Contrat à durée déterminée d'un an, éventuellement renouvelable.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence 148 à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kervyn

Saint Gobain Vitrage

recherche le

responsable de sa représentation à HONG-KONG

Il s'agit de participer à la mise en place d'une antenne commerciale à Hong-Kong, de promouvoir les produits de verre plat à Hong-Kong et en Chine Populaire, d'engager et de développer des contacts avec les producteurs et les transformateurs de verre en Extrême-Orient.

Cet agent dépendra directement de la Société d'exportation de Saint-Gobain Vitrage, la S.A. Exporter dont le siège est à Bruxelles.

Les candidats ont une formation supérieure et des aptitudes commerciales. Ils ont une expérience indispensable de l'Extrême-Orient. Ils sont de préférence de langue maternelle chinoise, ou français avec une pratique courante du mandarin et du cantonais. L'anglais écrit et parlé est indispensable.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à Mme Françoise Tridon, Direction du Personnel, SAINT-GOBAIN VITRAGE, Les Miniers - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense

BRASSERIE AFRIQUE DE L'OUEST

Nous cherchons, pour un très grand groupe alimentaire belge implanté Outre-Mer, un

RESPONSABLE BOUTEILLERIE

Conditionnement : bière

« Chargé du contrôle, de la planification et de la supervision des activités d'embouteillage d'une unité brassicole importante, vous serez responsable de la gestion de votre service aux points de vue technique, logistique et humain. »

« Justifiant de 5 à 10 ans d'expérience dans une fonction similaire, si possible Outre-Mer, vous maîtriserez l'anglais couramment (c'est un impératif). Il s'agit d'une fonction importante, de haut niveau opérationnel, pour laquelle les conditions contractuelles proposées sont attractives. »

Pour plus d'informations, téléphonez-nous dès cette semaine : mardi, mercredi, jeudi après 20h ou (1) 364.12.10 ; samedi de 10 à 12h ou (1) 723.55.18, sinon écrivez-nous en mentionnant la fonction.



PARIS BRUXELLES ANVERS

36, rue de Bassano 75008 Paris - (1) 723.55.18



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

LYON

SEITHA, PMI lyonnaise maîtrise des technologies de pointe dans le domaine du génie climatique, des économies d'énergie, des énergies nouvelles et des réalisations industrielles clés en mains recherche le

Directeur de son S.A.V.

A la tête d'une équipe d'une quarantaine de personnes, il assurera une large mission d'animation, d'organisation et de planification des actions des techniciens dans le cadre d'opérations de mise en route, de dépense et de contacts d'entretien. Son action privilégiera la bonne qualité du service à apporter à la clientèle en s'appuyant plus particulièrement sur le développement de la télésurveillance qui constitue l'un des objectifs principaux de la Société.

Ce poste clé s'adresse à un INGENIEUR possédant soit une solide compétence en GENIE CLIMATIQUE soit à un GENERALISTE à dominante ELECTROMECANIQUE ayant acquis une large expérience sur le terrain.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barre 69006 LYON, sous réf. 155 M.

Cabinet Gatier

Office public de la ville de Nantes

recherche

par voie de notation un

ATTACHE PRINCIPAL

pour assurer

la direction financière.

Adresser candidature et C.V. à

M. le Président de l'Office,

BP 1043 44037 Nantes Cedex.

Association loi 1901

adossée dans les domaines

et d'échanges internationaux

en France et à l'étranger

recherche son :

DIRECTEUR(TRICE)

compétences en gestion

opérationnelle dans le domaine des

activités touristiques.

Aptitude à animer une équipe

(15 personnes) et connaissance

du milieu agricole souhaitées.

Adresser curriculum vitae

sous n° T 02.467 M

80105-FRANCE

7, rue de Montcaumon, Paris-7.

Jeune Directeur d'Agence Bancaire

Normandie

Groupe bancaire français (1000 personnes),

bien implanté à Paris et en province, recherche

le Directeur de l'agence (4 personnes) d'une

ville proche du Havre. Ce poste convien-

drait à un jeune gradé ayant déjà dirigé un

guichet d'importance semblable et possédant

la pratique des opérations bancaires avec

clients : particuliers et entreprises (pla-

cements, crédits). A la rémunération envi-

sagée s'ajoutent la mise à disposition d'un

logement et les avantages annexes y afférents.

Envoyer votre CV sous référence LM/1136

aux consultants chargés de cette recherche

PLEIN CADRE

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

plein cadre

emplois internationaux

et départements d'Outre-Mer

FIDAFRICA

Afrique

Changer et bouger pour évoluer

Notre société conseil auprès des banques, des grandes entreprises internationales implantées en Afrique, des sociétés étatiques et nationales, vous propose d'évoluer dans votre fonction de conseil juridique et fiscal.

Après un DESS de droit des affaires ou équivalent, vous avez acquis une expérience de plusieurs années en cabinet et maîtrisez parfaitement la fiscalité, le droit social, le droit des affaires en général et la rédaction d'actes de sociétés.

En outre, votre mobilité, vos aptitudes naturelles à diriger, animer et communiquer, doivent maintenant vous permettre de gérer votre carrière dans un groupe de conseils performant et un environnement stimulant. A une rémunération attractive et transférable, s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation. Le cadre international du travail nécessite la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier à Alain NERVET qui sera heureux de vous recevoir 15, Rue du Louvre 75001 Paris. Réf. 41141.



nervet pont conseil

emplois internationaux

et départements d'Outre-Mer

GROUPE COMMERCIAL MULTINATIONAL

exerçant son activité en

AFRIQUE NOIRE recherche pour

COTE D'IVOIRE (Abidjan)

chef des services

comptables

ayant :

- formation expertise comptable

- expérience approfondie en organisation

et informatique

- pratique confirmée de l'animation d'une

équipe.

Le titulaire du poste travaillera en étroite

collaboration avec la Direction Générale

pour tout ce qui concerne la gestion com-

ptable des différents départements de la

Société.

Expérience de l'Afrique Noire très appréciée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V.

sous réf. 106,

4, rue Amiral Courbet

75116 Paris

RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE.



Amnesty International

recherche

pour son Secrétariat International à Londres

DEUX CHERCHEURS

l'un pour l'Afrique de l'Ouest (francophone)

et l'autre pour plusieurs pays du Moyen-Orient

Ces chercheurs enquêteront sur les violations des droits de l'homme dans ces deux régions et documenteront les abus. Ils devront également assurer la protection des droits de l'homme dans le cadre du mandat d'Amnesty International.

Dans les deux cas, les candidats devront posséder une connaissance approfondie de ces pays, notamment sur le plan politique et juridique, être capables de rassembler des informations et de les interpréter objectivement, et d'évaluer la situation politique.

Il est essentiel qu'ils sachent s'exprimer avec aisance en anglais, tant oralement que par écrit. Une parfaite connaissance du français est indispensable pour l'Afrique de l'Ouest, et de l'arabe pour le Moyen-Orient.

Traitement annuel indexé (à l'échelle internationale) : 29 500

Pour recevoir la description détaillée de ces deux postes et une formule de candidature, prière d'écrire au service du personnel, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne, ou préciser de quel poste il s'agit.

Date limite pour la réception des candidatures : 31 décembre 1984

Les formules de candidature des personnes qui ont récemment fait une demande pour le poste de chercheur pour le Moyen-Orient seront automatiquement prises en compte.

FRENCH FOOD COUNCIL MIDDLE EAST OFFICE

recherche pour

PROMOTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES FRANÇAIS

UN DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

TRILINGUE

ARABE

ANGLAIS, FRANÇAIS

Basé à DUBAI

Il se déplacera fréquemment

surtout dans les pays du Golfe

(contrat de droit local).

Adresser C.V. et photo à : SOPEXA

43, rue de Naples, 75008 PARIS.

La filiale d'une importante Entreprise largement présente dans le monde recherche

des gestionnaires d'hôpitaux

pour l'Arabie Saoudite

Diplômés d'études supérieures de gestion, les candidats retenus auront l'expérience de l'administration de collectivités : hôpitaux, cliniques, hôtels...

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'arabe sera appréciée.

Un stage de formation sera assuré par la Société avant la prise de fonctions.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 5932 à

Levi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle

75083 Paris Cedex 02

qui transmettra



emplois régionaux

L'AIR LIQUIDE GRENOBLE

Division des Techniques Avancées

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

FONCTION : prospection de la clientèle constituée par des universités, des centres de recherche, des organismes au niveau européen et des industriels.

Contacts France - Europe - USA.

PROFIL : Ingénieur technico-commercial diplômé d'une grande école : Mines, Centrale, (INSA ou équivalent).

Connaissances techniques : thermique, thermodynamique, mécanique.

Droit commercial, expérience des organismes d'état ou internationaux.

Anglais lu, parlé, écrit ; si possible connaissance de la langue allemande.

Expérience de 5 années partagée entre la technique et la pratique technico-commerciale.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à CONSILIA - 5, rue de Lincoln - 75008 Paris (4ème étage)

Consilia

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Chef service entretien - travaux neufs (AM - ICAM - ECAM...)

Vous souhaitez intégrer une Société à taille humaine (300 personnes) et en même temps prendre un poste comportant une ouverture internationale. Nous sommes la filiale française d'un Groupe international dont le C.A. s'élève à 5 milliards. Nous fabriquons et commercialisons des produits destinés à la métallurgie : activités dans les domaines de la fonderie et de la sidérurgie.

Nous recherchons l'homme qui participera activement à l'amélioration des installations existantes et aux investissements ; études et réalisation. Il sera responsable de l'entretien préventif et mettra en œuvre les moyens nécessaires à l'accroissement de la productivité et de la rentabilité.

Ingénieur diplômé d'une Ecole type AM, vous avez 3 à 4 ans d'expérience d'un service entretien. En contact direct avec l'équipe que vous animez, vous ferez preuve de qualités réelles : d'homme de terrain. En même temps, vous montrerez votre capacité à vous intégrer à l'équipe de Direction.

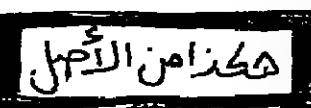
Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Poste basé dans le Nord-Est de la France.

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence B024 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DU SYNTIC



REPRODUCTION INTERDITE



emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

CHIEF DU SERVICE MF COMPTABILITE - GESTION 200.000 F +

Placé sous l'autorité directe du directeur général, vous assurez :

- la gestion budgétaire, financière et comptable,
- l'analyse des résultats,
- l'établissement des prévisions à court et moyen termes.

Vous animerez et dirigerez un service de 12 personnes et aurez à votre disposition un outil informatique performant HP 3000. Agé d'environ 35 ans, vous possédez une formation supérieure (ES ou DECS minimum) et justifiez d'une expérience réussie.

La fonction appelle une participation active à l'organisation générale de la société, exige dynamisme, goût du contact et du travail en équipe.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle à : réf. 1015 / 84 à :

OC conseil
34, cours Gouffé
13206 MARSEILLE Cedex
PARIS - LYON - MARSEILLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE

(1100 personnes), dont l'activité met en œuvre les derniers développements de la technique en matière de soudage et de contrôles non destructifs sur des équipements thermiques dans le domaine conventionnel et nucléaire, recherche en

Ingénieur

ARTS ET MÉTIERS, H.E.I. ou équivalent (plus ESSA souhaité), débutant ou ayant quelques années d'expérience, pour un poste d'adjoint administratif et technique de son service contrôle (70 personnes).
Ce poste réclame de bonnes connaissances en anglais.
Il est basé dans la métropole lilloise.

Merci d'adresser lettre-manuscrite, C.V. et photo : sous réf. 8134 - M. COMMUNIC P.A.
12-14, rue Faidherbe - 59600 LILLE, qui transmettra.

POUR COLLECTIVITÉS LOCALES

nous recherchons :

- Secrétaires Généraux
- Attachés Communaux
- Directeurs Services Techniques

Adressez lettre-manuscrite, Carré-Vite, n° 70.211
PUBLICITE ROGER BLEY
101 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société Française de Conditionnement et de Traitement des Eaux - recherche :

TECHNICO-COMMERCIAL

REGION NORD
Niveau S.T.S. ou D.U.T.

Après formation au Siège et sous la responsabilité directe de ce dernier, il devra promouvoir la vente de nos produits auprès de la clientèle existante, assurer l'assistance technique, assurer la proposition et le suivi des affaires auprès des clients potentiels pour la vente des produits de conditionnement, des échangeurs d'ions et des installations de traitement.

La rémunération comporte un fixe substantiel et des primes selon objectifs. Fraie sur justificatifs. Véhicule fourni. Position Cadre.

Pour informations sur le poste, écrire lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à :
PIERRE LICHOU S.A., sous réf. 3557, BP 220,
75068 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Responsable administratif et financier SUD-OUEST

Vous êtes recherché par une entreprise industrielle (100 personnes) appartenant à un important groupe français.

FONCTIONS : rattaché au D.G., vous assurerez l'ensemble des fonctions financières, contrôle de gestion et gestion administrative du personnel de cette société.

PROFIL : une formation aux problèmes de gestion et une expérience de 5 ans minimum sont demandées pour aborder cette fonction.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Mr FERRER
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur responsable de production

Dans le cadre d'une large délégation, vous assurerez l'évolution du processus d'une installation hautement spécialisée en recherchant une automatisation accrue et vous assurerez une responsabilité de production après avoir maîtrisé la technique de base de ce métier et pris en charge progressivement l'animation du personnel : vous développerez un ensemble d'investissements importants destinés à augmenter la productivité et la qualité de cet atelier de 100 personnes.

Telle est la mission complexe que vous propose cette importante Société spécialisée dans une gamme très variée de produits techniques à base d'alliages complexes.

La notoriété du Groupe, son importance et son développement, permettant des perspectives de carrière concrètes.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur grande école (Mines, Centrale, A et M, etc.) dont l'expérience professionnelle l'a conduit à assumer des responsabilités opérationnelles complexes, l'animation d'équipes significatives pendant plusieurs années. Une formation à base de mécanique, électricité, automatique est appréciée.

Le poste est basé à proximité d'une ville très agréable à 200 km au Sud de Paris.

Les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 475 D à Arnaud de Menditte,
OC conseil - 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOM 888

Ingénieur physicien du solide

Définir et conduire les programmes d'études et de recherche dans le domaine des alliages magnétiques pour les applications de stockage d'information, élaborer les méthodes expérimentales adaptées, confier en permanence ses projets avec les départements fabrication spécialisés.

Ingénieur spécialiste des matériaux

Au sein d'un laboratoire spécialisé, observer et modéliser les structures des matériaux fabriqués par l'entreprise (alliage très complexe), adapter les techniques d'instrumentation informatique, développer les modélisations mathématiques.

Ce sont les deux postes que vous propose cette importante Société, qui fait partie d'un des plus grands groupes français.

Vous êtes Ingénieur diplômé (grande école ou Université, niveau 3^{ème} cycle) et vos expériences et thèmes de recherche sont en accord avec certains domaines d'expérimentation dans le domaine de la physique du solide (Rf. M 475 E) ou de la structure des matériaux (Rf. M 475 F).

Vous êtes débutant ou vous possédez une première expérience.

Les conditions offertes sont motivantes et les perspectives de carrière nombreuses.

Ces postes sont basés à proximité d'une très agréable ville du centre de la France.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous référence choisie à Arnaud de Menditte,
OC conseil - 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOM 888

Jeune ingénieur chimiste Développement des méthodes d'analyse

Au sein d'un laboratoire spécialisé, animer le développement de l'ensemble des méthodes d'analyse et des techniques d'expérimentation, participer en liaison étroite avec les départements fabrication aux investigations sur les produits, mener les études pouvant impliquer des collaborations extérieures (Université, etc.).

Telle est la mission complexe et autonome que vous propose cette très importante Société internationale, spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits techniques spéciaux, à base d'alliages métallurgiques complexes.

Le poste est basé au sein du laboratoire d'analyse chimique de l'entreprise.

Jeune Ingénieur Chimiste (Ecole d'Ingénieur ou Université de haut niveau), débutant ou possédant une première expérience, vous possédez une bonne connaissance de base des méthodes modernes d'analyse et une compétence informatique.

Les conditions offertes (rémunération, etc.) sont motivantes et les perspectives de carrière exceptionnelles.

Le poste est basé à proximité d'une ville très agréable à 200 km au Sud de Paris.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous référence M 475 A à Arnaud de Menditte,
OC conseil - 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOM 888

Ingénieur à fort potentiel

Prendre en charge auprès du Responsable des Productions une gamme complète de produits techniques (alliage complexe pour des applications à haut degré technologique) afin de la commander et de la développer sur le plan de la qualité, de la productivité, des délais et du suivi client.

Optimiser la fabrication et perfectionner l'adaptation des produits aux évolutions du marché.

C'est la fonction «Produits» que vous propose cette très importante Société internationale leader sur son marché, et qui connaît une expansion soutenue.

Ce poste permet de contribuer aux orientations stratégiques de l'entreprise et constitue une préparation à des responsabilités opérationnelles importantes à moyen terme.

Vous êtes Ingénieur de formation généraliste et votre expérience professionnelle déjà significative (au moins cinq années) s'est déroulée dans un poste similaire ou bien dans des responsabilités de fabrication.

Les conditions offertes et les perspectives rapides d'évolution sont de nature à motiver un candidat de très grande valeur. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Le poste est basé à proximité d'une ville très agréable à 200 km au Sud de Paris.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous référence M 475 B à Arnaud de Menditte,
OC conseil - 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOM 888

Ingénieur conception et développement nouveaux produits

Etudier et définir les nouveaux produits en suivant ou en devançant les évolutions du marché, en réaliser leur cahier de charge en vue de l'industrialisation en très grandes séries, suivre la mise au point des produits en fabrication (principalement du moulage par injection avec des opérations d'assemblage entièrement automatisées), participer à l'animation du groupe recherche et développement.

Telle est la mission complexe que vous propose cette importante Société (670 personnes en France, 300 Millions de F. de CA), leader européen sur son secteur d'activité : l'étude et la fabrication de pompes et valves aéronautiques utilisées en pharmacie et en parfumerie notamment.

Elle connaît une croissance exceptionnelle.

Vous êtes Ingénieur généraliste de formation (A et M, INSA, etc.) et vous avez déjà une première expérience dans des responsabilités de conception, d'industrialisation ou de production.

La connaissance de l'industrialisation des plastiques sera un plus.

Nous vous proposons des conditions très intéressantes et des perspectives d'évolution rapides et concrètes. Le poste est basé en Normandie, à une centaine de km de Paris, à proximité d'EVREUX et de ROUEN.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 476 B, à Arnaud de Menditte,
OC conseil - 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOM 888

Jeune ingénieur généraliste

Participer à l'étude et à la planification d'un très important investissement (supérieur à 50 millions de francs) sur une ligne de fabrication complexe et automatisée, participer à la réalisation des travaux, suivre le démarrage des installations et à terme assurer progressivement la responsabilité opérationnelle des installations mises en place.

C'est la mission que vous propose cette très importante Société internationale spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits techniques spéciaux, à base d'alliages complexes.

La diversité de ses activités, son expansion permettent des ambitions de carrière variées et concrètes.

Vous êtes Ingénieur Généraliste (Centrale, A et M...) débutant ou possédant une première expérience.

Vous êtes motivé par la perspective de responsabilités opérationnelles incluant l'animation et le commandement d'une équipe.

Les conditions offertes et notamment la rémunération sont intéressantes.

Le poste est basé à proximité d'une ville moyenne très agréable du centre de la France.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 475 C à Arnaud de Menditte,
OC conseil - 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOM 888

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains», 18000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 60% à l'exportation.

Recherche dans le cadre de son expansion pour les Services Techniques de sa

DIVISION ELECTRONIQUE A GRENOBLE

Ingénieurs études et développement

Profil :
- formation électronique ou électrotechnique
- 2 à 5 ans d'expérience minimum dans les secteurs convertisseurs statiques ou alimentations
- connaissances pratiques semi-conducteurs de puissance, si possible micro-processeurs et circuits à la demande
- créatifs, goûts prononcés pour le développement, les ingénieurs sont chargés de l'étude, la conception, la mise au point des nouveaux produits au sein d'une équipe jeune et performante
- anglais souhaitable.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs à potentiel, désireux d'évoluer dans un secteur de pointe à vocation internationale. Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions en précisant la référence CFR 242 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres à MERLIN GERIN 38060 GRENOBLE CEDEX.

AGENCE D'ORGANISATION DE SAINT-ETIENNE

UN CHARGÉ D'ETUDES EXPERIMENTÉ

Pour prendre en charge les aspects économiques des dossiers d'aménagement et d'urbanisme, la région rhodanienne.

La candidate aura une formation supérieure (math, Sciences, Eco., Ecole d'Ingénieur de formation en économie) et le volonté de s'engager dans une équipe pluridisciplinaire.

Envoyer C.V. détaillé, prêt à :
SPURIS - 1, rue de la Résistance - 42000 Saint-Etienne.
Poste à pourvoir rapidement.



Le Groupe FUCHS, leader européen de la lubrification, 27 usines dont 3 en France - 1.500 personnes, dans le cadre de son expansion, recherche pour une de ses filiales (petite ville centre France)

JEUNE INGENIEUR ENSI - INSA

150 - 180.000 F/an - Débutant ou 1 à 3 ans d'expérience

Chargé auprès du Directeur Technique des points suivants : approvisionnements (achats et gestion des fournisseurs), gestion industrielle (prix de revient et responsabilité qualité, ...), Recherche et Développement.

Il devra, après différents compléments de formation, être à même de faire face à des responsabilités plus larges et ce, dans différents secteurs au niveau du groupe.

Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo)

sous référence 600/M à J.M. LEGRAND
CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL - 3 Bd, René Levasseur 72000 LE MANS

LE MANS - ANGERS - LIMOGES





emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux



France

Usine de Montpellier

recherche

DES INGÉNIEURS DÉBUTANT(E)S

Pour ses Services de Production : Support à la production. Equipements techniques.

• Formation : ingénieurs diplômé(e)s dans les domaines :

- Chimie
- Physique des matériaux
- Electronique (ESPCI - ENSCP - ESE - INPG - INSA - ENSI, etc.)

Des connaissances en informatique seront appréciées.

Une pratique courante de l'anglais est exigée.

Certains de ces postes étant à pourvoir au début de 1985, peuvent convenir à des ingénieurs diplômés terminant actuellement leur service militaire.

Envoyez lettre de candidature et CV à Usine IBM - Service Emploi - B.P.1021 34006 Montpellier Cedex.

UN DES PREMIERS CABINETS FRANÇAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL. MEMBRE D'UN RESEAU INTERNATIONAL. recherche pour son bureau de LYON

auditeurs-fiscalistes

Les candidats recrutés auront une formation supérieure et une première expérience de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise Comptable. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les perspectives d'évolution de carrière dans ce Cabinet International, employant en France plus de 600 professionnels, sont particulièrement intéressantes.

Veuillez envoyer votre CV en indiquant un N° de T.E. à Jeanne Vallet - HELIOS STRECO DURANDO Rhône Alpes BP 39 - 69611 TASSIN CEDEX.



Notre Compagnie en pleine expansion dans le domaine des ASSURANCES DE PARTICULIERS ET D'ENTREPRISES recherche pour étoffer sa jeune équipe technique

actuaire diplômé (H/F)

Agé de 25 ans environ ; collaborateur direct de la Direction Technique il participera au développement des produits Reassurance-Epargne et Prévoyance et assurera les liaisons avec nos différents partenaires.

Une première expérience professionnelle de courte durée est un atout supplémentaire pour réussir dans cette fonction qui nécessite de la mobilité et de bonnes capacités relationnelles.

Le poste est basé en METROPOLE NORD.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 511 à Monsieur Jean BRADER LLOYD CONTINENTAL VIE - 1 rue du Mal de la Croix de Tassin BP 609 - 69051 ROUBAIX Cedex 1. Les candidatures seront traitées tout à fait confidentiellement.



Approfondir en banque votre jeune expérience de l'audit

L'audit opérationnel en banque, pourquoi pas ? Notre Inspection Générale effectue ses interventions en y intégrant réellement la dimension et les méthodes propres de l'audit. Ses missions ont déjà analysé des domaines variés. Pour accroître ses possibilités d'actions simultanées dans des matières très évolutives, il faut adjoindre à son équipe un nouveau chef de mission. Anquet seront confiées la définition et la préparation de la mission, sa conduite, ainsi que l'élaboration et la rédaction des diverses recommandations du rapport.

Nous envisageons pour ce poste un jeune auditeur de très bonne formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, etc...) ayant fait ses premières armes dans un cabinet d'audit international ou dans un grand groupe. Et parvenant, après deux ou trois ans d'expérience, au rang de chef de mission. Nous préférons qu'il n'ait pas une compétence trop exclusivement comptable, mais qu'il soit déjà intervenu sur un registre varié et qu'il soit habitué à utiliser l'informatique.

Il n'est pas nécessaire que vous ayez une expérience de l'audit en banque. Nous vous donnerons les bases nécessaires, à moins que vous ne les possédiez déjà ; ce serait un atout... Votre aptitude à encadrer une mission nous importe surtout. C'est pour vous l'occasion d'appréhender pleinement une telle responsabilité. Dans un contexte où vous vous sentirez totalement impliqué(e) par les conclusions de vos interventions. Ce sera également l'opportunité de participer réellement à la vie interne de l'entreprise et à son évolution positive. CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE, 2 700 personnes, 150 agences, une grande banque régionale liée au Groupe CAC. Le poste est basé à Strasbourg ; une métropole qui n'est pas sans attrait... Mais aussi, bien sûr, certains déplacements pouvant occuper le quart de votre temps. C'est aux consultants de Sica que vous ferez d'abord parvenir votre candidature, et sous référence 237 212M, en précisant votre rémunération actuelle.

Sica
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

Ingénieur B.E.

Nous sommes une industrie mécanique utilisant en production les dernières techniques de pointe.

Nous recherchons pour notre usine située en BOURGOGNE un Ingénieur B.E.

Vous aurez en fait, la responsabilité complète de votre projet. De la table à dessin à la négociation finale avec le client, vous serez chargé de mener à bien votre mission en développant d'étroites relations avec vos interlocuteurs (dessinateurs, ingénieurs d'affaires, clients, atelier...).

Vous êtes ingénieur et possédez de solides connaissances en mécanique et hydraulique. Vos 5 ans d'expérience vous ont aujourd'hui rompu à la négociation à tous les niveaux. La pratique de la langue anglaise constituerait un atout supplémentaire.

Si cette proposition correspond directement à vos aspirations professionnelles, veuillez adresser C.V., photo et prétentions sous référence 4100 à :

Organisation et Pubilité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

A la Direction des Traitements Administratifs : Superviser les procédures comptables

Avec 300 agences et 4 000 personnes, nous intervenons dans la vie économique de 25 départements du Sud-Est. La Direction des Traitements Administratifs emploie 280 personnes et centralise la gestion administrative et comptable des opérations bancaires, en liaison étroite avec l'informatique. Elle souhaite intégrer un cadre qui saura pleinement porter de l'équipe de direction.

Votre mission : contrôler la bonne application des procédures comptables et en définir de nouvelles, superviser la réalisation du bilan et du compte d'exploitation de la S.L.B., intervenir dans la mise en place de nouveaux projets informatiques ; cela avec un souci d'innovation et en encadrant un effectif de 65 personnes.



Groupe CAC

Recherchons Ingénieurs (H/F) diplômés (B.E.) pour Entreprises industrielles de la Borne Com-Chervy 41700 Combray.

Jeune Chef de Fabrication

120 kms au Nord de Paris

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience, issu d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Arts et Métiers...), vous accédez d'un an à la responsabilité de la fabrication de plusieurs lignes de produits. Filiale d'un groupe français de réputation mondiale, nous produisons des biens d'équipement destinés à des industries aussi diverses que l'électronique, l'électromécanique, l'aérospatiale, etc... 900 personnes, 2 établissements, 1 milliard de CA, un outil performant et moderne (100 millions d'investissement sur 3 ans), d'excellentes conditions de travail. Sous l'autorité du Directeur de Fabrication, vous animeriez un service de 150 personnes environ. Des déplacements d'étude à l'étranger sont à prévoir. D'importantes perspectives de carrière sont offertes à un élément de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M/411309.

35, rue du Rocher 75008 Paris



PAYS DE LOIRE GLANZNER SPICER

Nous sommes filiale d'un groupe allemand important (8500 pers.) et leader dans notre domaine. Nos cinq usines en France réalisent des produits de haute technicité et protégés.

Notre CA est en constante évolution (+ 20 % l'an en moyenne), les résultats en très forte progression. Le chiffre que nous réalisons à l'Export est en augmentation régulière (il est actuellement de 33 %) et nos perspectives sont largement positives.

Dans le cadre du développement de notre potentiel humain et pour accompagner notre vaste programme de robotisation, nous recherchons

Ingénieur méthodes

Celui-ci, diplômé grandes écoles (A.M., I.D.N., I.N.S.A., H.E.I., ...), débutant ou 1 à 3 ans d'expérience industrielle, jouera un rôle essentiel dans l'industrialisation des produits nouveaux, la conception et la mise en place de nouvelles techniques (usinage, traitements thermiques, ...). Il sera, à ce titre, le point de rencontre entre les études, les recherches et les services techniques de production.

De réelles perspectives sont ouvertes à court terme dans le Groupe pour un ingénieur attiré par l'animation des hommes, mobile géographiquement et capable de polyvalence.

Rémunération pouvant atteindre 200.000 F.

Adresser C.V. détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à :

J.M. LEGRAND, en précisant la référence 601/M

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL

3, bd René Levasseur - 72000 LE MANS.

LE MANS - ANGERS - LIMOGE

PRÉP LEO LAGRANGE recherche pour un stage d'insertion sociale et professionnelle sur CHARENTAIS.

1 FORMATEUR

CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES. Niveau Bac + 2. Contrats de formation alternée. Bonne connaissance du monde de l'emploi et de l'entreprise.

Envoyer lettre de motivation + CV à INIREP - 2, rue Lamartine - 28100 DREUX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكرمان الناصر

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BERTIN & Cie

EQUIPEMENTS OPTIQUES

BERTIN et sa filiale ESO développent et réalisent des systèmes optoélectroniques et optomécaniques avancés et fabriquent des composants optiques.

Ils recherchent :

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

FONCTIONS :

- Avec les responsables de ces activités :
- Il participe à la définition de la stratégie commerciale.
- Il prospecte et identifie les potentialités du marché et s'assure de leur opportunité technique et économique.
- Il précise le cahier des charges avec le client et élabore les propositions techniques et financières avec les ingénieurs chargés de la réalisation.

Le poste, situé en banlieue Ouest de Paris, nécessite de nombreux déplacements de courte durée en Province.

PROFIL : Ingénieur grande école (ESE, ESO, Télécom, de préférence) ayant 5 à 10 ans d'expérience et possédant dans le domaine de l'optique.

Envoyer C.V. sous réf. AMB / 3 A à : **BERTIN & Cie** BP N° 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

Jeune manager fort potentiel

La holding financière d'un important groupe industriel français recherche dans le cadre de sa politique de diversification un jeune manager à fort potentiel. Rattaché au secrétaire général, ce manager devra mener des études d'évaluation d'entreprises tant sur les plans technique, juridique que financier, et négociera avec des partenaires extérieurs (organismes gouvernementaux, banques...). Il lui sera confié par la suite le suivi opérationnel des acquisitions ainsi réalisées et, à terme, des responsabilités élargies en sein du groupe. Ce poste conviendrait à un candidat disposant d'une double formation ingénieur plus école de gestion (MBA, INSEAD, ISIA...) justifiant d'environ cinq années d'expérience acquises par exemple au sein d'une holding, d'un cabinet ou d'une entreprise où il aura pu développer une expérience concrète d'analyste, de gestionnaire et de négociateur. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La rémunération, réellement motivante, sera essentiellement fonction des compétences et du potentiel du candidat. Le poste est basé à Paris. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/2591M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable ventes "marine"

Groupe pétrolier - La filiale française d'un groupe pétrolier international, disposant d'une infrastructure de premier plan, recherche le manager de son département "marine". Basé en proche banlieue ouest et sous l'autorité du directeur général, il prendra en charge, de manière autonome, la gestion et le développement de cette activité à partir de la France. Sa mission consistera, en étroite relation avec le réseau international, à assurer le suivi technique et commercial des clients existants (contrats, prix, livraison des lubrifiants et carburants "marine" à l'échelon national et international). Il développera également cette activité par une action de prospection auprès des armateurs nationaux. Ce poste, polyvalent, s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur mécanicien de la marine ou équivalent. Il devra posséder une excellente connaissance des moteurs marins ainsi que des problèmes de lubrification, acquise chez un pétrolier, chez un armateur, dans la construction navale ou chez un fournisseur "marine". La pratique de l'anglais courant est indispensable. La rémunération de bon niveau tiendra essentiellement compte de l'expérience du candidat. Ecrire à H. MICHON en précisant la référence A/25077M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

emplois régionaux

pharmacienne (ien) DIRECTEUR DU CONTROLE

Nous sommes un important Laboratoire Pharmaceutique Français et nous recherchons le Directeur de notre Service Contrôle Analytique et Contrôle Qualité. Ce poste de réelles responsabilités s'adresse à une Pharmacienne (ien) âgée de 30 à 35 ans environ, possédant une solide expérience de la Fonction, cette future collaboratrice (teur) devra allier à une excellente compétence technique des qualités d'animateur et d'organisateur. Elle (il) se verra confier un service ultra moderne comprenant une pléiade de personnes au sein d'une usine neuve. Lieu de travail : 170 km Paris Ouest.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 430-M à :

seilor
29, rue Tranchée
75006 Paris

Responsable du service informatique

Actuellement chef de projet, vous êtes expérimenté de préférence en gestion de production dans un environnement IBM sous CICS et DL/I. Vous souhaitez maintenant diriger un service informatique s'appuyant sur d'importants moyens (IBM 4361/4 et 8140, DATAPONT 6000 - PC et HP) et une exploitation très automatisée en vous attachant particulièrement au développement de votre outil de gestion de production dans un souci de dialogue permanent avec les utilisateurs. Réf. A/2588M.

Ingénieur responsable qualité fonctionnelle

De formation ESE, ISEN, ISEP... si vous avez eu l'opportunité au cours d'une première expérience d'études d'appréhender aussi bien des problèmes Hard que Soft, nous vous offrons la responsabilité de notre service qualité fonctionnelle. Animant une équipe de 6 personnes et disposant d'importants moyens de tests automatisés que vous optimiserez, vous prendrez en charge, en intégrant les différentes actions correctives nécessaires, en étroite relation avec les clients et la production, la qualité fonctionnelle des produits fabriqués. Réf. A/2589M.

Ingénieur débutant ENSI, INSA, ENI...

Intégré dans l'équipe méthodes chargée des produits fabriqués en série, cet ingénieur débutant ou ayant une première expérience devra, après formation sur le terrain, se montrer rapidement capable d'animer une équipe. Réf. A/2590M.

Pour l'ensemble de ces postes écrire sous référence choisie en précisant le salaire souhaité ou téléphoner à J. SCARINOFF.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Lieu de travail : Provence

UN INGENIEUR PROJECT MANAGER

10 ans d'expérience requise.

- Il aura à assumer la RESPONSABILITE de la gestion de contrats offshore tels que :
- quartiers d'habitation,
- modules de production,
- jackets, etc.

- Il aura une expérience en devis, en proposition, et aura mené des ACTIONS COMMERCIALES.
- L'activité de ce responsable se partagera entre des actions commerciales en France et à l'étranger et le management de la construction des commandes prises. Il pourra recruter son équipe s'il le désire.

Le dynamisme, la réactivité, le sens des responsabilités et de l'organisation seront des qualités hautement appréciées.

La rémunération sera fonction de la valeur prouvée du candidat.

Envoyer C.V. et photo sous n° T 069.008 M REGIE PRESSE - 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

fortement implanté dans la région EST recherche pour son service Inspection

UN CADRE INSPECTION (h-f)

Agé de 30 à 35 ans, le candidat devra avoir une formation supérieure et pourra justifier d'une solide expérience dans les différents secteurs d'activité d'un Etablissement Financier ou dans un Cabinet d'Audit.

Dans un premier temps, il participera au contrôle des procédures administratives et prendra à son compte diverses missions d'audit comptable et financier.

A terme, cette fonction largement évolutive pourra aboutir à la prise en charge d'une équipe de contrôleurs.

Le poste, à pourvoir dans une ville universitaire de l'EST, est assorti d'une rémunération intéressante qui sera toutefois fonction de l'expérience.

Merci de motiver votre intérêt pour cette offre en adressant votre dossier complet (lettre + CV + photo + prétentions) sous Réf. 297.344 M à REGIE-PRESSE - 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

La plus parfaite discrétion est assurée.

Crédit Mutuel Centre Est

chef de service du personnel

Placé sous la responsabilité du Chef de Département des Relations Humaines, il sera responsable de la gestion administrative du personnel et assurera le recrutement.

- Formation supérieure (maîtrise en droit, E.S.C., ...)
- Expérience de 3 à 5 ans dans la fonction, indispensable.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à C.M.C.E. - BP 350 - 21009 DIJON Cedex.

POUR LYON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

INGÉNIEUR-ELECTRONICIEN (H. ou F.)

grande école

Adresser lettre manuscrite c.v. et photo à Havas Région 15342, B.P. 1000, 69222 Lyon Cedex 02.

Ingénieurs logiciels temps réel

An sein d'un groupe de dimension internationale, cette société est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes électroniques de pointe, destinés à des applications aéronautiques et spatiales. Deux postes sont à pourvoir dans un service d'étude de systèmes de télémesure, systèmes composés de chaînes d'acquisition de mesures reliées à des calculateurs d'acquisition et de traitement de données.

Jeune chef de projet

Il aura à concevoir à partir d'éléments standards, des systèmes de télémesure spécifiques depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'à la remise des clés en main au client. Il sera plus particulièrement chargé de la réalisation de logiciels temps réel en assembleur et fortan, et de la configuration du système. Selon la taille du projet il encadrera un ou plusieurs ingénieurs et programmeurs. Diplômé d'une école d'ingénieurs, il a acquis au cours de 2 à 3 ans d'expérience, la connaissance des calculateurs DEC (VAX ou FDP) dont il maîtrise les systèmes d'exploitation (VMS, RSX et RT 11). Des compétences techniques alliées à des aptitudes à l'encadrement d'une équipe lui permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges. Réf. A/2581M.

Ingénieur débutant

Il participera à l'élaboration de systèmes de télémesure dont il aura à écrire les logiciels temps réel en assembleur et fortan. Il travaillera sur un calculateur DEC (VAX ou FDP). Selon la taille du projet il pourra être amené à en sous-traiter une partie à des programmeurs. Diplômé d'une école d'ingénieurs avec option informatique, il sera dans un premier temps spécialisé en logiciel. Il pourra ensuite évoluer vers une responsabilité de chef de projet à la fois matériel et logiciel. Réf. A/2582M.

Adresser curriculum-vitae et rémunération souhaitée à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FIJALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL, NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE COMPLEXE INDUSTRIEL DE BEAUCHAMP (VAL D'OISE)

6 Ingénieurs

ISEN, ENSEP, ENSEA, ISEP, ESIEE

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

Pour assurer :

- l'encadrement de 6 techniciens supérieurs, spécialistes en électronique et contrôle régulation.
- le support technique à l'ensemble de la maintenance.

Formation :

- Connaissances approfondies en : électronique industrielle, électronique analogique et digitale, automates programmables.

Bonnes notions en :

- pneumatique, hydraulique, mesures physiques.

Expérience :

- 2 à 3 années seraient appréciées mais candidats débutants possibles.

Ces postes évolueront d'agressant à des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience industrielle, la maîtrise de la langue anglaise est souhaitée et celle de la langue allemande pour l'un des 2 postes d'ingénieurs chimistes.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations sous réf. M 12/11 à Monsieur Boureau, Relations Humaines, Avenue Boudi, 95250 Beauchamp.

A.M., ENSI, INSA, U.T.C.

2 INGENIEURS PROCESS

Pour participer :

- au développement et à la mise en place des procédés de fabrication,
- à la définition du cahier des charges des équipements de production,
- à la coordination des actions des différents services (production, maintenance, packaging, logistique).

1 INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE

Pour :

- mener des études sur les nouvelles méthodes de production et les procédés de conditionnement,
- établir des contrôles de postes de travail, de modes opératoires, et de performances,
- assurer la fonction conseil au sein de l'usine.

2 INGENIEURS CHIMISTES

Pour :

- participer au lancement de nouveaux produits en liaison avec les déplacements vente et marketing pour assister techniquement notre clientèle,
- développer de nouvelles technologies,
- assurer la formation de nos vendeurs et distributeurs.



IMPORTANT CABINET PARISIEN DE CONSEILS JURIDIQUES

membre d'un réseau international

recherche

UN FISCALISTE

(diplômé de l'Ecole nationale des impôts, ou diplômé grande école : HEC, etc.).

UN DOCTEUR EN DROIT

spécialisé dans le droit des affaires (organisation des patrimoines - successions - valeurs mobilières).

UN JURISTE EN DROIT FISCAL

PROFIL RECHERCHÉ : formation juridique de haut niveau, expérience professionnelle de 5 ans, forte responsabilité, esprit d'initiative et aptitude à travailler en équipe - connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand souhaitées.

Adm. c.v., photo et lettre jointe à : J.C. GRANGER La Vieillesse, Casella, 160, rue La Fayette, 75010 PARIS.

Mouvement mutualiste

AYANT VOCATION A RÉALISER

DANS LE DOMAINE SANITAIRE ET SOCIAL

cherche pour son organisme

fédéral d'intervention

UN (E) CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

De formation supérieure sciences humaines

(sociologie, psychologie, etc.).

Il (elle) sera de préférence une première expérience professionnelle d'élaboration de conduite et de suivi d'études (études sociales, d'organisations, d'équipement, etc.).

Envoyer c.v. et présentations à : I.R.A.F.E.S. 62, avenue Parmentier, 75011 Paris.



LE FUTUR DE LA C.F.A.O. POUR DES INGENIEURS COMMERCIAUX D'AVENIR

Vous êtes un négociateur de très haut niveau mais vous ne voulez pas abandonner vos compétences techniques. Votre formation est celle d'un ingénieur avec une première expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique scientifique et industrielle. Vous êtes un homme de contact, très organisé et ayant le sens de l'action et de la décision. Vous pratiquez l'anglais et vous acceptez des déplacements en France et à l'étranger. Et, enfin, vous souhaitez vous sentir pleinement responsable de vous-même et de vos revenus.

Si tel est votre cas, écrivez à :

Daniel PICARD
DIRECTION SUD EUROPE
G.E. CALMA
31, boulevard des Bourvets
92000 NANTERRE

CALMA SUD EUROPE est l'une des divisions du Groupe GENERAL ELECTRIC, spécialisée dans la conception et la commercialisation de systèmes interactifs de CAO/FAO. Avec 220 M\$ de ventes en 1983, 2000 collaborateurs et plus de 1900 installations opérationnelles dans le monde, CALMA est considéré comme l'un des trois grands de la CAO.

REJOINDRE LES PROFESSIONNELS DES COMMUNICATIONS INFORMATIQUES

De la liaison par FIBRES OPTIQUES à l'ARCHITECTURE DE RÉSEAU, en passant par les RÉSEAUX LOCAUX, nous sommes des précurseurs dans la mise en œuvre de ces nouvelles technologies (ETHERNET, X25, F.O.). La qualité de notre prestation, vis à vis du constructeur ou de l'utilisateur final, permet une expansion rapide de nos activités, qui nous amène à rechercher de nouveaux hommes rattachés à notre direction générale :

RESPONSABLES DE RÉGION

- Paris - Ile-de-France - réf. 75/R
- Marseille - Provence - réf. 13/R

Participation à la stratégie, animation de votre équipe, actions clientèle, relations avec les constructeurs et gestion de votre activité seront les multiples facettes de vos attributions. Nous recherchons des hommes de terrain, de formation ingénieur (Télécom, Supélec, INSA ou équivalent) ayant une expérience dans l'animation et la gestion d'une unité autonome, ou capable d'y accéder et des compétences en informatique et/ou télécommunications. L'agence Paris Ile-de-France est en création et offre de sérieuses possibilités de progression pour un candidat entreprenant. L'agence Marseille Provence est en forte croissance qu'il faut maintenir.

CHEF DE PRODUITS

L'implantation des nouveaux produits est votre domaine : recherche et sélection, conception du marketing MIX, implantation technico-commerciale dans les agences régionales, gestion et suivi de ces produits. De formation ingénieur (Télécom, Supélec, INSA ou équivalent), le candidat aura une expérience produits, et des connaissances dans le domaine des communications informatiques et de leurs protocoles. Ce poste basé à Paris (réf. 75/C), Lyon (réf. 69/C), ou Marseille (réf. 13/C) selon la convenance du candidat, offre de réelles possibilités d'évolutions pour un candidat créatif et entreprenant.



Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V., photo et présentations en précisant le poste choisi à Eric Margnat - ORGANIMAR - 19, rue Notre Ste Catherine - 13007 Marseille

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, C.A. doublé en 2 ans, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands Systèmes temps réel dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale, de l'Industrie.

SESA recherche dans le cadre de son fort développement pour sa Division SYSTEMES DE COMMUNICATION

UN INGENIEUR FORMATEUR expérimenté

Après une phase de formation à nos méthodes et nos produits, il lui sera confié :

- la conception et l'élaboration de cours techniques en relation étroite avec les Divisions concernées dans le domaine des réseaux de commutation de paquets,
- des missions de formation de moyenne durée en France comme à l'étranger, pour dispenser ses cours aux services opérationnels utilisateurs. Ce poste de haute technicité nécessite des compétences informatiques de premier ordre, des aptitudes à rédiger, et des qualités de pédagogue confirmé. La pratique courante de la langue anglaise est fortement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à SESA, Direction des Affaires Sociales 30, quai de Dion-Bouton 92808 PUTEAUX. Bien préciser sur l'enveloppe la réf. 19146.



ETUDE ET RECHERCHE EN LINGUISTIQUE ET INFORMATIQUE

ERLI, créée en 1977, compte aujourd'hui 22 collaborateurs

et réalise des logiciels avancés en systèmes d'information, analyse de langage naturel et intelligence artificielle.

Nous recherchons pour promouvoir nos produits

INGENIEUR COMMERCIAL

CONFIRME

De formation Ecole d'ingénieurs ou équivalent, vous possédez une solide expérience de la vente, de bonnes connaissances du marché informatique et notamment des grands utilisateurs IBM. Vous maîtrisez parfaitement les concepts de bases de données, informatique et langage de quatrième génération. Vos qualités de négociateur vous permettront d'établir des contacts de haut niveau. L'anglais courant est nécessaire. Une disponibilité pour de fréquents déplacements est à prévoir. Votre dynamisme et votre ambition vous conduiront vers un poste à responsabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. et présentations à ERLI - 72, quai des Carrières - 94220 CHARENTON.

ambitions voir ensemble

Hewlett-Packard France: 40 % de croissance annuelle du CA, 2700 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à l'Isle d'Abeau, au Sud de Lyon. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

COMPTABILITE ET MANAGEMENT

■ Nous recherchons le remplaçant de notre Accounting manager promu aux Etats-Unis. Sous la responsabilité du Directeur du contrôle de gestion et en relation étroite avec les opérationnels de l'entité commerciale, vous définirez et mettez en œuvre les objectifs des services comptables, dans le cadre d'un double système anglo-saxon et français.

Au-delà d'attributions classiques - fournisseurs, clients, banque, employés, inventaire, comptabilité intercompagnie... - votre mission s'élargit à : suivi et contrôle du budget d'investissement, reporting mensuel à partir d'une comptabilité analytique très élaborée, analyse des écarts, présentation des résultats à la Direction Générale, proposition et négociations de nouvelles procédures au niveau européen, relations avec les auditeurs internes et externes.

Organisateur rigoureux, vous vous appuyez sur une structure informatique performante assurant l'interface des services opérationnels grâce à plusieurs systèmes européens.

Enfin, vous développerez dans le management d'une équipe de 30 personnes très compétentes, la dimension humaine de la fonction.

De formation supérieure grande école d'ingénieur ou de gestion complétée par un MBA, ISA, IAE... vous avez une première expérience similaire - de 3 à 5 ans - dans un environnement anglo-saxon très informatisé. Réf. AHQ/12/M.

DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS ET DIVISION RESEAUX

■ Chefs de produits

Rattaché au Département Marketing, votre mission sera de mettre en œuvre des techniques de marketing rigoureuses pour assurer le lancement de nos produits sur le marché européen dans des conditions optimales.

Possédant une excellente connaissance du marché, vous devrez établir un dialogue entre nos chercheurs et les utilisateurs potentiels de nos produits, et participer à l'établissement de prévisions fiables.

Pour ces postes de haut niveau, vous devrez justifier d'une formation supérieure : ingénieur ECP, EMP, ESE, SUPTELECOM, ENSERO + MBA/ISA - et d'une première expérience réussie de marketing industriel dans le secteur informatique.

Si vous êtes intéressé par :

- la Division Réseau : Réf. GND/2/M.
- la Division Ordinateurs Personnels : Réf. GPCD/1/M.

■ Ingénieurs support technique

Au sein de notre Département Marketing, vous agirez en qualité de conseil auprès de nos ingénieurs commerciaux pour l'Europe entière et devrez pour ce faire acquérir l'expertise technique de nos produits (matériels et logiciels).

Vous assurerez également l'élaboration et l'animation de cours à l'intention de ces mêmes ingénieurs et de nos clients.

De formation supérieure en électronique ou informatique, vous justifierez d'une première expérience dans un poste similaire ou dans une fonction d'ingénieur commercial.

Si vous êtes intéressé par :

- la Division Réseau : Réf. GND/3/M.
- la Division Ordinateurs Personnels : Réf. GPCD/2/M.

■ Ingénieurs acheteurs

Au sein de notre Département Manufacturing, votre objectif sera de satisfaire pour une famille de composants, les besoins du site de Grenoble aux meilleures conditions de qualité, de prix et de service.

Assisté d'aide-acheteurs, vous devrez identifier sur le marché mondial les fournisseurs qui répondent à ces critères.

Ces postes supposent une excellente aptitude à la communication puisque vous serez amené à dialoguer avec les ingénieurs de recherche comme avec les ingénieurs de production.

A mi-chemin entre une fonction à caractère commercial et une fonction purement technique, ces postes sont très intéressants pour des candidats de formation supérieure ECP, EMP, ENSAM, ESE + MBA/ISA. Réf. GPCD/3/M.

DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS

■ Ingénieur développement des ventes

Ayant une parfaite connaissance de nos ordinateurs personnels, vous aurez un rôle très important de liaison avec nos ingénieurs commerciaux. Vous devrez les assister en les informant des tendances du marché, en développant des argumentaires et des campagnes de promotion, en animant une politique efficace en matière de démonstration auprès de nos clients.

Nous attendons de vous que vous suggériez et lanciez des projets de développement des ventes motivants. Vous serez intégré dans une équipe marketing basée à Grenoble qui travaille en liaison avec nos vendeurs et distributeurs européens.

Ces postes s'adressent à des candidats de formation ingénieur + MBA qui ont une expérience de vente ou de marketing dans le secteur de l'informatique. Réf. GPCD/4/M.

■ Ingénieurs recherche et développement

Vous êtes passionné par la recherche et la micro-informatique. Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience de 3 à 4 ans et vous souhaitez évoluer vers une fonction de chef de projet.

Notre laboratoire de Grenoble compte plus de 90 ingénieurs et nous avons aujourd'hui des projets ambitieux qui portent sur le développement d'applications pour les ordinateurs personnels alliant logiciels et matériels, dans les domaines aussi variés que le vidéotex, les liaisons téléphoniques, la messagerie vocale et le traitement de l'image.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens et informaticiens de formation supérieure. Réf. GPCD/5/M.

Pour tous ces postes la pratique de l'anglais est indispensable. Elle favorisera votre évolution en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

■ Blandine Thiéry, Hewlett-Packard France, Département du Personnel, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

■ Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



**HEWLETT
PACKARD**

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'ACTION: UN PARTI PRIS
POUR THOMSON
SEMICONDUCTEURS

Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMICONDUCTEURS se dresse d'agir. Analyser. Structurer. Investir: nous avons tout remis en question. Nos stratégies, nos technologies. Avec l'appui du GROUPE THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de production, de recherche et développement (secteurs dans lesquels nous doublons, cette année, nos investissements). Nous disposons de serices techniques de premier ordre. Nos clients, impliqués dans les plus grandes réalisations (ARIANE, MIRAGE 2000, TGV, AIRBUS...) sont de plus en plus nombreux à reconnaître le SAVOIR FAIRE THOMSON SEMICONDUCTEURS: avec un taux de progression de 60% par an, notre activité représente une force nouvelle sur le marché mondial des semiconducteurs. Mais nous devons persévérer: il s'agit aujourd'hui d'intensifier notre présence en France, de renforcer nos équipes commerciales et notre assistance technique.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Vous êtes compétents dans l'un des domaines suivants:

- microprocesseurs ou microcontrôleurs,
- vidéographie, télématique, téléphonie,
- analogique de précision ou de puissance.

Vous souhaitez élargir votre expérience acquise en laboratoire d'études et rester à la pointe de la technique des circuits intégrés:

DEVENEZ INGÉNIEURS
D'APPLICATION et d'ASSISTANCE TECHNIQUE,

au sein d'une équipe qui prouve constamment sa compétence, sa disponibilité et la qualité de ses services: celle de THOMSON SEMICONDUCTEURS.

Le rôle sera de permettre à nos clients d'optimiser l'utilisation de nos produits et de les assister dans leur mise en œuvre. La souplesse de nos structures vous permettra d'acquiescer les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'électronique THOMSON.

Nous mettons à votre disposition tous les moyens du savoir. Avec nous, prenez le parti d'agir: écrivez à Norbert ROGE, THOMSON SEMICONDUCTEURS, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

THOMSON
SEMICONDUCTEURS



L.E.R.S.

Société de recherche pharmaceutique du Groupe Synthelabo,
recrute pour son département de Recherche Clinique

Chargé de recherche
en statistiques médicales HF

Dans l'équipe statistique du groupe de biométrie (15 personnes) du département de recherche clinique, le candidat choisira pour mission:

- de participer à la définition et à l'élaboration des protocoles d'essais thérapeutiques, et de traiter les données recueillies au cours des essais, et de rédiger la partie statistique des rapports concernant ces essais.

Le poste nécessite un travail d'équipe avec les différents groupes de médecins et un dialogue avec l'équipe informatique du groupe biométrie. En effet, les essais thérapeutiques, menés en France ou à l'étranger, impliquent une utilisation intensive de l'outil informatique.

Sur cette base, le candidat devra:

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures, et avoir une solide connaissance des problèmes relatifs à la statistique médicale et plus particulièrement de ceux relatifs aux différents phases des essais thérapeutiques, et être familiarisé avec les mini-computers, et avoir une bonne connaissance de l'anglais, et avoir une grande aisance dans les contacts humains.

Lieu de travail: Paris.

Avantages sociaux, horaires flexibles, restaurant d'entreprise, etc.

Envoyer C.V. avec photo sous référence 59920

Médecine-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cédex 02.



ingénieur de maintenance

Au sein de SONY-FRANCE, le département TELEVISION PROFESSIONNELLE recrute des ingénieurs de maintenance de matériel vidéo de haute qualité.

Le développement rapide de cette activité nous amène à renforcer l'équipe technico-commerciale, vous assurez, en tant qu'ingénieur de maintenance, la maintenance de nos matériels VIDEO de haute qualité.

Vous effectuerez de fréquentes visites de clients, ainsi que quelques déplacements dans toute la France, pour la mise en service et la réparation du matériel. Vous serez également amené à effectuer des démonstrations sur les performances techniques et pratiques de notre matériel.

De formation INGÉNIEUR (BUT, CAP, BREVET, CNAM...), vous êtes titulaire d'une première expérience acquise dans une activité similaire, et avez de bonnes connaissances de base en vidéo, en analogique et en logique électronique.

Nous attachons une grande importance aux qualités de contact et d'autonomie de votre personnalité, particulièrement nécessaires pour ce poste. Bien sûr, la pratique de l'ANGLAIS vous est indispensable, notamment lors de stages à l'étranger. Vous disposez d'un véhicule de société. Un candidat à fort potentiel verra rapidement croître ses responsabilités.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence IMM à:
SONY-FRANCE - Service Recrutement - 19, rue Madame de Senzillon
92110 CLICHY

SONY

Broadcast

Pragmatique et de bon sens: notre contrôleur de gestion

Si nous n'avons pas le culte des procédures, nous avons, en revanche, celui de la simplicité. Pour nous, un état ou une statistique ne valent que dans la mesure où ils conduisent à plus d'efficacité... et à une meilleure rentabilité. C'est bien dans cet esprit que nous avons bâti notre contrôle de gestion et que nous entendons l'adapter à l'évolution de nos besoins. Pour poursuivre le bon développement actuel de notre activité de fabrication et de vente de biens d'équipement de la maison: aujourd'hui un CA d'un milliard de francs et une bonne rentabilité.

Mais simplicité n'exclut pas compétence et c'est à un(e) professionnel(le) déjà confirmé(e) que nous comptons confier ce poste: avec une expérience de quatre à cinq ans, acquise au moins en partie en milieu industriel. Qui aura plus assimilé l'esprit du contrôle de gestion qu'il ne sera attaché à ses techniques et qui saura instaurer une collaboration efficace avec nos usines et nos dépôts de province. Nous préférons une formation de base de type ESC, mais sans exclusive; pour nous, personnalité et professionnalisme priment.

Des relations très directes, une large délégation des responsabilités, c'est le style de notre maison. Si vous conviez aussi, sans tarder, et sous référence 238 212M, une lettre aux consultants de Sirca qui, en vous recevant, vous parleront davantage de nous. Le poste est au siège, à Paris, au sein d'une équipe restreinte, mais efficace. Il comporte des déplacements de courte durée en province. Il est à pourvoir dans les meilleurs délais.

Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DU SYNDEC

UNE BANQUE PRIVÉE EN PLEIN ESSOR
(PARIS)
SPÉCIALISÉE ET RENOMMÉE DANS LA GESTION
ET LE CONSEIL EN VALEURS MOBILIÈRES

recherche

JEUNE FINANCIER

Après des études orientées vers l'ECONOMIE, la FINANCE, la GESTION, vous avez une expérience pratique de deux ou trois ans acquise dans le service financier d'une grande entreprise, d'un cabinet d'audit ou dans la banque.

NOUS vous offrons une formation post-graduat, une spécialisation, une carrière dans le domaine de

LA GESTION DE PATRIMOINE

Vous intégrerez une équipe jeune et très spécialisée aux missions variées: analyse de sociétés, opérations financières, gestion de patrimoine.

Anglais indispensable.

Si vous êtes TRÈS motivé(e), envoyez votre curriculum vitae manuscrit et une photo sous référence 693 à DELORME, 94, rue de la Victoire, 75009 Paris, qui transmettra.

volvic
oasis

Une grande marque minérale
leader dans le domaine des boissons aux fruits

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME (H./F.)

FORMATION:

- Diplômé d'une grande école ou INAG.

ENVIRONNEMENT:

- IBM 4341 - DOS/VSE CICS.

PROFIL:

- Chargé de créer la fonction, vous devez justifier d'un minimum de 3 à 4 ans de pratique système obtenus en DOS et CICS.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 84/19 à:

VOLVIC - S.P.A. 41
92340 BOURG-LA-RENE.

IMPORTANTE BANQUE ÉTRANGÈRE A PARIS

recherche

CHEF DE PROJET

de formation Grandes Écoles ou équivalent

- Il possèdera au moins quatre ans d'expérience en informatique bancaire de préférence sur matériel IBM sous V.M./C.M.S.
- Il participera à la conception d'un système INOCENTRE et réalisera à l'aide des nouveaux outils du type LAG et bases de données relationnelles.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° T 069.007 M à: 7, rue de Montessuy, Paris (7°).

Ingénieurs certifiés
grands projets

Assumer la responsabilité totale de grands projets de sécurité industrielle (protection contre les actes de malveillance) depuis l'analyse des risques et la proposition de plans de sécurité jusqu'à la réalisation des installations et la maîtrise financière de vos contrats...

C'est la mission que nous vous proposons dans le cadre de l'expansion très rapide de notre société, leader incontesté de la sécurité industrielle en France et déjà bien présente à l'étranger.

Ingénieur, mais surtout entrepreneur et organisateur, vous bénéficiez d'une expérience de 7 ans minimum dans la conduite de grands projets en Génie Électrique, Automatismes et Traitement de l'Information. Votre aptitude à encadrer une équipe, votre rigueur technique, votre sens de la négociation vous permettront de réussir et de vous développer avec nous tant en France qu'à l'étranger.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature s/réf. UF/JA à:

UNIDEL sécurité

33 Av. du Maréchal Joffre
92000 NANTERRE.

RADIALL

Fabricant de composants électroniques
leader européen dans sa spécialité
recherche

l'adjoint de son
Directeur Financier

Mission:

- Vous serez chargé plus spécialement du suivi des filiales étrangères que vous assisterez en matière de gestion et d'information.
- Vous aurez à animer le processus de reporting et de consolidation.

Profil:

- De formation supérieure (HEC - ESSEC - SUP de CO...)
- Vous avez réussi votre première expérience en comptabilité ou audit sur des systèmes informatiques évolués dans une entreprise à vocation internationale ou un cabinet d'audit.
- Vous êtes un homme de terrain, animateur et innovateur.
- Vous parlez l'anglais couramment et vous êtes prêt à vous déplacer fréquemment.

Si vous êtes intéressé par ces responsabilités importantes dans une entreprise performante,

Envoyez C.V., photo et prétentions à: **RADIALL**
101, rue Philibert Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

Juriste opérationnel dans le bâtiment

200 000 +

Dans le Bâtiment, notre activité est l'entreprise générale avec 450 personnes et un CA de 250 MF. De plus, à travers trois départements annexes et distincts nous agissons également dans le bâtiment industriel métallique, la rénovation/réhabilitation, le revêtement de sol. Ayant décidé de renforcer notre structure, nous recherchons le juriste qui collaborera étroitement avec notre direction générale à laquelle il sera rattaché.

Votre mission est à la fois large et précise : d'une part vous gèrerez nos garanties décennales et biennales, ce qui peut vous amener à négocier au stade amiable ou judiciaire le règlement des sinistres ; d'autre part, vous êtes le garant du bien fondé juridique et de la conformité de tous les engagements liant notre entreprise à des tiers extérieurs. Par ailleurs, vous établirez la solvabilité de nos partenaires, vous réglez les contentieux et suivez cautions et recouvrements. Enfin vous administrerez l'ensemble de notre portefeuille d'assurances matériels et chantiers.

La trentaine ou plus, vous avez une maîtrise de droit (ou un diplôme d'ingénieur complété par une formation juridique). Votre expérience est à la fois bâtiment et assurance. Vous avez aussi une bonne connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur.

Ce poste est basé à 50 kms à l'ouest de Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2107M, 1 rue de Barri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CONSEIL INTERNATIONAL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE RECHERCHE

NEGOCIATEUR (TRICE) DE HAUT NIVEAU POUR SON DEPARTEMENT BUREAUX

Ce poste sera confié à un élément à fort potentiel, de formation Universitaire ou Commerciale, ayant 3 à 5 ans d'expérience dans une activité similaire.

De réelles perspectives sont offertes à un(e) Candidat(e) aimant l'autonomie, capable de prendre sa place dans une équipe enthousiaste et dynamique, et désireux(e) de réaliser une carrière dans un excellent climat de travail. **Rémunération en rapport avec l'importance du poste.**

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à

Jones Lang Wootton
80, avenue Marceau - 75008 PARIS.

Réponse et discrétion absolue assurées.

Analyste d'Exploitation HF

Moyen Système Temps Réel

De formation supérieure en informatique (D.I.T., ...) vous possédez une première expérience (2-3 ans) d'analyste d'exploitation, de préférence en société de services. Vous voulez maintenant valoriser votre acquis en évoluant progressivement au sein d'une petite équipe résolument innovatrice (2 ordinateurs PRIME 750 connectés en réseau ; 50 terminaux répartis sur 3 sites).

Dans ce cas, vous pouvez, à Aubervilliers, participer au développement du **GROUPE AIRLEC RADIAL BRUNER** leader sur le marché français des appareils de chauffage électrique (CA 63-270 MF ; doublement prévu dans les 3 prochaines années).

Dans un premier temps, vous ferez évoluer l'ensemble des procédures informatiques mises à disposition des utilisateurs et vous développerez les outils logiciels d'aide à l'exploitation.

Vous prendrez rapidement en charge l'organisation des travaux informatiques. Pour recevoir des informations complémentaires, merci de téléphoner ou d'écrire sous la référence 9403 M à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Notre groupe holding a son siège à Paris ; ses filiales très diverses exploitent, hors de France, notamment en Afrique Francophone et Anglophone. Nous recherchons un

CHEF COMPTABLE

Titulaire du DECS complet, ayant une expérience d'au moins 10 années en comptabilité et surtout contrôle de gestion ; il devra s'intégrer à l'équipe existante des services comptables et de l'audit interne.

Résidence à Paris avec missions éventuelles Outre-mer.

Possibilité d'évolution rapide au sein du groupe.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé et prétentions sous réf. 1493 à notre conseil CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

Auditeurs HF

Nous sommes une entreprise spécialisée dans l'audit et le conseil. Nous recherchons des auditeurs expérimentés pour des missions de conseil et d'audit interne. Vous devez avoir une expérience minimum de 5 ans dans un poste d'audit interne ou d'audit externe. Vous devez également avoir une bonne connaissance des systèmes d'information et des procédures de contrôle interne.

Adresser votre lettre de candidature, votre CV, votre photo et vos prétentions à : M. Vincent, 104 rue de Valenciennes 75013 Paris.

cegos

stratégie
management

Junior - consultant systèmes financiers et de gestion

La CEGOS met en place, dans des entreprises très diverses, des systèmes financiers et de gestion (trésorerie, reporting, consolidation...) innovateurs et performants, sur micro-ordinateurs. Nous recherchons un CONSULTANT dont le rôle sera de mettre en place ces systèmes (définition du problème, adaptation, formation) au sein des directions financières et de gestion. Cette fonction convient à des JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, parlant anglais et ayant acquis une première expérience de la gestion ou de la finance au sein d'un Groupe important ou d'un cabinet d'AUDIT ou de CONSEIL.

La CEGOS offre, à des candidats de valeur, des perspectives de développement personnel et professionnel attractives, au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, et réf. 71673M, à Monsieur BASSI, CEGOS Stratégie Management, Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE CEDEX.

séle CEGOS

sera chargé de ce recrutement

PARIS

INDUSTRIE ELECTRONIQUE
2500 PERSONNES

Pour TTT Composants et Instruments 2 Auditeurs internes

Junior Auditeur

Des missions variées de vérification ou de révision comptables, pour contrôler la fiabilité du fonctionnement des systèmes de gestion interne, lui seront confiées.

Senior Auditeur

Les missions, de même nature que celles prévues pour le poste de Junior, porteront essentiellement sur les systèmes de contrôle et de gestion de la production. C'est un Auditeur principalement opérationnel.

Les titulaires des 2 postes sont basés à Bagneux mais exercent l'un et l'autre leurs activités sur l'ensemble des sociétés réparties dans toute la France. Ils voyageront donc pour environ 50 % de leur temps.

Vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce + DECS ou équivalent), une première expérience d'audit de 3 ans minima, soit dans un cabinet externe, soit dans une société industrielle ou commerciale. Pour le poste de Senior Auditeur, vous avez en plus occupé durant 2 ans des fonctions de contrôleur de gestion, ou d'analyste financier, ou de cost accountant.

Vous devrez rapidement perfectionner votre anglais.

Sous l'autorité du Responsable de l'audit France, vous bénéficierez, Junior ou Senior, d'une large autonomie d'action. Dans ce groupe international, les possibilités d'évolution de carrière sont très nombreuses et, en plus, la rémunération pour les 2 postes est, dès le départ, attractive.



Guy Postel

Adresser votre CV, photo et prétentions, sous réf. 450, en précisant le poste souhaité et également un N° de téléphone à : Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

INSPECTEUR POUR LE CONTROLE GENERAL

Agé(e) de 25 à 30 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (IEP, HEC, ESSEC, ESCP), vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans à l'Inspection Générale d'un grand établissement bancaire.

Cette formation vous permettra d'exercer immédiatement des responsabilités de chef de missions. Celles-ci concernent le plus souvent le siège de la Banque, et environ un tiers d'entre elles ont pour objet des établissements bancaires, filiales de la Banque Indosuez, en France ou en Europe limitrophe.

Après quelques années au Contrôle Général, vous serez appelé(e) à exercer d'autres fonctions dans l'un des multiples domaines d'activité, tant en France qu'à l'étranger, que peut offrir une grande Banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence GA 5 à

Banque Indosuez - Service recrutement - carrières - formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

Jeunes Ingénieurs (Arts et Métiers ou équivalent) Participez à notre développement

La SEITA (8 500 personnes) leader du marché du tabac en France vous offre des responsabilités dans ses établissements de l'Ouest, du Centre, du Sud-Ouest.

Vous venez d'obtenir votre diplôme ou vous avez déjà une première expérience acquise dans une industrie de biens de consommation. Vous aimez animer, gérer, mettre votre marque, créer. Après vous être formé à nos activités et à nos équipements (machines très rapides intégrant des automatismes poussés), vous aurez des responsabilités concrètes et participerez à l'encadrement des unités.

La société, compte-tenu de son importance, vous offre des perspectives intéressantes de carrière.



Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions sous référence G009M à Ph. VINCHON - CORT - 65, Avenue Kléber - 75116 Paris.

Seita



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

COLGATE-PALMOLIVE (en France : 3 établissements, 3 000 personnes, 3 milliards de CA)

Principale filiale d'un important groupe international leader sur de nombreux marchés de produits de grande consommation : AJOOL, GAMA, SOULINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, PALMOLIVE, TONGENCYL, ULTRABRITE, etc., recherche actuellement pour son unité de production de Compiègne

Un Chef de groupe confirmé en organisation industrielle
de formation grande école scientifique : CENTRALE, A, et M., etc...

Sa mission :

- Développer au sein du service organisation industrielle (10 ingénieurs), les études et réalisations permettant d'optimiser le fonctionnement des ateliers de production.
- Promouvoir les méthodes modernes d'organisation en coordination avec les responsables opérationnels.
- Animer un groupe d'ingénieurs.

Son profil :

- Justifier impérativement d'une expérience de l'organisation en atelier industriel, ainsi qu'en informatique.
- Posséder une maîtrise des techniques d'organisation.
- Réalisme, enthousiasme, tempérament de réalisateur.
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et références), sous référence LM 12, à Colgate Palmolive - Service Central de l'Emploi et des Carrières - 29 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

COLGATE-PALMOLIVE

La Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles recherche pour accompagner son développement et soutenir son réseau

Chef de groupe produits HF

Véritable maître d'œuvre, ce professionnel intervient à tous les niveaux du processus de développement.

Il assure la conception de nouveaux produits destinés à une clientèle diversifiée (entreprises, particuliers, associations, mutualités) et suit activement leur évolution. Dans cette perspective, il engage les actions de communication et de formation internes adaptées.

Ce poste convient à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (BSC, maîtrise gestion, droit) pouvant se prévaloir d'une expérience de 5 ans en tant que chef de produit bancaire et/ou d'exploitant(e).

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/DVP2, au Service du Personnel de la

bccm 12, place de la Bourse 75002 PARIS

chef de produit junior

europ assistance

Nous sommes bien connus comme le leader de l'Assistance notamment aux particuliers. Notre dynamisme s'appuie sur une équipe Marketing soucieuse d'élaborer des produits toujours plus performants sur de nouveaux marchés. Au sein de ce service, nous offrons un poste de Chef de Produit Junior pour le secteur des produits destinés au grand public. Ce jeune collaborateur se verra confier le suivi des produits existants, leur développement, il participera à la création de nouveaux produits adaptés aux besoins du marché. Il sera en relation avec la force de vente et les équipes d'assistance. Il créera les moyens et supports nécessaires à sa réflexion : enquêtes, outils d'analyse... Il interviendra dans l'élaboration de communication nécessaire à l'information du public. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESCI) justifiant d'une première expérience de la fonction acquise éventuellement dans un secteur de service. Notre développement nous conduit à rechercher un jeune collaborateur de fort potentiel, capable de grandir avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 414.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

Juriste - Opérations Internationales

GROUPE BANCAIRE DE PREMIER PLAN PARIS

Nous souhaitons confier ce poste à un(e) candidat(e), âgé(e) de 35 ans environ et possédant nécessairement :

- une formation juridique de haut niveau,
- une expérience minimum de 5 ans, axée sur la pratique du Droit des Affaires Internationales,
- une excellente pratique de l'ANGLAIS.

Assurées d'une absolue discrétion, les candidatures sont à adresser sous réf. 81247 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Fonction Personnel : DANS LE VIF DU SUJET COMMERCIAL.

SOPRODEM, filiale de THOMSON GRAND PUBLIC, a pour vocation la gestion des Vendeurs-Démonstrateurs qui commercialisent, en Grandes Surfaces et Grands Magasins, les différentes marques du Groupe (Electroménager, TV, Vidéo, Hi-Fi, etc.).

Afin de renforcer notre capacité à gérer cette population très décentralisée, nous recherchons un(e) JEUNE CADRE GESTION PERSONNEL. Une formation supérieure et une première expérience, acquises dans une entreprise commerciale ou, mieux encore, dans la Grande Distribution lui seront indispensables pour participer :

- à l'optimisation de la gestion administrative du Personnel (contrats de travail, plans de formation...)
- à la liaison entre l'encadrement, national et régional de notre Force de Vente et les Responsables de magasins clients.

Une fonction Personnel dans le vif du sujet commercial et qui requiert de sérieuses qualités relationnelles, d'organisation, ainsi qu'une disponibilité certaine pour de fréquents déplacements toutes régions.

Merci d'adresser votre candidature détaillée, sous réf. HC/10 à M. SAUVEUR, SOPRODEM - 11 bis, rue Bolzac, 75008 PARIS.

THOMSON GRAND PUBLIC

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour participer à l'expansion de sa Direction Commerciale, dans le domaine des

TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES
DEPARTEMENT EXPORTATION

Chefs de zones

Ingenieur diplômé, vous avez acquis une expérience confirmée dans le domaine des systèmes de transmissions ainsi que de réelles aptitudes à négocier des contrats de haut niveau. Nous vous confierons la responsabilité d'une zone géographique pour la commercialisation de tels systèmes et de matériels de transmissions.

Ingénieur technico-commercial

En liaison avec votre chef de zone vous participerez aux négociations et préparerez les propositions techniques répondant aux appels d'offres internationaux concernant l'élaboration des projets - faisceaux hertziens - ou « matériels de transmission ». Electronicien de formation vous joindrez à des connaissances techniques approfondies un esprit de synthèse permettant l'optimisation technique et économique des projets.

Postes basés à PARIS avec de fréquents déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable. Allemand ou Espagnol souhaité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 249 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Une vision plus large de l'informatique,
Informaticiens, vous souhaitez sortir d'un domaine trop technique, nous vous offrons une opportunité de responsabilités et de développement personnel.

Chef de projet utilisateur

Au sein de notre Direction Administrative impliquée dans tous les développements majeurs de l'entreprise : forme de commercialisation, organisation, systèmes... vous serez responsable de la conception, de la recette, de la mise en place des projets (Cahiers des Charges, Etude Coûts/Bénéfices, Formation Utilisateurs, Lancement...).

De formation supérieure (Ecole de Commerce, MAGE, INSA...) plus une expérience en GESTION et INFORMATIQUE (au moins 2 ans), vous aurez les contacts multi-fonctionnels et vous aurez participé à des projets dans un environnement similaire.

Lieu de travail : Aubrey-sous-Bois

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CLM 4, à Brigitte Bruot, Rank Xerox, Service Recrutement, 55077 Aubrey-sous-Bois Cédex.

RANK XEROX

CABINET DE CONSEILS EN BREVETS
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

INIST, ENE, ENST ou équivalent anglais, allemand, japonais ou quelques années d'expérience

Envoyer C.V., photo et photo sous 75001 Paris, 7, rue de Montreuil, Paris-75.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Envoyer C.V. avec photo

Boite sous le n° 7 68.647 M

7, rue de Montreuil, Paris-75.

ASSOCIATION CULTURELLE DU TOURISME
avec importante programmation internationale (50 pays) recherche

Important laboratoire de cosmétologie,
leader sur son segment de produits en distribution sélective crée le poste de :

RESPONSABLE HF MARKETING DIRECT

Mission :

- En liaison avec le service informatique, créer et gérer un certain nombre de fichiers.
- En liaison avec le chef des ventes, créer et animer une petite équipe de télévendeurs (deux personnes).
- En liaison avec les chefs de produits, concevoir et réaliser des offres promotionnelles de marketing direct suivant un budget préétabli.
- Prendre en charge le développement d'un portefeuille de clientèle pour un média exclusif et régional.

Profil :

- Expérience prouvée de marketing direct en agence ou chez l'annonceur.

Qualités requises :

- Ambitieux(se), tenace, gestionnaire, négociateur(trice), animateur(trice) et pédagogue, créatif(ve).

Merci d'envoyer C.V. manuscrit + photographie (retournée) + rémunération actuelle en rappelant la réf. 51486 à PROJETS, 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

Spécialiste thermicien, si vous avez la fibre commerciale... H/F

Nous sommes filiale d'un puissant groupe traditionnellement implanté dans le métier du négoce de combustibles. Notre société a prospéré avec force dans l'import-export, la distribution de charbon et de produits pétroliers. Notre action commerciale va dans le sens de la politique énergétique actuelle et favorise le redéploiement du charbon dans le domaine industriel. C'est un objectif plein d'avenir qui exige certaines compétences techniques.

Aussi, nous recherchons un SPECIALISTE THERMIEN pour promouvoir nos ventes au travers d'un suivi technique de qualité.

Il a pour mission de conseiller notre clientèle, de l'assister à l'utilisation ou dans l'application d'une reconversion charbon.

En contact étroit avec la force de vente, il lui apporte l'appui technique nécessaire à ses actions commerciales. Dans ce sens, il définit des supports de formation et d'informations, renforce leur connaissance, se tient lui-même au courant du marché auprès des prescripteurs.

Ce poste convient à un technicien de formation supérieure justifiant d'une première expérience d'au moins 3 à 5 ans dans le métier de l'énergie. Homme de communication, il justifie d'une bonne maîtrise des problèmes de combustion. La connaissance du charbon sera particulièrement appréciée.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 4087 à Organisation et Publicité - 2, rue maréchal 75001 PARIS, qui transmettra.

CADRE RESPONSABLE SERVICE PRODUCTION

Formation et expérience de préparation de produits de tourisme culturel avec :

- capacité de négociation ;
- imagination pour concevoir des séjours originaux ;
- compétence pour la coordination du travail d'une équipe de dix personnes.

Env. C.V. avec photo et photo sous 75001 Paris, 7, rue de Montreuil, Paris-75.

ASSOCIATION MAISON POUR TOUS
recherche

UN ANIMATEUR SOCIOCULTUREL

Niveau Direction, Thésaurin du CAPASE ou DEFA + exp. Candidature + C.V. à Monsieur le Président, Centre André-Maleaux - 78230 La Ferté-Maclos.

Société de Service en Ingénierie Informatique
en expansion rapide, équipe très motivée, produits de qualité exceptionnelle, offre une évolution brillante

chefs de projets scientifiques

Ingenieurs de formation, à orientation électronique, automatique et programmation scientifique.

Expérience HF indispensable, notamment mise.

Ils auront à conduire de bout en bout les études et les réalisations de solutions informatiques originales dans les secteurs industriels de pointe.

Ambiance vivante, très bonne rémunération, souci de la perfection.

Lieu de travail : RUNGIS.

Votre candidature sous référence CHAF III sera étudiée par :

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Organisme de Conseil auprès des PMI basé à Paris
intervenant en France et à l'Étranger
recherche

un Ingénieur

Mission :
participer au sein d'une équipe pluridisciplinaire à des missions de diagnostic,
de développement et d'assistance aux PMI principalement en France.

Profil :
expérience professionnelle de 3 à 5 ans en organisation et gestion de
production acquise en entreprise ou en société de conseil.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et
rémunération actuelle) sous référence 147 à C.K.
22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenyvn

Ingénieur pour nos services immobiliers



Ingénieur tous corps d'état ou équipements techniques, diplômé Grande
École, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans une importante société
de maintenance et d'exploitation d'équipements techniques (immobilier ou indus-
trie), en entreprise générale ou en bureau d'études techniques.

Rattaché au directeur des services immobiliers, vous serez chargé d'assurer
l'ensemble des responsabilités techniques, administratives et financières pour les
travaux et la gestion technique des locaux d'exploitation (150 000 m² de bureaux
et entrepôts).

Votre activité portera sur la maintenance courante, les grosses réparations, l'amé-
lioration et la transformation des locaux liés à l'introduction des nouvelles techni-
ques bureautiques et informatiques, les économies d'énergie.

Une partie de notre patrimoine affecté à l'exploitation se situant en province, des
déplacements de courte durée sont à prévoir. Poste basé à PARIS 9ème.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. ISUB
à : GAN - Division «Espace & Confort» - 2, rue Filleul 75008 PARIS CEDEX 09.

Attachée de presse

Avec une marge brute annuelle proche de 10 mil-
lions de francs, Bernard Krief Communication figure
en 1984 parmi les toutes premières agences françai-
ses de communication.

Pour faire face à ses objectifs ambitieux, notre direc-
teur des opérations recherche aujourd'hui une nou-
velle attachée de presse. Celle-ci participera à la com-
munication média de certains de nos clients : entre-
prises, leaders, élus nationaux et locaux.

Si vous avez une formation supérieure, cinq années
d'expérience des relations presse en sein d'une struc-
ture de dimension nationale, une grande capacité de
rédaction et de contact, merci de nous adresser C.V.,
photo récente et rémunération actuelle sous la ré-
férence 410 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Ingénieur chargé d'études de conception et d'industrialisation

Il participera aux études de nouveaux produits, et contribuera à
l'industrialisation de certains d'entre eux par la prise en charge du
secteur équipements d'assemblage automatisés.

Pour cela il disposera d'une équipe de techniciens et d'un important
budget d'investissements.

De formation AM ou équivalent, débutant ou ayant une première
expérience, il devra avoir une connaissance approfondie des sys-
tèmes industriels. Il saura convaincre et négocier tant en français
qu'en anglais et faire preuve d'un discernement à la mesure de
l'autonomie qui lui sera laissée.

L'ensemble de ce projet donnera ensuite lieu à des transferts de technologie dans d'autres pays du monde où Schlumberger est présent.
Des opportunités d'évolution en découleront. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV - prétentions et photo)
à Bernard VILAIN Service du Personnel, FLONIC, 47 rue Gosset 81061 Reims Cédex.

Ingénieur chargé de l'informatisation de la production et de la CAO

Dans le cadre d'un budget qu'il contribuera à définir, il établira un
cahier des charges, participera au choix des sous-traitants (hard et
soft), suivra l'élaboration, la mise en route et la maintenance des
équipements et procédés retenus.

Ces fonctions supposeront des contacts permanents avec les
sociétés de services spécialisées. De formation AM ou équivalent,
pratiquant couramment l'anglais, il aura nécessairement participé à
la mise en place d'un système de gestion de production informati-
sée. Capable de faire preuve d'imagination et de créativité, il devra
en même temps s'efforcer d'adapter les solutions les plus novatrices
aux réalités industrielles.

Schlumberger



Nous sommes une société de 2 860 personnes, notre CA est de 1,2 milliard de
francs dont plus de 50 % à l'exportation. Spécialisés dans l'étude et la
production de systèmes de tests automatisés, d'équipements aéronautiques
et spatiaux et de mini-ordinateurs, nous recherchons pour notre Division Test
automatique un

Ingénieur marketing

Rattaché au responsable du département relations clients, vous aiderez par
votre fonction à définir l'orientation stratégique de cette division : vous aurez la
charge des études de marché et de la concurrence, assurerez le suivi de l'impact
de nos matériels de test automatisés, et préviendrez leur évolution.

Vous déterminerez d'autre part les actions de promotion et le plan publicitaire
de la division dont vous suivrez la mise en place en liaison avec le service
publicité.

De formation supérieure en marketing, vous posséderez d'autre part un bon
niveau technique et aurez acquis une première expérience comme ingénieur
marketing en milieu industriel.

Nous vous offrons un poste intéressant dans une société développant des
technologies de pointe.

Merci d'adresser votre CV, photo, sous référence 621, à Sfena,
Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Velizy-Villacoublay.



Trainee aujourd'hui... manager demain

120/140 000 F Paris

Devenus en 6 ans l'une des premières sociétés d'édition de presse magazine, nous pensons que la formation des hommes est le chef de l'efficacité.
Dans cette optique, nous intégrons :

2 jeunes diplômés HEC, ESSEC, Sup. de Co à fort potentiel

Nos titres, notre dynamisme commercial, nos méthodes de gestion font notre réussite.

Au sein des différents services (diffusion, publicité, fabrication, finance, administration, rédaction), vous vous initierez progressivement aux diverses
fonctions opérationnelles d'un groupe de presse. Vous mèneriez des missions dans certains de ces départements.

Au terme de ce parcours dont un séjour à l'étranger, lorsque vous aurez prouvé votre efficacité et votre aptitude à diriger, vous prendrez une respon-
sabilité opérationnelle.

Motivé par le désir d'apprendre et les responsabilités, vous avez une mentalité de manager et prenez à bras le corps les problèmes du quotidien.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé HEC, ESSEC, Sup. de Co... justifiant si possible d'une première expérience et désireux de démontrer ses compé-
tences. Son sens du relationnel, son ouverture d'esprit, sa rigueur lui permettront de dialoguer et d'être efficace à tous les niveaux de la hiérarchie.

L'anglais courant est indispensable, la connaissance de l'allemand souhaitée.

Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement réf. 8112/LM à l'adresse suivante

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

AFKOREM 1984

CHEF DE PROJET

APPLICATIONS BANCAIRES

Valorisez vos qualités de conseil !

Dans le cadre de sa mission de conseil auprès
des banques du groupe, la Chambre Syndicale
des Banques Populaires recherche un chef de
projet « applications bancaires ».

Intégré à notre département « production infor-
matique », vous serez responsable de l'élabo-
ration et de la réalisation de logiciels de pro-
duction relatifs à la plupart des applications de
la banque.



Pour cette mission clé, nous demandons une
formation supérieure renforcée par une expé-
rience de 2 ans minimum, si possible dans le
secteur bancaire, en tant que responsable de
la conception et de la réalisation de projets.

Si vous souhaitez en savoir plus, téléphonez,
du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de
14 h à 17 h, au (1) 296.15.16 (précisez la
réf. 289/LM, à ALLO-CARRIÈRES - 8, bd
des Italiens - 75002 PARIS,
qui transmettra.

(1) 296.15.16

RESPONSABLE TITRES

Le candidat devra avoir acquis une expérience des procédures
Sicoam. Il devra posséder un esprit méthodique, le sens de
la rigueur et des responsabilités.

La connaissance de l'utilisation des outils informatiques sera appréciée.

Merci d'adresser votre CV, photo, sous référence 9695, mentionnée
sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02,
qui transmettra.

Discretion assurée.

TRES IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES
recherche pour sa direction comptabilité générale

JEUNE DIPLOMÉ HEC-ESSEC SUP DE CO PARIS

Ce poste qui nécessite le goût de la comptabilité, de l'organisation
et des liaisons avec l'informatique, présente des perspectives
d'évolution.

PREMIERE EXPERIENCE COMPTABLE SOUHAITEE.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions (sous réf. J.D.) à N. 3746
PUBLICITES-REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

NOUS SOMMES UN IMPT GROUPE
DE PRESSE ECRITE ET DE COMMUNICATION
(presse quotidienne, magazines, radio, télématique...).

Dans le cadre de notre politique de développement
nous cherchons à renforcer nos équipes de

MARKETING/PROMOTION.

Dans cet esprit, nous sollicitons recruteurs de jeunes pro-
fessionnels du marketing ayant une expérience réussie d'un
mois trois ans dans le secteur des produits de grande
consommation ou dans les médias.

Dynamisme personnel, curiosité d'esprit, intérêt personnel
pour la presse ou l'audiovisuel constituent des atouts com-
plémentaires appréciés.

Si vous êtes intéressé par un premier contact, adressez un
courrier personnel à M. Christophe VEYRIN FORRER,
Le Parisien 25, avenue Michelet, 93400 SAINT-OUEN.

NEC NEC Electronics (France) S. A.

7ème groupe d'électronique mondiale, un des 3 premiers du semi-conducteur.
Notre Département Marketing Support Produits offre un challenge à un

Jeune Chef de Produits

Au sein d'une structure légère vous assurerez, sous l'autorité d'un Chef de Groupe, le
suivi des lignes de produits : « Contrôleurs de périphériques complexes » Gata
Arrows.

Responsable de la réalisation de l'objectif produit, vous serez chargé de leur promo-
tion interne (auprès des équipes de vente) comme externe (auprès des médias), ainsi
que des études de marchés.

Nous souhaitons confier cette mission à un INGENIEUR ELECTRONICIEN, dans
l'idéal SUPELEC, TELECOM, si possible familiarisé depuis 1 à 2 ans à cette fonction.

Une connaissance du traitement du signal sera appréciée. L'anglais est indispensable.

Une formation produits et marchés est assurée. Des déplacements de courte durée
sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à Madame HELLEQUIN, Tour Chénodocour,
204, rond point du Port de Sèvres 92516 BOULOGNE.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GEO *la prima* Femme Adulte

cherchent
pour faire face à leur développement sur le marché de la presse magazine.

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE LA PUBLICITE

Rattaché au Directeur du département Publicité, sa mission sera :

- Assurer la gestion administrative, technique et comptable de la vente d'espace des quatre titres, en relation avec les départements concernés ;
- Participer à la prévision budgétaire et assurer un suivi efficace des coûts du département ;
- Contrôler l'application des conditions de vente et de facturation.

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) âgé(e) de 30 ans environ, titulaire d'un diplôme d'école de commerce (niveau HEC, Sup. de Co...) et justifiant d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum durant laquelle il (elle) aura pu mettre en valeur ses compétences techniques et ses qualités relationnelles.

La connaissance de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et présentations à :
PARTICIPATIONS EDITION PRESSE & Co.
Service du Personnel, 6, rue Daru, 75008 PARIS.

ASTER BOUTILLON

File de Mesure et Régulation du Groupe
Schlumberger recherche pour Montbauge un

Informaticien
de gestion

Au sein d'une petite équipe, vous participerez au développement d'un projet de micro-informatique dont nous souhaitons doter nos centres régionaux en France, et à l'évaluation des applications existantes sur notre matériel informatique au siège ou dans notre usine (IBM 36, 34, PC).

Vous formerez l'équipe, d'UT ou équivalent et votre expérience de 4 à 5 ans dans une fonction similaire ont été tout mis en relief votre goût de la gestion et des contacts. Une pratique de l'analyse fonctionnelle sera particulièrement appréciée.

Ce poste basé à Montbauge exige des déplacements en province. Vous évoluerez au sein d'une société à taille humaine où vous bouverez un environnement particulièrement dynamique et motivant.

Envoyer CV avec photo et présentations, sous la réf. 3260/M, à ASTER BOUTILLON, Direction du Personnel, 12 Place des Etats-Unis, 92120 Montbauge Cedex.

ASTER BOUTILLON

ORGANIMAR
la liaison informatique solide.

Compétences techniques et qualité du service clients sont les mots clefs de notre activité sur le marché des communications informatiques.

Attirés par la haute technologie des ALIMENTATIONS ELECTRONIQUES SANS COUPURE, nous avons développé une stratégie commerciale commune avec le leader européen des onduleurs électroniques. Dans le cadre de la très forte expansion de cette activité, nous recherchons :

CHEFS DES DEPARTEMENTS
"Alimentations Secourues"

Paris réf. 75/A - Lyon réf. 69/A - Marseille réf. 13/A

Pénétrer le marché des mini-ordinateurs, animer et développer votre équipe de techniciens d'implantation et de maintenance, gérer votre activité seront vos objectifs.

De formation ingénieur (Supélec, INSA, ESIM ou équivalent), les candidats auront une expérience de responsabilité produite et des connaissances dans les alimentations électroniques. Dynamisme et performance seront des atouts indispensables pour faire face à la forte expansion de l'activité.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et présentations en précisant la référence du poste choisi à Eric MARGNAT ORGANIMAR - 19, rue Neuve Ste Catherine 13007 Marseille

GOULD

INFORMATIQUE S.A.

Constructeur de
MINI-ORDINATEURS 32 BITS

recherche
pour son service commercial

Ingénieur

RÉF. 811.

ASSISTANT TECHNIQUE
auprès du Responsable commercial
chargé du suivi des affaires.

Formation Ingénieur ou DUT,
possédant quelques années d'expérience.

Ingénieurs commerciaux

RÉF. 811.

Merci de bien vouloir envoyer curriculum vitae + lettre manuscrite et présentations à Hervé CLOU pour l'étude de votre candidature.

GOULD INFORMATIQUE S.A.
P.A. Boite d'Arcy - rue Michel-Faraday,
78380 BOIS-D'ARCY.

BANQUE PRIVEE

Banque privée
filiale d'un groupe bancaire international important, recherche

Exploitant
clientèle entreprises

Nous proposons à candidats ayant un tempérament commercial et un réel goût pour les contacts de rejoindre notre Direction commerciale.

Vous devez posséder une formation supérieure ou bancaire approfondie. Une première expérience d'au moins 5 ans dans le suivi de la clientèle commerciale est indispensable.

Postes à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et présentations sous
n° 8603, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Aéroports De Paris

Etablissement public qui construit,
exploite et développe les aéroports.

Recrute pour sa Direction chargée de l'architecture et de l'ingénierie des INGENIEURS DIPLOMES (H/F)

ingénieur diplômé dans
le domaine bâtiment,

spécialisé en études de prix et possédant une expérience de plusieurs années dans l'analyse des coûts de construction et l'établissement des prix et estimations.

ingénieur diplômé dans
le domaine structure,

possédant une expérience confirmée en charpente métallique.

ingénieur diplômé dans
le domaine bâtiment,

possédant une expérience confirmée de direction d'importants chantiers de bâtiment et devant assurer la fonction de chef de mission résident à Beyrouth pour une durée renouvelable de 2 ans et demi. Rémunération annuelle minimum nette 370.000 F.

Adresser lettre manuscrite et CV en précisant la référence du poste choisi à Monsieur MARTIN
291 boulevard Raspail - 75014 PARIS
Téléphone : 320.15.00



Les aéroports : c'est notre affaire !

SOCIETE INTERNATIONALE
DE LOCATION DE VEHICULES RECHERCHEResponsable
des ventes

EUROPE DU SUD
BASE A PARIS

Rattaché au directeur international des ventes, il agit en position fonctionnelle auprès des directions des ventes des filiales en Europe du Sud (France, Espagne, Italie, Portugal et Suisse).

Participe à l'élaboration des plans marketing, anime et contrôle les forces de ventes, gère des contrats avec des organismes internationaux (sociétés multinationales, compagnies aériennes, agences de voyages et tour operators).

Profil :
■ Diplômé E.S.C. ■ expérience confirmée dans la vente de services de préférence, ■ bilingue anglais et français, ■ bonnes connaissances en espagnol et italien souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle), sous réf. 9671 à Monsieur sur l'enveloppe,
à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris
Cédex 02, qui transmettra.

BERTIN & Cie

Société de recherche appliquée
et d'innovation industrielle.

Notre division MECANIQUE des FLUIDES et des STRUCTURES recherche pour son département ACOUSTIQUE :

INGENIEUR
ACOUSTICIEN

Fonctions :
- étude et expérimentation sur les sources de bruit et les mécanismes de transmission,
- recherche de moyens originaux d'atténuation,
- notamment dans les domaines de l'aéronautique et du spatial.

Profil :
- Ingénieur débutant ou 1-2 ans d'expérience ayant des connaissances en acoustique, traitement du signal, mécanique des fluides et des solides. Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et présentations sous référence AMB / S à :
BERTIN & Cie
BP N° 3 - 78733 PLAISIR Cedex.

jeunes cadres
à haut potentiel

Société financière dynamique,
bonne réputation, forte croissance,
excellente renommée dans la profession,
recherche :

JEUNES DIPLOMES

GRANDES ECOLES
SCIENTIFIQUES ou COMMERCIALES
(X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC,
Sup de Co Paris... ou INSEAD - ISA - MBA)

25 ans minimum,
2 ans d'expérience minimum dans sociétés de services ou de l'industrie, pour postes à fort développement Paris ou Région Parisienne.

Esprit clair et pragmatique, bon sens relationnel et politique, aptitude commerciale, compétence informatique appréciée, rémunération méritée et en progression.

Les candidats devront avoir un haut potentiel pour tenir les ambitions que la Direction Générale place en eux.

Envoyer CV, photo et réf. 30906 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

La vie des
TRANSPORTSrecherche son
SECRETAIRE DE
REDACTION (H. ou F.)

■ Bonne formation ■ Expérience vécu
■ Goût de l'équipe ■ Sens de l'esthétique
et de l'expression graphique ■ Disponibilité
rapide appréciée

Adresser candidature manuscrite, photo et C.V. à
Pierre BOUDET, 3, rue de Liège, 75009 PARIS.

Sprechen Sie Deutsch?..

Bilingue allemand ou de nationalité allemande, vous
avez des connaissances en comptabilité.
Venez nous rejoindre en tant que :

Chargé d'études
comptables

Vous aurez pour mission la conversion de la comptabilité
française en comptabilité allemande et d'études diverses
de comptabilité.

Cette mission requiert une grande rigueur et la parfaite
connaissance du système comptable allemand.

Une première expérience dans ce domaine ou une
mission en Allemagne serait souhaitable.

Ce poste est basé à Villers-Cotterets.
Envoyez-nous C.V., lettre manuscrite et présentations à
VAG France, Division du Personnel
et des Relations Sociales BP 62
02600 Villers-Cotterets

VAG France

BANQUE NATIONALE

Implantée en Ile de France recherche

le responsable
de son service
audit

Dans le cadre du perfectionnement de son outil
de gestion, le Responsable de l'Audit, qui sera
assisté de plusieurs collaborateurs, interviendra
aussi bien sur les activités fonctionnelles qu'opérationnelles de la Banque.

Agé de plus de 35 ans, diplômé d'enseignement
supérieur, le candidat aura mené pendant plus de
10 ans et de façon concluante, des missions d'Audit
en Banque ou dans de Grandes Entreprises,
directement pour le compte de cabinets spécialisés.

Adresser votre CV sous référence
CF 643/46 à
FRANCE CADRES
22, rue St Augustin 75002 Paris
qui vous garantira le plus strict anonymat.

ORGANISME PROFESSIONNEL
du secteur financier - PARISResponsable
des Statistiques

auprès de son Délégué Général

LE CANDIDAT RETENU AURA :

- une formation scientifique de préférence
- l'expérience du traitement d'informations économiques chiffrées acquise, par exemple dans le secteur "études et statistiques" d'une Banque, d'une Compagnie d'Assurances, d'un organisme professionnel ou d'une Administration.
- Il est familiarisé avec les outils informatiques modernes.
- L'anglais courant et des qualités relationnelles sont indispensables.

Envoyer C.V. réf. 30907 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante Société Mutualiste

recherche pour son siège social à PARIS

2 ORGANISATEURS-INFORMATIQUES

- De formation supérieure (grandes écoles ou universitaires).
- Expérience de 5 ans en matière d'organisation et d'informatique.
- Seront fortement appréciées de bonnes connaissances dans les domaines :
- Des systèmes automatisés de gestion des prestations salariales ;
- Ou des systèmes automatisés de gestion administrative et comptable.

Interlocuteur privilégié des utilisateurs, il concevra, lancera et suivra les différents produits élaborés au sein de projets importants.

Adresser c.v. et présentations sous référence PLA/412 M à :

SSCI
47, rue de la Chausée-d'Antin,
75009 PARIS.

IMPORTANT CABINET D'AUDIT

correspondant en France de l'un des "Big eight"

recherche pour son

BUREAU DE PARIS

auditeurs
chefs de mission

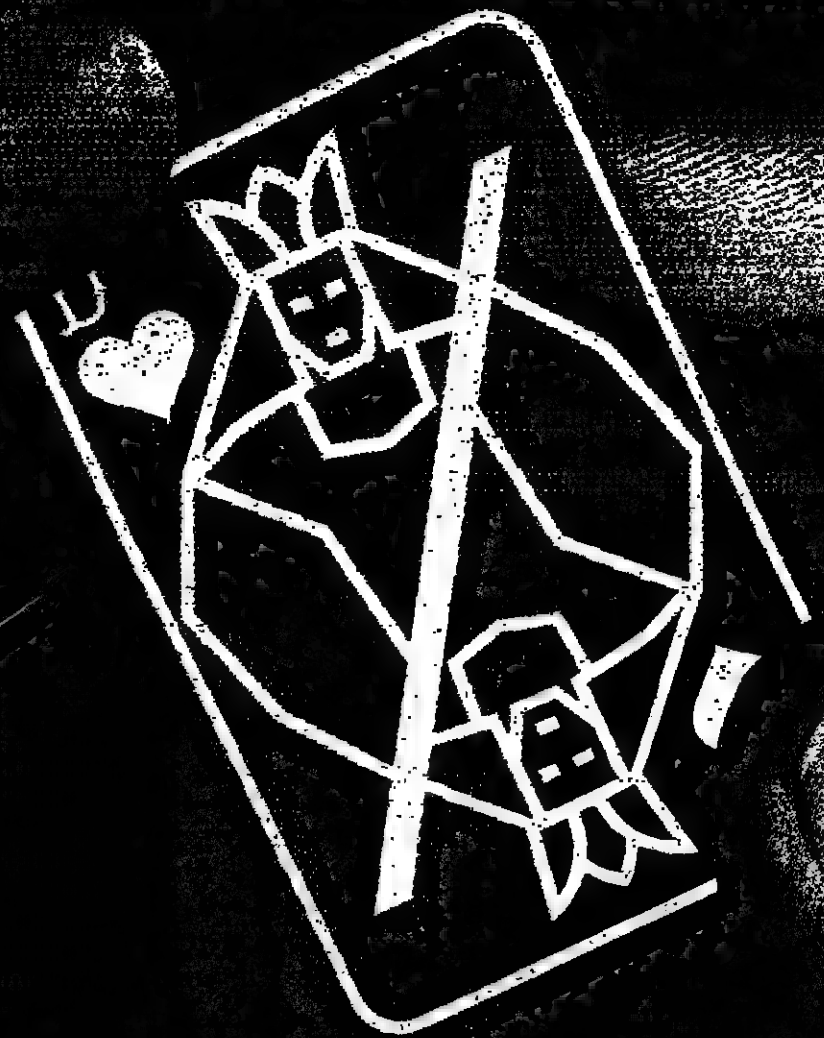
Diplômé d'une grande Ecole de Commerce, possédant de
bonnes connaissances de l'anglais, vous avez 3 à 4 ans
d'expérience de la révision comptable en cabinet ou vous
avez assumé des responsabilités d'encadrement d'équipes.

Nous vous offrons :

- Une formation complémentaire aux techniques d'audit les plus avancées ;
- A terme, des possibilités diversifiées de carrière (fiscalité, conseil en organisation) dans un cabinet en pleine expansion.

Adresser C.V. et présentations, sous référence 2415-M à
G. GUFFLET ET CIE
56, rue de Pontieu - 75008 Paris.

AVEC RANDOM,
MISEZ SUR L'ECHANGE.



Le sens de l'entreprise, vous connaissez, nous connaissons. Utilisons le dialogue pour que notre rencontre se fasse dans les meilleures conditions à tous les stades de nos rapports (conseil, installation, assistance). Misez ! Nous vous suivons !

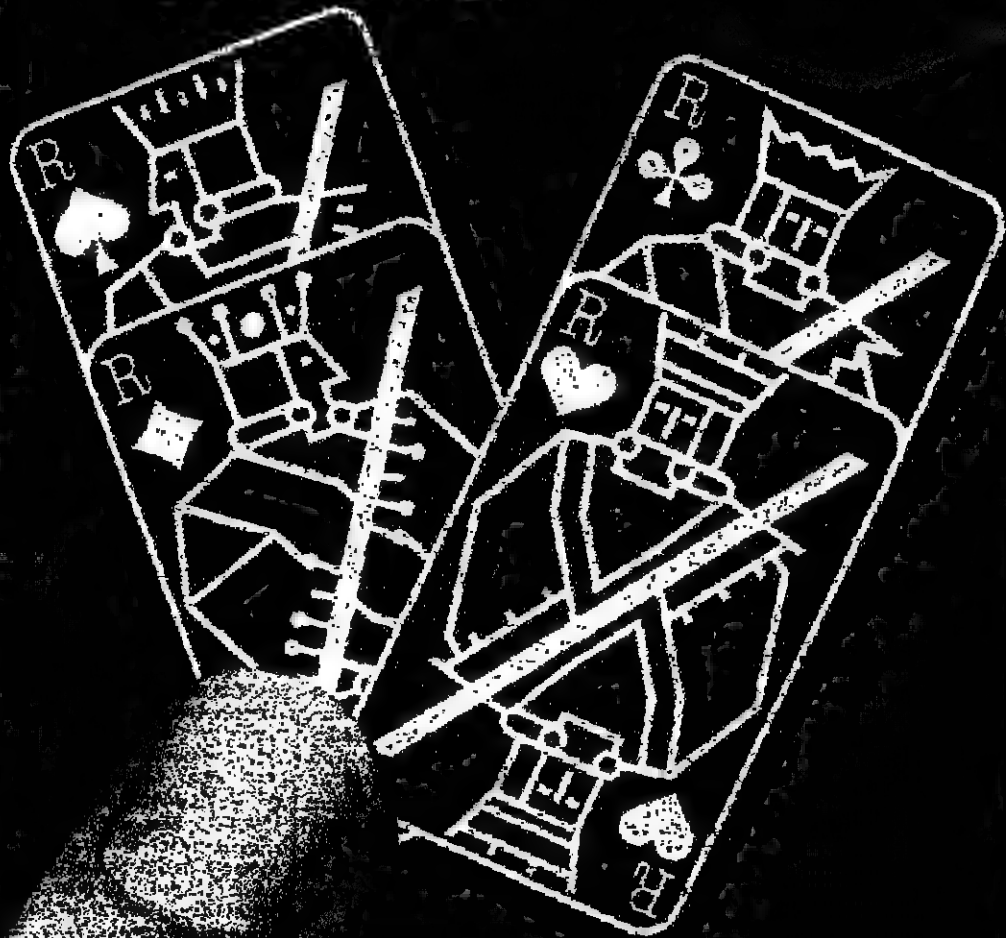
RANDOM DISTRIBUE LES AS
DE L'INFORMATIQUE.



IBM, Hewlett-Packard, Wang, Apple: carré d'as ! Jouez sur toutes les combinaisons en utilisant les extensions et périphériques que nous mettons à votre disposition. Laissez s'exprimer votre unité centrale. Avec nous, choisissez votre couleur.

CENTRES RANDOM.
LES BONNES CARTES
EN INFORMATIQUE.
PARIS : 16 723 63 00

AVEC RANDOM,
REMPORTEZ
LA PARTIE.



Utilisez nos agents, un interlocuteur bilingue diplômé de Grande Ecole, sachant faire avec vous la synthèse optimale. La formation et l'analyse sont indispensables. Des techniciens expérimentés, disponibles et compétents. Le tout est gagnant.

RANDOM

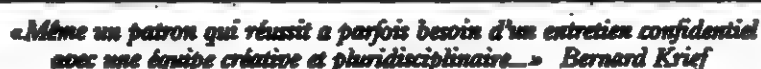
RANDOM DONNE
CARTE BLANCHE
AUX IDEES.



Une structure dynamique, des qualifications multiples, une gamme étendue de supports, bases pour les idées. Nous vous offrons des solutions personnalisées qui couvrent à vos besoins, à vos exigences. Ne regardez plus le jeu du voisin. Le vôtre est meilleur.

Je souhaite recevoir gratuitement votre documentation.
Nom _____ Adresse _____ Tél. _____
Bon à retourner à Random France S.A. 48 Avenue Euler 75016 Paris.

Dans un passé récent
 plusieurs conflits ont



115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. (1) 544.38.29. Télec : 260.911

(Publicité)

Entreprises disposant d'un fort potentiel de reprise et de développement

Dans un contexte économique international difficile, un nombre croissant d'entreprises, petites ou grandes, connaissent de graves difficultés. Or beaucoup des actifs et des emplois de ces entreprises pourraient être sauvés si un effort énergique et imaginatif de réorganisation et de restructuration était accompli avant qu'il ne soit trop tard.

Management Partenaires apporte aux entreprises engagées dans une mutation profonde une assistance tout à fait originale : pendant une période transitoire pouvant aller jusqu'à plusieurs années, nous détachons auprès d'elles des gestionnaires expérimentés, soit comme consultants, soit comme directeurs opérationnels au sein de l'entreprise ; nous préparons avec elles un plan de restructuration et de développement, les aidons à négocier ce plan avec les Banques et Pouvoirs Publics et les assistons activement dans sa mise en œuvre ; enfin, nous pouvons leur rechercher des concours financiers et, dans certains cas, nous-mêmes, à prendre une participation minoritaire.

Consultants issus des meilleures « écoles » désireux de mettre leurs recommandations à l'épreuve

Pour renforcer son potentiel opérationnel, l'équipe de Management Partenaires, actuellement composée davantage de Managers très expérimentés, recherche plusieurs Consultants confirmés ayant le goût de l'opérationnel. Agés de 30 à 35 ans, ils combinent quelques années d'expérience industrielle avec 3 à 5 ans de conseil réussi dans un des premiers Cabinets de la profession.

Si vous êtes désireux de valoriser votre expérience des diagnostics dans un contexte résolument tourné vers l'action, exposez-nous en toute confiance ce que vous pensez pouvoir apporter à des projets de redressement d'entreprises. Nous étudierons votre dossier avec la plus totale confidentialité.

Management Partenaires

41, avenue de Friedland
75008 PARIS
Tél. : (1) 225-14-52

CARNAVAL - CHEZ PLUMEAU T.L.J.
Spécialités BRÉSILIENNES et FRANÇAISES. Orchestre brésilien, spectacle, danse
Place du Tertre (Montmartre) DINER DANSANT - CABARET - BAR - Rés. 605.70.67

SOCIAL

POINT DE VUE

Sécurité sociale : des occasions manquées

par JACQUES BARROT (*)

Après deux ans d'aventure, l'arrivée de M. Bérégovoy au ministère des affaires sociales avait rassuré : le nouveau ministre adoptait une gestion plus rigoureuse dans le ligné que nous avions nous-même définie, et il osait prendre certaines mesures nécessaires. Pourquoi a-t-il cédé ensuite à la tentation d'efficher des succès trop spectaculaires au risque de cacher la réalité financière des lendemains ? L'équilibre durable des finances sociales exige un souci de continuité et de vérité qui a fait défaut.

Il est vrai qu'en 1984 la cotisation exceptionnelle de 1 %, la point supplémentaire de cotisation retraite, joints à une morbidité exceptionnellement faible ont produit des excédents. Mais, dans un arc de optimisme, le gouvernement a sacrifié sur l'autel de la baisse des prélèvements obligatoires, la contribution de 1 % pour 1985. Cela s'avère une double erreur. D'abord parce qu'il y avait là l'annonce d'un financement plus juste, plus favorable à l'emploi, parce qu'elle sur l'ensemble des revenus personnels. Ensuite, le 1 % aurait permis d'effacer le retour du déficit en 1985 et l'apparition d'un déficit considérable en 1986, évalué actuellement à 20 milliards de francs.

Cette première faute en a entraîné une seconde. Placé devant le retour des déficits, le gouvernement a imaginé de demander aux entreprises d'accroître le versement de leurs cotisations. Cette exigence peut se comprendre pour la part salariale de la cotisation qui est un salaire différé et qui, à ce titre, peut être versée en même temps que le salaire direct. Mais, pour être acceptable, ce changement de règle du jeu aurait dû être compensé par une baisse du taux de cotisation.

Faute de quoi, il est apparu comme une astuce pour priver 7 milliards dans les caisses des entreprises, notamment celles des plus exposées (PME, bâtiment, travaux publics). Ce nouveau prélèvement est d'autant plus choquant que dans le même temps l'Etat a retardé le paiement de ses dus. Les cotisations des fonctionnaires, les allocations aux adultes handicapés, les allocations supplémentaires du Fonds national de solidarité, soit près de 8 milliards de francs, sont versées avec retard à la Sécurité sociale : le bénéfice que l'on prétendait tirer de

de leur assurer une évolution au moins égale à celle des prix.

Le nouveau mécanisme de revalorisation des prestations serait apparu alors comme le fruit d'un choix volontaire et non comme un nouveau « truc » qui, effectivement, va alimenter, à hauteur de 5 milliards, les excédents de 1984. Un effort de rigueur doit savoir être sélectif pour être accepté et assuré de durer.

L'équilibre des finances sociales exige plusieurs disciplines. D'abord, il s'agit de refuser les artifices comptables et d'adopter une fois pour toutes une approche pluriannuelle. A quel bon déshabiller la Sécurité sociale aujourd'hui sous prétexte qu'elle est correctement dotée pour constater demain qu'elle est nue ? Ensuite, il ne faut pas modifier subitement des règles du jeu, notamment au détriment des entreprises. C'est le plus sûr moyen de démotiver les responsables, de donner aux assurés sociaux le sentiment qu'il existe des remèdes miracles permettant de les dispenser des efforts nécessaires. Il faut enfin choisir et expliciter clairement la raison et la portée des efforts exigés de chacun. En s'écarter de ces disciplines, le gouvernement a manqué des occasions précieuses d'avancer dans la voie d'un redressement durable des finances sociales.

* Député (CDG) de la Haute-Loire, ancien ministre de la santé et de la Sécurité sociale (1979-1981).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ les - les	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$ L.F.	9,890 9,891	+ 85 + 100	+ 125 + 120	+ 160 + 200
\$ can.	6,892 6,893	- 40 - 15	- 99 - 64	- 311 - 230
Ym (100)	3,767 3,769	+ 124 + 147	+ 247 + 264	+ 694 + 745
DM	3,685 3,672	+ 124 + 135	+ 232 + 246	+ 446 + 692
Frda	2,723 2,727	+ 106 + 113	+ 262 + 213	+ 542 + 583
F.L. (100)	15,188 15,190	- 23 - 40	- 70 - 22	- 296 - 3
S.S.	3,737 3,738	+ 101 + 207	+ 140 + 261	+ 500 + 805
L. (1 000)	4,937 4,934	- 100 - 140	- 400 - 307	- 1281 - 1111
£	11,420 11,435	+ 25 + 71	+ 75 + 134	+ 201 + 302

TAUX DES EUROMONNAIES

	3 3/8	3 1/2	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 5/8	3 13/16	3 15/16
DM	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 11/16	5 13/16	5 3/4	5 7/8
Frda	5 1/2	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	4	6 1/8
F.L. (100)	10 7/8	11 3/8	10 5/8	11	10 5/8	11	10 5/8	10 15/16
S.S.	1	1 1/2	4 3/16	4 5/16	5 3/4	4 7/8	4 13/16	4 15/16
L. (1 000)	15 1/2	15	15	15 1/2	15	15 1/2	15 3/4	15 3/4
£	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 3/4	10 15/16	10 1/16
F. temp.	10 7/8	11 1/8	10 5/8	10 7/8	10 3/4	11	11 3/16	11 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ACIERS DE COMPETITION POUR INDUSTRIES PERFORMANTES

Les aciers d'aujourd'hui se conçoivent en même temps que les produits qu'ils font naître.

C'est par les recherches en commun des équipes d'USINOR et des industries utilisatrices, qu'ont pu être créés les alliages de certains moteurs d'avions de la SNECMA, les roues monobloc du TGV, les tubes géants du gazoduc transsibérien, les profilés de la tour Maine-Montparnasse ou les piliers anti-corrosion des plates-formes pétrolières... Autant de problèmes différents, autant d'aciers différents, autant de victoires technologiques et commerciales. Une aventure quotidienne vécue intensément par les équipes du Groupe USINOR qui, depuis des années, travaillent ainsi en amont pour créer des aciers toujours plus performants.

Qualité du service, des produits, des procédés : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

USINOR

DIALOGUE ENTRE UN DIRIGEANT D'ENTREPRISE ET DECIDER'S. CONSEIL EN COMMUNICATION "CORPORATE"

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Les entreprises sont désormais continuellement sur la sellette: les médias s'intéressent à leurs activités avec une attention nouvelle. De surcroît, leur personnel et leurs réseaux se montrent particulièrement sensibles à ce qui se dit d'elles. Faut-il réagir à cette évolution?

DECIDER'S:

Aujourd'hui, le consensus français autour de l'entreprise se réalise enfin: elle est reconnue dans son rôle moteur de l'économie. Cela la libère mais crée aussi des nécessités, un devoir informatif. L'époque du "vivons cachés pour être tranquille" est révolue. Cela fait des années que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Grande Bretagne ont compris cela.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Nous constatons chaque jour que l'identité de l'entreprise perçue à l'intérieur est un facteur de motivation du personnel. Quant à sa réputation à l'extérieur, elle intervient directement dans les choix des acheteurs français ou étrangers.

L'image compte donc partout. Mais l'environnement sur lequel s'inscrit cette image apparaît varié et complexe. Clients, distributeurs, importateurs, administration, associations, financiers, politiques: chacun peut influencer à un moment ou un autre sur le développement de l'entreprise. Quelles solutions proposez-vous?

DECIDER'S:

En créant Decider's, Pierre Homsy et Bernard Rideau ont voulu répondre clairement par un concept très simple: dans la communication "corporate", rien ne doit être négligé. Il faut répertorier, analyser, apprécier toutes les occasions qui mettent en relation l'entreprise avec les milieux où se fabrique son image. Le discours des dirigeants, la mobilisation du personnel, le compte-rendu des activités par la presse, la connaissance

des dossiers par les pouvoirs publics, l'information diffusée dans tous les créneaux stratégiques (finances, syndicats, associations), le logo, la campagne institutionnelle, une manifestation, les relations avec les médias doivent être intégrés dans une communication globale pour promouvoir le capital-image de l'entreprise.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Il convient donc de ne pas agir au coup par coup, ni en fonction des seules circonstances: il faut gérer son capital-image selon une stratégie à moyen et long terme. D'accord, mais comment procédez-vous?

DECIDER'S:

Le capital-image d'une entreprise ne peut se construire en quelques jours. Il convient de composer avec le temps pour s'en faire un allié.

Première étape: un audit complet d'image. Un sondage n'est pas la panacée: il s'agit de conduire une investigation dans tous les secteurs où l'entreprise se trouve engagée, sans en oublier aucun. A partir de cette étude déployée dans tout le cercle relationnel de l'entreprise, on passe à la seconde étape: la définition d'un modèle de communication adapté pour être déployé dans le temps. Secteur par secteur, les actions sont définies et programmées. Troisième étape: la réalisation. Elle est sans cesse évaluée dans ses résultats et la trajectoire stratégique corrigée si nécessaire. Mais l'entreprise reste libre de choisir ses partenaires pour les diverses missions à exécuter. La spécificité de Decider's est de pouvoir intervenir sur n'importe quel créneau, avec ses moyens propres ou ceux, réputés, du groupe Homsy Delafosse et Associés pour les campagnes institutionnelles.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

La méthode est appréciable, mais suffit-elle? A l'évidence les relations publiques des années 1970

sont périmées. Les techniques de communication doivent se spécialiser et s'améliorer. Etes-vous sûr de pouvoir agir plus efficacement qu'une agence de publicité classique?

DECIDER'S:

Certaines agences de publicité modifient le titre de quelques collaborateurs ou changent l'appellation d'une filiale pour proposer ce genre de services. Decider's, c'est une équipe pluridisciplinaire qui fonctionne comme un cabinet d'avocats. La confidentialité est la règle. L'ouverture dans tous les milieux où se situent les décideurs et les pôles d'influence est assurée en permanence, grâce à la compétence des hommes qui animent Decider's.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Votre expérience diffère, en effet, de celle des agences de publicité, lorsqu'on évoque la communication corporate: Decider's élargit le champ d'action pour couvrir l'ensemble de nos problèmes. Mais concrètement comment agissez-vous?

DECIDER'S:

Decider's cherche d'abord l'information dans l'entreprise car elle y existe toujours. Encore faut-il déterminer la bonne, choisir sur qui l'acheminer, assurer sa transmission. Decider's maîtrise l'ensemble des techniques et des moyens.

Ainsi, en fonction des objectifs, Decider's conseille l'action la mieux appropriée. Par exemple, l'entraînement d'un dirigeant d'entreprise à l'expression orale et audiovisuelle peut peser plus lourd qu'une campagne publicitaire institutionnelle de 20 millions de Francs! Decider's ne confond pas l'action en profondeur à long terme et la mobilisation rapide pour un coup de feu: ses équipes sont rompues à toutes les sortes d'interventions. Nous sommes les premiers à avoir une approche aussi complète en France. Nous ferons tout pour demeurer les meilleurs.



Pour poursuivre ce dialogue contactez directement Pierre Homsy ou Bernard Rideau. Decider's 216 boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Téléphone: 544.38.67 ou 544.14.28

Decider's
Groupe Homsy Delafosse & Associés

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE COMMUNIQUER

AGRICULTURE

Les premiers blés hybrides français sont autorisés à la vente

Le ministère de l'Agriculture vient d'accorder une autorisation provisoire pour la commercialisation des deux premiers blés hybrides français. Les deux variétés, baptisées Frandoc-Festin et Courtot-Fidel ont été obtenues par les firmes Rustica, compagnie semencière du groupe Elf, et par Ringot, filiale de l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales (UNCAC), ainsi que par le groupe chimique américain Rhom and Haas, qui a mis au point un produit favorisant la stérilité mâle des blés.

Le blé est une plante autogame : les éléments mâle et femelle sont regroupés au même niveau de la plante. C'est ce qui rend compliqué le croisement d'une variété avec une autre génétiquement différente. Depuis le début du siècle, on sait que ces croisements, appelés hybridation, donnent aux produits de deux variétés une productivité plus importante que celle des variétés d'origine. C'est ce qui a favorisé la révolution du maïs aux États-Unis d'abord, en Europe ensuite. Pour le blé, l'hybridation était aléatoire car la plante est allogame : les éléments mâle et femelle sont distincts, et il suffit de retirer manuellement le panicule mâle, au sommet de la plante, pour être assuré qu'il n'y aura pas autofécondation, mais bien croisement entre une variété femelle et une autre mâle.

Ce phénomène de l'hybridation présente une autre caractéristique : les hybrides ne peuvent pas être ressemés car ils perdent en seconde génération l'avantage de la vigueur née du croisement. Cela veut dire que l'achat de semences devra être renouvelé chaque année. D'où une rente de situation pour l'industrie semencière qui s'est développée aux États-Unis, puis en France, sur les hybrides de maïs.

Depuis longtemps, les firmes cherchaient à renouveler l'opération

avec le blé, première céréale cultivée au monde. Aux États-Unis, Rhom and Haas commercialise déjà des blés hybrides. Monsanto et, en Grande-Bretagne, Shell travaillent sur le même objet. En rendant obligatoire l'achat annuel de semences de blé, on ouvre la porte à un marché fabuleux. En France, la moitié environ des céréaliers réutilisent leur propre semence d'une année sur l'autre. Avec les hybrides, ce ne sera plus possible.

Mais pour que l'intérêt des hybrides soit évident, les gains de productivité doivent être grands : les tests pour les deux premières variétés inscrites laissent prévoir une augmentation des rendements de 15 à 25 % par rapport à ceux des meilleures variétés actuellement culti-

vées. Mais ce gain coûte cher : plus de 1 100 F le quintal de semences de blé hybride en culture, soit près de quatre fois le prix d'une semence normale.

L'autorisation n'est que provisoire, car tous les problèmes de l'hybridation ne sont pas réglés, notamment celui du pourcentage de réussite de l'hybridation qui est inférieur à la norme fixée par le Comité technique paritaire des semences (CTPS) pour certains lots. C'est pourquoi ces deux variétés ne sont pas inscrites au catalogue officiel des variétés autorisées. La dérogation ministérielle a pour objet de ne pas hypothéquer l'avenir, tout en permettant les investissements considérables déjà effectués.

J. G.

● Une proposition pour le redressement de l'industrie. — Des salariés de l'industrie de la construction ont déposé au tribunal de commerce d'Issoudun (Indre) le 26 juillet dernier — et diverses personnalités ont élaboré un plan de reprise de l'entreprise qu'ils déposent au CIRI (Comité interministériel de reconstruction industrielle) le 19 novembre. Ce plan, mis au point par l'ancien directeur de l'usine en équipe avec le directeur de la société parisienne de marketing Remark et le PDG de Sofinter (Société de conseil en gestion installée à Vitry), permettrait la sauvegarde de 75 emplois environ sur les 140 que fournissait l'usine — dont 120 à Redon (Ille-et-Vilaine). Les salariés seront majoritaires dans la société anonyme constituée. Ce plan nécessiterait une aide des pouvoirs publics.

● Habillage. — M. Macober en règlement judiciaire. — La société Macober, spécialisée dans la fabrication de vêtements de travail, a été mise en règlement judiciaire le 9 novembre par le tribunal de commerce d'Issoudun (Indre). Le tribunal a autorisé l'entreprise, qui compte 500 salariés, à continuer son activité.

● Les constructeurs automobiles japonais limiteront leurs exportations vers les États-Unis au début de 1985. — Même si le président Reagan ne renouvelle pas les quotas d'importation des constructeurs japonais d'automobiles — qui arrivent à échéance le 31 mars 1985 — ceux-ci limiteront leurs ventes aux États-Unis, ont affirmé au journal Detroit News les représentants de l'industrie automobile japonaise aux États-Unis. Le quota actuel est de 1,85 million de véhicules par an. Les ventes ne dépasseront pas 250 000 unités supplémentaires, selon les Japonais. L'administration Reagan et les constructeurs américains sont en désaccord sur la nécessité de renouveler des quotas pour une cinquième année consécutive.

CONJONCTURE

ENDETTEMENT EXTÉRIEUR

« La France paie rubis sur l'ongle » déclare M. Bérégovoy

« L'opposition n'a pas le droit de dire "l'opposition" », a déclaré, dimanche 11 novembre, M. Pierre Bérégovoy, au cours de l'émission d'Europe 1 « club de la presse ».

« M. Barre a parlé du rééchelonnement de la dette extérieure de la France. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela voudrait dire que la France ne serait pas en état de payer les intérêts des emprunts qu'elle a contractés ni ses emprunts aux échéances fixées. Nous serions donc comme le Mexique l'a été, comme l'Argentine, comme le Brésil, comme bien d'autres pays. C'est entièrement faux. Tous les pays, je dis bien tous les pays, du monde sont endettés. Autrement dit, ils contractent des emprunts, ils prêtent de l'argent et c'est la différence entre ce qu'ils ont prêté et ce qu'ils ont emprunté qui constitue leur endettement. Or, la France paie rubis sur l'ongle ».

« Ce qu'il compte, ce n'est pas l'endettement brut, c'est l'endettement net. L'endettement net se rapporte à ce que l'on a comme richesses, à ce que l'on produit chaque année comme richesses. Le rapport entre l'endettement net de la France et son produit intérieur brut, autrement dit, ce qu'elle produit chaque année est très satisfaisant. Pour la France, il représente 1,8 %. La République fédérale d'Allemagne fait mieux que nous : 0,8 %. La Belgique, 4,4 % ; le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, 10,7 % et l'Italie, 4,1 %. Ce qui veut dire par conséquent, que notre situation est bonne, qu'elle est saine. Si M. Barre veut dire qu'il ne faut pas que l'on aille plus loin, je partage son avis, mais il n'a pas le droit — je dis bien il n'a pas le droit — de porter atteinte au crédit de la France », affirmant que « la France paie rubis sur l'ongle ».

Or, M. Barre, faisant allusion aux échéances de 1986, 1987 et 1988, avait dit : « A ce moment-là, nous n'aurons pas les excédents nécessaires pour pouvoir commencer à rembourser : nous serons donc obligés de rééchelonner la dette et de continuer à emprunter, je l'espère à de meilleures conditions, pour faire face à la charge du remboursement. D'autres pays l'ont fait, comme la Suède, et nous le ferons ».

Ce qu'a dit M. Barre est une vérité, que l'opposition a tout intérêt à reconnaître. Mais, comme cela ressort des propos tenus par le président de M. Bérégovoy, M. Jacques Delors, le 16 mai 1984 : selon le « scénario d'évolution de la dette extérieure française », la balance des paiements devrait être équilibrée en 1984 et devenir progressivement excédentaire les années suivantes, son solde positif étant de 42 milliards de francs en 1988 après le paiement de 47 milliards de francs d'intérêts.

Mais, en même temps, le montant du remboursement, du fait des délais accordés dans les contrats, va se gonfler fortement pour passer de

23 milliards de francs en 1984 à 72 milliards de francs en 1988, ce qui laisse un « trou » de 30 milliards de francs, à combler par de nouveaux emprunts, et, ceci, dans le meilleur des cas, avec une balance commerciale constamment excédentaire (de 5 à 15 milliards de francs, de 1985 à 1988). Ajoutons que parmi nos débiteurs, beaucoup, notamment les pays d'Amérique latine, ont obtenu une large échéance de leurs échéances, ce qui va retarder leurs remboursements et nos rentrées de devises correspondantes.

Dans ces conditions, tout gouvernement de la France, pour se « donner de l'air » et éviter de maintenir trop longtemps une austerité forcée, se devra absolument de « réaménager » la dette, c'est-à-dire d'emprunter à long terme pour rembourser les emprunts plus courts et alléger les échéances. C'est ce qu'a fait la Suède, qui, en février dernier, a lancé, avec succès, un emprunt international de 500 millions de dollars d'une durée de quarante ans.

Il ne faut pas confondre, ce « réaménagement », cette « consolidation », véritable gage de bonne gestion, avec les « rééchelonnements » obtenus de leurs créanciers par des pays débiteurs au bord de l'interdiction de paiement, agitée comme une menace et constituant une véritable « bombe » financière : celle-ci a été le cas pour le Mexique, l'Argentine, le Brésil, etc., et n'a jamais été le cas pour la France.

Résumons, donc, de notre vocabulaire, le mot de « rééchelonnement » appliqué à la dette extérieure de la France, et admettons celui de « réaménagement », mesure indispensable, tout de même, pour redonner à ce pays un peu de marge de manœuvre à partir de 1986.

entreprises nationalisées continuent à cotiser à une organisation qui se bat sur les nationalisations ? ».

M. Bérégovoy a répondu : « C'est une question qui se pose en effet. Les entreprises nouvellement nationalisées, comme les banques, qui ne sont pas des entreprises à statuts, sont gérées par des conventions collectives conclues entre les employeurs et les organisations syndicales. Et les entreprises nationalisées doivent faire partie de ce que l'on appelle une fédération professionnelle. Je n'en dirai pas plus sur ce point. Je dis que la question se pose et je laisse à chaque responsable d'entreprise nationale, bancaire ou industrielle, — c'est cela l'autonomie de gestion — le soin de tirer les conséquences des déclarations vraiment fâcheuses de M. Galtz ».

Rééchelonner ou réaménager la dette extérieure de la France ?

Pourquoi faut-il que toute allusion à la dette extérieure de la France fasse immédiatement l'objet d'une controverse à caractère politique et passionnel, sans qu'il soit possible de traiter le sujet avec calme et réalisme ? Dimanche 11 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Pierre Bérégovoy, à qui on demande ce qu'il pense des propos de M. Raymond Barre, à la dernière « Heure de vérité » d'Antenne 2, sur la nécessité de « rééchelonner » la dette extérieure, réagit très vivement en accusant l'ancien premier ministre de « porter atteinte au crédit de la France », affirmant que « la France paie rubis sur l'ongle ».

Or, M. Barre, faisant allusion aux échéances de 1986, 1987 et 1988, avait dit : « A ce moment-là, nous n'aurons pas les excédents nécessaires pour pouvoir commencer à rembourser : nous serons donc obligés de rééchelonner la dette et de continuer à emprunter, je l'espère à de meilleures conditions, pour faire face à la charge du remboursement. D'autres pays l'ont fait, comme la Suède, et nous le ferons ».

Ce qu'a dit M. Barre est une vérité, que l'opposition a tout intérêt à reconnaître. Mais, comme cela ressort des propos tenus par le président de M. Bérégovoy, M. Jacques Delors, le 16 mai 1984 : selon le « scénario d'évolution de la dette extérieure française », la balance des paiements devrait être équilibrée en 1984 et devenir progressivement excédentaire les années suivantes, son solde positif étant de 42 milliards de francs en 1988 après le paiement de 47 milliards de francs d'intérêts.

Mais, en même temps, le montant du remboursement, du fait des délais accordés dans les contrats, va se gonfler fortement pour passer de

23 milliards de francs en 1984 à 72 milliards de francs en 1988, ce qui laisse un « trou » de 30 milliards de francs, à combler par de nouveaux emprunts, et, ceci, dans le meilleur des cas, avec une balance commerciale constamment excédentaire (de 5 à 15 milliards de francs, de 1985 à 1988). Ajoutons que parmi nos débiteurs, beaucoup, notamment les pays d'Amérique latine, ont obtenu une large échéance de leurs échéances, ce qui va retarder leurs remboursements et nos rentrées de devises correspondantes.

Dans ces conditions, tout gouvernement de la France, pour se « donner de l'air » et éviter de maintenir trop longtemps une austerité forcée, se devra absolument de « réaménager » la dette, c'est-à-dire d'emprunter à long terme pour rembourser les emprunts plus courts et alléger les échéances. C'est ce qu'a fait la Suède, qui, en février dernier, a lancé, avec succès, un emprunt international de 500 millions de dollars d'une durée de quarante ans.

Il ne faut pas confondre, ce « réaménagement », cette « consolidation », véritable gage de bonne gestion, avec les « rééchelonnements » obtenus de leurs créanciers par des pays débiteurs au bord de l'interdiction de paiement, agitée comme une menace et constituant une véritable « bombe » financière : celle-ci a été le cas pour le Mexique, l'Argentine, le Brésil, etc., et n'a jamais été le cas pour la France.

Résumons, donc, de notre vocabulaire, le mot de « rééchelonnement » appliqué à la dette extérieure de la France, et admettons celui de « réaménagement », mesure indispensable, tout de même, pour redonner à ce pays un peu de marge de manœuvre à partir de 1986.

FRANÇOIS RENARD.

“Depuis que j'ai rencontré mon Agent de Change mes résultats me soufflent”



J'avais un portefeuille. Moins de 100 000 francs, en actions et en obligations. La Bourse c'est rentable et je voulais en profiter davantage en y consacrant plus d'argent.

Depuis longtemps, je pensais à un Agent de Change. En raison de la taille de mon portefeuille, je craignais que ce soit impossible. J'ai voulu en avoir le cœur net.

J'ai rencontré un Agent de Change à leur Bureau d'Accueil. Tout de suite, il m'a rassuré et m'a dit que je pourrais ouvrir un compte chez lui. Il m'a aussi expliqué qu'il pouvait selon mon choix : soit me conseiller, soit assurer lui-même la gestion de mon portefeuille.

Avec lui, j'ai trouvé le bon moyen pour augmenter régulièrement mes investissements. Mon portefeuille a pris du souffle et, en terme de rentabilité, croyez-moi, les résultats sont là. Et ça, c'est grâce à mon Agent de Change.

Bureau d'Accueil des Agents de Change : 4, place de la Bourse, Paris 2°. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

Les Agents de Change accroissent la marge de sécurité de vos placements.

AUTOMOBILE

LA NOUVELLE R 5 FAIT UNE ENTRÉE DISCRÈTE

La nouvelle R 5 fait une entrée discrète sur le marché français, ce qui renforce à l'intérieur même de la Régie une rumeur d'échec. Pour le mois d'octobre — elle a été lancée le 4 du mois — elle n'a obtenu que quelque 5 % du marché français. Il est vrai qu'elle n'est livrée qu'en version trois portes et que la Lancia Thema R 5 — déclinée encore quelque 6 % du marché, compte tenu de conditions de ventes particulièrement avantageuses.

Les deux véhicules détiennent ensemble 11,1 % du marché. Cela paraît satisfaisant aux dirigeants de Renault. C'est une voiture très technique qui nécessite un travail important du réseau, disent-ils : une grande opération d'essais, sur le thème « Arrêtez-moi », va ainsi permettre à des centaines de milliers de conducteurs de se familiariser avec le nouveau modèle, et les vingt-cinq mille prises de commandes au mois d'octobre correspondent aux objectifs fixés. Il faudra attendre le lancement d'une cinq portes pour juger effectivement du succès ou de l'échec relatif de Renault.

UNE SOCIÉTÉ DE ROUEN ABAISSE DE 8 % LE PRIX DES VOITURES

Une société rouennaise, Eco-Système, applique des rabais de 8 % sur les voitures françaises importées de Belgique, comme comptait le faire M. Michel Leclerc. Selon le dirigeant de cette société, M. Jean-Claude Rouvres, cinq véhicules ont déjà été livrés et onze autres devraient l'être incessamment. Il s'agit uniquement d'automobiles françaises (seules la nouvelle R 5 et la R 25 n'étant pas commercialisées), et selon M. Rouvres « ces rabais importants peuvent être consentis parce que dans tous les pays de la CEE où il n'y a pas de constructeurs et où la concurrence est libre, notamment en Belgique et au Danemark, les voitures sont moins chères ».

En outre, rappelle M. Rouvres, les constructeurs et les réseaux sont tenus d'assurer les services après-vente. Mais les mêmes conditions — obstacles administratifs et mise en conformité des véhicules — devant produire les mêmes effets, les constructeurs français ne semblent guère donner plus de chances de réussite à M. Rouvres qu'à M. Leclerc. Ce dernier n'a pas vendu de voitures et a même été poursuivi devant les tribunaux par un acheteur mécontent.

Programme de Formation aux Fonctions Formation et Communication

8 mois à temps plein, organisé en alternance de février 1985 à septembre 1985, dans le cadre du contrat individuel de formation.

Renseignements et inscriptions :

IFACE - 79, avenue de la République 75011 PARIS

Tél. 353.39.08 ou 353.39.12

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ÉTRANGER

LA GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE EST ÉVITÉE EN RFA

Quelques concessions gouvernementales

Bonn. — Un accord est intervenu samedi 10 novembre dans la fonction publique en RFA sur une hausse des salaires de 3,2 % en 1985, assortie de deux jours de congé supplémentaires pour tous à partir de 1987. Cette dernière mesure entrera toutefois en vigueur dès 1985 pour les personnes âgées de plus de cinquante-huit ans, et dès 1986 pour les plus de cinquante ans.

Pour les quatre derniers mois de 1984, c'est les fonctionnaires et les employés du service public touchent une somme forfaitaire de 240 marks (740 F environ).

Cet accord — conclu par les responsables des deux syndicats représentant les 2,4 millions d'employés et ouvriers du secteur public — devrait s'appliquer également aux 1,8 million de fonctionnaires ainsi qu'aux militaires. Le syndicat de la fonction publique des transports et de la circulation (OTV) avait réclamé au début des négociations, en septembre, une hausse des salaires de 5 % et dix jours de congé supplémentaires par an, comme premier pas vers la semaine de trente-cinq heures. L'autre syndicat, celui des employés allemands (DAG), souhaitait, au contraire, l'institution d'un régime de préretraite.

Correspondance

Les divergences entre ces deux syndicats ont facilité la tâche du ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, qui, au nom de l'administration fédérale, des Länder et des collectivités locales, avait proposé initialement une simple augmentation des salaires de 2,8 %. Compte tenu d'un taux d'inflation qui devrait tourner autour de 2,5 % cette année et qui est, pour le moment, prévu aux alentours de 3 % pour 1985, l'accord de samedi soir représente, pour la première fois depuis de nombreuses années, un léger gain de pouvoir d'achat. Le précédent accord, conclu pour la période allant du 1^{er} mars 1983 au

31 août 1984, n'avait apporté aux employés et aux fonctionnaires qu'une hausse moyenne de 2,56 %, aboutissant, selon les calculs des syndicats, à une perte de revenu de 1 % environ.

La principale difficulté des dernières négociations, qui s'étaient engagées le 25 septembre, a porté sur la diminution du temps de travail. Le compromis élaboré, valable jusqu'à la fin de 1987, ne représente qu'un succès très limité pour les syndicats. Ceux-ci se sont félicités d'avoir obligé le gouvernement à céder sur le principe. Mais on est bien loin des trente-huit heures et demi obtenues dans la métallurgie à la suite du conflit du printemps dernier.

HENRI DE BRESSON.

TRANSPORTS

POUR ÊTRE EN MESURE D'AUTOFINANCER LE RENOUVELLEMENT DE SA FLOTTE

Air Inter augmente ses tarifs de 4 %

Les tarifs de la compagnie Air Inter augmentent, ce lundi 12 novembre, de 4 % en moyenne. La précédente hausse remonte au

1^{er} janvier 1984 et s'établissait à 4,75 %.

Ce réajustement tient à la volonté de la compagnie d'autofinancer l'achat d'une vingtaine d'Airbus A 320 (le plus petit appareil de la série), dont le premier exemplaire serait livré en 1988. « Nous souhaitons nous préparer à cet événement », nous a expliqué M. Pierre Eelsen, PDG d'Air Inter, en ne demandant des fonds qu'à nos clients.

Avant l'entrée en service des A 320, un certain nombre de points délicats devront être réglés. Les conditions de paiement ne sont toujours pas fixées entre Airbus Industrie et Air Inter, celle-ci ne souhaitant pas payer ses appareils en dollars. D'autre part, la question du pilotage à deux ou à trois membres d'équipage reste en suspens : la technologie avancée de l'A 320 permettrait de limiter à deux pilotes la composition de l'équipage, alors que les syndicats de navigants exigent, pour des raisons de sécurité, la présence d'un ingénieur mécanicien supplémentaire. « Nous n'avons pris aucune décision à ce sujet », ajoute M. Eelsen. Nous ne connaissons cet avion que sur le papier. Avant d'opter pour une solution ou pour une autre, il nous faudra étudier l'A 320 avec ceux qui auront à le piloter et à l'entretenir.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Avec nous détenez le privilège d'être associé.

Pour augmenter son capital, la Société Générale procède du 12 au 23 novembre inclus à une offre publique de souscription à 1071894 certificats d'investissement privilégiés, jouissance : 1^{er} juillet 1984. Le prix d'émission est de F 560.

Les certificats d'investissement privilégiés de la Société Générale bénéficient d'un dividende prioritaire cumulé de F 25 par certificat en année pleine (F 12,50 au titre de 1984), auquel peut s'ajouter, avant toute distribution aux actions ordinaires, un dividende complémentaire fixé annuellement par l'Assemblée Générale.

Les certificats d'investissement privilégiés suivent le régime fiscal des actions : avoir fiscal, abattement de F 3000, CEA, détaxation du revenu investi en actions françaises.

L'admission des certificats d'investissement privilégiés à la Cote Officielle de la Bourse de Paris aura lieu dans le courant du mois de décembre 1984. La note d'information (visa COB n° 84-257 en date du 19 octobre 1984) peut être obtenue sans frais auprès des Banques et Agents de Change. BALO du 5 novembre 1984.

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILÉGIÉS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR ÊTRE MIEUX ASSOCIÉ AUX RÉSULTATS



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

AVIS DE PRÉSELECTION D'APPEL D'OFFRES PUBLIC INTERNATIONAL

1. Le gouvernement de la République de Guinée-Bissau se propose de lancer auprès d'entreprises nationales et internationales, présélectionnées à cet effet, un appel d'offres pour l'exécution, à Bissau, sous financement du Fonds africain de développement (FAD), de travaux de construction d'une école technique de formation de cadres de santé (avec différentes constructions sur un niveau, totalisant une surface d'environ 3 400 m²) et de transformation d'un dépôt (de niveau et surface de 1070 m²) existant près de l'Hôpital 3 de Agost.

2. La participation à la présélection est ouverte à toutes les entreprises de construction civile ayant siège dans les États membres ou pays participants au Fonds africain de développement. Les entreprises devront soumissionner isolément, la participation d'associations d'entreprises étant interdite.

3. Les entreprises qui désirent se présenter à la présélection doivent soumissionner au ministère de la santé publique de Guinée-Bissau, en 3 (trois) exemplaires en portugais et 3 (trois) exemplaires en français, avec les traductions respectives lorsque les textes originaux se trouvent écrits dans une autre langue, les documents et informations suivants :

A. Identification de l'entreprise : nom, adresse du siège et des filiales, secteurs d'activité, téléphone, télex, indication des groupes associés.

B. Indication de la structure de l'organisation de l'entreprise et de ses responsables techniques et légaux, avec leurs biographies respectives.

C. Statuts de constitution de l'entreprise.

D. Certificat d'enregistrement de l'entreprise à la Chambre de commerce et d'industrie ou organisme similaire du pays de son siège social.

E. Bilans et comptes de profits et pertes des trois dernières années et capital social actuel souscrit (exprimés en dollars des EUA, les taux de change utilisés devant être indiqués).

F. Quitus de situation fiscale à jour en Guinée-Bissau.

G. Certificats de solvabilité financière émis par 2 (deux) banques d'États membres ou pays participants au Fonds africain de développement.

H. Ressources en personnel : indication du nombre total de fonctionnaires permanents, des cadres techniques et administratifs, par catégories professionnelles principales et niveaux de formation ; indication des personnels clés qui pourront être chargés des travaux de ce projet (à Bissau et au siège de l'entreprise), leurs fonctions et biographies respectives.

I. Ressources en équipement de construction : informations sur les équipements de construction appartenant à l'entreprise (type, marque, puissance, capacité, années de fabrication, quantité, état de conservation et lieux où ils se trouvent) ; indication des principaux équipements jugés nécessaires à l'exécution des travaux à Guinée-Bissau et s'ils appartiennent déjà à l'entreprise, où ils seront acquis ou loués.

J. Informations sur les principaux travaux similaires réalisés par l'entreprise au cours des cinq dernières années, accompagnées de certificats délivrés par les clients concernés.

L. Caractérisation de l'expérience de l'entreprise en Guinée-Bissau et en d'autres pays d'Afrique occidentale.

M. Informations sur les principaux travaux en cours ou en voie d'engagement par l'entreprise (projet, client, montant des travaux, délais d'exécution, ressources employées).

N. Indication d'éventuels sous-traitants devant être utilisés et des travaux à leur charge.

4. Les copies des documents mentionnés à l'article 3 devront être présentés sous forme de cahiers, qui devront se trouver dans des enveloppes opaques, fermées et cachetées, avec l'indication à l'extérieur du nom et adresse de l'entreprise et de l'inscription : « Présélection pour la construction de l'école technique de formation de cadres de santé et transformation du dépôt de l'Hôpital 3 de Agost ».

Ces enveloppes devront être à leur tour mises dans des enveloppes externes, également cachetées, ne mentionnant que : « M. le Ministre de la santé publique, avenue de l'Unité africaine, N° 10, B.P. N° 50, Bissau - Documents d'inscription pour présélection - A ne pas ouvrir ».

5. Les soumissions devront être livrées personnellement contre reçu ou par voie postale recommandée, avec accusé de réception, à l'adresse mentionnée à l'article 4, au plus tard le 21 décembre 1984, avant 18 heures.

6. Le gouvernement de Guinée-Bissau informera les entreprises participantes du résultat de la présélection et fournira aux entreprises sélectionnées les conditions d'appel d'offres et le cahier des charges, jusqu'à la fin de janvier 1985, contre le paiement de US 500 (cinq cents dollars des EUA). Les entreprises nationales pourront retirer le cahier contre paiement de la taxe de US 500 en pesos guinéens au taux de change du jour à la Banque nationale de Guinée-Bissau. Le cahier des charges pourra être retiré au bureau central de l'IA CEP (cellule d'exécution du projet) près de l'Hôpital 3 de Agost.

7. Toute demande d'informations pourra être envoyée au ministère de la santé publique, avenue de l'Unité africaine, N° 10, B.P. N° 50 - Bissau, télex : 249 MINESDRA B1, téléphone : 21-2628.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU.

ETONNANT

LE MAIS VRAI



PEUGEOT 305

545F

PAR MOIS
LES DOUZE
PREMIERS MOIS

Le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle aux conditions générales de l'organe.

Dépôt de garantie initial : 14.393 F pour la 305 (égal à l'option d'achat final).

- 12 mensualités de 545 F la 1^{re} année
- 12 mensualités de 860 F la 2^e année
- 36 mensualités de 1.060 F les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition : 69.413 F.

Offre valable jusqu'au 5 décembre 84 chez tous les concessionnaires Peugeot Talbot affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Din ou Locosovoc.

Modèle présenté : Peugeot 305 - Année modèle 85. Tarif juillet 84 : 50.500 F - sauf Corse.

Les mensualités pour tout autre modèle 305 (hors véhicules utilitaires) seront déterminées en fonction du prix du véhicule choisi.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

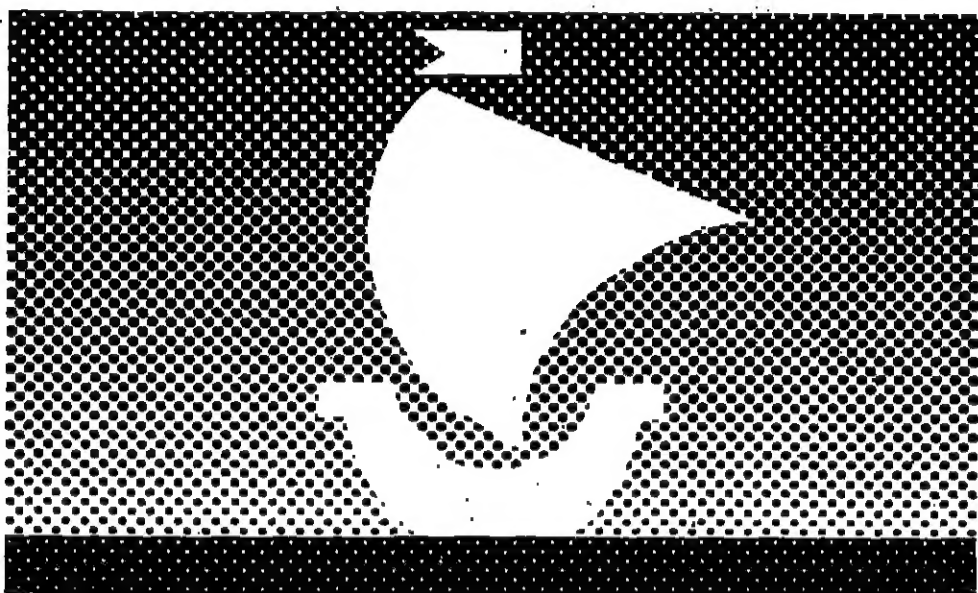
EMPRUNT VILLE DE PARIS

12 novembre 1984 - 500 millions de F.

- Jouissance, règlement : 26 novembre 1984. Durée 10 ans.
- Taux variable : 90 % du T.M.O. avec minimum garanti de 6,5 %.
- Amortissement in fine.

PRIX D'ÉMISSION : 4.874 F. par obligation

une note d'information (via C.O.B. 84-272 du 6.11.1984) peut être obtenue sans frais auprès de la Banque INDOSUEZ 90, Bd. Haussmann 75008 Paris et des établissements chargés du placement.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 407 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL (en millions de francs)

	1983	1984	Variation %
A.G.F.-VIE	4 085	4 776	+ 16,8
A.G.F.-IART	5 918	6 326	+ 6,9
	10 013	11 102	+ 10,9

Les deux sociétés A.G.F.-VIE et A.G.F.-IART sont filiales de la Société centrale des A.G.F., qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions constituant le Groupe des A.G.F.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES A.G.F. EN FRANCE ET DANS PLUS DE CINQUANTE PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

AMAX

Amax annonce pour le troisième trimestre 1984 un bénéfice net de 3,1 millions, soit une perte nette de 3 cents par action ordinaire ; à comparer à une perte nette de 5,52 millions pour la même période l'année dernière. Pour les 9 premiers mois de 1984, le bénéfice net s'élève à 21,1 millions, soit 7 cents par action ordinaire.

DUMEZ

Le chiffre d'affaires du groupe réalisé au cours du troisième trimestre 1984 s'élève à 1 694 millions de francs hors taxes (soit 1 778 millions de francs TTC). Au cours des neuf premiers mois de 1984, les travaux exécutés par le groupe représentent 6 973 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter au 30 septembre 1984 représente environ 11 milliards de francs. Cette estimation ne comprend pas les travaux à exécuter par le groupe pour la construction du nouveau ministère des finances à Paris (environ 600 millions de francs). Le bénéfice net consolidé du groupe Dumez est estimé, pour le premier semestre 1984, à 140 millions de francs. Le résultat net de la société Dumez seule ressort à 111 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTRODUCTION EN BOURSE (Second Marché)

POCHET s.a.
le 13 novembre 1984

MM. LAZARD FRÈRES ET CIE
MM. FAUCHIER-MAGNAN
DURANT DES AULNOIS
Agents de change

BALO du 29 10 1984

EMPRUNT P T T NOVEMBRE 1984

TAUX NOMINAL

11,80%

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT

11,80%

VALEUR NOMINALE : 2 000 F

PRIX D'ÉMISSION : 2 000 F

DURÉE : 12 ANS

AMORTISSEMENT EN 4 TRANCHES ÉGALES
APRÈS UN DIFFÉRÉ DE 8 ANS

DATE DE JOUISSANCE : 26 NOVEMBRE 1984

REMBOURSEMENT AU PAIR SOIT 2 000 F

COTATION : BOURSE DE PARIS

SOUSCRIPTIONS

Bureaux de poste - Comptables du trésor
Centre de chèques postaux



Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



Crédit Foncier de France

US\$ 150.000.000 Obligations à taux variable 1984-1999
échangeables en

Obligations 12 3/4% 1984-1991 libellées en Francs Français

Prix d'émission: 101 1/2%

Garanties inconditionnellement par

l'Etat Français

Crédit Commercial de France • Morgan Guaranty Ltd

BankAmerica Capital Markets Group • Bankers Trust International Limited

Banque Bruxelles Lambert S.A. • Banque Nationale de Paris

Banque Paribas • Baring Brothers & Co. Limited

Berliner Handels- und Frankfurter Bank • Caisse des Dépôts et Consignations

County Bank Limited • Credit Suisse First Boston Limited

Dominion Securities Pittfield Limited • Goldman Sachs International Corp.

IBJ International Limited • Kidder, Peabody International Limited

Kreditbank International Group • Lehman Brothers International

Morgan Stanley International • Nomura International Limited

Sumitomo Finance International • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Nouvelle Emission • le 30 octobre 1984

هكزام النحل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. Des jeunes nous dorment.

ÉTRANGER

3. ASIE
- 3-4. AFRIQUE
4. PROCHE-ORIENT
5. AMÉRIQUES
- BRÉSIL : les généraux s'inquiètent de la possible victoire du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle.
- 6-8. EUROPE
- POLOGNE : un entretien avec M. Adam Michnik.
- ESPAGNE : la persistance de la torture dans les locaux de la police est un fait avéré.

POLITIQUE

9. Le comité directeur du PS.
10. La PCF et les élections cantonales de 1985.

89 FM

Abd « le Monde »
232-14-14
lundi 12, 19 h 30 :
LES PRIX LITTÉRAIRES
FRANÇOIS BOTT
et JOSYANE SAVIGNEAU
répondent aux questions
des auditeurs et des lecteurs

SOCIÉTÉ

12. La querelle juridique autour des Éditions Bordes.
13. L'acquiescement d'un panthéon.
14. Touri Djedjida devant la cour d'appel de Lyon.

CULTURE

15. THÉÂTRE : l'illusion au Théâtre de l'Europe.
16. MUSIQUE : la Walkyrie à Wiesbaden.
19. COMMUNICATION : le budget de 1985.

SPORTS

20. JUDO : les championnats du monde.
21. JEUX OLYMPIQUES : le prix de l'indépendance.
22. RUGBY : la victoire de la France sur la Roumanie.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. POINTS DE VUE : « Déréglementation et politique industrielle », par Paul Mentre ; « Un déficit budgétaire pour préparer l'avenir », par Jacques Mosier.
- 21-22. LES DIFFICULTÉS DES FINANCES LOCALES : « A la dérive », par Michel Giraud.
24. Notes de lecture par Alfred Sauvy.

ÉCONOMIE

40. Drame dans une entreprise du bâtiment des Yvelines.
42. POINT DE VUE : « Sécurité sociale : des occasions manquées », par Jacques Barrot.
44. CONJONCTURE : réchauffer ou réaménager la dette extérieure de la France.
45. ÉTRANGER : TRANSPORTS.

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (19) :
Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.

Le numéro du « Monde »
daté 11-12 novembre 1984
a été tiré à 409 688 exemplaires

META conseil
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Organisation - Audit Social -
Ateliers de Communication et
de Motivation -
Recherche et Sélection de Cadres -
Etudes Graphologiques

BILAN de CARRIÈRE
Vous souhaitez avec juste raison
vous situer personnellement et
professionnellement,
appelez-nous -

Tél. : 232.62.00
META CONSEIL
15, rue du Louvre
75001 PARIS

Bordeaux - Rouen
Le Havre - Lyon - Montpellier
Discretion assurée.

LA TENSION AU NICARAGUA

M. Shultz et M. Weinberger font des déclarations contradictoires sur les intentions des Etats-Unis

Correspondance

Washington. — A Brasilia, où il assiste à la réunion de l'Organisation des Etats américains, M. Shultz, secrétaire d'Etat, a condamné, dimanche 11 novembre, l'« acte criminel » d'un officiel indiscret ayant communiqué aux médias des informations non vérifiées sur la nature du chargement se trouvant à bord du cargo soviétique arrivé la semaine dernière au Nicaragua, et ses services se défendent d'avoir voulu saisir cette occasion pour créer une crise. Au même moment, M. Weinberger, secrétaire à la défense, manifestait plus de fermeté. Tout en indiquant qu'il était encore impossible de confirmer la présence de Mig-21 à bord du cargo, il évoquait la présence au Nicaragua de nombreuses armes offensives soviétiques, que les sandinistes, selon lui, voudraient utiliser pour « intimider leurs voisins ».

M. Weinberger a indiqué aussi que les Etats-Unis avaient mis au point des plans pour faire face à une augmentation des fournitures d'armes soviétiques à Managua, pouvant aller jusqu'à un blocage de ces livraisons — ce que M. Shultz, de

son côté, a toutefois démenti : « Je n'ai pas connaissance d'un tel plan », a-t-il déclaré, à Brasilia, un porte-parole de M. Shultz.

Le moins que l'on puisse dire est que, au sein de l'administration républicaine, les positions divergent à être harmonisées. Pour les éléments les plus durs, l'affaire du cargo justifierait une action plus vigoureuse contre le régime sandiniste. La politique menée jusqu'à présent, font-ils valoir, n'a pas empêché une accumulation, au Nicaragua, d'armes offensives, qui menacent les voisins de ce pays et la sécurité du canal de Panama.

Aussi, selon le *New York Times*, le gouvernement étudierait diverses mesures visant à accroître la pression sur Managua. Les actions envisagées iraient de l'interception en mer des livraisons d'armes jusqu'au rappel de l'ambassadeur américain, en passant par l'augmentation du nombre et de la dimension des manœuvres militaires en Amérique centrale.

H. P.

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE AU CANADA

« Fabulous Fabius ! »

De notre envoyé spécial

Québec. — M. Laurent Fabius a terminé son voyage officiel au Canada en participant, samedi après-midi 10 novembre, à Mont-Réal, en compagnie du premier ministre du Québec, M. René Lévesque, à une émission télévisée de variétés francophones diffusée par Radio-Québec. Entre une complainte de Gilles Vigneault et un murmure de Juliette Gréco, il s'est contenté des banalités de circonstance illustrant parfaitement le style qu'il avait délibérément adopté au cours de son premier voyage officiel à l'étranger en qualité de chef du gouvernement.

Dès son arrivée à Ottawa, M. Fabius s'était montré décidé à s'en tenir à un profil bas afin d'éviter tout impact. Bien que le premier ministre fédéral, par exemple, ait prononcé, de façon inattendue, un discours fort important, puisque pour la première fois M. Brian Mulroney précède sa conception des relations entre Ottawa, Québec et Paris, M. Fabius s'était soigneusement gardé de tout commentaire imprévu, au point de paraître désemparé.

Même à Lévesque, cette commune des bords du Saint-Laurent, où il a été accueilli, vendredi, en tant qu'adjoint au maire de Grand-Quevilly, par la municipalité jumelée à la sienne, le premier ministre ne s'est pas départi de cette attitude réservée, malgré la réception quasi familiale de la population.

Se sobriété a été d'autant plus remarquée, tout au long du voyage, que la plupart de ses hôtes avaient encore en mémoire le lyrisme déployé deux ans auparavant, avec succès, par M. Pierre Mauroy. Tant de retenue de sa part amenait même certains membres de la délégation officielle française à ironiser sur ce paradoxe qu'il y avait à voir un premier ministre de si brillante réputation se montrer, en public, aussi banal dans sa relation de représentation à l'étranger.

Le voyage de M. Fabius a pourtant été réussi. Tant à Ottawa qu'à Québec, c'est cette sobriété, apparemment, qui a répondu à l'attente de ses interlocuteurs. Le ministre québécois des relations extérieures soulignait, en privé, que le réalisme prudent affiché par le chef du gouvernement français représentait la meilleure stratégie possible en ces temps d'incertitudes. La jeunesse de M. Fabius a impressionné, sa connaissance des dossiers aussi. Et finalement, d'Ottawa à Québec, le premier ministre a conforté l'image qu'il est souvent la sienne, l'image d'un de ces monstres à sang froid qui intègrent souvent leurs contemporains autant qu'ils peuvent les séduire. C'est un journaliste anglophone qui a eu, miraculeusement, le mot de la fin : « Fabulous Fabius ! »

ALAIN ROLLAT.

LES RELATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES

M. Pérois a invité le président Mubarak

M. Pérois, premier ministre israélien, a annoncé le dimanche 11 novembre qu'il avait invité le président Mubarak à participer à une réunion au sommet à la frontière entre les deux pays.

« En réponse, le président Mubarak a demandé que cette rencontre soit soigneusement préparée », a ajouté M. Pérois, lors d'un discours prononcé devant une association de donateurs étrangers réunis à Jérusalem. « Nous avons l'intention d'accepter cette requête du président égyptien, afin d'éviter qu'une

seule réunion au sommet ne provoque une déception », a poursuivi le premier ministre.

Un envoyé spécial du président Mubarak pourrait se rendre en Israël prochainement, pour y discuter de la normalisation des rapports entre les deux pays, a rapporté dimanche la radio israélienne. — (AFP, UPI)

« M. Chirac en Arabie saoudite. — M. Chirac, maire de Paris et président du RPK, a en plusieurs entretiens, dimanche 11 novembre, à Ryad, au deuxième jour de sa visite en Arabie saoudite, avec le prince Salmane Ben Abdellaziz, gouverneur de la province de Ryad, puis avec le prince héritier Abdallah.

« Nouvelles violences en Afrique du Sud : six morts. — Cinq personnes — trois hommes, une femme et un enfant — ont été brûlés vifs lundi matin 12 novembre dans la cité noire de Daveyton, à l'est de Johannesburg, après une attaque au cocktail Molotov contre leur domicile, a déclaré un porte-parole de la police à Pretoria. En outre, à Katlehong, près de Daveyton, un conseiller municipal, M. Malachia « Lucky » Mogorosi, quarante-cinq ans, a été retrouvé samedi le corps criblé de balles devant sa boutique.

Ces nouvelles victimes portent à treize-cinq le nombre total de morts, depuis la grève générale du 5 novembre dans le Transvaal. — (AFP.)

Au Chili

PLUS DE 300 PERSONNES ARRÊTÉES PAR L'ARMÉE DANS LA CAPITAILE

Santiago (AFP-AP). — Pour la première fois depuis la réinstauration de l'état de siège, le 7 novembre, l'armée a participé à l'une des opérations menées par les forces de l'ordre chiliennes dans des quartiers pauvres de la périphérie de la capitale. Trois « poblaciones », comptant environ 20 000 habitants, ont été cernées le samedi 10 à l'aube : environ 2 000 personnes ont été interrogées ; sur les 323 qui ont finalement été retenues en garde à vue, il y aurait, selon les autorités, 263 « délinquants » et 60 personnes « aux antécédents subversifs ».

L'archevêque de Santiago, Mgr Juan Francisco Fresno, a violemment dénoncé, lors de son homélie du dimanche 11, de telles opérations, qui visent spécialement « les plus pauvres et les moins protégés ». Mgr Fresno a visité les quartiers qui avaient été « ravagés » par les forces de l'ordre.

A Paris (18°)

NOUVEL ASSASSINAT D'UNE VIEILLE DAME

Une vieille dame, dont on ignorait encore l'identité en fin de matinée, a été découverte morte lundi 12 novembre, à son domicile, 8, rue Armand-Gauthier à Paris (18°). Elle était ligotée et avait été poignardée plusieurs fois. Selon certains indices, notamment du courrier glissé sous la porte, le meurtre pourrait remonter à plusieurs jours.

La deuxième brigade de police judiciaire a été chargée du début de l'enquête, et M. Laurent Devenas, substitut du procureur de la République, s'est rendu sur les lieux.

C'est le huitième assassinat d'une vieille dame à Paris depuis le 4 octobre et le cinquième dans le 18° arrondissement. Un assassinat similaire a eu lieu dans le 12° arrondissement, et deux autres ont été découverts dans le 9° proche du 18° arrondissement.

DOLLAR TRÈS CALME

9,075 F

Sur des marchés des changes très calmes (celui de New-York est fermé lundi 12 novembre), le dollar s'est inscrit à mi-chaussée de ses cours de jeudi et vendredi dernier, s'établissant à 9,07 DM et 9,07 F contre 9,06 DM et 9,11 F le 8 novembre.

RADIOS LOCALES PRIVÉES :

FIN DE LA PÉRIODE DE TOLÉRANCE

Déclare la Haute Autorité

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a diffusé, lundi matin 12 novembre, le communiqué suivant : « La Haute Autorité de la communication audiovisuelle ayant autorisé plus de mille radios locales privées (RLP) à émettre dans les conditions prévues par la loi, elle estime, en plein accord avec la Commission consultative des radios locales privées, qu'il y a lieu de mettre fin à la période de tolérance, au cours de laquelle des RLP dont les dossiers n'avaient pas encore fait l'objet d'une décision continuait à émettre sans être autorisées systématiquement.

« Cette tolérance s'expliquait par les délais dans la mise en place de cette nouvelle liberté de la communication. Elle risque, en se prolongeant et compte tenu du haut degré de saturation de la bande MF dans de nombreuses zones et agglomérations, de mettre en péril le fonctionnement normal des RLP autorisées ainsi que l'écoute des radios de service public et la bonne marche des autres services utilisateurs de la modulation de fréquence, tels les aéroports, les supermarchés, etc.

« Les RLP non autorisées devront donc désormais cesser leurs émissions, sous peine de poursuites, tant que leurs dossiers n'auront pas fait l'objet d'une décision de la part de la Haute Autorité. Celle-ci tiendra compte, dans l'examen de leur demande, en ce qui concerne les fréquences, de leur comportement à ce sujet.

« Les obsèques de Boris Souvarine. — L'historien Alain Besançon a prononcé l'éloge funèbre de Boris Souvarine au cours des obsèques de l'ancien fondateur du PCF, décédé le 14 novembre à l'âge de quatre-vingt-neuf ans (le Monde du 6 novembre). « Communiste pendant huit ans et anticommuniste pendant soixante ans », selon l'expression de M. Besançon, Souvarine a été inhumé au cimetière de Montmartre, le 9 novembre, en présence d'anciens membres du PCF et de divers amis, une centaine de personnes au total.

Sur le vif

Embouteillage

Vous avez vu dans le *Journal du Dimanche* la note de service adressée par l'inspecteur principal aux délégués des PTT du central téléphonique de Valenciennes ? La voici : « Il apparaît de plus en plus que les dames des bureaux ne prennent pas la peine de programmer leurs naissances. En effet, en cette fin d'année, sept d'entre vous sont enceintes dans la même brigade. Il serait bon, pour que de pareils faits ne se reproduisent pas, de vous entendre, au préalable, avant toute action déterminante. »

C'est une de nos standardistes qui me l'a signalée. Elle n'était pas sûre de bien comprendre.

C'est quoi cette action déterminante ?

C'est un acte, l'acte sexuel, un mouvement adapté à une fin : la reproduction de l'espèce.

Fortement. Si vous accouchez les uns sur les autres, ça va tout embouteiller au standard. Faut le faire les uns derrière les autres. Etablir un roulement. Ça, vous avez l'habitude quand même, vous travaillez en brigade, non ?

Où, là, c'est des brigades de trois, une le matin, l'autre l'après-midi. Mais la nuit, chez nous, on n'est plus qu'une. Alors pour le planning...

— C'est pas compliqué. Faut d'abord vous réunir toutes les sept.

— Quand ? C'est pas évident. Je ne sais pas, moi, à la rebève. Vous laissez sonner et vous sortez vos courbes.

— Quelles courbes ?

— Vos courbes de température, cette question ! Pour savoir exactement le jour le plus propice au passage à l'action.

— Et si nous deux, Christiane, ça tombe au même moment ?

— Ça peut s'arranger. Vous prenez vos calendriers. Vous cochez la date de vos dernières règles. Vous ajoutez dix-sept jours. Plus deux cent-soixante-dix. Plus dix semaines de congé prénatal. Plus dix semaines de congé postnatal. Plus, le cas échéant, cinq semaines de vacances. Et vous obtenez la date de la reprise de travail. A partir de là, vous établissez celle de vos rapports fécondants. En les décalant de mois en mois : l'une le 21 novembre, mettons, l'autre le 24 décembre, un soir de réveil, c'est tout indiqué. Seulement, il ne s'agit pas de loucher le coq, attention, ça flaque tout par terre.

— A date fixe, comme ça, c'est pas évident. Et si le coq ne vient pas le jour-là ?

— Vous décrochez votre téléphone et vous demandez à Christiane si le sien peut se faire un remplacement.

CLAUDE SARRAUTE.

UN MEETING DE THIERRY LE LURON

Show Elysée

Transformer en événement politique, et même en meeting d'opposition, un simple « show » télévisé, faire passer sur un ton de variétés les vaines sauteries des journalistes d'opinion, tel est l'objectif visé, samedi soir 10 novembre, sur Antenne 2, par Thierry Le Luron lors de l'émission de Michel Drucker « Champs-Élysées ».

Le chansonnier-imitateur — salue Monsieur Gluck — que la plume nous envoie, a tiré dans le tas. A la manière de Serge Lama il s'adresse M. Le Pen (« Attention danger »). Le public applaudit gentiment. A la manière de M. Defferre il parle de Marseille et du sport préféré de son maire... et le racket et des policiers qu'il affectionne : « Les mequers ». On rit. A la manière de M. Gluck d'Estaling il sort de ses poches des rivières de diamant qu'il offre à qui veut s'en saisir, annonçant qu'il a un bon fournisseur en Centrafrique. Et le public de sourire, toujours très gentiment. Sur M. Chirac il est faible, comme d'habitude.

Tout à coup le show change de vitesse et de nature. Le Luron devenu Gilbert Bécaud entonne « Emmerdant c'est la rose ». Il descend dans la salle. Le public est requis de reprendre en chœur et le public reprend, de tout son cœur. Des spectateurs, sollicités individuellement, entonnent le chœur de l'air du temps : « L'Emmerdant c'est la rose... ». Drucker — pris de court — est dans ses petits souliers, le rouge affleure sous le fond de teint. « Champs-Élysées », écho instantané dans les batailles élyséennes.

Thierry Le Luron s'énervait de ne pas faire le défilé dans le monde de la politique et de cogner sur chacun à bras raccourcis. Il est dans son rôle en tapant sur le pouvoir en place. Les nouvelles c'est que la télévision d'Etat a offert librement une soirée populaire à une séance de défoulement. Vraiment ? Verra-t-on demain (après 1986, après 1988 ?) pareille tolérance ? Attendez...

Br. F.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télévisée
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

ROLEX
GENÈVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

La collection complète Rolex Oyster, chez :

Aldebert
14, place Vendôme
10, rue de la Madeleine
Palais des Congrès, Porte Maillot